

Guide Arts et Spectacles Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14324 - 5 F

JEUDI 14 FÉVRIER 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Répression en Chine

UNE information chassant, ou cachant, l'autre, la guerre du Golfe a du bon. Du moins pour le régime chinois, qui compte sur le fracas des bombes pour assourdir les protestations internationales devant la fourme de procès politiques qu'il vient d'essayer à un peuple démobilisé et démoralisé.

La plupart des principaux dissidents viennent ainsi de passer devant des juges d'autant moins enclins à la compassion que les peines étaient décidées d'avance. Certes, on n'exécute ni ne défend plus les opposants comme pendant les beaux jours du maoïsme, et Pékin se contente de les humilier et de les condamner à la prison. Du moins les intellectuels, car plus connus à l'étranger que la « vulgum pecus » pour qui une peccadille, surtout politique, peut se payer d'une balle dans la nuque, sur un terrain vague.

PROGRÈS, diraient les uns, que cette répression ponctuelle, après les dévastations du stalinisme et du maoïsme. Mais est-elle si ponctuelle, cette politique qui a conduit à des milliers d'exécutions et, selon certaines bonnes sources, à plus de cent mille arrestations depuis l'écrasement du « printemps de Pékin » ? Et peut-on se réjouir du fait qu'après dix ans de libéralisation économique on exécute toujours aussi allégrement en Chine, et qu'on y tolère aussi mal les déviances ?

La déception est au niveau des espoirs qu'avait suscités l'« ouverture » économique préconisée par M. Deng Xiaoping. Tout comme la perestroïka de M. Gorbatchev, cette politique fondée sur des demi-mesures – peut-on « libéraliser » l'économie sans la politique, ou l'inverse, surtout dans un régime fondé sur un marxisme qui lie irrémédiablement les deux ? – a montré ses limites : le toilettage d'une dictature s'arrête dès que le pouvoir de ses dirigeants risque d'en pâtir.

CERTES, les affaires restent les affaires, et la France, après le Japon et les États-Unis, a renoué ses liens commerciaux avec Pékin au terme d'une année et demie de réserve et avec quelques remarques bien senties sur les droits de l'homme. Mais chacun sait que l'argent n'a pas d'odeur et que le tintement des espèces recouvre bien souvent le murmure des critiques. Qu'ils protestent pourvu qu'ils paient, semble répondre Pékin aux Occidentaux, la Chine ayant un besoin pressant de capitaux étrangers pour maintenir à flot son économie.

Hier considérée par certains économistes et politiciens – avec un optimisme exagéré – comme « le marché du siècle », la Chine a montré depuis deux ans qu'elle était un colosse aux pieds d'argile. Raison de plus pour lui rappeler que son intégration à la communauté des nations, si elle lui donne des droits, lui impose également des devoirs, à commencer par celui de traiter un peu moins cavalièrement les droits de l'homme. Car la moralisation des relations internationales, si elle veut être prise au sérieux, ne doit pas s'arrêter aux frontières du Koweït et de l'Irak.

Lire page 9
l'article de FRANCIS DERON

M0147 - 0214 0 - 5,00 F



Les démarches de Moscou auprès du président Saddam Hussein

L'Irak reste insensible aux pressions diplomatiques

M. Rocard se rend à son tour en Arabie saoudite

M. Michel Rocard devait s'envoler mercredi soir 13 février pour l'Arabie saoudite en compagnie du ministre de la défense, M. Pierre Joxe. Le premier ministre rendra visite à plusieurs unités françaises et s'entretiendra avec les autorités de Ryad et les dirigeants koweïtiens en exil.

Rentré des États-Unis mercredi matin, M. Joxe avait été reçu mardi à Washington par son homologue américain, M. Dick

Cheney. Il a affirmé qu'il n'y a pas de différence d'appréciation entre la France et les États-Unis sur la conduite des opérations militaires dans le Golfe.

A Moscou, on annonçait mercredi en début d'après-midi la venue, dimanche 17 février, du ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, qui doit rencontrer lundi M. Gorbatchev. Recevant mardi à Bagdad l'ambassadeur soviétique,

M. Evgueni Primakov, le président Saddam Hussein s'est dit « prêt à coopérer » avec Moscou mais, restant insensible aux pressions diplomatiques, il n'a laissé à son hôte aucun espoir quant à un éventuel retrait irakien du Koweït.

Selon un responsable irakien, plusieurs centaines de personnes ont été tuées mercredi matin, lors d'un bombardement, dans un abri situé dans la périphérie de Bagdad.

Le fait que Moscou marque depuis quelques jours ses distances par rapport à la conduite américaine de la guerre n'a pas échappé à Saddam Hussein. « Que les points de vue de l'Irak et de l'URSS sur la situation dans le Golfe divergent ne justifie pas que l'on doive fermer les yeux sur les crimes commis par les États-Unis sous la couverture de la résolution 678, ou qu'on doive leur permettre de continuer », a déclaré, mardi 12 février, le président irakien à l'ambassadeur de M. Gorbatchev, M. Evgueni Primakov, qui l'a rencontré à Bagdad.

C'était une façon de prendre acte des mises en garde formulées ces derniers jours par divers responsables soviétiques contre les atteintes à la population civile irakienne et contre un dépassement du mandat des Nations unies par les forces alliées. La



C. T.
Lire la suite page 5

Lire page 7 l'article de JEAN-LOUIS ANDRÉANI

Un plaidoyer de M. Gorbatchev devant M. Dumas

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Premier membre d'un gouvernement occidental reçu à Moscou depuis le déclenchement de la guerre du Golfe – et depuis le massacre de Vilnius – M. Roland Dumas a eu droit, mardi 12 février, à un entretien de deux heures un quart avec le président Gorbatchev, après trois heures de discussions avec le nouveau chef de la diplomatie soviétique, M. Alexandre Bessmertnykh.

Pourquoi cette visite si subite et si dense ? Le ministre français

des affaires étrangères s'est bien gardé d'apporter une réponse claire à la question. Elle était d'autant plus justifiée que si les Français affirment avoir répondu à une invitation formulée à la fin de la semaine dernière par les Soviétiques, certains responsables à Moscou indiquaient, eux, à des journalistes soviétiques, que c'était Paris qui était demandeur.

Comme d'habitude, la vérité se situe sans doute à mi-chemin : le gouvernement français avait probablement envie de voir d'un peu plus près quelles étaient les intentions de Moscou sur « l'après-crise du Golfe », tandis

que M. Gorbatchev, lui, éprouve apparemment en ce moment un besoin pressant de s'épancher sur ses difficultés intérieures et de faire connaître aux Occidentaux « sa » version des événements dans les pays baltes.

Sur le Golfe, l'entourage de M. Dumas a souligné « la très grande coïncidence des points de vue » entre Moscou et Paris, tant sur la crise actuelle que sur « l'art et la manière d'accommoder l'après-crise ».

SYLVIE KAUFFMANN
Lire la suite page 10

Le Monde L'ÉDUCATION

FÉVRIER 1991

NUMÉRO SPECIAL - 22 F

EXCLUSIF

BAC 90

LES RÉSULTATS

LYCÉE PAR LYCÉE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'agonie de Trabant

L'usine qui produit la célèbre petite auto va fermer.
Comme dans toute l'ex-RDA, la transition est douloureuse.

ZWICKAU (Saxe)
de notre envoyé spécial

Dans le dédale des murs de briques noircies des Sachsenring Automobilwerke Zwickau (Saxe), la nostalgie de la Trabant – cette petite voiture qui a symbolisé les révolutions est-européennes de 1989 – est un luxe que l'on ne paraît pas encore avoir les moyens de s'offrir. « Ici, tout est bon pour la ferraille », assure sans l'ombre d'une hésitation Thomas, vingt ans, ouvrier qualifié depuis quatre ans dans cette usine symbole de l'ex-socialisme est-allemand. L'usine n'a plus que quelques mois, voire quelques semaines, à vivre. De ses chaînes ne sortent plus que 230 véhicules par jour. Bientôt, la Golf de Volkswagen remplacera la Trabi. La transition est douloureuse.

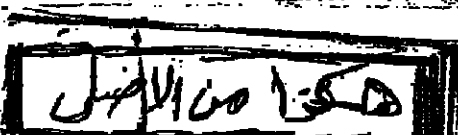
Témoin du retard accumulé, la Trabant fait partie d'un passé

que l'on souhaiterait vite oublier mais qui n'a pas fini de laisser des marques. Ainsi, les experts de l'environnement se demandent-ils aujourd'hui comment se débarrasser des épaves actuelles et futures de Trabant. Le stock représenterait quelque deux millions d'exemplaires. Leur carrosserie, plastifiée, n'est pas biodégradable!

Néanmoins, à Zwickau (120 000 habitants), tout laisse à penser que la fin est proche. Les chaînes de montage ne fonctionnent qu'à 50 % de leur capacité, les trois mille salariés attachés à la production des Trabant (sur un total de 8 800 salariés pour le groupe Sachsenring) se trouvent au chômage partiel et perçoivent 87 % de leur salaire net. Un millier d'entre eux ont même été priés de rester chez eux.

JEAN-MICHEL NORMAND
Lire la suite page 30

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 7 DH; Tunisie, 650 m.; Allemagne, 2,20 DM; Autriche, 22 SCH; Belgique, 23 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; États-Unis, 465 F CFA; Danemark, 12 KR; Espagne, 175 PTA; G.-B., 70 p.; Grèce, 180 DR; Hongrie, 90 p.; Italie, 2 000 L; Luxembourg, 33 FL; Norvège, 13 KRN; Pays-Bas, 2,50 FL; Portugal, 150 ESC; République tchèque, 378 F CFA; Suède, 14 KRS; Suisse, 1,70 FS; USA (Hav.), 2,50 \$.



DÉBATS

La guerre du Golfe

Citoyens ou ressortissants ?

par Raghd El Chamhah

TOUTE crise dans le monde arabo-musulman a, sur les citoyens français de confession musulmane, un effet paradoxal. En effet, bien que ne souhaitant pas se démarquer du consensus national, ils sont souvent l'objet de rejet du fait d'une perception globale négative de l'«Arabe» et du «musulman».

Un grand nombre d'entre eux finissent alors, dans un contexte aussi simpliste, par s'identifier aux causes les plus extrêmes.

Si le musulman français donne aujourd'hui l'impression d'être désarçonné face à la crise du Golfe, c'est principalement parce que les projecteurs de l'actualité le poursuivent et que les médias le pourchassent : « Qui êtes-vous et dans quel camp vous rangez-vous ? » Question qui entraîne automatiquement la réponse qui n'est pas celle qu'il voudrait spontanément donner : il est

d'abord pour son pays, la France, et adhère aux choix qui sont également ceux de ses citoyens «de souche».

Mais voilà : harki abusé par une vision mythique de l'Hexagone et promu à l'oubli ou à l'opprobre, naturalisé parce qu'il voulait fuir une réalité misérable pour s'accrocher au rêve français, il est soumis à un examen de passage cent fois renouvelé. Il est alors voué à vivre en marge de sa francité et à y faire, de temps à autre, des incursions à peine tolérées.

Pourtant, ce musulman français, quel espoir pourra-t-il être pour la France ? A la veille de 1992, avec une Europe qui a montré qu'elle est politiquement sans leu, le musulman français devrait être associé à la mise en œuvre d'un dialogue avec le Sud arabo-musulman. Parce qu'il est sans doute le mieux préparé à l'entamer, au nom de son pays d'adoption, leader dans le Vieux

Continent, et de sa terre d'origine, où la France est perçue avec amitié et sympathie.

Cette dimension doublement méditerranéenne de notre pays n'est toujours pas dans les projets de l'Etat ni dans la préparation de l'avenir de la France. Il n'en est pas tenu compte dans l'élaboration de notre politique étrangère. Ne serait-ce que parce que les diplomates français musulmans se comptent sur les doigts d'une main...

La langue arabe et l'histoire de la civilisation musulmane sont fort réduites dans l'enseignement. Cela contribue à dévaloriser les origines de plus d'un million et demi de citoyens de notre pays.

L'institut du monde arabe sombre pour n'avoir pas été, dès l'origine, une entreprise française valorisant la dimension arabo-musulmane de l'Hexagone. Que d'occasions perdues...

Mais le danger est aujourd'hui plus grave encore. Les musulmans français, solidaires de leur président, restent à l'écart de leurs coreligionnaires d'outre-Méditerranée. Ils sont les mieux placés pour expliquer le message de la France et maintenir les liens privilégiés avec leurs voisins du Sud. Ils doivent participer désormais à l'effort national de dialogue.

Ainsi peuvent-ils éviter une fracture annoncée, faute d'un langage commun. Ce langage, les Français musulmans le maîtrisent parfaitement. En ayant la possibilité effective de parler au nom de la France, ils se sentiraient plus engagés. De ressortissants, ils deviendraient enfin des citoyens.

► Raghd El Chamhah est président de Radio-Orient, une radio à destination de la communauté musulmane en France.

TRAIT LIBRE



COURRIER

Peine de mort rétablie

Le PS a aboli la peine de mort après l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981. L'édifice promettait : le temple d'une société nouvelle brisant les lois injustes de la barbarie...

Dix ans déjà ! La peine de mort est rétablie pour des centaines de milliers d'innocents : le PS a voté la guerre !

Sur quoi repose à présent votre société nouvelle, votre ère de justice ? Vous agissez comme nos ancêtres. Qu'avez-vous donc inventé de si humain vous qui préférez à nouveau le crime d'innocents comme unique moyen de règlement des conflits ?

Il est vrai que Saddam Hussein est un barbare, comme le fut d'ailleurs Napoléon I^{er}, quinze ans après la Révolution des droits de l'homme. Ses crimes s'inscrivent encore sur notre Arc de triomphe ! Mais comment arrêter un dictateur ?

Par tous les moyens, sans doute, excepté celui de tuer ! C'est la définition même de l'abolition de la peine de mort...

Pensez-y lorsque vous aurez l'audace de vous agenouiller à nouveau sur la tombe du Soldat inconnu !

SEERGE BOURDARIAS
Poitiers

Les deux faces de l'indépendance

L'indépendance, qui est le fondement de notre politique étrangère et de défense, a deux faces : d'un côté, il s'agit d'être capable de dire non à nos alliés au cas où ceux-ci feraient pression sur nous pour que nous nous engageions à leur côté dans des aventures qui ne sont pas les nôtres ; mais de l'autre, il s'agit d'être prêt pour pouvoir, le moment venu et si telle est la décision du pays, agir aux côtés de nos alliés.

Or, pour être à même d'intervenir

nir utilement auprès d'eux, il faut disposer de matériels de niveau technologique équivalent à celui des leurs, il faut être interopérable, il faut avoir des procédures opérationnelles similaires, il faut donc, en temps de paix, apprendre à travailler ensemble, c'est-à-dire faire des exercices en commun, etc. Il ne s'agit pas d'être intégré en temps de paix ; il s'agit d'être intégrable si besoin est.

L'alliance atlantique décidait, le 6 juillet dernier à Londres, d'entreprendre une réflexion sur la façon de transformer l'alliance pour l'adapter au nouveau contexte géopolitique. La France s'est désolidarisée de cette entreprise : cela au risque de s'isoler et alors qu'elle critique, le plus souvent d'ailleurs à fort bon escient, le fonctionnement de l'alliance.

De même, la France a condamné l'initiative de défense stratégique (dont l'objectif était la lutte antimissile) du président Reagan ; la présentation qu'en fit à l'époque l'administration fut certes bien maladroite ; mais qui peut dire aujourd'hui que la lutte antimissile soit contraire aux intérêts du pays ?

PIERRE AUDIGIER
Paris

Moutons de Panurge

Il y a le mouton dit « pacifiste béant », parce qu'il est contre la guerre, et tout cas contre celle-ci. On l'appelle souvent munichois, en le montrant du doigt, pour lui faire honte, et parce qu'en rappelant toujours le souvenir d'une guerre qu'il fallait effectivement faire, on évite d'avoir à se rappeler toutes celles qu'on se serait honoré de ne pas faire.

Et il y a le mouton de Panurge, de l'espèce mouton de boucherie, et même de boucherie héroïque.

Quand on lui dit : « Cette guerre est la guerre du bien contre le mal », quand on lui dit : « De cette guerre surgira un nouvel ordre

international », il fait bœuf. Et il se jette, tête baissée, dans la guerre comme dans la mer. Il serait donc juste de l'appeler « belliciste béant ».

Le plus étrange est que le belliciste béant n'a même pas conscience d'être mouton.

ANDRÉ HELARD
Rennes

Le silence des émirs

Je suis étonné du total silence des émirs d'Arabie, du Koweït ou d'ailleurs.

Comment se fait-il que l'Arabie saoudite - « Vatican de l'islam » - n'ait pas été capable de mobiliser les musulmans pour sa cause et que ce soit Saddam l'athée qui l'ait fait ?

Que font les émirs au fond de leurs palais ou de leurs hôtels de grand luxe pendant que Saddam occupe les émirats, prend des initiatives, rend visite à ses troupes ? Pourquoi ne réagissent-ils pas ? Incompétence, apathie, dédain de seigneurs pour les réactions du peuple, fatalisme ?

Il ne suffit pas d'être capable de signer de gros chèques pour garder le pouvoir.

RAYMOND BODARD
Touvre (Charente)

Une précision de Didier Daeninckx

Dans le Monde du 2 février, vous me présentiez comme étant un « écrivain proche de M. Alain Krivine de la LCR (trotskiste) ».

Je ne considère pas que cela soit infamant, mais l'amalgame qui sous-tend cette formulation me semble très réducteur. Je tiens donc à vous préciser que je me sens également un écrivain proche de Julien Dray de la NES (socialiste), de Jean-Pierre Chevènement de S et R (socialiste), de Maurice Joyeux de la FA (anarchiste), d'Henri Krasucki du PC (communiste), d'Yves Frémion (Vertist)...

En vérité je me sens proche de tous ceux qui, dans ce pays, se prononcent pour qu'un terme soit mis à l'aventure militaire française dans le Golfe.

DIDIER DAENINCKX
Aubervilliers

Des tonnes de bombes

Votre correspondant à Washington, Jan Krauze, écrit dans le Monde du 7 février : « L'Irak a déjà reçu, en à peine trois semaines, plus de bombes que l'Allemagne pendant toute la durée de la seconde guerre mondiale ». L'Irak aurait donc reçu sur son sol durant cette période plus de 1 350 000 tonnes de bombes puisque c'est ce chiffre dont fait état le Dictionnaire de la seconde guerre mondiale édité par Larousse. Or les informations récentes font état de 40 000 à 50 000 tonnes larguées par les avions alliés sur l'Irak en trois semaines de guerre.

M. ROLAND ITEY
Massy

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lassoune, gérant
directeur de la publication
Bruno Freppaz
directeur de la rédaction
Jacques Guiz
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amélie
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Farnaud
Philippe Harroven
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beauvillier (1944-1959)
Jacques Fauvet (1959-1982)
André Laurens (1982-1989)
André Fontaine (1989-1991)

RÉDACTION ET SERVICE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. (1) 40-65-25-26
Télécopier : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. (1) 40-65-25-25
Télécopier : 48-60-30-10

Badges anticolonialistes

Bien sûr, la plupart des problèmes - échanges économiques, coopération, aide humanitaire, émigration - demeureront. Mais ils seront abordés dans un autre contexte, caractérisé par un autre type de relations. Nous ferons d'abord la politique de nos intérêts respectifs. Ceux-ci sont opposés sur certains points, convergents sur d'autres. Mieux vaut traiter cela froidement entre nations adultes sans évoquer, à tout moment, le de Gaulle des années 1962-1967 et, pour certains d'entre nous, sans exhiber nos vieux badges anticolonialistes.

On nous répète qu'à la base des réactions du monde arabe, il existe un sentiment d'humiliation qu'il focalise sur les défaites militaires infligées par Israël. D'où l'immense prestige de Saddam Hussein... tant qu'il n'a pas, à son tour, connu l'échec. Si j'étais arabe, je dois dire que je me sentais davantage humilié par l'incapacité à créer un tissu industriel moderne, à bâtir des Etats démocratiques, à mettre fin à des comportements moyenâgeux.

Mais je ne suis pas arabe. Je suis français, européen, occidental

Pour parler clair, disons que tout politique méditerranéenne doit nous lier étroitement à l'Italie et à l'Espagne, avec en arrière-fond la Communauté européenne. Si, dans ce concert, les meilleures idées viennent de nous, tant mieux ! Mais cessons d'afficher notre orgueil, pour ne pas dire, notre suffisance.

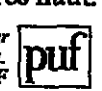
► Gilles Martinet est ambassadeur de France.

Les noms de la loi

Gérard Timsit

LA définition du Droit est tout inspirée d'une conception théologique de la loi et marquée de réminiscence du sacré. La loi est parole de Dieu ou de son substitut laïque, l'Etat. Et si, plus que parole ou écriture, la loi était silence ? Plus anonyme que Dieu, plus imposante que lui, elle serait alors - définitivement - le Très haut.

Collection "Les noms du Droit" dirigée par
M. Delmas-Marty, G. Timsit.
200 pages - 149 F



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

هذا من الاصل

LA GUERRE DU GOLFE

Le film des événements

Le jeu de Moscou

Y aurait-il matière à espoir en lisant, entre les lignes, la déclaration de M. Saddam Hussein faite, mardi 12 février, à l'issue de sa rencontre avec M. Evgueni Primakov, l'émis-saire personnel de M. Mikhaïl Gorbatchev ? « L'Irak est prêt à étendre sa coopération à l'Union soviétique et à d'autres nations et organisations en vue de trouver une solution pacifi-que, politique, équitable et honorable aux problèmes cru-ciaux de la région, notamment à la situation dans le Golfe », a affirmé le dictateur de Bagdad dont les propos ont été rappor-tés par la radio nationale.

Les Etats-Unis ont accueilli avec prudence cette déclaration dont le flou vise peut-être plus à les embarrasser qu'à les apai-ser. « Four trouver une solution, il faut d'abord que les irakiens commencent par quitter le Koweït », a commenté le porte-parole de la Maison Blanche. Le secrétaire général de l'ONU a jugé, pour sa part, « extrêmement bienvenue » cette offre de coopération si elle aboutit à une « solution juste » qui a « pour préalable, le retrait complet des troupes de Bagdad du Koweït ». Ce dont, bien évidemment, Saddam Hussein n'a soufflé mot.

Moscou, qui, récemment, s'était vu reprocher par Washington de donner foi à la « propagande » irakienne, joue-

rait-il franc jeu dans cette affaire ? En visite, mardi, à Mos-cou, M. Roland Dumas a été informé par son homologue soviétique que la mission de M. Primakov visait seulement, sans trop nourrir d'illusions, à vérifier si le « fond de la pen-sée » de Saddam Hussein était « un peu différent » de ce qu'il en laissait paraître.

Le chef de la diplomatie fran-çaise s'est, d'autre part, inquiété auprès de ses interlo-cuteurs, avec lesquels il partage des opinions « très rappro-chées » sur les différents scéna-rios de l'après-guerre, des infor-mations qui viennent de faire état de multiples conversations en russe interceptées par les alliés sur les fréquences mili-taires irakiennes. Dossier classé ? « L'assurance m'a été donnée, a-t-il indiqué, que l'URSS a rapatrié ses coopé-rants militaires et civils d'Irak et qu'il n'y avait plus d'experts soviétiques. »

Alignement

Pendant ce temps, à Washington, M. Pierre Joxe qui se rendra, jeudi, en Arabie saoudite, en compagnie de M. Michel Rocard, a déclaré, à l'issue de ses entretiens avec le président George Bush, qu'il n'y a pas de différence d'appré-ciation entre la France et les Etats-Unis sur la conduite des opérations militaires. A cet

égard, M. Tahia Yassine Rama-dan, premier vice-premier mini-istre irakien, s'en est violemment pris à « l'administration Mit-terrand » qui, selon lui, « ne repré-sente pas seulement l'image hideuse de la France qui avait égorgé un million et demi d'Al-gériens mais aussi celle d'un pays complètement aligné sur l'administration américaine ».

Sur le théâtre des opérations, les troupes de la coalition anti-irakienne, un seul, selon le porte-parole du département d'Etat américain, aurait été directement « commandité » par Bagdad.

La Turquie s'est défendue de vouloir utiliser « l'arme de l'eau », en clair resserrer le ro-binet de l'Euphrate, pour punir Saddam Hussein. D'autre part, la Syrie a accepté de vendre du pétrole à la Jordanie qui ne dis-pose plus que de deux mois de stocks. Depuis l'arrêt, en sep-tembre, des livraisons saou-diennes, le royaume hachémite s'approvisionnait en Irak mais les bombardements alliés de l'autoroute Bagdad-Amman ont singulièrement affecté cette source.

Compte à rebours

Les dirigeants israéliens, qui continuent d'imposer un cou-vre-feu partiel en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, affi-chent, de leur côté, une impa-tience grandissante. Pour cal-mer l'opinion publique, ils laissent ainsi entendre qu'ils ne pourront pas continuer long-temps sur la voie de la « rete-nue ». Les 33 missiles déjà tom-bés sur l'Etat hébreu ont fait 2 morts et 304 blessés et endommagé 7500 appartements. Selon un responsable israélien, lors de sa visite au Etats-Unis, M. Moshe Arens, le

ministre de la défense, aurait cherché à obtenir l'accord de Washington pour que Jérusa-lem puisse prendre sa part à l'élimination des rampes de lancement de missiles ira-kiennes. Le premier ministre a assuré que son pays était maté-riellement capable de supprimer cette menace.

« Si la Syrie veut engager un dialogue, a souligné le chef de la diplomatie israélienne, nous lui tendrons la main, sans poser aucune condition préalable ». M. David Lévy a, en outre, confirmé que l'Etat hébreu avait dans ses cartons un « plan de paix » en cinq points qui prévoit notamment un accord de non-belligérance entre Israël et ses voisins et un accord de désar-mement régional.

Au moment où les musul-mans célèbrent le voyage du Prophète Mahomet de La Mec-que à Jérusalem sur un cheval blanc, le chef d'une organisa-tion intégriste palestinienne a déclaré, sur les ondes de Radio-Bagdad, que l'histoire allait se répéter, que Saddam Hussein, « choisi par Dieu pour diriger les croyants dans la bataille contre les impies », entrerait bientôt à Jérusalem sur un cheval blanc. « Les juifs savent que le compte à rebours pour la disparition de leur Etat a commencé... »

JACQUES DE BARRIN

La situation militaire

Des dizaines de puits de pétrole sont en flammes au Koweït

Une cinquantaine de puits de pétrole répartis « dans l'ensemble des champs pétro-liers koweïtiens » sont en flammes depuis une semaine, a révélé, mardi 12 février, le vice-amiral Mike McConnell, l'un des porte-parole du Pentagone. « Nous surveillons la situation, c'est un problème difficile », a-t-il ajouté. Le porte-parole a rappelé que les ira-kiens « avaient avantage à déclencher des incendies », pour utiliser la fumée à des fins de protection. Le général Tom Kelly, direc-teur des opérations à l'état-major conjoint, a estimé pour sa part que ces incendies « ali-més par les irakiens (...) n'auraient pas d'im-pact significatif sur les opérations militaires ».

Sur le théâtre des opérations, des unités d'artillerie américaines et saoudiennes, appuyées par l'aviation et la marine, ont sou-mis des concentrations de troupes et de blin-

dés irakiens stationnés dans le sud du Koweït à un véritable déluge de feu pendant trois heures mardi. Trois bataillons d'artil-lerie saoudiens et un bataillon d'artillerie des marines, appuyés par des appareils de l'aéro-naute et les canons de 400 mm du cuirassé Missouri ont été engagés dans cette opé-ration, la plus importante du genre depuis le début des hostilités. Les forces irakiennes n'ont pas riposté.

Des unités américaines ont d'autre part repoussé une patrouille de reconnaissance ennemie et échangé des tirs d'artillerie avec l'armée irakienne sur un autre point de la frontière saoudienne avec le Koweït occupé, ont annoncé mardi des responsables mili-taires américains. Environ 70 obus d'artil-lerie et de mortiers ont été tirés sur la patrouille irakienne, forte de 20 à

30 hommes, qui avait pénétré en territoire saoudien lundi soir, et s'est ensuite dispersée dans plusieurs directions.

Deux ministères bombardés

à Bagdad

A Ryad, un porte-parole militaire améri-cain a annoncé qu'un chasseur-bombardier F-15 avait abattu mardi un hélicoptère ira-kien de type non identifié dans le nord de l'Irak. Le commandement saoudien a pour sa part annoncé, sans autres précisions, que le missile Scud tombé dans la nuit de lundi à mardi dans la banlieue de la capitale avait fait un mort - et non deux blessés légers - seulement comme indiqué précédemment.

A Bagdad, des témoins rapportent que l'aviation alliée a en partie détruit, dans la

nuit de lundi à mardi, deux immeubles de cinq étages abritant le ministère de l'admin-istration locale, dirigé par un cousin du pré-sident Saddam Hussein, et le ministère de la justice.

Ces deux ministères sont situés à proxi-mité de la rue Haifa, un axe très peuplé et très commerçant du centre de Bagdad. Six personnes ont trouvé la mort dans ce bom-bardement, a-t-on appris auprès de la défense civile irakienne.

Par ailleurs, le président de l'Assemblée nationale, Saïd Mehdi Saleh, a déclaré dans un communiqué que l'Irak s'était jusqu'à présent abstenu d'utiliser ses « armes mor-telles de pointe ». Il a également mis en garde les forces alliées : « Si les Américains veulent épargner à leurs fils une mort certaine, tou-tes les nuits ont à faire est de retirer leurs forces

vacillantes de la terre sacrée des Arabes et de laisser les Arabes régler leurs différends entre eux ». Les raids alliés, a ajouté M. Saleh, n'ont fait que rendre les irakiens, « plus fermes et déterminés ».

A Londres enfin, le haut comité représen-tant le gouvernement koweïtien en exil a rapporté que des soldats irakiens avaient commencé à abandonner des positions expo-sées, telles qu'écoles et stades, pour s'installer dans des immeubles d'habitation surplombant les grands axes de divers quartiers de la capitale koweïtienne.

Les irakiens, selon ces informations, « ont fortifié leurs nouvelles positions en scellant les fenêtres afin de ne laisser que de petites ouvertures pour leurs armes ». - (AFP, Reu-ter, AP.)

De nouveaux guides renforcent l'efficacité des bombardiers

Après avoir réorganisé sa « chasse » aux chars et pièces d'artillerie irakiennes, devenue la priorité de l'aviation sur le théâtre d'opération du Koweït, en divisant le pays en zones pré-cisément délimitées, l'armée de l'air américaine a de nouveau innové en utilisant des contrôleurs aériens volants pour régler le tir des bombardiers.

DAHHRAN

de notre envoyée spéciale

Détruire un char, pour un pilote de F-16 dont la vitesse sur la cible est de 900 kilomètres-heure, est une tâche difficile. Les pilotes admettent

qu'auparavant, ils perdaient beau-coup de temps au-dessus du champ de bataille pour identifier leur objec-tif « au milieu, disent-ils, d'un fouil-lis d'armes détruites ». Dorénavant, ces contrôleurs volants, qui opèrent à bord d'un F-16, tournent autour de la zone choisie quotidiennement en fonction des concentrations d'ar-mements constatés et dirigent les bombardements de leurs camarades qui arrivent par groupes de quatre avions. A chacun, ils assignent une cible et surveillent immédiatement le résultat.

Cette technique, qui suppose une supériorité aérienne totale, réduit le temps passé au-dessus de la zone et autorise en outre un réglage quasi parfait des opérations de ravitaille-ment en vol permettant un bombar-

dement en chaîne ininterrompue, les avions se remplaçant entre bombar-dement et ravitaillement. Trois tours de vingt-quatre F-16, qui emportent chacun quatre tonnes de bombes, sont effectués dans la jour-née. Les F-16, tournent autour de la zone choisie quotidiennement dans un des Etats du Golfe, regar-dent ensuite leur base, puis au sud, « mission accomplie ».

Une opération parallèle se déroule aussi avec les avions d'attaque A-10 qui jouent le même rôle, mais lors de missions moins profondes en ter-ritoire koweïtien compte tenu de leur vitesse inférieure et de la portée plus courte de leurs missiles.

« Nous commençons à voir, sur des kilomètres, la terre brûlée et des cra-tères de bombes », affirme un pilote de F-16 qui assure d'autre part, que les irakiens essaient « sans succès » d'établir de nouvelles routes de communication au Koweït. « Le tiers du pays est recouvert d'une épaisse fumée noire », rapporte-t-il, alors qu'on affirme ici qu'environ quarante puits de pétrole koweï-tiens sont en feu depuis plusieurs jours. L'aviation alliée poursuit à un rythme élevé ses raids contre le Koweït : 675 dont 255 contre la garde républicaine irakienne, a annoncé le porte-parole américain. Selon le général Neel, un convoi de véhicules militaires irakiens aurait été bombardé avec succès mardi 12 février.

F. Ch.

[Pour les attaques de Jaguar français sur des cibles au sol au Koweït et en Irak, les Mirage-FR, qui ont repris leurs vols depuis que les alliés ont acquis la certitude que ces avions ne pouvaient plus être confondus avec des appareils irakiens du même type, rem-plissent eux aussi une mission de gol-dage et de contrôle des raids. En avant de la formation d'attaque, ils identifient les objectifs, grâce à leurs équipements spécialisés de bord, et ils assurent la navigation des Jaguar jus-qu'à l'achèvement des opérations.]

La « revanche » tardive de Jimmy Carter

L'ancien président Jimmy Car-ter, accusé en pleine campagne présidentielle en 1980 par son futur successeur, Ronald Reagan, de manque de fermeté en matière de défense, ce qui, en pleine affaire des otages américains à Téhéran, devait contribuer à précipiter son départ de la Maison Blanche, est en train de prendre sa revanche.

Il est vrai que l'impressionnant arsenal rassemblé par les Etats-Unis dans le Golfe est le résultat d'une politique de réarmement de l'Amérique vieille d'une quinzaine d'années, longtemps critiquée mais qui porte aujourd'hui ses fruits. Et si le nom du président Ronald Reagan est généralement associé à cette politique, les spé-cialistes soulignent que le crédit en revient plutôt à son prédécesseur,

le démocrate Jimmy Carter. Aussi ce dernier a eu beau jeu de rap-peler mardi 12 février, au cours d'une conférence de presse dans l'Indiana, que son administration avait développé une grande partie des armes sophistiquées utilisées dans la guerre du Golfe, et notam-ment le chasseur furtif F-117 et le missile de croisière Tomahawk. Ajoutant que lui-même et son secrétaire à la défense, M. Harold Brown, avaient également pour-suivi le travail entrepris du temps de la présidence Ford sur les mis-siles Patriot, l'ancien président a fait observer que pendant les huit ans ayant précédé son accession à la présidence, en 1976, les dépenses militaires avaient baissé et qu'il avait renversé cette ten-dance. « Je n'ai jamais ressenti le besoin de me justifier », a conclu

M. Carter à propos des critiques lancées contre lui par le président Reagan.

« Pauvre Carter, devait commen-ter Lawrence Korb, un ancien secrétaire adjoint à la défense du gouvernement Reagan. On ne lui a jamais reconnu le mérite qu'on lui devait ». La presse en particulier, qui, l'été 1980, après la publica-tion par deux grands quotidiens de détails confidentiels sur l'élabora-tion du bombardier invisible du Pentagone, l'accusa d'avoir volon-tairement été à l'origine d'une « fuite » de la Maison Blanche. Et ce pour détourner l'attention de l'embarrassante affaire des otages et montrer que ce président incon-sistant se préoccupait malgré tout de la puissance militaire de son pays...

Les Américains ont fait appel à la logistique française

Le commandement américain a adressé ses remerciements au 101^e escadron français de transport de chars, normalement basé à Toul (Meurthe-et-Moselle). Celui-ci acheminé pendant un mois en Arabie saoudite, où il est aujourd'hui déployé au sein des unités de logis-tique, les blindés d'une unité améri-caine sur le théâtre des opéra-tions, quelque peu loin de leur pays, depuis leur lieu de débarque-ment. Au total, trois cent vingt blindés américains ont été trans-portés par la formation française qui a ainsi parcouru plus de 800 000 kilomètres.

Le général commandant l'unité américaine qui a bénéficié de cette assistance française s'est dit très

impressionné par « l'efficacité et le professionnalisme » des logisticiens de Toul. Le 101^e escadron de trans-port de chars dispose, entre autres matériels, pour ses déplacements lourds de munitions par exemple, d'un nouveau semi-remorque révo-lutionnaire, le véhicule de trans-port logistique et remorque (VTLR), qui a la particularité de pouvoir charger automatiquement à partir de la cabine - sans aucune manutention humaine - un conte-nue de 13 tonnes directement sur sa plate-forme et un autre sur sa remorque.

Ce système de chargement per-met un gain de temps et de main-d'œuvre appréciable au plus près des combats.

Les récits et dépêches des envoyés spéciaux en Irak de toutes les grandes agences de presse interna-tionales sont soumis à la censure préalable des autorités de Bagdad, qui « encadrent » les journa-listes. D'autre part, les ser-vices de presse des armées alliées stationnées en Ara-bie saoudite contrôlent la plupart des reportages dif-fusés par les chaînes de télévision occidentales et exigent notamment que les lieux de tournage ne soient pas indiqués avec pré-ci-sion. La censure militaire préalable n'est pas appli-quée en Egypte ni en Jor-danie. En Israël, elle existe, mais les autorités n'exi-gent pas de voir les articles des journalistes avant leur transmission.

سكوا موال

LA GUERRE DU GOLFE

La situation militaire

M. Joxe affirme qu'« il n'y a pas de différence d'appréciation » avec Washington sur la conduite des opérations contre l'Irak

M. Pierre Joxe a condamné dimanche dernier, au cours de l'émission « 7 sur 7 », « l'anti-américanisme primaire ». Mardi 12 février, au cours d'un séjour de quelques heures à Washington, le nouveau ministre de la défense s'est employé avec enthousiasme à mettre en application sa ligne de conduite.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Au terme d'une cavalcade qui le conduisit du Pentagone - où il s'est entretenu avec M. Dick Cheney, le secrétaire à la défense et avec le chef d'état-major Colin Powell - à la Maison-Blanche - où il a déjeuné avec M. Brent Scowcroft, conseiller pour les affaires de sécurité, avant de rencontrer le président Bush - M. Joxe a en effet affirmé qu'il n'y a pas de différence d'appréciation entre la France et les Etats-Unis sur la conduite des opérations militaires dans le Golfe. Le nouveau ministre de la défense, dont la nomination a été accueillie par un « ouf » de soulagement par les responsables américains tant leurs relations étaient exécrables (avant de devenir inexistantes) avec M. Chevènement, s'est bien gardé de se livrer à la moindre prévision concernant le début de la phase terrestre de la guerre. « La décision découlera d'une combinaison de considéra-

tions militaires et politiques. Le président Bush, ainsi que d'autres chefs d'Etat, le président Mitterrand parmi d'autres, se concerteront, se consulteront et la décision sera prise par les gens qui en ont la responsabilité », a-t-il dit. M. Joxe ne se fait cependant pas d'illusions : il sait parfaitement qu'il s'agit d'une décision américaine. Il sait aussi que les Américains forment tout pour cacher jusqu'au dernier moment aux Irakiens la date du passage aux opérations terrestres, comme Eisenhower avait tout fait en 1944 pour tromper les Allemands sur la date et le lieu du débarquement en France. D'où la nécessité de relativiser toutes les déclarations officielles et les spéculations officieuses faites à ce sujet. Il faut, par principe, les accueillir comme autant de tentatives légitimes de désinformation l'adversaire.

Ceci dit, le facteur temps reste un élément essentiel de l'équation que doivent résoudre les « coalisés ». Tout le monde souhaite certes, pour reprendre la formule de M. Joxe, que « la phase terrestre soit la plus brève et la moins meurtrière possible », mais tout le monde sait aussi que chaque jour gagné par Saddam Hussein constitue une victoire psychologique pour le dictateur. M. Joxe ne l'a pas dit aussi clairement, mais il est clair que les alliés veulent mettre en échec le plan qu'ils prêtent à Saddam Hussein : « durer » par tous les moyens jusqu'à la saison

chaude qui posera de graves problèmes aux armées de la coalition, déclencher une campagne d'attaques tous azimuts et célébrer, même en piteux état, le premier anniversaire de l'invasion du Koweït, le 2 août prochain. Voilà pourquoi la prévision de M. Mitterrand - qui avait quelque peu agacé à Washington - selon laquelle la phase terrestre des combats débiterait avant la fin février, a toutes les chances de se réaliser.

Pas de dérapage

Comme pour mieux faire oublier les « couacs » de la période Chevènement, M. Joxe a également affirmé qu'il n'y avait pas, à son avis, « dérapage » de l'intervention alliée par rapport aux buts fixés par les résolutions du Conseil de sécurité. « L'objectif est de libérer le Koweït, il n'y en a pas d'autres », a-t-il dit. En privé, on n'en reconnaît pas moins dans l'entourage du ministre que la situation pourrait se révéler moins simple sur le terrain. Que faudrait-il faire, par exemple, dans l'hypothèse d'une défaite des troupes irakiennes au Koweït, mais de la poursuite du combat, à partir de l'Irak, par Saddam Hussein ?

C'est déjà envisager l'après-guerre. M. Joxe n'y a pas manqué, mais il l'a fait avec prudence tant il sait que les positions françaises et américaines sont éloignées et

que la France aura du mal à faire alors entendre son point de vue. C'est sans doute pourquoi il a évité d'évoquer, au moins en public, le projet de conférence sur le Proche-Orient cher au cœur de M. Mitterrand, mais dont les Américains ne veulent pas entendre davantage parler que de la représentativité de l'OLP.

Optant résolument pour la langue de bois, le ministre de la défense a certes mentionné « les nombreux conflits régionaux qui durent depuis de nombreuses années », mais il a ajouté : « Cette crise provoque des tensions nouvelles sur des conflits anciens. Nous espérons que les Nations unies et la communauté internationale seront capables après la guerre de faire face à tous ces problèmes qui sont liés les uns aux autres, mais pas de la façon dont Saddam Hussein prétend les lier. »

Nous n'en sommes pas encore là. L'heure est encore à la guerre et M. Pierre Joxe, fidèle parmi les fidèles du président de la République, ne devait passer que quelques heures à Paris, à son retour de Washington, pour repartir mercredi soir, en compagnie de M. Rocard, pour l'Arabie saoudite. Sans état d'âme visible et bien décidé de s'imposer à la tête du ministère qui vient de lui être confié.

JACQUES AMALRIC

Les Américains relancent leur programme de missile antimissile

Selon la revue spécialisée américaine *Aviation Week and Space Technology*, l'administration des Etats-Unis se propose, si le Congrès l'approuve, d'augmenter de près de 60 % les crédits consacrés pour l'année budgétaire 1991-1992 au développement de l'initiative de défense stratégique (IDS) et, plus spécifiquement, au programme de défense contre les missiles tactiques. Si l'on additionne les crédits du Pentagone à ceux du secrétaire américain à l'énergie, les dépenses allouées à ce qu'on appelle aussi la « guerre des étoiles », depuis que ce programme a été lancé en mars 1983 par M. Ronald Reagan à la Maison-Blanche, s'élèveraient à 4 720 millions de dollars (soit l'équivalent de 24 milliards de francs) en 1991-1992.

Déjà, le 29 janvier dernier (*le Monde* du 31 janvier), après les attaques de Scud irakiens au Proche-Orient contrées par des missiles antimissiles Patriot américains, M. George Bush avait annoncé qu'il entendait réorienter autrement une partie des recherches de l'IDS. Il souhaitait les recentrer plutôt sur la mise au point d'une protection, à partir du sol, contre une frappe limitée de missiles à courte et moyenne portée sur des objectifs américains ou alliés hors Atlantique.

Jusqu'à présent, l'IDS était d'abord un projet de bouclier déployé dans l'espace pour intercepter, avant leur impact, des missiles balistiques intercontinentaux qui visaient les Etats-Unis. Dans la mesure où il risquait de provoquer la menace de ces missiles nucléaires ou chimiques à courte et moyenne portée sur des forces américaines et alliées appelées en intervention hors de leur territoire national, les Etats-Unis cherchent désormais à défi-

nir une parade adaptée à cette nouvelle situation et, dans ces conditions, ils lancent le programme dénommé TMDI (*Tactical Missile Defense Initiative*).

D'ici à la fin du siècle, le projet IDS est estimé à 32 milliards de dollars (soit 160 milliards de francs). Le projet TMDI, qui utilisait une partie de la technologie déjà accumulée par le programme IDS et qui pourrait être prêt pour 1995, est évalué à 9 milliards de dollars (soit 45 milliards de francs). Ces estimations de coûts émanent du Pentagone.

Selon *Aviation Week and Space Technology*, le budget prévu pour 1991-1992 donne une nouvelle impulsion à ce programme TMDI auquel il propose d'attribuer 578 millions de dollars (soit l'équivalent de 2,9 milliards de francs). Outre une somme de 170 millions de dollars (près de 900 millions de francs) qui sera allouée à une nécessaire modernisation de l'actuel missile antimissile Patriot, les autres crédits sont principalement voués à des recherches sur de nouvelles technologies d'interception, les moyens de défense dite de zone et aussi - pour un montant de 60 millions de dollars (soit 300 millions de francs) - à des études en commun, avec Israël, sur le système Arrow (flèche) de missile anti-missile. Tous ces matériels seraient déployés au sol (à la différence de l'IDS qui est un rempart spatial), sur des bases de l'armée de terre ou de l'armée de l'air, et sur des navires de guerre.

D'une manière générale, les Etats-Unis ont invité certains de leurs alliés à travailler avec eux sur de tels projets. Plusieurs pays européens sont intéressés par ce concept d'une défense antimissile : pour ne citer qu'un exemple, la France et l'Italie, auxquelles pourraient se joindre l'Espagne et la Grande-Bretagne, travaillent à un projet de missile baptisé Aster (*le Monde* du 7 février), qui, outre ses capacités de défense contre avions, serait performant contre des missiles.

J. L.

Mariages « à distance »

Des dizaines de soldats français viennent d'effectuer les formalités nécessaires à leur mariage « à distance », pour régulariser leur union avant l'éventuelle d'un engagement terrestre. L'établissement cinématographique et photographique des armées (ECPA), qui a l'exclusivité de l'accès aux premières lignes, a réalisé un reportage sur ce sujet, dont la cassette a été projetée mardi 12 février aux journalistes à Riyad.

Pour certains de ces soldats, il s'agit de concrétiser des projets de mariage sans cesse remis du fait de leurs séjours outre-mer. Pour d'autres, c'est un moyen de régulariser une union au moment d'une naissance. Pour d'autres encore, mais ils ne le disent pas, c'est tout simplement un moyen de faire bénéficier la fiancée ou la compagne du statut de « veuve de guerre », qui ne s'applique pas aux concubines en cas d'accident. Sur le plan administratif, l'opération consiste à signer devant un officier d'état civil un « acte de consentement à mariage sans comparution personnelle ». L'officier d'état civil en question, comme les textes l'autorisent, est, en la circonstance, le chef de la formation militaire de laquelle dépend le soldat. La semaine dernière, le 7 février, une telle cérémonie, filmée par l'ECPA, a eu lieu en plein désert, pour les hommes du régiment mixte composé de deux escadrons du régiment d'infanterie-chars de marine (RICM) et de deux compagnies du 3^e régiment d'infanterie de marine (RIMa), tous deux de Vannes, et d'éléments du 21^e RIMa, de Fréjus.

Mobilisés pour transporter la vingtaine de futurs mariés, un véhicule de l'avant blindé (VAB) était décoré de morceaux de toile de camouflage imitation tulle blanc. Sa plaque d'immatriculation avait été complétée : « 3^e RIMa-trinomial ».

En présence des témoins, et après un bref discours, le colonel Bernard Thourrette, commandant ce régiment mixte, a reçu un à un les futurs mariés pour leur faire signer cet acte. Puis chacun a été félicité par ses camarades, mais sans verre d'honneur : en Arabie, le régime sec est de rigueur.

Ce document officiel, contrasigné par le colonel en tant qu'officier d'état civil, est aussitôt parti pour la France, où la future mariée devra, quelques jours plus tard, le signer à son tour devant un officier d'état civil de sa commune de résidence. - (AFP)

L'opération « Météil » : des chasseurs français dans le ciel du Qatar

DOHA (Qatar)

de notre envoyé spécial

Bon prince, l'émir du Qatar a abandonné aux Français le hangar où il abritait jusqu'ici son « 707 » personnel. Huit Mirage F1-C y font l'objet de soins vigilants quand ils rentrent de mis-

Hussein. L'opération « Météil » était lancée, version qatari du dispositif « Daguet », déployé sur le sol de l'Arabie saoudite limitrophe.

Les huit appareils français et les soixante militaires venus avec eux de Cambrai (Nord), sont là pour protéger le Qatar



sion. C'est Paris qui les a envoyés patrouiller dans le ciel de ce minuscule Etat riverain du Golfe qui a tremblé pour ses colossales richesses de pétrole et de gaz naturel lorsque les Irakiens ont envahi le Koweït. Tout danger semble écarté aujourd'hui, mais les huit chasseurs français sont toujours là, épaulant les Mirage qatari au-dessus des sables blancs de l'émirat et de ses eaux lapis-lazuli parsemées de plates-formes off shore.

Le Qatar entretient des relations privilégiées avec la France qui est son principal fournisseur d'armes. Aussi Paris n'a-t-il pas hésité longtemps lorsque les Qataris ont appelé à l'aide après le coup de force de M. Saddam

d'une éventuelle agression irakienne et ils tournent, au sens propre comme au sens figuré, au-dessus de ce pays à peine plus grand que l'Alsace.

En alerte jour et nuit

Tenus à distance (500 kilomètres) du champ de bataille koweïtien, les douze pilotes se déclarent pour la plupart « frustrés » d'être ainsi marginalisés, tel le commandant Patrick C., le patron d'escadron. Une frustration à laquelle s'ajoute un léger dépit de voir la France envoyer en Arabie saoudite ce qu'elle a « de mieux », les Mirage 2000, alors que les F1, moins perfor-

mants, ont été jugés suffisants pour assurer la police du ciel au-dessus du paisible Qatar, comme le remarque le capitaine Philippe P.

Le capitaine P., qui dérange parfois « une petite envie » de participer à des « missions de guerre », rêve de vraies aventures en voyant décoller de la base de Doha où il ronge son frein des F-16 américains ainsi que des F-15 américains reconnaissables à leur double dérive qui, eux, partent à la bataille pour de bon.

Faute d'avoir à se mesurer à l'artillerie irakienne, les pilotes français du Qatar vivent à peu près confortablement dans un bâtiment endur où ils sont en état d'alerte jour et nuit. D'anciens bureaux ont été convertis en chambres dans l'enceinte de la base elle-même où ils sont consignés avec interdiction de se rendre en ville par crainte d'improbables attentats terroristes.

On aperçoit, ce jour-là, dans l'une de ces chambres, comme un résumé de leur vie de soldats français tentant de s'acclimater à un autre univers : une boîte de boules Quies, une brochure intitulée *Orientations pour un dialogue entre chrétiens et musulmans*, et une plaque de bêtises de Cambrai, preuve que l'arrière ne les oublie pas.

BERTRAND LE GENDRE

À Qatar, les Mirage F1 se sont entraînés avec des F-16 et des F-15 américains ou canadiens pour familiariser les pilotes de ces derniers appareils avec les modes d'attaque des avions français qui existent, d'autre part, dans la panoplie irakienne. Ainsi, concrètement, les Mirage F1 ont simulé des interceptions face à des attaques des appareils alliés, de façon que leurs pilotes sachent comment manœuvrer et se comporte en combat l'avion français. C'est un exercice courant entre armées de l'air qui ont l'habitude de coopérer, comme c'est le cas, par exemple, sur la base de Nellis (Nevada) où s'entraînent en commun les aviations de l'OTAN et où a été reconstituée, par les Américains, une défense sérieuse sur le modèle soviétique. Ce n'est pas la première fois que les Français apprennent à un allié comment fonctionnent leurs matériels, quand ils sont aussi en service dans une armée étrangère. D'ailleurs, l'opération française avait en l'occasion de montrer aux pilotes britanniques les modes d'attaque de son Super-Étendard lorsque le Royaume-Uni eut à reconquérir les îles Falkland. L'opération qui consistait à ce même type d'appareil : des passes de Super-Étendard avaient été menées sur les navires de guerre britanniques passant le long des côtes françaises depuis l'Angleterre en direction de l'Atlantique sud. - J. L.

« Tempête du désert » fait la fortune des banques de sperme

Avant leur départ pour le Golfe, des centaines de militaires américains ont fait un détour par une banque de sperme : une façon pour eux d'exorciser leur peur et de parler, quoi qu'il arrive, sur l'avenir. « Depuis le mois de septembre, nous avons reçu quelque 300 demandes de renseignements de la part de militaires. Et plus d'une centaine d'entre eux se sont présentés » au centre, raconte Sharon Coe, directrice du Fertility Center of California, la plus importante banque de sperme du comté de San-Diego.

En temps normal, ce centre compte tout au plus deux ou trois militaires par mois parmi ses clients. Mais avec l'opération « tempête du désert », ce sont quelque 50 000 marins basés à San-Diego qui sont partis pour le Golfe, d'où les demandes accrues dans les banques de sperme.

Ce phénomène est totalement nouveau dans l'armée puisque les techniques de conservation du sperme et d'insémination artificielle sont devenues monnaie courante vers les années 73-74. Trop tard donc pour les combattants du Vietnam.

Depuis le début de la guerre, la California Cryobank, une autre banque de sperme de la côte

Ouest, a constaté également une forte augmentation de ses clients militaires.

Ces soldats prévoyants sont âgés de dix-sept à soixante-deux ans et appartiennent principalement à la Navy et aux marines. « Il s'agit pour eux de prendre une assurance contre la stérilité », explique Sharon Coe. Sans forcément penser au pire, ils ont peur de revenir handicapés, incapables de faire un enfant, ou bien ils craignent d'être victimes d'une attaque chimique à laquelle ils survivraient mais qui les rendrait stériles.

Sharon Coe se souvient notamment d'avoir reçu de nombreux appels après la diffusion par CNN, d'un reportage sur les mines dissimulées par les Irakiens au Koweït.

Les trois quarts des clients-soldats sont mariés et le rendez-vous a parfois été pris à leur insu par leur épouse, juste avant qu'ils n'embarquent, raconte la directrice du Fertility Center of California. Tout comme son concurrent de la California Cryobank, elle offre une réduction aux militaires : 30 % sur un prix qui oscille entre 300 et 350 dollars. - (AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde DES LIVRES

SCIENCES PO FORMATION

SCPo 2 séries de conférences d'actualité, destinées à un large public de cadres et ingénieurs.

Quelle politique pour quelle société ? La vie politique en France en 1991.

sous la conduite de M. Alfred GROSSER - cycle de 11 conférences de 18h30 à 20h30 (lundi et jeudi) - début : 11 Mars 1991.

L'environnement international : 1991 : l'année de tous les dangers.

avec la concours des spécialistes du Centre d'études et de recherches internationales (CERI - FNSP) - cycle de 10 conférences de 18h30 à 20h30 (lundi et jeudi) - début : 13 Mai 1991.

Programmes détaillés et inscriptions : INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES - Service de Formation Continue 215 bd Saint Germain 75007 PARIS - Tél : 45.49.50.99 - 45.49.50.98

كلنا من الاصل

LA GUERRE DU GOLFE

Les répercussions internationales

Les objecteurs de conscience aux Etats-Unis

« Je ne veux tuer personne ! »

Près d'un mois après le début du conflit contre l'Irak, au sein de l'armée, selon la doctrine officielle, le moral est au plus haut. Mais à l'arrière, des centaines de soldats, notamment des réservistes, s'efforcent d'obtenir le statut d'objecteur de conscience.

NEW-YORK

de notre correspondant

Le refus d'aller mourir en Arabie saoudite, encore limité aux Etats-Unis, est surtout sensible parmi les Noirs américains. Ainsi, l'armée américaine compte 33 % de Noirs, alors que ces derniers ne constituent que 12 % de la population. L'armée américaine, depuis 1973, est une armée basée sur le volontariat, mais, d'après la loi fédérale, tous les jeunes gens ayant dix-huit ans révolus doivent se faire recenser dans les trente jours après des autorités militaires. D'ores et déjà, on constate un nombre important de retards pour accomplir cette simple démarche. Ce qui, pour le Pentagone, en l'absence de véritables statistiques, ne signifie pas nécessairement une augmentation du nombre de refus de porter l'uniforme.

Un jugement qui conteste le plupart des associations pacifistes. « Le Pentagone manipule les chiffres et l'opinion », affirme Michael Marsh, chargé des objecteurs de conscience à la Ligue de résistance à la guerre, un organisme new-yorkais où avocats bénévoles et anciens combattants s'efforcent de conseiller ceux qui ne pourront invoquer que leurs convictions éthiques, morales ou religieuses, selon la terminologie officielle (et pas d'éventuelles convictions « politiques ou philosophiques »), pour refuser de prendre les armes.

« D'après nos pointages, au cours des dernières semaines, entre 1 500 et 2 000 jeunes ont rempli les papiers pour obtenir ce statut et leur nombre va s'accroître dès que les combats terrestres auront commencé. Avant l'invasion du Koweït, nous recevions un à deux appels par mois, maintenant, c'est 50 à 60 par jour. Environ 40 % d'entre eux sont des Noirs. Ils se sont engagés dans l'armée en croyant ce qu'on leur disait, qu'ils auraient un métier, un bon salaire. Aujourd'hui, ils viennent nous voir en disant : « Mais je ne veux tuer personne ! », explique-t-il au milieu d'une débauche d'affiches sur le Vietnam ou Panama

qui témoignent des campagnes passées. Dans l'ensemble des Etats-Unis, plus d'une vingtaine d'organisations, encore dispersées, essaient de canaliser craintes et ressentiments à l'égard du conflit du Golfe. Pour l'instant, elles s'efforcent surtout de répondre aux préoccupations de certains militaires, mais aussi de civils rendus inquiets par l'éventualité d'une réforme du système de recrutement. Voire d'une remise en service de la conscription en dépit des démentis répétés de l'administration Bush.

« Nous recevons 400 à 500 coups de téléphone par jour », indique David Stoler, l'un des responsables du Comité central pour les objecteurs de conscience, installé à Philadelphie, en Pennsylvanie. Il faut aussi compter avec les insoumis dont beaucoup n'ont pas regagné leur cantonnement à l'issue d'une permission. Ces nouveaux « marginaux » trouvent souvent refuge dans les églises, aux côtés des sans-abri. Initiée par d'autres paroisses de New-York, la River Side Church de Harlem a ainsi fait savoir qu'elle se proposait de servir de « sanctuaire » à ces jeunes gens, en rupture d'éventuelle militaire.

SERGE MARTI

Les Eglises protestantes et des évêques catholiques réclament un cessez-le-feu

Les principales Eglises américaines ont lancé, mercredi 13 février, un appel contre la guerre du Golfe, depuis Canberra (Australie), où se tient la septième Assemblée générale du Conseil oecuménique des Eglises (voir page 12). Cet appel, diffusé simultanément à New-York et à Washington, a été signé par les Eglises protestantes, orthodoxes

et épiscopales (anglicane), membres du Conseil national des Eglises américaines, et par seize évêques catholiques. Il demande « l'arrêt des combats — un cessez-le-feu — et un nouvel effort pour trouver une solution diplomatique ». « Même s'il y a victoire, il n'y aura pas de vainqueurs dans cette guerre », ajoute ce texte.

Les signataires demandent également aux autres Eglises des Etats-Unis d'apporter « soutien et assistance aux objecteurs de conscience qui refusent le service militaire pour des raisons de foi et de conscience ». « On ne peut concilier l'Evangile avec ce qui se passe en ce moment dans le Golfe », conclut l'appel. — (AFP)

Polémique entre CNN et les « networks »

La tension entre les grands réseaux de télévision américains et la chaîne d'information continue CNN est montée d'un cran ces derniers jours. Les « networks » accusent désormais CNN d'avoir conclu un accord avec les autorités irakiennes au début de la guerre et ont modifié les règles de fonctionnement du pool des télévisions américaines dans le Golfe.

CNN a toujours démenti avoir passé quelque accord que ce soit avec le gouvernement irakien, bien que son envoyé spécial à Bagdad, Peter Aronson, soit le seul à être resté en place après la fin de la première semaine de guerre. Mais, en fin de semaine dernière, la chaîne d'information a reconnu avoir laissé des officiels irakiens utiliser sa liaison satellite avec la Jordanie pour faciliter l'obtention par des journalistes de visas d'entrée en Irak. Une version des faits que les « networks » jugent peu crédible, l'ambassade irakienne à Amman étant selon le New York Times, équipée d'un télex en état de marche.

Les réseaux américains ne s'en sont pas tenus là. Le week-end dernier, ils ont voté un changement des règles du jeu du pool des télévisions américaines dans le Golfe. Désormais, lorsqu'une chaîne voudra reprendre le reportage réalisé par une concurrente dans le cadre du pool, elle ne pourra en reprendre que les images et le récit, à l'exclusion du nom, du visage et de la voix du journaliste. Une modification des règles à laquelle, seule, CNN s'est opposée. Celle-ci réplique qu'elle n'a « absolument rien fait d'incorrect » et estime que les accusations portées contre elle émanent de concurrents « désespérés ».

Une bombe fait un mort et deux blessés au Pakistan

Le ministre de l'intérieur souligne l'absence de « menaces sérieuses d'attentats » en France

Le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, a affirmé mardi 12 février qu'actuellement il n'y a pas, en France, de « menaces sérieuses d'attentats » liés à la guerre du Golfe.

Selon M. Marchand, les trois attentats commis à Paris depuis le début des hostilités — contre le quotidien *Libération*, l'annexe de la direction générale des impôts et le garage de l'immeuble où réside la veuve de M. Georges Pompidou — ne sont « absolument pas en rapport direct avec le Golfe ». La situation, selon lui, sera toutefois différente après le début de l'offensive terrestre.

A Saint-Claude, dans le Jura, deux cocktails Molotov ont été lancés, durant la nuit du dimanche 10 au lundi 11 février, contre la façade d'un bar appartenant au responsable local de l'amicale des Algériens, M. Belkacem Bouyahia. Les engins, tous fabriqués avec des bocaux remplis d'essence, ont endommagé la vitrine de l'établissement. L'un d'eux portait, selon la police, des inscriptions « à connotation raciste ».

Après l'annulation du carnaval de Nice, le président du comité des fêtes de Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire) a décidé, mardi, d'annuler le carnaval annuel de la ville en raison de la guerre du Golfe. Selon le maire, M. Dominique Ferber (RPR), la préfecture ne pourrait envoyer suffisamment de renforts de police sur les lieux de cette fête, qui rassemble, tous les ans, près de 150 000 personnes.

Un attentat a fait un mort et deux blessés, mardi 12 février à Lahore, au Pakistan. Une bombe déposée dans le bureau des réservations d'un cinéma de la ville a explosé alors qu'un policier tentait de s'en emparer pour la désamorcer. L'attentat n'avait pas été revendiqué mercredi en fin de matinée.

Les manifestations contre la guerre se sont poursuivies mardi

12 février, notamment en Espagne, où l'arrêt de travail de cinq minutes à l'appel de l'Union générale des travailleurs (UGT, socialiste) et des commissions ouvrières (CCOO, communistes) a été largement suivi. Trains et autobus se sont arrêtés cinq minutes, à midi, et de nombreux ouvriers des usines automobiles General Motors et Fasa-Renault et des chantiers navals de Galice ont cessé le travail. En Autriche, une cinquantaine de militants pacifistes ont été arrêtés au Tyrol, puis relâchés mardi après avoir tenté de bloquer le passage d'un convoi ferroviaire de vingt-six chars américains en partance pour le Golfe.

En Italie, enfin, le procès des dirigeants d'une entreprise italienne ayant vendu clandestinement des mines à Bagdad de 1982 à 1985 s'est ouvert mardi 12 février à Brescia, en Lombardie. A l'époque, l'embargo n'existait pas encore, mais les licences d'exportation vers l'Irak étaient rares. Neuf millions de mines d'une valeur de 180 millions de dollars ont pourtant été illégalement acheminées vers Bagdad via Singapour de 1982 à 1985, alors que l'Irak combattait contre l'Iran. « Nous avions des rapports avec Bagdad depuis 1974 », a précisé M. Mario Fallani, le seul responsable de l'entreprise présent à l'audience. L'Irak était l'un de nos meilleurs clients. Neuf des principaux dirigeants de la société Valsella sont inculpés de trafic illégal d'armes de guerre.

Au même moment, à Rome, le ministre de l'intérieur, M. Vincenzo Scotti, affirmait qu'un « réseau terroriste proche-oriental » avait été démantelé par la police italienne. Refusant de donner la nationalité des personnes impliquées et la date de leur interpellation, M. Scotti s'est contenté de préciser que ce « réseau » avait été découvert après le déclenchement de la guerre, le 17 janvier.

La Belgique va fournir des bombes et des obus aux contingents français et britannique

BRUXELLES

de notre correspondant

Sévèrement critiqué par la presse britannique pour un premier refus de livraison d'obus destinés au conflit du Golfe, le gouvernement belge s'apprête à donner une suite favorable à une seconde demande de Londres, dans le cadre de l'effort de guerre des membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO). « Nous avons actuellement une demande française et une demande britannique », nous a déclaré, mardi 12 février, M. Guy Coëme, ministre socialiste de la Défense dans le gouvernement de coalition belge. Celle de Paris, la moins importante, porte sur des livraisons de bombes. Celle de Londres a trait, cette fois encore, à la fourniture d'obus. Je vais faire très rapidement une proposition au gouvernement pour qu'une suite favorable soit donnée. »

Selon M. Coëme, le contexte, par rapport à la première sollicitation de la Grande-Bretagne, formulée en novembre, a changé : « Les hostilités ont effectivement commencé, et il n'y a plus d'otages belges en Irak. » Précisant que la demande britannique a été formulée directement du ministère de la Défense de Londres à

son propre cabinet, notre interlocuteur se demande si l'UEO ne serait pas un cadre approprié pour étudier les différentes « listes d'achats » qui circulent depuis le début du conflit. Il considère en effet que, pour donner une réponse, il faut savoir qui, parmi les autres pays, est sollicité et pour quoi. Autre souhait : avoir une idée de ce que risque d'être l'effort total sollicité. « Toutes les semaines, il y a de nouvelles demandes. Nous devons y voir clair sur le plan financier, alors que nous sommes en pleine période d'ajustement budgétaire », à la recherche de 50 milliards de francs belges. Comme l'entourage du premier ministre, dans une affaire qu'il estime exploitée par une opposition libérale « à la recherche de farine en arène électorale », M. Coëme s'étonne des reproches faits à la Belgique, proportionnellement plus généreuse que l'Italie ou l'Espagne, entre autres exemples. Il ajoute des compléments à la liste du porte-parole de M. Martens en ce qui concerne l'engagement aux côtés des alliés (le Monde du 31 janvier). Deux C-130 ont été fournis, avec leurs équipages, à la France et à la Grande-Bretagne pour des transports vers l'Arabie saoudite à partir de ces pays (« nous ne deman-

dens pas de quoi il s'agit »). Une centaine de lits destinés aux grands brûlés sont à la disposition des alliés dans un service spécialisé de l'hôpital militaire de Bruxelles. Une cinquantaine de médecins et infirmiers sont déjà à pied d'œuvre dans un hôpital militaire britannique à Chypre. Plus de dix ambulances sont disponibles pour l'armée française.

« Solidarité avec les alliés, retenue, limitation à l'aspect défensif » : telle est, en résumé, la politique belge en l'état actuel de la situation dans le Golfe, affirme M. Coëme. Se déclarant très proche des vues de la France, sans avoir les moyens de s'engager comme elle, le ministre entend apparemment marquer sa différence par rapport aux Anglo-Saxons. « Il faut absolument éviter de donner l'impression de développer un conflit entre Occidentaux et Arabes. Une attitude irréfléchie dans l'hypothèse où l'OTAN aurait à intervenir par suite d'une attaque contre la Turquie serait contre-productive. » Sans rien exclure a priori dans cette délicate question de l'OTAN et de la Turquie, M. Coëme estime vain d'anticiper sur l'avenir, « car les scénarios ne reflètent jamais la réalité comme elle se présente ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Le premier ministre néerlandais estime que les hostilités pourraient se prolonger au-delà du printemps

LA HAYE

de notre envoyé spécial

« Nous ne sommes pas sûrs que l'après-guerre aura commencé lorsque les Pays-Bas prendront, le 1^{er} juillet prochain, la présidence de la Communauté européenne ». Certes de façon elliptique, mais pour la première fois officiellement, un responsable occidental, en l'occurrence le premier ministre néerlandais, M. Ruud Lubbers, a admis que la guerre du Golfe pourrait se prolonger au-delà du printemps. Interrogé mardi 12 février, M. Lubbers s'est toutefois refusé à établir un lien entre cette « intuition » et une conversation téléphonique qu'il avait eue, deux jours auparavant, avec le président George Bush,

à l'initiative de ce dernier. « Un coup de téléphone de routine », a précisé le chef du gouvernement néerlandais. D'autre part, M. Lubbers a, très nettement cette fois, approuvé la poursuite de la « bataille de l'air ». « C'est un embargo intensifié. J'espère que l'on continuera cette approche la plus longtemps possible. » Au cas où les armes se seraient tues en juillet, M. Lubbers a laissé entendre que les Pays-Bas, en tant que président de la CEE, prendraient des initiatives, notamment en faveur d'un contrôle plus strict des exportations d'armes vers les pays du Golfe : dans cette région, de 40 à 50 % des revenus du pétrole sont consacrés à l'achat d'armes. C'est un montant énorme qui pourrait être mieux utilisé.

Les responsables néerlandais souhaitent aussi défendre l'idée d'un « système régional de sécurité plus cohérent ». M. Lubbers a cité en exemple le processus d'Helsinki. Soucieux d'atténuer l'impression de division donnée par les Européens depuis le début de la crise du Golfe, le premier ministre néerlandais — « Dans une alliance, il y a des nuances » — a estimé que les pays européens ont des rôles complémentaires à tenir. « Il est clair que Paris a des possibilités que d'autres pays européens n'ont pas », a-t-il précisé, avant de faire valoir que les Pays-Bas avaient joué eux aussi un rôle non négligeable en contribuant à convaincre, par exemple, Israël de ne pas riposter aux attaques irakiennes.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Le gouvernement indonésien maintient une stricte neutralité

La neutralité des dirigeants indonésiens dans la guerre du Golfe mécontente une partie de la population plus encline à soutenir l'Irak que Washington et ses alliés. L'Indonésie est, en effet, le plus grand pays musulman du monde, même si l'islam demeure, dans l'archipel, très modéré.

Djakarta, à tout à la fois, condamné l'invasion irakienne du Koweït et refusé de participer à la coalition internationale. Mais les critiques à l'encontre de cette ligne deviennent, avec le temps, plus acerbes, qu'elles proviennent (en privé) d'un parti au pouvoir, le Golkar, ou de l'opposition légale, dans la presse ou l'opinion. L'événement rare, le ministre des affaires étrangères, M. Ali Alatas, a eu récemment à faire face à une volée de bois vert.

Depuis le 17 janvier, dirigeants et forces armées veillent scrupuleusement à ce que la guerre du Golfe ne fragilise pas un pays où 160 millions de personnes, sur une population d'environ 180 millions, se réclament de l'islam. Ils répondent quotidiennement que le conflit n'a rien d'une guerre sainte et qu'il n'y a aucune raison pour que les opérations contre l'Irak, pays avec lequel Djakarta a toujours entretenu d'étroites relations, déteignent sur la situation intérieure.

Dans ce pays où l'islam n'est pas religion d'Etat — et où les mouvements en faveur de l'islamisation des institutions ont été, depuis l'indépendance, toujours tenus à distance — les critiques les plus véhémentes proviennent non seulement des milieux nationalistes et musulmans, mais aussi d'élus du Golkar déplorant que le gouvernement « demeure en marge » des initiatives diplomatiques en cours. « L'Irak a-t-il réellement besoin d'être réduit en miettes comme l'a été la Palestine », s'est interrogé l'éditorialiste du quotidien *Suara Karya*, organe du parti au pouvoir.

Le sentiment d'impuissance est renforcé par le fait que M. Alatas se rend sans grande conviction à la conférence des affaires étrangères, qui s'est ouverte mardi 12 février à Bagdad. « Les nationalistes ont beau crier chaque jour, cela ne sert à rien car le Conseil de sécurité des Nations unies est le seul organisme habilité à discuter de la guerre du

Golfe », a lancé M. Alatas aux députés, dont certains lui reprochaient son manque de pugnacité sur le dossier et le pressaient d'« avancer en faveur d'un cessez-le-feu ».

Les milieux nationalistes reprochent au gouvernement son « manque de clarté ». M. Marboen, député du Parti démocratique indonésien, l'a accusé d'être « sans doute plus préoccupé par les aides financières » des pays occidentaux que par le reste. Plusieurs députés du Parti pour un développement unifié, un amalgame d'anciens partis musulmans, assimilent pour leur part la neutralité de Djakarta à « un soutien tacite des Etats-Unis », alors

que « la majorité de la population éprouve une sympathie pour l'Irak ».

Le ministre des affaires étrangères a rejeté en bloc les accusations et avancé que « dans le cas présent, la nature de la guerre est différente car elle est autorisée par les Nations unies ». Il a réaffirmé que l'Indonésie apportait son soutien à la recherche d'une solution globale aux problèmes du Proche-Orient incluant la question palestinienne.

Les milieux religieux officiels, qu'ils soient musulmans, bouddhistes, hindouistes ou chrétiens, appellent régulièrement leurs fidèles à suivre la position du gouvernement. — (AFP)

L'Arabie saoudite doit emprunter auprès des banques internationales

Confrontée à des dépenses énormes en raison de la guerre du Golfe, l'Arabie saoudite aurait emprunté la semaine dernière 3 milliards de dollars (15 milliards de francs) auprès de la communauté bancaire internationale, selon des sources bancaires françaises. Ce serait la première fois que le royaume se résoudrait à recourir au marché international des capitaux, après avoir pendant toutes les années 70 alimenté largement ce marché grâce à ses fameux « pétrodollars ».

L'emprunt lancé discrètement la semaine passée par l'intermédiaire d'une banque américaine auprès d'un syndicat de banques internationales — dont des établissements français — montre l'ampleur des difficultés auxquelles est confrontée l'économie saoudienne, contrainte de supporter l'essentiel de l'effort financier de la guerre, alors que la recrudescence des cours du pétrole depuis janvier réduit ses ressources. Il pourrait être suivi d'opérations d'emprunts plus importantes dans les mois à venir.

A Ryad, un diplomate occidental ayant requis l'anonymat a confirmé ces difficultés, précisant, selon le *Financial Times*, que le royaume s'était engagé dans des dépenses estimées à 48 milliards de dollars depuis le début de la guerre, soit environ la moitié de ses revenus annuels. En sus des 15 milliards promis aux Etats-

Unis pour financer leur effort militaire au premier trimestre, Ryad a largement participé à l'aide apportée aux pays affectés par la crise (Égypte, Maroc, Syrie, etc.), et fournit aux armées alliées une aide en nature non négligeable (carburant, nourriture...), tout en supportant le coût de son propre effort militaire.

Face à ces dépenses exceptionnelles, les revenus tirés du pétrole sont loin de suffire. Certes, le royaume a bénéficié au cours du second semestre de 1990 de l'envolée des cours du brut et du gonflement de ses ventes, passées en quelques semaines de moins de 3 millions à plus de 8 millions de barils/jour, pour compenser la perte des exportations irakiennes et koweïtiennes. Mais ces profits ne dépasseraient pas 15 milliards de dollars et ils ont été de plus fortament altérés par la recrudescence des cours du brut depuis le 17 janvier, laquelle prive l'Arabie saoudite de plus de 2,5 milliards de dollars par mois. Selon les mêmes sources, l'Arabie saoudite n'avait « plus » qu'une dizaine de milliards de dollars de réserves au début de l'année. Un tableau certes confortable, mais sans comparaison avec les quelque 25 milliards de dollars d'or et de devises accumulés en 1984, avant le choc pétrolier, et nettement insuffisant au regard de l'effort demandé.

F. L. et V. M.

كلنا من الاصل

LA GUERRE DU GOLFE

Les conséquences financières

Les socialistes craignent une remise en cause des priorités gouvernementales

La gestion du coût de la guerre du Golfe et de ses conséquences économiques commencent à préoccuper sérieusement les membres du gouvernement, les parlementaires et les dirigeants socialistes. Le petit déjeuner qui réunit chaque semaine, autour de M. Michel Rocard, les principaux ministres, responsables parlementaires et dirigeants du PS a été l'occasion, mardi 12 février, d'une discussion animée sur les choix à faire et sur la façon dont ils doivent être faits.

Tribune de l'expansion (dans son numéro du 11 février), où le premier ministre précisait : « Les hypothèses qui me seront présentées par le ministre des finances seront prises en compte ». En d'autres termes, la voie choisie ne sera pas celle de décrets d'annulation, mais celle d'un projet de loi de finances rectificative, soumis au Parlement au début de la session de printemps.

Eviter un conflit public

Plusieurs débats se chevauchent, en fait. La nécessité de mesures de régulation budgétaire était établie dès l'examen de la loi de finances, en octobre dernier, par le Parlement. Les réductions prévues devaient porter sur quelque 10 milliards ou 12 milliards de francs. Aujourd'hui, le montant des dépenses supplémentaires entraînées directement ou indirectement par la guerre du Golfe semble devoir être nettement supérieur. Si M. Rocard parle de 6 milliards ou 7 milliards de francs pour les opérations militaires, c'est dans l'hypothèse où la guerre ne durerait pas au-delà du « printemps », terme indéfini, le 7 février, par M. François Mitterrand à la télévision. A ces dépenses directes s'ajoutent les dépenses d'assurance COFACE, provoquées par les effets de la guerre sur le commerce extérieur, le poids de la dette, accru par le niveau des taux d'intérêt qu'impose la politique allemande, la baisse des recettes fiscales (impôt sur les sociétés et TVA) dues à la baisse de l'activité et l'alourdissement du budget européen en raison de l'unification de l'Allemagne.

Le total de cette charge, que certains responsables socialistes éva-

luent à 20 milliards ou 25 milliards de francs, voire plus, est tel que son financement par la seule régulation budgétaire paraît inadéquat. Faut-il envisager, dès lors, de creuser le déficit, de créer un impôt spécial ou de recourir, auprès des contribuables, à un emprunt obligataire ? « Loin de moi l'idée de pousser à un niveau inconnu de dépenses et de déficit publics, mais nous ne pouvons accepter sans débat l'accentuation de la paupérisation de l'Etat », déclare M. Pierre Moscovici, membre du secrétariat national du PS et conseiller de M. Jospin, dans une interview publiée mercredi 12 février par Libération. Le ministre de l'éducation nationale n'est pas seul à s'inquiéter pour les priorités définies par le président de la République à l'aube de son second mandat et traduites dans les choix budgétaires initiaux du gouvernement.

M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, a fait valoir, lui aussi, au premier ministre et aux responsables du PS, que des réductions de ses crédits lui poseraient un sérieux problème.

Les dirigeants socialistes tiennent à ce que les décisions qui devront être prises le soient en concertation et refusent que M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, et M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, en soient, avec l'hôtel Matignon, les seuls maîtres. Ils veulent éviter, cependant, d'ouvrir sur les conséquences budgétaires de la guerre un conflit public, dont l'opposition pourrait s'emparer, au moment où la cohésion nationale est un impératif qui s'impose à tous.

PATRICK JARREAU

Visite du premier ministre aux troupes françaises

La réapparition de M. Rocard

M. Michel Rocard devait quitter Paris, mercredi soir 13 février, en compagnie de M. Pierre Joxe, ministre de la défense, pour rendre une visite de vingt-quatre heures aux troupes françaises stationnées en Arabie saoudite. Il aura également des entretiens avec les « autorités d'Arabie saoudite et du Koweït ». C'est la première visite de M. Rocard sur le terrain depuis le début de la crise, le 2 août.

Mais où est passé le premier ministre ? Depuis quelque temps, la question était souvent posée, y compris... à Matignon. Certains conseillers du premier ministre commencent à juger un peu excessif son effacement quasi total de la scène publique.

Certes, depuis le début de la crise du Golfe, M. Rocard est, logiquement, en deuxième ligne derrière le président de la République. Le premier ministre n'en est pas moins, selon son entourage, étroitement associé à la gestion de la crise, dans les domaines qui sont les siens : la mise en œuvre des orientations militaires et diplomatiques décidées par M. Mitterrand ; la vie quotidienne du pays, en particulier la gestion des retombées économiques et sociales de la crise (le Monde du 24 janvier). Il était donc important de réduire le contraste entre l'activité réelle du premier ministre et sa traduction publique et médiatique.

C'est sans doute ce qui explique les initiatives prises par M. Rocard depuis trois jours. Pour la politique économique et sociale : l'entretien, lundi, à la Tribune de l'Expansion (le Monde du 12 février) ; déplacement, mardi, à Lille à l'occasion de la signature du troisième millième contrat emploi-solidarité ; réunion, mercredi, du comité interministériel sur l'emploi (et les tendances actuelles ne s'inscrivent pas, l'augmentation du chômage risque,

en effet, d'être l'une des conséquences les plus redoutables, sur le plan interne, de la crise). Pour le Golfe : visite, jeudi, aux troupes françaises déployées en Arabie saoudite.

Bien que cette annonce ait produit un effet de surprise, un proche du premier ministre souligne qu'il ne s'agit pas d'un « showbiz », mais que le premier ministre veut vraiment montrer que le gouvernement est aux côtés des soldats français engagés dans la guerre. Le principe de cette visite a été décidé vraisemblablement, selon Matignon, à partir d'une suggestion de M. Rocard, lors d'une conversation avec le président de la République, qui aurait accepté immédiatement. La décision définitive a été prise lundi 11 février à l'Élysée, au cours de la réunion d'état-major quotidienne. Depuis le début de la guerre, le président de la République et le premier ministre se rencontrent non plus deux fois par semaine, mais tous les jours, et l'on assure à Matignon que les tensions entre les deux maisons ne sont vraiment pas d'actualité.

Formé à l'anticolonialisme

Plus généralement, M. Rocard est animé, face à la guerre du Golfe, de deux sentiments si souvent contradictoires, en tout cas bien différents. D'un côté, il se reconnaît entièrement, sans la moindre réticence, dans la volonté de rétablir l'ordre international sous l'égide de l'ONU. Tenu, par ses fonctions, à une certaine discrétion, M. Rocard nourrit cependant, depuis longtemps, une idée qui lui tient vraiment à cœur et qui peut se résumer, selon sa propre formule, en l'expression de « bataille pour l'organisation de la planète ». Les motifs de l'intervention dans le Golfe vont exactement dans le sens de cette bataille, devenue familière à la « BOP » dans le dialecte rocardien, et qui est sans doute, pour l'avenir, l'une des préoccupations dominantes de M. Rocard.

A l'inverse, tout pousse M. Rocard à s'inquiéter des conséquences de la guerre pour les relations entre l'Occident - l'Europe en particulier - et le monde arabe. Tout, c'est-à-dire son passé de militant formé et toujours marqué - par le combat anticolonialiste, singulièrement la lutte contre la guerre d'Algérie, sa connaissance du monde arabe ; ses attaches, nombreuses et qui datent en partie de cette époque, avec des dirigeants arabes ; sa sensibilité à la question palestinienne, qui l'a rendu longtemps suspect aux yeux d'Israël.

C'est pourquoi, dès qu'il est rentré de vacances, le 9 août, pour participer au deuxième conseil interministériel sur la crise du Golfe, il a confié à l'un de ses proches que le risque essentiel était que celle-ci soit rapidement perçue comme un affrontement entre l'Occident et le monde musulman. Cette crainte est toujours d'actualité. Dans son interview à la Tribune, lundi, le premier ministre affirmait : « [Cette guerre] est, sur le plan de notre avenir, très grave. Je m'inquiète des difficultés des diplomates américains, britanniques ou néerlandais quand je pense qu'il faudra, après, retrouver le monde arabe. Il y a des propos inquiétants. »

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

□ M. Léotard se félicite de la visite de M. Rocard en Arabie saoudite. — M. François Léotard, ancien président du Parti républicain, a déclaré, mardi 12 février, sur la Cinq, à propos de la visite de M. Michel Rocard en Arabie saoudite, que, « enfin, apparaît un gouvernement, enfin, on retrouve un premier ministre ». « Cela fait quelques mois que nous n'avions plus de gouvernement sur la question du Golfe. L'Élysée annonçait, discutait et, enfin, appuyait sur le bouton », a ajouté M. Léotard.

M. Fauroux estime que l'« impact direct » du conflit sur l'économie « est faible »

Le ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire, M. Roger Fauroux, a déclaré, mardi 12 février, devant la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale, que « l'impact direct de la guerre sur l'économie est faible, pour ne pas dire nul ». Il a jugé nécessaire une certaine « régulation budgétaire », en précisant toutefois que l'Etat ne devait pas donner de « signal déflationniste ».

A ceux des députés qui s'étonnaient, mardi 12 février, lors de la réunion de la commission de la production et des échanges, de la situation quelque peu « idyllique » qu'il venait de décrire dans son exposé introductif, le ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire, M. Roger Fauroux, a assuré qu'il ne sert à rien de noircir le tableau. « La guerre n'est jamais bonne pour l'économie, mais cette guerre ne devrait être qu'un accident », a-t-il ajouté.

Invité à dresser un premier tableau des conséquences économiques et financières de la guerre du Golfe devant une commission exceptionnellement ouverte à la presse, M. Fauroux a fait preuve, en effet, d'un bel optimisme. Evoquant les sombres perspectives de la fin de l'été dernier, alors que le gouvernement achevait de préparer le budget de 1991, le ministre de l'Industrie a affirmé : « Les experts se sont magnifiquement trompés. » Il en veut pour preuve le fait que « l'impact direct de la guerre sur l'économie est faible, pour ne pas dire nul ». Grâce à l'augmentation de la production pétrolière en Arabie saoudite, grâce aux mesures d'économie d'énergie et grâce à la clémence du temps au début de l'hiver, la situation des stocks est jugée « planneuse ». Compte tenu de la baisse des cours du

pétrole, conjuguée avec celle du dollar, la facture énergétique de la France devrait même diminuer.

Le vrai problème en matière d'approvisionnement pétrolier, a expliqué le ministre, est constitué par le fait que la production tend à diminuer en URSS et que les Etats-Unis continuent de se refuser à limiter leur consommation. C'est cette double situation qui contribue à donner du poids aux producteurs du Moyen-Orient. « Chaque Américain consomme huit fois et demie de plus de produits pétroliers qu'un Français », a insisté M. Fauroux, en soulignant même que « les écologistes parviennent, mieux que les économistes, à engager les Etats-Unis dans une politique d'économies d'énergie ».

« Un effet de rattrapage »

Comme l'avait fait le président de la République, le 7 février, le ministre de l'Industrie a jugé assez sévèrement l'attention observée chez un certain nombre de chefs d'entreprise. « C'est du même niveau que le stockage de produits alimentaires par les particuliers », a-t-il remarqué.

M. Mitterrand : « Le devoir de la France »

Guerre ou pas, la tradition aura été respectée : comme chaque année depuis 1982, M. François Mitterrand a assisté, mardi 12 février, au concert de la Maison de la Légion d'honneur, ordre dont il est le grand maître. La coutume, qui voulait que le président de la République se rende alternativement dans l'une des deux maisons d'éducation, créées par Napoléon en 1806, à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) et à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), a été, en revanche, enfreinte : pour la deuxième année consécutive, M. Mitterrand, accompagné de son épouse, est venu dans la ville royale.

C'est la première fois depuis le conseil européen de Bonn, à la mi-décembre, que M. Mitterrand avait une activité officielle hors les murs du palais de l'Ély-

sée. Après avoir entendu chœurs et instrumentistes interpréter des pièces de Jean-Sébastien Bach, Mozart, Saint-Saëns, Borodine, Vivaldi et Tchaïkovski, le chef de l'Etat a souligné que les soldats français accomplissent un « devoir difficile » dans le Golfe « parce qu'une certaine conception du devoir de la France au sein de la société internationale, la défense du droit tel qu'il est défini par les Nations unies, fait que la France elle-même a cru nécessaire de raison garder tout en faisant le choix que vous savez ».

Il a assuré les jeunes élèves, dont un grand nombre ont un père militaire, de la « solidarité » de tous.

On y prend goût

NOUVELLES FRONTIÈRES

PALMA 850 F
ROME 1100 F
TENERIFE 1500 F
MONTREAL 2190 F
ANTILLES 2670 F
DAKAR* 2370 F
NAIROBI 3990 F
LA REUNION* 4200 F
BANGKOK* 4550 F
MEXICO* 4625 F

a diên
foulards, adieu bijoux,
un bikini, et c'est tout !
lagon salé
coco sucré
de quoi rêver
toute la journée...
surtout, ne pas déranger !

VOL ALLER RETOUR. DÉPART DE PARIS. PRIX MINIMUM
TAPÉZ 36 15 NF. TÉLÉPHONEZ AU 42 73 10 64
* DÉPART ÉGALEMENT DE PROVINCE

des bombes et des obus anglais et britannique

Les troupes anglaises ont lancé des obus et des bombes sur des positions irakiennes, mardi 12 février, dans le cadre d'une opération aérienne et terrestre. Les forces britanniques ont également effectué des tirs d'artillerie. Les opérations se poursuivent dans la région de la frontière entre l'Irak et l'Arabie saoudite.

adala estime que les hostilités ne se prolongeront pas au-delà du printemps

Le ministre de l'Intérieur, M. Jean Auroux, a estimé, mardi 12 février, que les hostilités entre l'Irak et l'Arabie saoudite ne devraient pas se prolonger au-delà du printemps. Il a souligné que la situation internationale est complexe et que la France doit rester vigilante.

maintient une stricte neutralité

Le ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire, M. Roger Fauroux, a maintenu la position de stricte neutralité de la France en matière de fourniture d'armes à l'Arabie saoudite. Il a déclaré que la France ne peut pas prendre parti dans ce conflit.

la saoudite doit emprunter les banques internationales

Le ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire, M. Roger Fauroux, a déclaré que l'Arabie saoudite doit emprunter auprès des banques internationales pour financer ses dépenses militaires. Il a souligné que la France ne peut pas intervenir dans ces affaires.

LA GUERRE DU GOLFE

Les amis de M. Chevènement lancent un appel pour une « paix de justice »

M. Jean-Pierre Chevènement a réuni ses amis, mardi soir 12 février, pour la première fois depuis sa démission du ministère de la Défense, le 29 janvier dernier. Cette petite réception, au siège du club République moderne, que M. Chevènement avait créé en 1983, se voulait purement « amicale », associant les membres de son ancien cabinet à l'hôtel de Brienne et ses partisans du courant Socialisme et République. La seule absence remarquée était celle de M. Edwige Avice, ministre délégué aux affaires étrangères, qui s'était discrètement démarqué, la semaine dernière, des positions prises par Socialisme et République depuis la démission de M. Chevènement.

L'ancien ministre a précisé l'orientation qu'il entend donner à son courant dans la période à venir, en indiquant qu'il n'est pas question pour lui de s'inscrire dans une perspective de rupture avec le Parti socialiste. Il a donné connaissance d'une nouvelle répartition des responsabilités, destinée, notamment, à distinguer l'activité de Socialisme et République de celle qu'il se propose d'avoir lui-même, dans la logique de sa décision du 29 janvier et des thèmes qu'il avait développés depuis plusieurs semaines sur la guerre du Golfe. Reprenant la présidence de République moderne, qu'il avait confiée à M. Michel Suchod, député de la Dordogne, lors de son entrée au gouvernement, M. Chevènement disposera ainsi d'une structure lui permettant de nouer les dialogues qu'il souhaite avoir avec les responsables politiques, ou autres, proches de ses analyses.

M. Pierre Guidoni, qui assurait la présidence du conseil politique du courant, la quitte pour se consacrer entièrement à sa fonction de responsable des relations internationales au secrétariat national du PS. Il est remplacé par M. Jean-Yves Auteux, député de Paris (suppléant de M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports). Cette distinction entre l'activité de M. Chevènement,

celle du courant et la participation de celui-ci à la direction du PS permet une souplesse convenant aux différentes sensibilités qui se partagent Socialisme et République.

Cet accord s'est manifesté, mercredi matin, lors de la réunion hebdomadaire du secrétariat du courant, qui a adopté sans difficulté un appel à tous ceux qui ont « exprimé leur refus (de la guerre), leur angoisse, leurs interrogations et leurs inquiétudes ». Cet appel est destiné à rassembler tous ceux qui sont en accord avec les thèmes suivants : indépendance nationale - « La France n'est pas une province de l'Occident », - dimension méditerranéenne du pays, construction d'une Europe confédérale ouverte sur l'Est et le Sud, cohésion nationale fondée sur la « citoyenneté républicaine » - « La France n'est pas une juxtaposition de communautés ». Les animateurs de Socialisme et République, qui se disent « pacifistes » et non pas « pacifistes », témoignent également de « leur solidarité sans faille » avec les militaires français et affirment : « Une guerre n'est celle du droit que si elle débouche sur une paix de justice ».

P. J.

M. Fuchs (PS) : « Deux paix possibles. » - M. Gérard Fuchs, adjoint au secrétaire national du Parti socialiste chargé des questions européennes et de la sécurité, a déclaré, mardi 12 février, au cours d'une soirée d'information des militants organisée par le PS à Paris, qu'au terme du conflit du Golfe, « il y aura deux paix possibles : une paix des Etats-Unis ou une paix des Nations unies ». « Les intérêts et les buts de guerre de la France et des Etats-Unis ne correspondent pas. Une fois le problème du Koweït réglé, quelle importance faudra-t-il donner à la solution du conflit israélo-palestinien ? Entre les visions française et américaine, il y a une nuance », a ajouté M. Fuchs.

Ni blanc-seing ni censure : l'opposition déclare officiellement vouloir apporter un soutien vigilant au pouvoir exécutif. Tel est le sens du communiqué diffusé, mardi 12 février (nos dernières éditions du 13 février), à l'issue du bureau politique de l'UPF, qui ne s'était pas réuni depuis le 15 janvier. Un communiqué de consensus minimum a pas alimenté l'effet externe pour ne pas alimenter davantage une polémique avec M. François Mitterrand que l'opposition ne comprend pas. Effectivement pour éviter de faire apparaître les discordances prévisibles dans les rangs de l'UPF comme du RPR.

Les membres du bureau politique de l'UPF n'ont eu qu'à apporter quelques corrections de forme au texte préalablement établi par MM. Alain Juppé (côté RPR) et François Bayrou (côté UDF). Une méthode de travail de plus en plus contestée par les autres dirigeants de l'opposition, fichés d'être obligés de composer avec les déclarations politiques de MM. Giscard d'Estaing, Chirac ou autres, commises sans aucune concertation d'ensemble.

Officiellement, l'UPF s'interdit donc « toute polémique à des fins partitiques ». « Le premier souci de l'Union pour la France, relève ce communiqué, est la solidarité dans l'engagement national, le soutien aux hommes et aux unités qui assurent la participation de la France au combat, la solidarité avec leur courage et avec les sentiments de leur famille. L'action de la France doit témoigner également de notre solidarité vis-à-vis de nos alliés dans le combat et de nos partenaires européens dans les démarches futures en direction de la paix ».

Cette déclaration est, toutefois, assortie de deux réserves en direction de l'Elysée, présentées dans le plus pur style diplomatique. La première fait référence à l'intervention de M. Mitterrand du jeudi 7 février exprimant le refus français d'employer les armes non convention-

nelles. L'UPF fait part de « son étonnement devant l'aspect prématuré de certaines déclarations du président de la République », en soulignant que « dans la guerre, le secret est un atout » et qu'il est aussi « un moyen de dissuader l'adversaire d'employer les armes interdites ». Dans le secret des délibérations, M. Giscard d'Estaing ne s'est, en fait, pas privé de condamner de nouveau les déclarations de son successeur, affirmant qu'elles constituaient une « erreur » et assurant que « tout cela était mal ressenti aux Etats-Unis ».

La deuxième réserve, fondée sur les récentes visites de certains responsables de l'opposition en Israël et dans les pays du Maghreb, porte sur le déficit d'explication de la diplomatie française. Ces rencontres, relève le communiqué de l'UPF, « ont été dominées par l'impression générale d'une action diplomatique française mal comprise par nos interlocuteurs, qu'ils soient israéliens, en Afrique du Nord ou au Proche-Orient, ou Israéliens ».

Un silence poli

En réalité, en des termes moins choisis, les dirigeants de l'opposition se sont vivement inquiétés « du fossé de plus en plus profond » creusé, selon eux, entre la France et tous ces pays. Au cours du point de presse suivant cette réunion, M. Bayrou a, en tout cas, tenu à justifier l'utilité de ces déplacements : « Nous n'avons pas entrepris ces voyages pour mener une action diplomatique propre, ni pour nous substituer à l'Etat, ni pour nous désolidariser du gouvernement français. Nous expliquons la position de la France et entendons les objections de nos hôtes. » Revenant à l'Algérie, M. Juppé a ajouté que son intention n'était pas « de semer la zizanie ». « Comme opposants, a-t-il conclu sur ce point, nous avons bien le droit de réfléchir. En revanche, le communiqué de l'UPF se garde de toute allu-

sion aux perspectives d'une paix durable dans cette partie du monde. Mais cette prudence ne pourra masquer longtemps certaines dissensions profondes au sein de l'opposition. Seul centrisme à la table, M. Bernard Stasi, de retour lui aussi d'Algérie, n'a obtenu qu'un silence poli lorsqu'il a rappelé la nécessité de renforcer, quoi qu'il advienne, les liens de la France avec les pays arabes, et l'urgence de bâtir « un Etat palestinien souverain ».

De même s'est-on bien gardé de commenter sérieusement la proposition présentée par M. Chirac, lors du « Grand Jury RTL-le Monde », du dimanche 10 février, d'une « conférence régionale » organisée à Paris à l'initiative de la France avec Israël et les pays arabes de la région. M. Juppé a bien tenté de la justifier en expliquant que dans l'esprit du président du RPR « il s'agissait de tenter de débloquer une situation ». Ce que devait rappeler lui-même M. Chirac, mardi après-midi, devant les députés RPR, en se disant convaincu que les Etats-Unis ne seraient pas systématiquement hostiles à cette offre. Au sein du bureau

UPF, on s'est plutôt montré persuadé du contraire. Devant ses amis de l'UDF réunis auparavant, M. Giscard d'Estaing avait avoué qu'il était « relativement perplexe ». Union oblige, il ne devait guère prendre le risque d'en dire davantage devant M. Chirac. Sa réponse est venue quelques heures plus tard par un communiqué de ses Clubs Perspectives et Réalités semblant couper court à toutes discussions sur ce sujet. « La France, y lit-on, doit, bien entendu, faire valoir ses intérêts propres. Mais son objectif diplomatique doit être de contribuer à ce que les nations coalisées dans la guerre soient associées à la paix. Elle y parviendra si elle associe la concertation avec les Etats-Unis, l'émergence d'initiatives de la Communauté européenne et le dialogue direct avec l'ensemble des pays du Proche-Orient ».

Cette réunion de l'UPF n'avait pas à son ordre du jour l'organisation des primaires pour l'élection présidentielle. M. Chirac a brièvement évoqué le sujet. Il a été convenu que, dès la semaine prochaine, MM. Juppé et Bayrou reprendraient les discussions.

DANIEL CARTON

et ANDRÉ PASSERON

M. Pasqua s'étonne du « peu de réalisme » de M. Chirac

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a déclaré, mardi 12 février, à Argenteuil : « Je ne pense pas que la proposition de conférence régionale (faite par M. Chirac) puisse avoir un grand avenir. Après ce qui s'est passé sur le terrain militaire et diplomatique, envisager une solution sans les Russes, les Européens et les Américains est faire preuve de peu de réalisme ».

M. Pasqua a également souhaité « un réveil du RPR », « car on ne pourra pas reconquérir le pouvoir sans

un débat d'idées. Qu'allons-nous dire aux gens en 1993 ? Il nous faut être en mesure d'apporter des propositions. Si nous ne sommes pas capables de récupérer des voix à gauche, c'est le Front national qui le fera à notre place. Si nous n'avons pas fait bloc derrière lui, M. Mitterrand, qui ne perd jamais de vue les préoccupations politiques, aura pu dissoudre l'Assemblée nationale, et s'appuyant sur le supplément d'opinions favorables que lui apporte le conflit, nous en chasser pendant cinq ans ».

En visite à Tunis

M. Philippe Séguin souhaite que soit évitée une « déchirure » entre la France et la Tunisie

L'ancien ministre des affaires sociales, M. Philippe Séguin, a rencontré à Tunis, mardi 12 février, plusieurs responsables politiques, afin d'éviter, a-t-il dit, que « les divergences passagères, que l'on constate aujourd'hui entre la Tunisie et la France à propos de la guerre dans le Golfe, ne se transforment en déchirure ».

TUNIS

de notre envoyé spécial

C'est avec l'aval du président du RPR, M. Jacques Chirac, et après avoir, pour reprendre son expression, « cadré » son déplacement au cours d'une entrevue, le 11 février, avec le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, que le député RPR des Vosges s'est rendu dans la capitale tunisienne. Cela fait déjà quelque temps que M. Séguin, qui est né à Tunis et qui y a passé toute son enfance, milite pour que la France ne ménage pas ses efforts pour resserrer le fil d'un dialogue avec le Maghreb qu'il juge dangereusement distendu.

Comme MM. Michel Vauzelle, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, et Pierre Méhaignerie, président du groupe RPR, qui se sont tous deux déjà rendus dans la capitale tunisienne - il a pu mesurer l'étendue du « différend » qui oppose les deux pays. Ses interlocuteurs - que ce soit le ministre des affaires étrangères, M. Habib Boulevar, le secrétaire général du parti au pouvoir (le Rassemblement constitutionnel démocratique), M. Abderrahim Zouari, ou le président du Parlement tunisien, M. Beji Caid Essebsi - lui ont tous fait part de l'émotion du peuple tunisien « devant l'écrasement sous les bombes du peuple irakien, auquel il se sent lié par une solidarité naturelle ».

Les autorités tunisiennes sont convaincues que les bombardements alliés ont fait « plusieurs dizaines de milliers de morts » et qu'il faut faire cesser au plus vite ces opérations menées, selon elles, sans aucun contrôle de l'ONU. M. Zouari a notamment rappelé que la France et la Tunisie - qui avaient partagé au départ la même analyse de la situation après l'annexion du Koweït et qui se retrouvaient également quand ils évo-

d'après-guerre - vivaient aujourd'hui un « différend » d'autant plus vivement ressenti que les liens entre les deux pays sont traditionnellement étroits. Le secrétaire général du RCD a affirmé que son pays « comptait beaucoup sur la France pour jouer un rôle plus important, plus positif, pour l'arrêt des hostilités ».

La quiétude

de la communauté française

Le député RPR a pu constater, dans les rues de Tunis, la présence ostentatoire de forces militaires : des hommes casqués, pistolets-mitrailleurs avec balénette au canon, en position autour de bâtiments légers, mitrailleuses en batterie. Les autorités tunisiennes, tout en marquant très nettement leur compréhension pour le ressentiment que la population éprouve, semblent déterminées à conserver la maîtrise de la rue, pour éviter tout éventuel débordement.

D'où ce dispositif dissuasif, a-t-on expliqué à M. Séguin, qui a reçu, d'autre part, l'assurance que rien ne viendrait troubler la quiétude des communautés étrangères, notamment française. « La colonie française est entourée de toute l'attention des autorités tunisiennes et nous devons faire de même pour nos hôtes qui sont en France », a-t-il expliqué.

M. Anroux et des associations de rapatriés soulignent la nécessité d'un dialogue entre « les différentes communautés ». - Au terme de l'audition, mardi 12 février, de M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, par les parlementaires socialistes, M. Jean Anroux, président du groupe PS de l'Assemblée nationale, a souligné la nécessité de « préserver le dialogue entre la France et les pays arabes » et également « avec les différentes communautés » sur le territoire national. D'autre part, plusieurs associations de Français originaires d'Afrique du Nord ont lancé, mardi, un appel au « dialogue nécessaire » entre « tous ceux qui vivent en France ». Ces associations, qui venaient d'être reçues par M. Maurice Benassayag, délégué du gouvernement chargé des rapatriés, ont créé un comité de liaison pour favoriser ce dialogue.

M. Séguin a également entendu les protestations des responsables tunisiens, qui ne comprennent pas pourquoi la France, contrairement à l'Allemagne, a classé leur pays dans la catégorie « à risques ». Il a été particulièrement attentif aux propos concernant les conséquences graves de la guerre du Golfe pour une économie tunisienne alimentée, pour l'essentiel, par la manne touristique. Il a, pour sa part, rappelé la position de la France, tout en estimant que celle du gouvernement tunisien était, quoique divergente, « respectable », de même que « les positions de l'opinion publique tunisienne étaient compréhensibles ».

« Il y a des divergences passagères ; à nous de faire en sorte, par le dialogue, qu'elles ne se transforment pas en déchirure. Il faut maintenir le contact car les Maghrébins, et tout particulièrement les Tunisiens, sont très sensibles aux signes qui peuvent venir de la France. Il faut s'attacher, de part et d'autre, à gérer le mieux possible cette phase de guerre », a-t-il dit à l'issue de son déplacement, en ajoutant qu'un « geste spectaculaire » de la France vis-à-vis du Maghreb serait bienvenu dans le contexte actuel.

PIERRE SERVANT

A la veille de la réunion de son comité central

Le PCF affirme que les lycéens pacifistes sont victimes de « mesures d'intimidation »

Le comité central du PCF se réunit, jeudi matin 14 février, pour débattre de la situation politique à partir d'un rapport présenté par M. Pierre Zarka, promu au bureau politique et au secrétariat du parti à la fin du vingt-septième congrès, en décembre dernier. Dans un article publié mercredi par l'Humanité, un autre des nouveaux membres du bureau politique, M. Jean-Paul Magnon, dénonce « les mesures d'intimidation qui visent à étouffer l'aspiration des lycéens à la paix ».

S'adressant aux secrétaires fédéraux en charge de l'organisation du parti, le 30 janvier, M. Pierre Zarka se référait aux résultats des dernières élections partielles pour observer que le Parti communiste n'avait engrangé aucun bénéfice de son engagement en première ligne dans les manifestations pacifistes contre la guerre du Golfe. Devant le comité central, jeudi 14 février, l'ancien secrétaire général du Mouvement de la jeunesse communiste de France se propose donc d'insister sur la nécessité militante de « regagner les gens qui ont lâché pied dans la lutte pour la paix », selon l'expression de l'Humanité.

A la veille de cette réunion, toutefois, c'est le nouveau responsable de l'activité du PCF parmi les jeunes, M. Jean-Paul Magnon, secrétaire fédéral du Rhône, qui est monté au créneau pour mettre en accusation l'administration de l'éducation nationale. « Pourquoi, dans certains lycées, cherche-t-on à empêcher les jeunes de s'exprimer, de s'informer, de réfléchir : est-ce la règle de la censure que l'on veut imposer aussi ? demande-t-il dans l'Humanité du 13 février. Pourquoi ces mesures d'intimidation contre les élèves qui refusent de se taire et les enseignants qui veulent faire leur métier librement ? » M. Magnon donne plusieurs exemples : « Au lycée de Saint-Denis, deux élèves sont exclus de classe parce qu'ils portaient un badge ; à Vitry, un professeur fait le tour des classes pour interdire le port du badge ; à Lille, un professeur appelle la police pour dissuader une manifestation devant le lycée ; à Epinal, deux lycéens et une enseignante sont éliminés au poste de police parce qu'ils dessinaient une colombe sur le trottoir devant le lycée ; à Châteauneuf-Thierry, un jeune

communiste a été définitivement exclu du lycée... Ces méthodes sont inacceptables et contraires aux propos du ministre de l'éducation nationale qui prône la tolérance envers les élèves : elles doivent cesser », conclut M. Magnon en réitérant le prétexte de risques de tension entre élèves évoqué pour justifier la répression ».

Cette intervention n'est pas fortuite. L'Etat-major du PCF estime que le mouvement pacifiste va

s'amplifier dès que la bataille terrestre sera engagée et il assure la défense de ses jeunes militants. Ce sont souvent ceux-là mêmes qui avaient pris une part souvent déterminante dans le mouvement lycéen de l'automne dernier et que le gouvernement tient, en effet, particulièrement à l'œil, depuis que certains de ses porte-parole mènent campagne contre la participation de la France à la guerre.

A. R.

Jean-Paul Magnon, un fidèle parmi les fidèles

LYON

de notre bureau régional

Pour cause de nomination au bureau politique, M. Jean-Paul Magnon va changer d'adresse : il quitte les Minutiers de Vénissieux et le siège de la fédération du Rhône du Parti communiste, un bâtiment à l'angle de l'avenue Maurice-Thorez et du boulevard Lénine, pour rejoindre les vitres opaques de la place du Colonel-Fabien. Cette consécration d'un parcours politique rectiligne, il l'appréhende, en bon militant, avec sérénité et modestie : « Il y en a tant qui méritent ce poste », Né en 1944 d'une famille d'ouvriers communistes, M. Magnon adhère aux JC en 1960, travaille douze ans comme ajusteur, métier qu'il abandonne en 1973 pour le poste de permanent de la fédération du Rhône dont il devient le premier secrétaire en 1977. Un an auparavant, il était entré au comité central. Sa désignation au bureau politique n'a guère été une surprise pour ses camarades lyonnais. Surtout pour ceux qui avaient tenté d'ouvrir le débat préparatoire au vingt-septième congrès et dont il a su très bien contenir les initiatives : ils voient en lui l'archétype de l'orthodoxe ».

« Si cette étiquette signifie un accord avec l'orientation politique du vingt-septième congrès, alors oui je suis un orthodoxe, comme l'immense majorité des communistes », se défend

M. Magnon. L'homme, petite taille, cheveux coupés en brosses et moustaches drues, colle, sans état d'âme, à l'histoire de son parti, de la « déstalinisation » à la rupture du programme commun. De ces trente années communes, seuls l'ampleur de la crise des seules socialistes, que la chute du mur de Berlin lui a révélée, l'a « surpris ». Il désigne du doigt, néanmoins, ces dirigeants qui « ont si vite abandonné leur pays au capitalisme ».

On le dit très proche de M. Georges Marchais. Ce que M. Magnon ne dément pas : « Georges Marchais anime avec passion, intelligence et effort notre réflexion qu'il dirige de manière très collective. Je ne veux pas en rajouter, explique-t-il, mais c'est le secrétaire général qu'il nous faut aujourd'hui. » M. Magnon laisse sa fédération avec le sentiment du devoir accompli : « En 1975, nous étions huit mille ; en 1991, un tout petit peu moins. » Pourtant, aux récentes élections législatives partielles du Rhône, les deux candidats du PCF ont recueilli 4,15 % et 6,20 % des voix. Le nouveau membre du BP, chargé de la jeunesse et de la formation, « mesure tout ce qu'il reste à faire ».

BRUNO CAUSSÉ

هنا من الأصل

des réserves

Le président de la République, François Mitterrand, a reçu mardi 13 février, à l'Élysée, le ministre libyen des Affaires étrangères, M. Ibrahim al-Bachari, en visite officielle. Le chef de l'État a exprimé sa satisfaction de la venue de son collègue libyen et a souligné l'importance de la coopération entre les deux pays. M. al-Bachari a répondu qu'il était honoré de représenter son pays et a évoqué les relations d'amitié entre la Libye et la France.

M. Pasqua s'étonne de réalisme de M. Chirac

Le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Pasqua, a réagi mardi 13 février à la déclaration de M. Jacques Chirac, candidat à la présidence de la République, concernant la situation en Libye. M. Chirac avait déclaré qu'il était étonné du réalisme de M. Pasqua face à la question libyenne. M. Pasqua a répondu qu'il était son devoir de faire face à la réalité et de protéger la sécurité de la France.

souhaite que soit évité le conflit entre la France et la Tunisie

Le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Pasqua, a exprimé son souhait que le conflit entre la France et la Tunisie ne s'aggrave. Il a souligné l'importance de la coopération entre les deux pays et a appelé à une solution pacifique du différend.

ASIE

CHINE : treize condamnations

Le rideau est retombé sur les procès de dissidents du « printemps de Pékin »

La CEE « ne relâchera pas ses efforts » en faveur des dissidents chinois et « répètera sa position » aussi souvent que nécessaire, a déclaré mardi 12 février le porte-parole du Quai d'Orsay. Il a révélé que les Douze étaient intervenus samedi auprès des autorités chinoises pour qu'elles « respectent les droits de l'homme » et « acceptent des observateurs étrangers aux procès de dissidents ».

PÉKIN

de notre correspondant

Le rideau est retombé sur la scène des procès de Pékin, joués à huis clos devant un public limité et bâillonné, sans que le monde extérieur en apprenne plus que ce qu'en disait l'affiche : un échantillonnage de sentences allant d'un à treize ans de prison annoncées selon une progression minutieuse dans la sévérité, avec quelques exemptions de peines pour la « galerie » occidentale. Pas une image, pratiquement aucune révélation sur les délibérations ou ce qui en a tenu lieu, une information volontairement reléguée en dernière page des journaux, et quelques lazzis pour compte, ceux qui, pour être prolétaires dans un État socialiste, se voient privés de toute publicité.

Les jugements frappant les ouvriers ayant participé aux troubles de 1989, en fondant notamment des embryons de syndicats indépendants, « ne regardent pas les étrangers », a répondu le tribunal aux journalistes. Concernant l'un, M. Liu Zihou, il a simplement dit, dans une formule audacieuse, qu'il avait été condamné à « sept ans de prison, ou moins ».

Il s'agissait pour le régime de réformer le dossier Tiananmen avant le nouvel an lunaire, vendredi 15 février, de manière à repartir d'un pied nouveau. La

procédure avait été ouverte fin novembre. Au total, treize activistes ont été condamnés pour participation à une agitation « contre-révolutionnaire » visant à renverser le régime, à en croire celui-ci. Six ont été exemptés de châtiment. Pour soixante-trois autres, le régime avait passé l'éponge. Le sort des dizaines ou centaines d'autres personnes détenues, depuis 1989, restera vraisemblablement inconnu. Le silence est complet sur les procès ayant pu se tenir en province.

Quatre fortes têtes

Parmi les condamnés, quatre noms ressortent : MM. Wang Juntao et Chen Ziming, journalistes et économistes, condamnés mardi à treize ans de prison chacun, Ren Wanding, comptable-agitateur condamné à sept ans de prison le 11 janvier, et Liu Gang, physicien (six ans, également). Ce quartet d'activistes est peut-être plus sévèrement puni pour une raison en soi suffisante : ce sont des récidivistes.

MM. Wang et Chen avaient participé à la toute première émeute de fin de règne survenue le 5 avril 1976 place Tiananmen, quelques mois avant la mort de Mao Zedong. Les retrouvés, avec treize ans de prison chacun, en « tête » des victimes du soulèvement ayant entaché la fin du règne de M. Deng Xiaoping n'a rien de surprenant. M. Ren avait été le premier à lancer la contestation en 1978 la notion occidentale de droits de

l'homme, honnie des gérontes de la Longue marche. M. Liu avait déjà pris part au mouvement étudiant de 1986-1987 et était proche de l'astrophysicien Fang Lizhi, exilé aux États-Unis.

A l'exception peut-être du dernier, dont le régime dit qu'il s'était constitué prisonnier lors de la répression militaire de juin 1989 et s'est amendé, ces condamnés ont eu l'attitude que l'on pouvait attendre de la part de « professionnels de la dissidence » hostiles au caractère impérial du pouvoir communiste : ils ont refusé d'admettre leurs « fautes ».

La direction politique a eu la prudence de ne pas inclure dans les condamnés aux peines les plus sévères le responsable étudiant Wang Dan, trop connu à l'étranger. Elle ne s'est pas pour autant embarrassée à faire de cet exercice de « justice prolétarienne » une opération plus propre que les précédents procès politiques organisés en Chine, espérant que la guerre du Golfe déstabiliserait les protestations occidentales.

Le département d'État américain a qualifié de « profondément troublants » l'ensemble des verdicts et des circonstances ayant entouré ces procès. Il a en particulier noté, pour la dernière charrette de mardi, la rapidité avec laquelle avait été annoncé le jugement, de toute évidence décidé comme les autres en haut-lieu avant la représentation.

La Communauté européenne semblait, mercredi, vouloir aborder la question en ordre dispersé, certains souhaitant, selon leurs représentants à Pékin, effectuer une démarche auprès des autorités chinoises à condition que cela se passe « sans publicité ». Une telle démarche a eu lieu dans la quasi-clandestinité samedi dernier, avec les succès que l'on voit. Commentaire d'un diplomate d'un pays de la CEE non partisan du silence : « On se demande à quel point se protestent en catimini ».

FRANCIS DERON

INDE

M. Rajiv Gandhi relance la polémique sur la production de l'arme atomique

NEW-DELHI

de notre correspondant

Prenant de plus en plus ses distances avec le gouvernement, M. Rajiv Gandhi a créé une surprise, lundi 11 février, en se prononçant pour une éventuelle révision de la politique nucléaire de l'Inde. Dans une lettre adressée à l'actuel premier ministre, M. Chandrasekhar, chef du parti du Congrès-I déclare que, comme les États-Unis n'écartent pas définitivement le recours à l'arme atomique tactique dans la guerre du Golfe, l'Inde n'aurait d'autre solution, dans cette éventualité, que de « transformer la [sa] potentialité d'armes nucléaires

en capacité nucléaire » (1). « Premièrement, explique l'ancien premier ministre, la suppression brutale du tabou [nucléaire] ferait tomber les défenses psychologiques contre le déclenchement d'une guerre nucléaire, créées dans la conscience humaine grâce, essentiellement, au panthéon Jawaharlal Nehru et au mouvement des non-alignés. Ensuite, les radiations et autres conséquences de l'utilisation des armes nucléaires dans le Golfe, s'étendent, selon toute vraisemblance, jusqu'à l'Inde. » « Nous ne pouvons pas abdiquer le droit de l'Inde à se protéger elle-même en utilisant ses meilleures défenses », a ajouté son porte-parole. La déclaration du chef du Congrès

marque un net infléchissement de la position de son parti qui, jusqu'ici, s'est toujours prononcé pour l'utilisation pacifique, c'est-à-dire civile, de la technologie nucléaire.

M. Gandhi a souligné ce changement en tenant compte, lundi soir, au président de l'Union indienne, M. Venkatarman, pour l'information du contenu de la lettre adressée à M. Chandrasekhar. L'opinion exprimée par le fils d'Indira Gandhi n'engage pas, formellement, le gouvernement de l'Inde, puisque M. Gandhi n'occupe aucune fonction officielle. Mais, outre que le gouvernement de M. Chandrasekhar ne perdure que grâce au soutien du Congrès, M. Gandhi est susceptible de revenir aux affaires à court ou moyen terme. La position indienne a évolué au cours des dernières années. Le général K. Sundarji, ancien chef d'état-major des armées, se prononce régulièrement, dans ses éditoriaux du magazine *India Today*, en faveur de la production d'armes nucléaires indiennes.

Il se fait le défenseur d'une doctrine de dissuasion nucléaire à l'échelon régional qui, estime-t-il, permettrait de réduire les tensions et les menaces dans cette partie de l'Asie, et de diminuer les dépenses militaires très importantes de l'Inde, de la Chine et du Pakistan. L'Inde, d'autre part, s'inquiète des efforts déployés par le Pakistan pour se doter d'un armement atomique, et qui ont conduit les États-Unis à suspendre toute aide financière (civile et militaire) à Islamabad, depuis le 1^{er} octobre dernier. Washington est convaincu que les Pakistanais ont repris leurs travaux d'enrichissement de l'uranium dans leur centrale nucléaire de Kahuta, dans une trentaine de kilomètres d'Islamabad, afin d'atteindre la qualité d'enrichissement nécessaire à la fabrication de l'arme atomique.

D'autre part, selon certaines informations, des modifications seraient envisagées sur les chasseurs américains F-16 dont dispose l'armée de l'air pakistanaise, pour transformer ces appareils en vecteurs nucléaires.

LAURENT ZECCHINI

(1) L'Inde a fait exploser un engin atomique en mai 1974 et, selon la plupart des experts, elle dispose du savoir-faire pour produire l'arme nucléaire.

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : après une rencontre-marathon au Cap

Un accord de principe a été conclu entre M. Mandela et M. De Klerk sur les prisonniers politiques et la lutte armée

La rencontre entre les représentants du Congrès national africain (ANC) et du gouvernement, mardi 12 février, au Cap, a été entourée d'une grande discrétion. Les deux délégations, conduites par le président Frédéric De Klerk et M. Nelson Mandela, ont conclu un accord de principe sur la question des prisonniers politiques et celle de l'action armée.

LE CAP

de notre correspondant

Un premier accord, connu sous le nom de « minutes de Pretoria », signé entre le gouvernement et l'ANC lors de leur deuxième rencontre officielle, au mois d'août dernier, stipulait que l'ANC suspendrait la lutte armée. Mais des divergences persistaient quant à l'interprétation du troisième paragraphe de cet accord. Le gouvernement considérait que le recrutement de cadres par la branche armée de l'ANC, *Umkhonto we Sizwe* (La Lance de la nation), leur entraînement dans des camps à l'étranger et la constitution de caches d'armes à l'intérieur du pays, étaient directement liés à la lutte armée. L'ANC, considérant qu'il n'en n'était rien, soulignait qu'il avait « suspendu » et non pas « abandonné » la lutte armée.

Le « groupe de travail », faute de progresser sur ce dossier capital pour la suite des négociations, décidait finalement de s'en remettre directement à MM. Mandela et De Klerk. Un communiqué commun laconique a été diffusé, mardi soir à 20 h 30, après quelque deux heures de discussion, annonçant qu'« un accord concernant les points les plus importants [était] conclu ». MM. De Klerk et Mandela ont cependant précisé que le gouvernement et le Comité national exécutif de l'ANC devraient approuver un nouveau texte avant que celui-ci ne soit rendu public. Cet accord devrait permettre d'accélérer la procédure de libération des prisonniers politiques ainsi que le retour des exilés : le règlement de ces deux dossiers constituait, en effet, une condition pour que l'ANC accepte d'aller plus avant dans le processus de négociation.

Le procès de Winnie Mandela

Ce « pré-accord » du Cap a quelque peu éclipsé l'événement à grand spectacle qu'est devenu, à Johannesburg, le procès de M^{me} Winnie Mandela. La mysté-

rieuse disparition de M. Gabriel Pato Mkgwe, un des principaux témoins à charge, quelques heures avant sa comparution prévue pour le lundi 11 février (*Le Monde* du 13 février), a pesé lourd sur le déroulement du procès. Comme le procureur l'avait laissé entendre, dès l'audience de mardi matin, les deux autres témoins-clés, MM. Barend Mono et Kenneth Kgase, ne se sont pas présentés au tribunal, par peur de représailles. L'audience a, une nouvelle fois, été repoussée et le procès devait reprendre mercredi.

Les deux témoins à charge sont désormais cités à comparaître « sous contrainte » : s'ils s'obstinent à refuser de venir déposer à la barre, ils risquent une condamna-

tion pouvant aller jusqu'à deux ans d'emprisonnement. Le procureur a fait immédiatement remarquer que cela serait particulièrement injuste pour les deux hommes qui, dans le passé, « ne se sont jamais défilés ». C'est sur la base de leurs témoignages – et de celui de M. Mkgwe – que M. Jerry Richardson, l'entraîneur du *Mandela football club*, avait été condamné à mort, le 8 août 1990, pour le meurtre du jeune Stompie Moeketsi Seipi.

Le risque demeure, cependant, de voir le procès interrompu : sans ces témoignages directs, l'accusation aura bien du mal à prouver la culpabilité de M^{me} Mandela et de ses coaccusés, qui ont tous plaidé « non coupable ».

FREDÉRIC FRITSCHER

La visite officielle à Paris du numéro un tchadien

Le président Déby a demandé le soutien de la France

Le président Idriss Déby a terminé, mardi 12 février, sa première visite officielle à Paris, au cours de laquelle il a confirmé sa volonté de maintenir des relations privilégiées d'amitié et de coopération avec la France. Le colonel Déby a eu, dans la matinée, un entretien à l'Élysée suivi d'un déjeuner avec le président François Mitterrand.

De source informée, on indique que le nouveau numéro un tchadien a exprimé son espoir de voir la France l'aider à remettre son pays sur les rails, d'autant que N'Djaména accuse l'ancien président Habré d'avoir laissé les caisses de l'État complètement vides et les structures du pays totalement désorganisées. Dès le mois de décembre, Paris avait d'ailleurs octroyé à N'Djaména une aide exceptionnelle de 90 millions de francs, destinée en partie à payer les salaires des fonctionnaires tchadiens. Durant son court séjour parisien, le président Déby a pu également rencontrer le ministre français de la coopération, et s'entretenir, lundi soir, avec les ministres français des affaires étrangères et de la défense.

Pendant ce temps, le sulfureux dossier des prisonniers de guerre libyens, détenus au Tchad à l'époque du président Hissène Habré, a spectaculairement rebondi. Ces prisonniers, évacués de N'Djaména par les Américains après la chute du président Habré en décembre, avaient d'abord transité, semble-t-il, par le Nigéria et le Zaïre. Ils vien-

nent d'échouer, en fin de semaine dernière, au Kenya. La Libye a aussitôt accusé les États-Unis de les avoir kidnappés, et par là très anxieuse de « récupérer » ses soldats. Dénonçant le « transfert forcé » des anciens prisonniers au Kenya, « en violation des conventions de Genève », le ministre libyen des affaires étrangères, M. Ibrahim Al-Bachari, a prévenu les autorités kenyennes que son pays considérerait « comme un acte de guerre » l'entraînement de ces hommes « à des opérations terroristes contre la Libye ».

Répondant à ces menaces, le ministre kenyan des affaires étrangères, nous indique notre correspondant à Nairobi, a déclaré, mardi, que les 350 prisonniers libyens qui ont souhaité quitter le Zaïre ont été accueillis au Kenya « pour des raisons humanitaires » et que leur séjour ne serait que « temporaire ». Le Comité international de la Croix-Rouge de Genève (CICR), dont des représentants avaient pu s'entretenir au Zaïre avec les anciens détenus libyens et prendre en charge ceux qui désiraient retourner chez eux, espère pouvoir continuer au Kenya son « travail de protection ».

De son côté, l'ambassade des États-Unis au Kenya, réfutant les accusations de Tripoli, a affirmé que les délégués du CICR n'ont jamais été empêchés de visiter les anciens soldats et de s'entretenir avec eux, sans témoin, ainsi qu'ils l'exigeaient.

EN BREF

○ ÉTATS-UNIS : mort de Robert Wagner, ancien maire de New-York. – Robert Wagner, maire (démocrate) de New-York de 1954 à 1965, est mort à son domicile, lundi soir 11 février, à l'âge de quatre-vingts ans. Robert Wagner, ancien héros de la seconde guerre mondiale, avait également été ambassadeur américain en Espagne et envoyé du président Jimmy Carter au Vatican. Souvent critiqué pour avoir manqué d'esprit de décision, Robert Wagner, fils de sénateur, avait notamment affronté, durant ses trois mandats successifs, des émeutes raciales, le boycottage des écoles par les Noirs, des grèves de journaux, des scandales policiers et même un rationnement de l'eau et la plus grosse panne d'électricité de l'histoire de la ville, en 1965. – (AFP)

○ NOUVELLE-ZÉLANDE : suppression du visa pour se rendre en France. – Les Néo-Zélandais désirant se rendre en France pour moins de trois mois n'auront plus besoin de visa à partir du 18 février. Paris avait imposé l'obligation du visa pour les Néo-Zélandais en septembre 1986, alors que la capitale française était la cible d'une vague d'attentats. Signe d'un rapprochement entre les deux pays, cette décision a été annoncée mercredi 13 février par l'ambassade de France à Wellington.

○ NIGER : libération de détenus touaregs. – Trente-six personnes, détenues à la suite de l'attaque de la sous-préfecture de Tchintabaraden, en mai dernier, ont été libérées vendredi 8 février, à 4-on apprit, mardi, de source officielle à Niamey. Ces personnes, qui n'ont pas été jugées, ont bénéficié d'une mesure de remise en liberté provisoire. La localité de Tchintabaraden avait été attaquée par un

groupe de Touaregs, rapatriés de Libye. A la suite de cet incident, soixante-dix-sept Touaregs avaient été interpellés, selon les autorités gouvernementales. – (AFP)

○ ROUMANIE : le président moldave à Bucarest. – Le président de la Moldavie soviétique, M. Mircea Snegur, a entamé, mardi 12 février, sa première visite à Bucarest. Il s'est prononcé devant le Parlement en faveur d'une future « confédération » de la « Moldavie » et de la Roumanie, qui travaillent actuellement à la rédaction d'un traité intergouvernemental et la création d'entreprises mixtes. – (Reuters)

○ SOUDAN : trois Français aux mains des rebelles. – Trois Français se trouvent, depuis le 31 décembre, aux mains des rebelles de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), a-t-on appris, mardi 12 février, de source diplomatique à Nairobi. MM. Philippe Verdon, Alain Germain et Philippe Lesage, qui convoquaient un avion léger de Paris vers la ville d'Antsirana, dans le nord de Madagascar, ont été contraints d'atterrir dans la localité soudanaise de Kapoeta, contrôlée par l'APLS. Selon l'ambassade de France à Nairobi, les rebelles soudanais se sont engagés à remettre les trois hommes en liberté, sans poser aucune condition particulière. – (AFP)

○ URSS : explosion d'une bombe devant le siège du parti à Riga. – Un policier a été blessé par une puissante explosion qui s'est produite mardi soir 12 février devant l'immeuble abritant le comité central du Parti communiste de Lettonie fidèle à Moscou, a annoncé mercredi l'agence TASS. Une vingtaine d'attentats à la bombe (généralement de faible puissance) ont eu lieu dans la capitale lettone au cours des deux derniers mois, visant surtout des bâtiments du parti et de l'armée. Le gouvernement nationaliste lettone affirme qu'ils sont l'œuvre de militants fidèles à Moscou qui veulent provoquer l'introduction de l'état d'urgence dans cette République balte. – (AFP)

○ Le chancelier Kohl en visite à Paris le 15 février. – Le chancelier allemand Helmut Kohl rencontrera le président Mitterrand vendredi 15 février à l'Élysée. Selon Bonn, l'entretien portera sur la crise du Golfe et les affaires européennes. – (AFP)

BEHAVIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

DES LIVRES

LE LIVRE DU JOUR

MARABOUT

Présentation d'un ouvrage

EUROPE

BULGARIE : à la veille de son procès

M. Jivkov accuse le président de l'URSS d'avoir trahi les pays socialistes

L'ex-chef d'Etat communiste de la Bulgarie, M. Todor Jivkov, s'est déclaré, mardi 12 février, innocent des charges dont il aura à répondre lors d'un procès qui devrait s'ouvrir le 25 février à Sofia, il accuse M. Mikhail Gorbatchev d'être à l'origine des poursuites dont il est victime.

«Après mon départ du pouvoir (en novembre 1989) et la visite de mon successeur à la tête du Parti communiste bulgare et de l'Etat, pour Mladenov, une campagne de calomnies a été lancée contre moi», a-t-il déclaré dans une interview à l'agence UPI. «Le but, dit-il, était de faire passer de me discréditer politiquement mais de me juger à partir d'accusations fabriquées (...). «Avant la visite de Mladenov en URSS et sa rencontre avec Gorbatchev, rien de cela n'existait». Agé de soixante-deux ans et ayant détenu le pouvoir pendant trente-quatre ans, M. Jivkov devrait être le premier ex-tyran d'un communiste d'un pays d'Europe de l'Est à être jugé depuis les grands bouleversements.

«Les pays socialistes ont été abandonnés et trahis par l'URSS sous la direction de Mikhail Gorbatchev», a-t-il dit. Commentant la situation actuelle en Union soviétique, il a estimé qu'une «direction qui n'a pas de stratégie globale et se permet d'être dominée par les événements au lieu de les contrôler ne peut mener de véri-

table perestroïka et ne peut qu'amener le chaos».

Vivant actuellement en résidence forcée dans la villa de sa petite-fille Evgenia près de Sofia, M. Jivkov est accusé d'avoir «outrépassé les pouvoirs de sa fonction pour s'enrichir, lui et ses plus proches associés». Des charges «politiques», comme celles relatives à l'assimilation forcée de la minorité turque, ont été provisoirement abandonnées.

L'ancien «tsar» de Bulgarie déclare qu'un chef d'Etat ne peut être jugé que pour avoir enfreint la Constitution, ce qu'il estime «n'avoir jamais fait». «Tout ce qui m'est reproché n'était en réalité que des décisions collectives du comité central du parti», affirme M. Jivkov qui accuse enfin les dirigeants actuels du pays — où les ex-communistes, exclus de la direction de l'Etat et du gouvernement, gardent une majorité au Parlement — d'exploiter ce procès à leurs propres fins politiques.

L'agence bulgare BTA a par ailleurs annoncé mardi qu'un des plus grands écrivains «officiels» bulgares, Vesselin Andreev, ancien résistant puis thuriféraire de Jivkov, s'est donné la mort en laissant une lettre où il écrivait : «Maudits soient Jivkov et les jivkoviens». Interrogé par l'agence Reuters sur cette disposition, M. Jivkov a déclaré «Je pense qu'Andreev était déprimé». — (UPI, Reuters.)

ITALIE : en raison des lenteurs de la justice

Plusieurs membres de la Mafia vont être libérés

Mariano Agate, dernier chef présumé de «la coupole», le gouverneur central de la mafia sicilienne; Gaetano Fidanzi, gros trafiquant international de drogues dures; quelques tueurs appointés; une poignée d'assassins et quelques bandits de grand chemin enrôlés par Cosa Nostra... A la stupéfaction générale de l'opinion publique italienne, tous ces malfrats de haut et bas étage (quarante et un au total) vont sortir de prison la semaine prochaine. Ainsi en a décidé, lundi soir 11 février à Rome, la première section de la Cour de cassation italienne, la plus haute instance de justice.

ROME

de notre correspondant

«La loi est la même pour tous, même pour les mafieux», a gravement commenté, mardi, le magistrat qui préside cette instance, le juge Corrado Carnevale. En vigueur depuis octobre 1989, le nouveau code de procédure pénale, dit «l'américain», que s'est donné la justice transalpine, est clair : le délai légal entre la première condamnation d'un inculpé et la confirmation de la sentence en appel ne peut pas dépasser un an. Certains criminels, qui vont être incessamment placés en liberté provisoire, avaient été condamnés à de lourdes peines, lors des fameuses maxi-procès contre la Mafia qui s'étaient déroulés à la fin des années 80 en Sicile. Plusieurs de ces condamnations ont été reconnues confirmées en appel, mais trop tard. Les jugements sont cassés : «Il faut tout recommencer à zéro», se lamentait, mardi, un juge instructeur de Palerme.

Le cas de Michele Greco, dit «le pape de la mafia» pour le rôle de premier plan qu'il a longtemps assumé à la tête de «la coupole», et qui fut condamné à perpétuité lors du dernier maxi-procès, n'est pas encore très clair : l'homme a été régulièrement condamné, dans une autre affaire, à huit années de prison, qui ne sont pas encore totalement écoulées.

Reste que l'émotion est grande dans le pays et que plusieurs chaînes de télévision, délaissant, pour la première fois depuis un mois, le Golfe à la une, ont consacré, mardi soir, de longs débats à cette «justice malade», qui décourage parfois ses plus ardens serviteurs.

«C'est un scandale ! s'est exclamé M. Paolo Cabra, vice-président de la commission parlementaire antimafia. La justice ne doit pas être un robot, un monstre froid de formalisme. Son application doit être liée à la conscience du pays. Et celle-ci est aujourd'hui obscurcie par ce qu'elle entend». En fait, s'il est vrai que la justice italienne semble parfois oublier la somme de travail et de sang versé par les magistrats spécialisés de Palerme et d'ailleurs pour instruire ces procès et envoyer des centaines d'assassins à l'ombre d'aillours, la plupart des quatre cents et quelque condamnés, lors des maxi-procès, ont été élargis dans les trois ans qui ont suivi. — le droit est le droit. «Pour éviter ce genre de problèmes», disait, mardi soir, M. Claudio Martelli, numéro deux du gouvernement et ministre de la justice par intérim — depuis la démission, pour raisons

ALLEMAGNE

Croisade pour l'emploi dans les nouveaux Länder

BERLIN

de notre correspondant

Le chancelier Kohl a plaidé, mardi 12 février, en faveur d'une croisade nationale pour la création de nouveaux emplois en Allemagne orientale. Devant les représentants du patronat et des syndicats, réunis à la chancellerie pour examiner les mesures à prendre face à la situation de crise qui règne dans l'ex-RDA (le Monde du 13 février), le chef du gouvernement a qualifié l'aide aux nouveaux Länder de l'Est d'«objectif domestique prioritaire».

Bonn avait annoncé, dès mardi, toute une série de moyens supplémentaires qui seront mis à la disposition des régions pour parer au plus pressé. Les Länder et les communes vont recevoir cinq milliards de deutschemarks de plus en février pour faire face à leurs problèmes de liquidités. Cette somme, provenant du Fonds pour l'unité allemande, vient s'ajouter aux 5,6 milliards versés en janvier et aux 3,6 milliards déjà programmés pour février. Les premières rentrées fiscales importantes doivent arriver en mars.

Encouragements fiscaux

Parmi les autres formes d'aide envisagées figurent le financement de deux cent cinquante mille emplois d'intérêt public pour les chômeurs et une aide de 100 millions de deutschemarks pour permettre l'envoi de personnels administratifs qualifiés de l'Ouest pour prêter main-forte aux collectivités locales à l'Est.

Le nouveau ministre de l'économie, M. Jürgen Möllemann, a présenté pour sa part son propre programme d'action pour aider l'économie est-allemande à sortir de l'impasse. Il prévoit, entre autres, des encouragements fiscaux à l'investissement, un plan spécial de 2 milliards annuels pour les restructurations dans les régions où des licenciements massifs sont à prévoir ainsi qu'un programme d'investissements publics de 8 milliards de deutschemarks sur deux ans.

H. de B.

DIPLOMATIE

Un plaidoyer de M. Gorbatchev

Suite de la première page

Cette convergence porte notamment, a précisé M. Dumas au cours d'une conférence de presse, sur «la recherche d'un équilibre pour assurer la sécurité de tous les pays de la région», sur l'importance du rôle des Nations unies et sur la tenue d'une conférence internationale. Par l'intermédiaire de la France, l'URSS — où, tout en jouant jusqu'ici le jeu de la coalition anti-irakienne l'on s'inquiète quand même des conséquences futures de l'affirmation de la superpuissance américaine — cherche ainsi à ne pas être absente du processus qui se déroulera au Proche-Orient après la fin des hostilités.

Toujours à propos de la crise du Golfe, M. Dumas a interrogé son homologue sur l'éventuelle présence d'experts soviétiques aux côtés des Irakiens, à la suite d'informations publiées en France sur l'écoute de mystérieuses conversations en russe sur les ondes militaires irakiennes. M. Bessmertnykh

l'a assuré que les effectifs de l'ambassade soviétique à Bagdad étaient réduits à treize diplomates et qu'il n'y avait plus en Irak «d'experts civils ou militaires soviétiques». Reste à savoir si cette réponse exclut que certains «conseillers» soient restés à titre personnel, non plus à la solde de l'URSS mais à celle de l'Irak.

Pas de solution de rechange

Une partie importante de l'entretien avec M. Gorbatchev a été consacrée à la situation intérieure en URSS, pour laquelle le chef de l'Etat soviétique a demandé davantage de «compréhension» de la part des Occidentaux. C'est également le sens de la lettre adressée la semaine dernière par M. Gorbatchev à M. Mitterrand, dans laquelle, selon de bonnes sources, le président soviétique se plaint amèrement de la sévérité des jugements émis aujourd'hui à son

égard à l'étranger, et demande à l'Ouest, en gros, de comprendre qu'il n'y a pas de solution de rechange à M. Gorbatchev.

Ainsi, selon M. Dumas, le numéro un soviétique a, au cours de l'entretien de mardi, «regretté que l'Occident ne fasse pas toujours preuve de compréhension sur la situation, les contraintes qui sont les siennes et sa volonté d'aboutir malgré tout». M. Gorbatchev a toutefois trouvé en M. Dumas un interlocuteur de toute évidence plus compréhensif que ses collègues de Londres ou de Washington, et il lui a longuement expliqué que, après six ans, «la perestroïka était entrée dans sa phase la plus difficile, celle de la transition, et n'avait pas encore abordé la phase finale de transformation des structures politiques, économiques, financières, sociales, et de celles de l'Union elle-même». M. Gorbatchev ne semble cependant pas avoir fourni beaucoup d'éclaircissements sur ce que constituait cette «phase finale» et quand il entendait l'aborder.

Le problème balte a été traité «dans le cadre de l'Union rénovée», a dit M. Dumas, impliquant par là qu'il avait été traité dans le cadre «soviétique», celui-là même que rejettent ouvertement les trois Républiques baltes, d'autant plus sûres de leur bon droit que les pays occidentaux — dont la France — n'ont jamais reconnu leur annexion. Le ministre français, selon son entourage, a fait valoir aux Soviétiques que les opinions publiques occidentales étaient particulièrement sensibles à cette question et que le «discernement» dont Paris faisait preuve pour l'instant n'était pas toujours encouragé par l'attitude de Moscou.

«Complot»

de banques occidentales...

Les propos tenus par M. Gorbatchev à M. Dumas tendent à confirmer que le chef de l'Etat soviétique n'arrive pas à appréhender véritablement la réalité balte, ou bien, comme en avait eu l'impression en le rencontrant la semaine dernière l'ex-dirigeant lituanien M. Brazauskas, qu'il est mal informé sur la question. Cherchant à convaincre M. Dumas de sa volonté de dialogue, M. Gorbatchev lui a ainsi «vendu» son «mécanisme permanent de dialogue et de négociation», mis en place par la nomination de trois délégations soviétiques de haut niveau pour discuter avec les Baltes. Or ces délégations n'ont pas encore commencé à fonctionner et les dirigeants baltes se sont montrés très sceptiques à leur égard. De manière générale, M. Gorbatchev donne-t-il l'impression d'être aux commandes, a-t-on demandé à M. Dumas. «J'ai eu le sentiment qu'il ne détestait pas», a répondu le ministre.

M. Dumas s'est également entretenu avec le nouveau premier ministre soviétique, M. Valentin Pavlov, qui avait fait beaucoup parler de lui dans la journée à la suite d'une interview au quotidien Troud. M. Pavlov a accusé des banques occidentales d'avoir cherché à inonder l'URSS de roubles dévalués illégalement à l'étranger en grandes quantités afin de «pronquer une hyperinflation artificielle». «Il n'y a rien d'exceptionnel là-dedans. Des actions de ce type ont été menées dans plusieurs régions du monde dans le but de changer le système politique ou de renverser des leaders indésirés», a-t-il dit.

Interrogé à ce sujet, le porte-parole de M. Gorbatchev, M. Vitali Ignatenko, émettait, «non sans humour, des doutes sur les capacités du rouble à changer la face du monde. Dans la même veine, le nouveau numéro deux du KGB, M. Viktor Grouchko, qui s'est présenté mardi à la presse, a accusé les services secrets occidentaux d'avoir «intensifié» leurs activités en Union soviétique en dépit de l'évolution positive des relations internationales.

SYLVIE KAUFFMANN

Référendum le 3 mars en Lettonie et en Estonie

A l'exemple du «sondage» mené avec succès dimanche dernier en Lituanie, le Parlement de Lettonie a décidé d'organiser, dimanche 3 mars, un référendum sur l'indépendance. L'Estonie avait déjà pris une décision pour une consultation semblable, le même jour.

A Moscou, le porte-parole du président Gorbatchev a indiqué mardi que le référendum fédéral prévu pour le 17 mars sera organisé, dans les Républiques qui refusent d'y participer, par des comités dépendant du pouvoir central mais que «personne n'usera de la force» pour le mener à bien. — (UPI.)

Selon M. Chevardnadze

Les réformes sont menacées mais pas condamnées

En décembre dernier, M. Edouard Chevardnadze avait démissionné de son poste de ministre des affaires étrangères pour protester contre ce qu'il avait appelé une dictature rampante. Dans son premier entretien accordé depuis à des journalistes étrangers, M. Chevardnadze, interrogé mardi 12 février par la chaîne de télévision allemande ZDF sur l'avenir des réformes en URSS, a répondu : «Pour être vraiment honnête et lucide, ce genre de changements me paraissent sérieusement menacés». Selon lui, il existe toujours en Union soviétique des «puissances qui pourraient enclencher le processus dangereux» de retour à l'autoritarisme stalinien. «Mais, a-t-il ajouté, je pense que la perestroïka et les nouvelles idées politiques peuvent être sauvées si notre société le désire réellement, si les gens épris de démocratie rejoignent nos rangs».

Evocant sa démission, il a ajouté qu'elle était «le cri du

cœur d'une personne qui a vu grandir un danger, qui a vu de quelle manière les forces réactionnaires devenaient de plus en plus audacieuses». «C'était, a-t-il dit, la réponse d'un homme qui a compris qu'il ne pouvait que se tourner vers le peuple tout entier. C'est un combat historique pour la démocratie».

Longtemps considéré comme un fidèle de M. Mikhail Gorbatchev, l'ancien ministre a précisé qu'il avait hésité pendant six mois avant de prendre cette décision, à laquelle s'opposait le président soviétique, mais qu'il la jugeait bonne. «Je ne regrette pas [ma décision]. Je n'entends pas me retirer totalement de la vie politique. L'organisation que je viens de fonder s'occupe de politique», a-t-il ajouté. Avec d'autres anciens diplomates, M. Chevardnadze vient de mettre en place à Moscou un groupe de travail sur les conflits régionaux et le désarmement. — (Reuters.)

AMÉRIQUES

PÉROU

Le président Fujimori déclenche une offensive médiatique contre le Sentier lumineux

Faute d'une véritable politique antisubversive, du moins aux yeux de l'opposition, le président péruvien Alberto Fujimori a entrepris de lutter contre la guérilla du Sentier lumineux en lançant une grande offensive médiatique pour discréditer son dirigeant, Abimael Guzman.

LIMA

de notre correspondants

Abimael Guzman, le chef du Sentier lumineux, est parvenu à s'échapper de la prison de la «une» de l'actualité à la guerre du Golfe et à l'épidémie de choléra qui sévit sur la côte péruvienne depuis le début du mois. Involontairement, puisque ce ne sont pas les nombreux et sanglants forfaits commis par le Sentier qui en sont à l'origine, mais la transmission d'une vidéo saisie par la police.

On y voit l'homme qui se fait appeler «présidente Gonzalo» jouer les boute-en-train au cours d'une fête copieusement arrosée et initier ses disciples, portant comme lui l'uniforme Mao, à la danse grecque du sirtaki.

Après douze ans de clandestinité, Guzman, que les services de renseignement présentaient comme gravement malade, apparaît sur tous les écrans de télévision. Et ce, grâce au président Fujimori. L'ob-

jectif du chef de l'Etat était de détruire le mythe du héros révolutionnaire menant une existence d'ascète, en présentant un Abimael Guzman dans un état éthylique et faisant la fête, tandis qu'un millier de ses miliciens pourrissent dans les prisons et que plusieurs milliers d'autres ont été tués, au nom d'une prétendue bonne cause, «la destruction du vieil ordre pourri».

Coup d'épée dans l'eau

«Regardez-le bien, a commenté le président Fujimori en marge de la vidéo, il n'a rien d'extraordinaire, c'est un homme en chair et en os, avec ses faiblesses, complètement libre. C'est l'homme qui mène ce style de vie qui se proclame aussi le défenseur du prolétariat, mais ce n'est qu'un vulgaire complice du trafic de drogue... C'est lui qui, utilisant la psychologie de masse, a conscientisé deux mille fanatiques, mais nous sommes vingt-deux millions de Péruviens, c'est donc un affrontement de plus de dix mille contre un». Ridiculisant le leader du Sentier lumineux, le chef de l'Etat a peut-être remporté une bataille psychologique contre cette organisation, mais il cherchait surtout à se défendre des critiques de la plupart de ses opposants, qui lui reprochent de n'avoir pas de poli-

tique antisubversive. D'où l'idée de présenter cette vidéo, prise à l'ennemi, comme une démonstration du succès de la nouvelle stratégie de l'armée, mise en place il y a six mois. La démonstration n'a guère été concluante, si l'on s'en tient aux commentaires qui l'ont suivie.

M. Fujimori identifiait par exemple les personnages accompagnant Abimael Guzman comme étant les membres du bureau politique du Sentier lumineux. C'est une affirmation peu crédible. Il semblerait, en effet, qu'il s'agisse de collaborateurs de moindre importance ou de responsables du service périphérique de propagande.

Quant au coup de filet lancé contre une vingtaine de prétendus hauts dirigeants du Sentier lumineux ces derniers jours, il fait immanquablement penser à l'opération de juin dernier, présentée par l'ex-président Garcia comme une victoire décisive sur le mouvement insurgé et qui s'est révélee plus tard n'avoir été qu'un coup d'épée dans l'eau. Cette fois, il semble bien qu'il en soit de même.

La nouvelle diffusée par une chaîne de télévision selon laquelle M. Guzman avait été blessé dimanche soir de deux balles dans le bras a été démentie lundi soir par la police.

NICOLE BONNET

ÉTATS-UNIS

Annulation en appel de la sentence de quarante-cinq ans de prison contre le «télévangéliste» Jim Bakker

La cour d'appel de Richmond (Virginie) a annulé mardi 12 février, la sentence de quarante-cinq ans de prison prononcée à l'encontre du célèbre «télévangéliste» Jim Bakker, tout en confirmant qu'il était bien coupable d'escroquerie et d'association de malfaiteurs. Depuis sa condamnation en 1989, M. Jim Bakker purge sa peine dans la pénitencier de Rochester (Minnesota). Il se verra infliger une nouvelle sentence sans pour autant que son procès recommence.

La cour d'appel a en effet considéré que les remarques faites par le juge de première instance Robert Potter au moment du verdict pouvaient laisser supposer qu'il avait été influencé par ses propres sentiments religieux. «Que le juge ait ou non une religion ne doit pas intervenir dans la détermination de la sentence», a indiqué le tribunal. Le juge Potter avait notamment souligné dans les attendus de son jugement que le télévangéliste «n'avait pas eu la moindre pensée pour ses victimes et ceux d'entre nous qui avons une religion et sommes ridiculisés comme étant des naïfs, victimes de préachers avides».

Jim Bakker avait longtemps été le prébiche vedette de télévision aux États-Unis et avait fondé le camp de vacances et de retraite Heritage à Fort-Mill (Caroline-du-Sud), avant d'être accusé d'avoir escroqué les personnes ayant versé de l'argent pour acheter des parts. — (AFP.)

Handwritten signature or stamp in Arabic script.

هكذا من الأصل

DDB NEEDHAM



En concevant la Nouvelle Audi 100, nous avons aussi pensé à protéger des familles qui ne seront jamais nos clients.

Car dans ces familles, ni le père, ni la mère, ne savent conduire. Ce sont des familles d'arbres, comme celle qui a bien voulu poser pour nous, mais aussi des

familles de poissons et d'oiseaux. Les ingénieurs Audi ont pourtant tenu à assurer leur sécurité en concevant la Nouvelle Audi 100 et cela de plusieurs façons. La

plus évidente est bien sûr le pot catalytique. A trois voies et sonde lambda, ce qui augmente la durée de catalyse des gaz et donc réduit l'émission de substances

nocives. Mais pour Audi, le souci de l'environnement va bien plus loin que cela : dans la fabrication de la Nouvelle Audi 100, ni amiante, ni cadmium (dans les

laques et les plastiques), ni hydrocarbures

(dans la mousse des sièges), ni solvants

(dans la cire protégeant la carrosserie). De

plus, la nouvelle Audi 100 est, pour ainsi

dire, recyclable : l'acier et l'aluminium

seront refondus, le zinc, les matériaux



précieux et certains plastiques récupérés. Tout cela fait certainement de la nouvelle Audi 100 l'une des seules voitures à protéger même les familles qui ne la

possèdent pas. Et qui, d'ailleurs, ne sauront jamais qu'elle existe. Modèle présenté Audi 100 2.8 E V6. Consommations normes UTAC : 7,0 l à 90 km/h - 8,6 l à

120 km/h - 12,5 l en ville. Garantie peinture 3 ans. Assistance



24 h/24, 6 ans (V.A.G Service Mobilité). Garantie anticorrosion 10 ans.

LE HASARD N'A PAS DE PLACE DANS UNE AUDI.

SOCIÉTÉ

Un millier de délégués réunis à Canberra

Le Conseil oecuménique des Eglises plaide pour un ordre mondial plus pacifique

Neuf cent cinquante évêques, pasteurs et laïcs, délégués par toutes les Eglises protestantes et orthodoxes membres du Conseil oecuménique des Eglises, sont réunis du 7 au 20 février à Canberra, en Australie, pour la septième assemblée générale du COE, fondée en 1948. Des les premiers travaux, les participants ont souligné la nécessité de trouver « la réponse à une nouvelle étape de l'histoire, où l'humanité est en train de se détruire avec la désintégration de l'ordre naturel, la violation de la justice et de la paix ».

Fallait-il tenir cette assemblée générale du Conseil oecuménique des Eglises en pleine guerre du Golfe ? C'est la question que la première, avait posée la question. Mais avant même le déclenchement des hostilités, outre les 950 délégués des 316 Eglises membres du COE (une centaine de pays et 550 millions de fidèles représentés), 2 500 observateurs avaient déjà répondu favorablement à la convocation, parmi lesquels, après plusieurs décennies d'absence, des chrétiens chinois et nord-coréens.

Le 23 janvier dernier, après consultation des Eglises de la région du Golfe en particulier, le pasteur Emilio Castro, méthodiste uruguayen, secrétaire général du COE, a publié une déclaration justifiant le maintien de l'assemblée de Canberra : « La préoccupation dominante, explique-t-il, a été de renforcer le témoignage de paix des Eglises et du Conseil, et d'exprimer et de démontrer la solidarité des chrétiens avec les peuples du Moyen-Orient ».

Déjà, le 17 janvier, le COE avait « déploré la décision du gouvernement américain d'avoir ouvert les hostilités » et « regretté que le gouvernement irakien n'ait pas répondu aux appels internationaux ». Dès l'ouverture de l'assemblée générale de Canberra, le jeudi 7, il a appelé à « la cessation immédiate des hostilités » (Le Monde du 8 février).

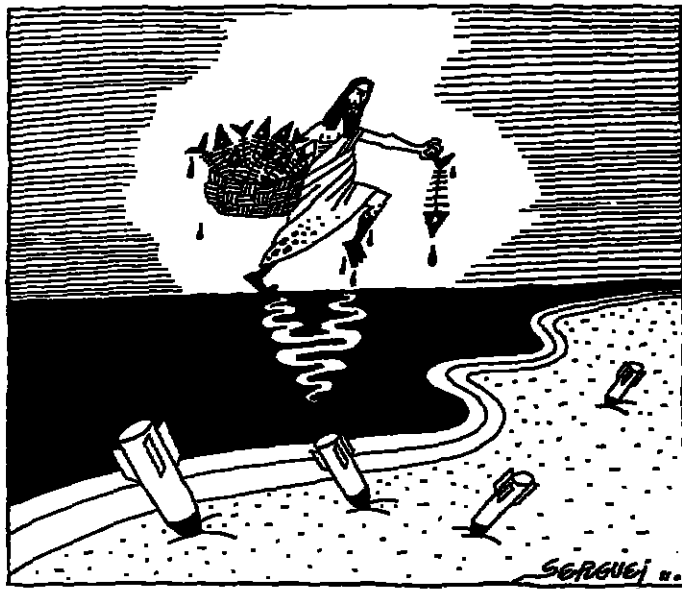
Cette volonté de « coller » à l'actualité et de prendre position n'est pas nouvelle au COE. Sa précédente assemblée générale, à Vancouver en 1983, en pleine crise des missiles, avait condamné les armes nucléaires. Le Conseil oecuménique est lui-même traversé par les conflits régionaux. Ses Eglises membres (anglicane, baptiste, méthodiste, luthérienne, orthodoxe, etc.) connaissent des situations de tension locale. Et les orthodoxes (un quart des participants) rappelleront les affrontements qui les opposent, dans les pays de l'Est, aux Eglises catholiques uniates.

De nouveaux modèles de société

La crise du Golfe s'inscrit dans la triple préoccupation majeure du COE : « justice, paix, sauvegarde de la création ». Ce mot d'ordre avait été lancé lors de l'assemblée de Vancouver, repris lors d'une rencontre européenne à Bâle, en 1988, et, l'an passé, lors d'un rassemblement mondial à Séoul. Aujourd'hui, le COE envisage de modifier ses structures afin de traduire plus concrètement, dans toutes ses activités, cette triple orientation.

« L'Esprit-Saint, renouvelle toute la création » : tel est le thème de l'assemblée de Canberra, qui sera déclinée sous plusieurs aspects. Ecologique, tout d'abord : la répartition inéquitable des ressources de la terre, les droits des populations autochtones imposent « de revoir la conception théologique de la création ».

□ Pérou : mission médicale de l'armée française. — L'armée française a annoncé, mercredi 13 février, l'envoi d'une mission médicale d'évaluation au Pérou, où une épidémie de choléra a fait, depuis quinze jours, 77 morts (Le Monde du 12 février). Composée d'un épidémiologiste militaire et de deux sous-officiers laborantins, cette mission va « procéder à l'évaluation d'une situation épidémique qui affecte plus de 11 000 personnes », selon le communiqué du service de presse de l'armée.



tion ». A Canberra, une attention sera portée au sort des aborigènes, comme cela avait été le cas, à Vancouver il y a sept ans, pour les Indiens d'Amérique du Nord. Un rituel de purification a même précédé le culte d'ouverture de l'assemblée (voir notre encadré).

La nécessité de définir de nouveaux modèles de société, « à un moment où les idéologies dominantes sont en crise », sera également mise en relief. La spiritualité, « qui ne saurait être dissociée de la lutte pour un monde juste, viable et pacifique », prend toute sa place

dans ce contexte. « Les Eglises, poursuit l'un des exposés préparatoires de l'assemblée de Canberra, continuent de penser qu'il vaut la peine de rechercher un nouvel ordre économique mondial et que les valeurs spirituelles qui réveillent la volonté de Dieu dans toute activité humaine, en faveur de la justice, de la dignité humaine et de l'autodétermination, ne peuvent être ignorées ».

Au chapitre de l'unité des chrétiens, enfin, les responsables du COE ne cachent pas qu'il reste du chemin à parcourir. Si, dans les

Eglises protestantes et orthodoxes à travers le monde, les contacts interreligieux se multiplient (avec les bouddhistes, les musulmans, les juifs, les sikhs, etc.), les rapports avec l'Eglise catholique n'ont plus la chaleur des années soixante, quand Paul VI s'était rendu, en 1968, à Genève.

Même si Jean-Paul II a effectué l'année dernière un déplacement en 1984 et si une collaboration structurelle dans certaines commissions du COE (notamment à Foi et Constitution) reste effective, la participation de l'Eglise catholique n'est pas celle escomptée par le COE. Vingt-deux observateurs catholiques ont fait le déplacement en Australie. Mgr Allan Clark et le pasteur Jacques Maury, coprésidents du groupe mixte de travail pour les relations entre l'Eglise catholique et le COE, le constatent dans leur rapport préparatoire : « La différence de nature entre le COE et l'Eglise catholique romaine semble constituer un obstacle permanent au plein développement de leurs relations ».

Enfin, à Canberra, les participants ne manquent pas d'aborder la question du financement qui agite le Conseil oecuménique depuis deux ans. Le pasteur Emilio Castro a clairement laissé entendre, en décembre dernier, qu'une restructuration et une baisse des dépenses s'imposaient d'ici à 1992. Un chapitre sur lequel retentira à coup sûr la voix de la délégation allemande, qui finance, à elle seule, un peu moins d'un tiers des 160 millions de francs du budget de fonctionnement du COE.

JEAN-MICHEL DUMAY

JUSTICE

Simone Weber devant les assises de Meurthe-et-Moselle

Des armes, des experts et un cadavre

Après les ragots, les comérages et les rumeurs, les jurés de la cour d'assises de Meurthe-et-Moselle ont entendu un langage totalement différent, mardi 12 février. La parole a été donnée aux experts, qui ont déposé leurs conclusions sur les rares éléments matériels dont dispose l'accusation pour affirmer que Simone Weber a tué Bernard Hettler, avant de découper son corps avec une meuleuse à béton.

NANCY

de notre envoyé spécial

Ce n'est plus l'heure des haïnes et des passions : les spécialistes sont là pour donner à la cour les réponses dictées par la science. Aussi beaucoup espèrent-ils sans doute que les discours raisonnables de ceux qui n'ont aucune raison d'aimer ou de détester M^{me} Weber permettront de lever un coin du voile dans la sérénité. Ils seront déçus. Sur une table, l'huissier a étalé trois carabines 22 long rifle et des munitions. Le Pr Cécaldi lit son rapport d'une voix monocorde : les armes sont en bon état. Elles ont fonctionné normalement et l'une des carabines est celle qui a percuté une douille découverte sous une armoire dans l'appartement de Simone Weber.

Erreur de douille

Cette constatation ne prouve qu'une chose : c'est que Simone Weber a pu, un jour, se servir de l'arme chez elle. Elle ne le conteste d'ailleurs pas. Sans toutefois s'en souvenir avec précision. Si elle avait cette carabine, c'est pour se protéger lorsqu'elle allait, seule, dans sa maison de Rosières-aux-Salines et pour « monter la garde » car, régulièrement, sa voiture était « massacrée ». Mais M^{me} Weber n'a pas un goût prononcé pour les carabines et si elle a acheté la deuxième, c'est seulement parce qu'elle croyait que la première avait été volée lors d'un cambriolage. En tout cas, elle déclare : « J'avais peur des

armes, ça me traumatisait. Je n'aurais pas été capable de me défendre ». Certes, les deux carabines sont munies d'un silencieux, mais Mme Weber a une bonne raison : « Je ne supporte pas le bruit d'une arme ».

La cour pouvait donc en rester là. Mais le rapport de M. Cécaldi ne semble pas très clair et, à force de le relire, le président Nicolas Pécaldi constate une anomalie : la douille retrouvée n'est pas de la même marque que celle qui figure dans le rapport. On ouvre les scellés ; aucun doute : il y a une erreur. La défense se jette sur l'incident. M. Cécaldi finit par s'embrouiller dans les numéros de scellés et, pendant trois heures, on tente de reconstituer l'erreur. L'expert a beau murmurer que cela ne change rien au sens de ses conclusions, la confusion des marques laisse une impression de désordre.

Race noire, race blanche

Les jurés assistent au tumulte avec détachement, pendant que la salle s'émue et se vide progressivement. Simone Weber, d'abord agacée, finit par sourire. Les avocats de la partie civile viennent au secours de l'expert, tandis que la défense clame que l'on a « pris des libertés avec le code de procédure pénale ». Au plus fort de l'empoignade, M^{me} Henri-René Garud hurle : « Il y a un doute énorme dans ce dossier ».

Le calme revient brusquement. L'expert s'en va. L'huissier range les carabines. Et personne n'entend M^{me} Weber qui tire ses avocats par leurs robes en grommelant que la troisième carabine n'est pas à elle. Il semble qu'elle appartienne à un témoin, mais les jurés n'en savent rien. Ils ne sauront pas non plus pourquoi l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation précise sans nuances que Bernard Hettler a été tué d'une balle dans la tête, alors qu'aucun élément de fait ne permet d'établir une telle affirmation.

Une valise contenant un tronc humain a été découverte le 15 septembre 1985 à Poligny.

MAURICE PEYROT

Le « génocide » des aborigènes

CANBERRA

de notre correspondant dans la Pacifique sud

La scène se déroule sous un chapiteau planté au cœur du campus de l'université de Canberra. A la demande du pasteur Emilio Castro, secrétaire général du Conseil oecuménique des Eglises, le messager aborigène s'est approché du conseil des Eglises et lui a remis un bâton traditionnel. « Venez », ont répondu les hiérarques coutumiers. Le cortège a alors entamé sa procession sous l'abri de toile, puis les héritiers du Temps du rêve, le corps enroulé de guêpe blanche, ont esquissé des pas de danse sur l'estrade.

Ainsi est-ce aux descendants des premiers habitants de l'Australie que le conseil du COE avait demandé, par ce rite, d'ouvrir, le 7 février dernier, sa septième Assemblée générale. La charge symbolique d'un tel choix n'a échappé à personne : la « question aborigène », tout autant que la guerre du Golfe, allait dominer les esprits et les débats des premiers jours de cette assemblée.

Il faut dire que les organisateurs étaient décidés à enfoncer le clou sur la tragédie silencieuse d'une population devenue une enclave du tiers-monde dans un pays riche. Dans un rapport au vitriol, publié à l'issue d'une visite dans des communautés de Nouvelles-Galles du Sud et du Queensland, le COE dénonce les « conditions sociales déplorables des aborigènes », « leur aliénation » et

« leur démoralisation », ajoutant : « L'impact du racisme des Australiens sur le peuple aborigène n'est pas seulement tantant, il relève du génocide ».

Face à un tel réquisitoire, l'embarras du gouvernement australien est évident. Le premier ministre, M. Bob Hawke, a bien tenté de limiter les dégâts en demandant au COE de reconnaître « la complexité du problème », ainsi que « les progrès significatifs accomplis ces dernières années ». Mais il a commis une maladresse devant cette assemblée spirituelle en parlant gros sous : « 1 milliard de dollars supplémentaires va être débloqué cette année au profit des aborigènes » — s'attendant aussitôt la réplique acerbe du métropolitain Paulos Grégorios, représentant de l'Eglise syrienne d'Orient en Inde : « J'argent par lui-même ne peut régler le problème des indigènes ».

Les militants aborigènes, qui se livrent à d'efficaces pressions dans les couloirs de l'assemblée auprès des médias internationaux, ne cachent pas leur satisfaction de voir leur cause placée ainsi sous les projecteurs de l'actualité, sachant qu'elle retombera vite, demain, dans l'oubli. L'humeur est en revanche plus attristée, voire crispée, du côté des Australiens de souche européenne. Résumant assez fidèlement cet agacement, le quotidien conservateur The Australian ne s'est pas privé de brocarder dans un éditorial « cette vision des aborigènes obscurcie par la culpabilité et l'idéologie ».

FRÉDÉRIC BOBIN

L'inspecteur Gaudino est réintégré avant de passer en conseil de discipline

Auteur du livre *Enquête impossible* sur l'affaire des fausses factures du Sud-Est et le financement du Parti socialiste, l'inspecteur de police Antoine Gaudino devra comparaître devant un conseil de discipline le 7 mars prochain pour « manquement grave à l'obligation de réserve ». L'administration devrait demander sa révocation.

Le ministre de l'Intérieur, qui l'avait suspendu de ses fonctions l'automne dernier (Le Monde du 14 octobre 1990), a été contraint, mardi 12 février, de le réintégrer provisoirement dans la police, faute de l'avoir poursuivi à temps. L'inspecteur Gaudino savoure, depuis son domicile marseillais, cette dernière péripétie abusive. Suspendu au lendemain de la publication de son livre, l'ancien limier de la brigade financière qui a été à l'origine de l'enquête sur le financement occulte du PS a compté les jours : quatre mois s'étant écoulés sans qu'aucune convocation disciplinaire ne lui ait été notifiée, le délai réglementaire était dépassé. Il a donc été réintégré, mardi, pour la forme — affecté « pour ordre » à la direction du personnel — afin de permettre à l'administration de lancer la procédure disciplinaire qu'elle s'était tou-

jours promise d'engager. « Une fois de plus, ils forcent les limites du droit », constate M. Gaudino qui annonce son intention de déposer un recours devant la juridiction administrative. « Cela me fait penser aux affaires judiciaires empoisonnées que l'on torpille avec des vices de procédure parce qu'on n'a pas envie de les voir aboutir », commente un syndicaliste policier. A la Direction générale de la police nationale, on plaide le « simple oubli », sans gravité sur le fond. Le rapport de l'inspection générale de la police nationale (IGPN) sur lequel devra se prononcer le conseil de discipline aurait été rédigé à temps mais le bureau de discipline, chargé d'envoyer les convocations, où ne sont employés que deux fonctionnaires, aurait pris du retard.

L'intention non seulement de poursuivre mais de révoquer M. Gaudino, pour manquement à l'obligation de réserve, dément, assure-t-on place Beauvau. L'inspecteur passera donc au « tourniquet disciplinaire », avec le soutien affiché des trois représentants du Syndicat national des policiers en civil (SNAPC-FNAP) qui, dans sa dernière publication, écrivait : « Antoine Gaudino a mis en pratique un principe adopté par le SNAPC : l'obligation de réserve s'arrête là où commencent les atteintes au droit ».

D. L. G.

□ Inculpation d'un policier pour homicide volontaire. — Patrice Dogneau, vingt-six ans, un brigadier de police qui a tué Patrick Pilon, vingt-neuf ans, après une querelle entre automobilistes, dimanche 10 février à Cressy, dans les Yvelines (Le Monde du 12 février), a été inculpé d'homicide volontaire par M. Thierry Belancourt, magistrat instructeur à Versailles, lundi 11 février. Le policier a été écroué à la prison de Bois d'Arcy.

□ Manifestation des surveillants à la maison d'arrêt des Baumettes. — L'accès à la maison d'arrêt des Baumettes, à Marseille, était bloqué, mercredi matin 13 février, par une quinzaine de gardiens à la suite d'une décision de l'intersyndicale des surveillants de prison, qui entend ainsi protester contre l'agression dont a été victime, samedi 9 février, un des leurs. Selon l'intersyndicale, un surveillant a été « brutalement agressé » par un détenu. Les surveillants des Baumettes réclament « des sanc-

tions exemplaires » et « le rétablissement de l'autorité dans une prison où tout se dégrade ». En fin de matinée, les forces de l'ordre sont intervenues pour libérer l'accès de l'établissement.

□ Plusieurs agressions contre des parachutistes du 8^e RPIMA de Castres. — Les autorités du 8^e RPIMA basé à Castres ont déposé six plaintes à la suite de huit agressions qui auraient été commises, depuis un mois, par de jeunes Maghrébins contre des parachutistes, au cours desquelles deux militaires ont été légèrement blessés, a indiqué, mercredi 13 février, le chef de corps, le colonel Jean-Claude Thomann. Selon ce dernier, au cours des derniers jours, un militaire, Sébastien Camus, vingt ans, a été, dimanche matin 10 février, frappé au visage par cinq individus « d'origine maghrébine », tandis qu'un autre, Eric Renard, dix-huit ans, devait, le lendemain, être blessé à la mâchoire après avoir été pris à partie par un inconnu.

كلنا من الاصل

Le Monde EDUCATION

Turbulences sur Universités 2000

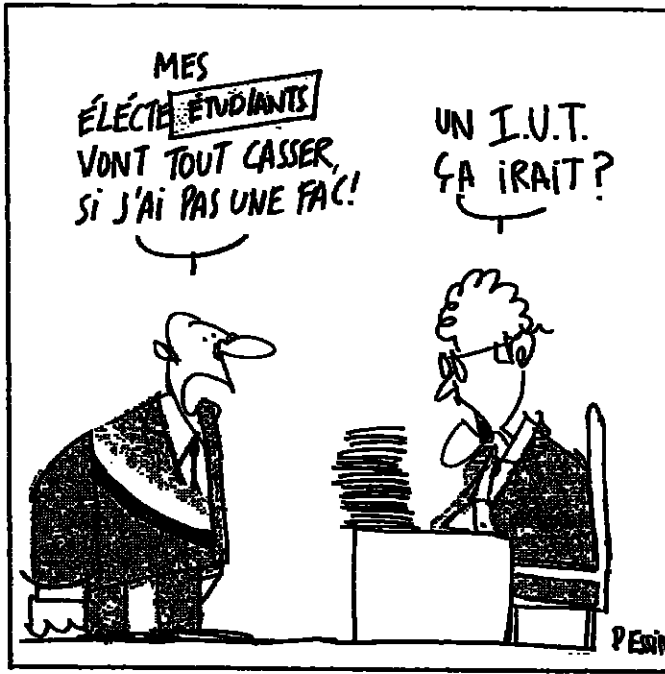
Le gouvernement boucle son plan de développement de l'enseignement supérieur

RUEDES semaines en perspective pour le ministère de l'Éducation ! D'ici le printemps prochain, il va devoir faire arbitrer par le premier ministre et le président de la République le schéma Universités 2000. C'est-à-dire un ensemble de décisions qui traceront la carte française de l'enseignement supérieur pour les dix ans à venir, au bas mot. A la veille du marché unique européen et à l'aube du vingt et unième siècle, l'enjeu est considérable.

On comprend, dans ces conditions, que M. Jospin ait choisi de « ne pas bâcler » le dossier. Lancé il y a un an, conforté par MM. Mitterrand et Rocard lors des assises nationales de la Sorbonne en juin dernier, le schéma de développement des universités est connu, dans ses grandes lignes, depuis plusieurs mois. Il s'agit de donner aux universités les moyens d'absorber la croissance, pratiquement sans précédent, des effectifs d'étudiants. Dans les cinq prochaines années, leur nombre devrait augmenter de 350 000 selon les hypothèses du ministère, plus vraisemblablement de 500 000 selon de nombreux observateurs.

L'Etat s'est donc engagé à investir 16 milliards de francs supplémentaires entre 1991 et 1995 pour construire un million et demi de mètres carrés de locaux nouveaux, rénover 500 000 m² de bâtiments vétustes, renforcer les bibliothèques universitaires et multiplier les possibilités de logements étudiants. Le tout en tentant d'assurer une carte universitaire cohérente au plan national et en obtenant le concours indispensable des collectivités territoriales, régions, départements et villes.

Reste à répartir les milliards, les mètres carrés, les nouveaux établissements et les filières de formation. C'est ce à quoi se sont employés, durant l'été et l'automne derniers, les groupes de travail constitués, dans chaque académie, autour des recteurs et des préfets. Le ministère de l'Éducation dispose désormais de la totalité des schémas académiques, à l'exception - non négligeable - de celui de l'Île-de-France. Sur la base des prévisions démographiques, des dynamiques universitaires et des enjeux locaux, chaque région, présente, budgets à la clé, ses projets de développement : rénovation, nouvelles constructions, restructuration, choix de nouvelles filières, aménagements destinés aux étudiants, etc.



Un fois posées ces trames nationales et la clé de répartition financière globale, reste à trancher, au cas par cas, les projets de constructions nouvelles ou de restructuration. Ce qui revient, dans bien des cas, à régler de véritables casse-tête. Verront ainsi se créer une ou deux universités nouvelles à Lyon, un nouveau pôle universitaire à Marseille, une quatrième université multistat en Bretagne, un centre universitaire à la Rochelle ou à Belfort, voire à Troyes ? Quant aux deux nouvelles universités du Nord-Pas-de-Calais (l'une en Artois, l'autre sur le littoral), plusieurs villes se disputent, dans chaque cas, le privilège d'en abriter le siège.

Sans parler de l'Île-de-France, dont les quatre universités nouvelles (Cergy, Evry, Marne-la-Vallée et Saint-Quentin-Yvelines) ne disposent toujours pas de statuts et de décrets constitutifs alors qu'elles sont supposées exister à part entière à la rentrée 1991. Suivant allègrement les indications initiales du ministère, leurs pilotes ont en effet présenté des projets de statut échappant largement aux contraintes de la loi Savary de 1984, qui régit l'organisation de l'enseignement supérieur. Pour le ministère, il prévoit notamment de faire un effort supplémentaire pour des régions sinistrées comme la Lorraine ou le Nord-Pas-de-Calais.

Par ailleurs, au plan régional comme au plan national, le gouvernement veut s'en tenir à une répartition équilibrée des investissements entre l'Etat et l'ensemble des collectivités locales. Non seulement le volontarisme de certaines régions pourrait creuser les disparités actuelles, mais surtout l'Etat craint qu'un financement majoritaire par les acteurs locaux donne à ces derniers de nouveaux arguments pour réclamer la tutelle de l'enseignement supérieur. Il s'efforcera donc de maintenir l'effort financier des collectivités locales dans la limite de 50 % du coût total des projets de développement. Dans certaines régions comme la Bourgogne, la Champagne-Ardenne ou la Picardie, cela risque de brider les ardeurs locales. Dans d'autres, au contraire, notamment les grandes régions du Sud (Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon et Provence-Alpes-Côte d'Azur), on est encore loin du compte.

seignement supérieur. Pour le ministère, autoriser la création, même à titre temporaire, des universités à statut largement dérogatoire menacerait de créer de dangereux précédents aux yeux des soixante-quatre autres universités françaises. Il s'agit donc de proposer aux nouveaux établissements d'enseignement supérieur des statuts beaucoup plus conformes à la loi de 1984, au risque de déclencher une fronde immédiate des promoteurs de ces projets.

Arbitrages en cascade

Tous ces dossiers en suspens vont suivre un processus complexe de tamisages successifs. A la mi-février, les services du ministère de l'Éducation doivent être en mesure de présenter un cadrage général au premier ministre. Celui-ci apportera ensuite sa touche à l'ensemble avant de transmettre tout le dossier au président de la République, pour un arbitrage final. Or il ne faut pas de doute qu'à chaque étape de ce marathon, tous les acteurs locaux - responsables politiques ou académiques - vont faire le siège de la rue de Grenelle, de l'Hôtel Matignon ou de l'Élysée. En espérant obtenir une meilleure part de gâteau avant le débat parlementaire qui doit clôturer le tout d'ici la fin de la prochaine session de printemps.

L'éventualité est donc bien réelle que les jalousies entre régions, entre villes, entre familles politiques, voire entre courants du Parti socialiste, transformant en foire d'empoigne le bouclage du schéma Universités 2000. La perspective est d'autant plus plausible que les échéances électorales à venir (régionales et cantonales en 1992, législatives en 1993) risquent de transformer les projets de développement universitaire en une hotte de Pète Noël tentant pour le gouvernement.

Reste une question de plus en plus lancinante : l'Etat pourra-t-il tenir ses engagements financiers ? L'enveloppe de 16 milliards de francs annoncée au mois de mai dernier comporte déjà, on l'admet aujourd'hui Rue de Grenelle, 4 milliards de francs résultant de la vente d'immeubles universitaires en centre-ville. Encore faudrait-il céder ces actifs rapidement et dans de bonnes conditions. La guerre du Golfe vient, en outre, sérieusement obscurcir l'horizon budgétaire à moyen terme. Autant de menaces qui pèsent sur un dispositif particulièrement délicat.

GÉRARD COURTOIS

Les chercheurs, les campus et la ville

DEPUIS une bonne vingtaine d'années, l'université a poussé, tant bien que mal, à l'écart de la ville. Oubliée et souvent dégradée lorsqu'elle était installée au centre des agglomérations, rejetée et laissée en jachère quand elle avait été transplantée au milieu de banlieues sans âme. La plupart des universitaires eux-mêmes se sont peu à peu résignés à cet isolement.

Les voilà brusquement incités à changer d'attitude. Sous la pression croissante des flux d'étudiants, le gouvernement a tout d'abord été conduit à lancer en urgence un plan de développement universitaire de grande envergure, bousculant la répartition et mobilisant les énergies locales. Mais derrière les tonnes de béton, les milliers de mètres carrés et les milliards de francs qui vont faire l'objet, dans les semaines qui viennent, d'arbitrages délicats, se profile une exigence nouvelle : replacer l'université au centre de la ville, de ses repères architecturaux, de ses circuits urbains, culturels et sociaux. Bref éviter de répéter les bêtises qui ont conduit à l'éloignement des deux dernières décennies.

La « mission campus », créée par M. Jospin dès son arrivée rue de Grenelle, a permis de défricher le terrain. Aujourd'hui, c'est un vaste programme interministériel de recherche sur les relations entre les villes et leurs universités qui est lancé. Annoncé en juin dernier à la Sorbonne à l'occasion des assises Universités 2000, par les ministères de l'Éducation et de l'Équipement, le Programme architecture nouvelle (PAN-Universités) en constitue le premier volet. Cet « appel d'idées » ouvert aux universités est destiné à développer - en liaison avec le monde universitaire - la recherche sur les constructions et les espaces universitaires et à favoriser des propositions d'aménagement innovantes. Près de huit cents architectes se sont inscrits, quelque trois cents projets devraient finalement être déposés et quinze à vingt lauréats seront distingués à la fin avril, par le jury du PAN-Universités.

Une seconde piste a été ouverte, à l'automne dernier, par le Plan urbain du ministère de l'Équipement, conjointement avec le ministère de l'Éducation. Il s'agit d'un appel d'offres de recherche-expérimentation sur « l'université et la ville ». L'initiative est originale. Elle vise à mobiliser l'ensemble des acteurs locaux pour mener en commun réflexions et recherches sur l'évolution, les besoins et les contraintes des villes universitaires. Vingt-quatre opérations, portant sur autant de sites, ont été retenues et bénéficieront, sur les trois ans à venir, de près de 12 millions de francs d'aide de l'Etat, complétées par des contributions équivalentes des collectivités locales.

Enfin, un troisième appel d'offres a été lancé en décembre dernier par les ministères de la recherche, de l'Éducation et de l'Équipement pour mobiliser la recherche sur les « pratiques sociales » liées aux relations ville-université. Cinq thèmes sont proposés aux chercheurs en sciences sociales, qui devront remettre leurs dossiers de candidature avant le 20 mars : mutations des fonctions de l'université ; le partenariat en action ; l'université et comportement des étudiants ; représentation et pratique de l'espace ; aménagement du temps et aménagement de l'espace. Chacune d'autant plus vaste que les candidats sont invités à développer réflexion prospective et analyse comparative internationale.

Cette effervescence tous azimuts, associant universitaires, urbanistes et décideurs, est prometteuse. Jusqu'à quel point cependant ces recherches pourront-elles éclairer effectivement les choix des aménageurs ? Entre le temps de maturation nécessaire aux chercheurs et l'urgence des besoins et des projets, le décalage risque parfois d'être cruel.

G. C.

► Pour tout renseignement : cellule de suivi et de coordination de l'action interministérielle « Université et ville », ministère de l'Éducation, 61-65, rue Dutot, 75015 Paris. Tél. : 40-65-63-43.

RAPHAËLE RÉROLLE

Les premiers pas de Tempus

Le programme européen de coopération universitaire avec l'Est cherche ses marques

NÉ des soubresauts de l'Histoire au début de 1990, le programme communautaire Tempus de formation supérieure en direction des pays de l'Est est en marche. Une journée de réflexion, organisée le 11 février à Paris par le ministère de l'Éducation nationale, la délégation à la formation professionnelle et à l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie (ACFCI), a permis de faire le point sur cette opération pionnière. Malgré quelques faiblesses, Tempus semble répondre aux attentes des pays d'Europe centrale et orientale. En France, en revanche, la coopération universitaire avec l'Europe centrale n'est pas toujours facile à mettre en œuvre.

Il est vrai que le programme s'est créé dans une atmosphère de course contre la montre génératrice de confusions. Adopté par le conseil des ministres européens en mai 1990, le projet Tempus est entré dans une phase pilote de trois ans dès le 1^{er} juillet de la même année. Petit frère d'Erasmus et de Comett, les deux autres programmes européens d'enseignement supérieur, Tempus avait d'abord été conçu pour aider la Pologne et la Hongrie. A ces pays se sont ajoutés, pour l'année 1991-1992, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie et la Bulgarie, en attendant la Roumanie qui pourrait accéder prochainement au rang des éligibles.

Tempus fait partie d'un programme plus vaste baptisé Phase et destiné à favoriser la restructuration économique des pays d'Europe centrale et orientale. Il permet de sélectionner des projets associant deux pays de la CEE à un pays éligible, pour améliorer la qualité de l'enseignement supérieur à l'Est. A ce titre, son budget est directement géré par Bruxelles et réparti entre les demandeurs - sans passer par des agences nationales comme c'est le cas pour Comett et Erasmus. En 1990, 25 millions d'euros (environ 175 millions de francs) ont été décaissés pour Tempus, et cette somme devrait au moins doubler, voire atteindre 65 millions, en 1991.

Cette structure tripartite pilotée en droite ligne par Bruxelles n'est pas

simple à mettre en place. Le ministère de l'Éducation nationale, principal contractant en France, se contente de négocier avec les instances communautaires, d'informer les participants potentiels et de mettre en relation les concepteurs de projets. Il est relayé, sur le terrain, par l'ACFCI qui doit assurer un double lien avec les organismes de formation consulaires et les entreprises. Or Tempus, qui comprend un volet de coopération entre le monde économique et l'enseignement supérieur, reste fort incomplet dans ce domaine.

Les PME tergiversent

Si de grandes sociétés comme Bull ou Alcatel sont entrées dans la danse sans hésiter, d'autres se montrent beaucoup plus réticentes. Les PME, qui constituent l'essentiel du tissu industriel français, redoutent les risques inhérents à une région encore politiquement instable. En outre, les établissements d'enseignement supérieur français ne se sont pas montrés aussi empressés que certains de leurs voisins. Sur les cent cinquante-neuf projets retenus pour 1990-1991 (soit 11 % du total des demandes), 15 % seulement sont coordonnés par des Français, contre 28 % par des Britanniques. Le problème relève-t-il de difficultés d'information, d'une complexité administrative ou du manque de temps ?

Des trois, sans doute, comme l'ont suggéré les responsables de projets présents à la journée du 11 février. Souvent déjà mêlés à des actions Erasmus ou Comett qui leur ont permis de gagner du temps dans la prise de contacts, certains se sont interrogés sur les difficultés de coordination et les recoupements entre les différents

programmes. D'autres se sont plaints de la difficulté qu'ils éprouvent à trouver des interlocuteurs dans des pays en plein chambardement ou des problèmes de langues dans les échanges. Enfin, un membre de l'Institut national des sciences appliquées (INSA) de Rennes a évoqué la « pagaille » que fait régner la multiplication désordonnée des intervenants français dans un pays comme la Hongrie.

La diffusion de l'information n'est pas le moindre des obstacles. Deux responsables de Sup de Co Toulouse n'ont-ils pas découvert le programme Tempus « tout à fait par hasard » dans une salle de l'université polonaise à laquelle ils rendaient visite l'été dernier ? Ce qui ne les a pas empêchés de saisir la balle au bond pour se lancer dans la création d'une école de commerce à Katowice, en collaboration avec des enseignants polonais et l'université écossaise de Strathclyde.

Des besoins considérables

Organisation pédagogique, échanges d'enseignants, recrutement, le travail ne manque pas pour le lancement de cette nouvelle école qui devrait ouvrir ses portes en octobre prochain. Pourtant, le projet n'a reçu, à ce jour, que 113 000 francs de la Communauté et les organisateurs savent que l'opération leur coûtera de l'argent. « Nous avons déjà payé 70 000 francs de frais divers qui ne seront pas pris en charge par Tempus », remarque M. Claude Courtois, enseignant à Sup de Co Toulouse.

De leur côté, les interlocuteurs des pays d'Europe centrale et orientale s'enthousiasment pour l'initiative, même si, comme l'observe l'un d'eux, Tempus n'est qu'une « goutte d'eau »

dans la masse des actions à mener. « Nous avons reçu 4,3 millions d'euros pour 1990-1991 », observe M. Jan Kopecki, directeur du département international du ministère de l'Éducation à Prague. « Trente-neuf projets ont été retenus, alors qu'il y a soixante-neuf facultés pour les seuls pays tchèques. » Pour accroître l'efficacité du programme, les responsables de Tempus ont décidé que des disciplines « prioritaires », définies par les pays éligibles, seraient favorisées lors de la sélection des dossiers.

La gestion et la technologie se retrouvent ainsi en tête de liste, mais ce ciblage est évidemment frustrant pour des pays où tout reste à faire. L'ampleur du défi fait cependant tout l'intérêt d'un programme qui part « lentement, mais très sûrement », selon l'expression de M. Régis Ritz, président de la commission des relations extérieures de la conférence des présidents d'universités. Restent à régler des problèmes d'ajustement et de définition, notamment dans la sélection des dossiers.

« Certains établissements d'enseignement supérieur de la Communauté essaient d'en profiter pour glaner des sommes qui leur serviraient au plan interne », explique M. Franz-Peter Klipper, administrateur principal de la Task Force qui gère les programmes communautaires d'enseignement supérieur à Bruxelles. « Or nous ne voulons pas financer des secrétariats pléthoriques en France, en Allemagne ou en Espagne. » Les sommes débloquées doivent profiter exclusivement aux pays éligibles, dont les besoins en la matière sont considérables... et dont le redressement économique intéresse directement les pays de la CEE.

des aborigènes

est réintégré
seil de discipline



ETUDES EN SUISSE

- Baccalauréat français, séries A, B, C, D
- Maîtrise suisse
- Informatique
- Travail de texte
- Diplômes de commerce, secrétariat
- Secrétariat de direction
- Cours d'anglais tous niveaux
- Cours de français pour étrangers
- Aussil en Internet
- Cours de vacances juillet - septembre

Ecole Lémania - 3, ch. de Pélaville - CH 1001 Lausanne
Tél. 021 26 15 01 - Fax 021 26 17 00 - Téléc. 021 26 15 00

EDUCATION

REPÈRES

EFFECTIFS. 1 044 924 : c'est, pour 1990, l'effectif total du personnel rémunéré par l'éducation nationale, le plus gros employeur de France. Les enseignants, qui ont en moyenne quarante ans, représentent près de trois quarts de l'ensemble, selon les dernières statistiques publiées par le ministère (note d'information 91-05). 30 % exercent dans les écoles, 35 % dans les lycées et collèges, 4,5 % dans l'enseignement supérieur, tandis que 3,5 % sont en formation. Les femmes sont majoritaires (62 %) dans l'éducation nationale. Elles représentent 75 % des « instituteurs » et 55 % des enseignants du second degré, mais seulement 27 % des enseignants du supérieur. Enfin, 289 000 salariés de l'éducation nationale sont des non-enseignants, qui assurent des fonctions de direction, d'administration, de maintenance et d'entretien. La plupart (71 %) travaillent dans des collèges, des lycées et des lycées professionnels.

INGÉNIEURS. L'école supérieure d'ingénieurs électrotechnique et électronique, l'ESIEE, établissement de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, « essaim » en province. La première école sœur ouvrira à Amiens la rentrée 1992, avec l'objectif de délivrer 100 diplômes d'ingénieur par an. Le concours de recrutement (à l'issue du baccalauréat) sera commun aux deux écoles, ainsi que le programme des trois premières années.

JOBS D'ÉTÉ. Le Council, association internationale d'universités et d'organismes culturels, propose son programme *Work and Travel*. Il permet aux étudiants de deuxième cycle, âgés de plus de dix-huit ans, de travailler durant l'été aux États-Unis et au Canada. Avant votre départ, l'association vous fournit une liste d'employeurs habilités à recevoir des étudiants étrangers, des lettres-types et des modèles de CV en français ou en anglais.

Sont aussi organisées des sessions d'information sur les conditions de travail et de vie aux États-Unis ou au Canada. Un correspondant de l'association est disponible sur place en cas de nécessité ou d'urgence pendant toute la durée du séjour. Renseignements au Council, *Work and Travel*, 1, place de l'Odéon, 75006 Paris ou par Minitel 3615 Council.

NORMALE SUP. Les dates des épreuves écrites du concours d'entrée à l'école normale supérieure sont publiées au JO du 5 février. Pour les littéraires, elles se dérouleront les 6, 7, 10 et 13 mai 1991 pour le groupe lettres (concours L), et les 15, 16, 17, 18, 21 et 22 mai pour le groupe des sciences sociales (concours S). Pour les scientifiques, les épreuves auront lieu les 30, 31 mai, 1^{er} et 3 juin pour les groupes mathématiques, informatiques, physique (concours A) et physique-chimie (concours B). Pour le groupe chimie, biologie, géologie (concours C), les 27, 28, 30 et 31 mai et le 1^{er} juin.

PÉDAGOGIE. L'Institut national de la recherche pédagogique (INRP) publie son programme de recherche pour l'année 1991. Réorganisé depuis le 1^{er} octobre 1990, l'Institut, qui emploie 110 chercheurs travaillant avec 1 150 enseignants associés, a regroupé ses 17 unités en cinq grands départements : « mémoires de l'éducation », dirigé par Pierre Caspard, « ressources et communication » sous la responsabilité de Jean Hassenforder, « didactique des disciplines » dirigé par Jacques Colomb, « technologies nouvelles et éducation », placé sous la direction de Georges-Louis Baron, et enfin « politiques, pratiques et acteurs de l'éducation », dont le responsable n'est pas encore désigné. Le programme, disponible à l'INRP, fournit pour chaque département le nom des chercheurs et les thèmes de recherche. INRP, 29, rue d'Ulm 75230 Paris Cedex 05.

Coup de jeune pour les juges

Les lycéens vont pouvoir s'initier au fonctionnement de la justice

SOUS l'impulsion de Pierre Truche, procureur général, et de Myriam Erraty, premier président, la cour d'appel de Paris se lance dans une vaste opération de communication vis-à-vis des jeunes. Le succès enregistré lors de la première journée portes ouvertes du Palais de justice, le 25 mars 1990, a donné à la cour l'envie de poursuivre son action d'information du grand public. Les professionnels avaient en effet été fort surpris d'accueillir cent mille visiteurs quand ils n'en attendaient que dix mille.

Alors qu'ils ont, dans un cas sur trois, déjà eu un contact avec elle, comme l'indique le sondage réalisé dans les lycées parisiens, les jeunes connaissent mal la justice et ses professionnels, et la plupart ignorent leurs droits. D'où l'idée de cette campagne lancée par la cour d'appel de Paris, qui a démarré le 6 février et qui s'achèvera le 20 mars. Le public visé est celui des lycéens de la capitale, scolarisés en lycéens et en première année de BEP. Par l'intermédiaire de leurs délégués de classe, la cour d'appel de Paris leur a adressé, début février, sept affiches d'information sur les grands problèmes de la justice au quotidien : la drogue, la violence, l'argent et le travail. Volontairement accrochées, les affiches, très bien faites, ont pour thème central une histoire — par exemple celle de Jean-Yves, raktché dans son lycée, ou celle de Joëlle, qui demande à voir un juge parce que ses parents divorcent. S'y ajoutent des portraits, des encadrés pratiques ou des interviews.

L'objectif est de permettre, grâce à une histoire concrète qui « parle » aux élèves, de susciter un débat au sein

des classes qui soit le point de départ d'un travail de fond et d'un dialogue entre les lycéens et les professionnels.

Car ces sept affiches, toutes présentées comme des « une » de journaux, doivent, théoriquement, donner aux jeunes l'envie d'en savoir plus. La première, qui proclame un peu bêtement : « La justice est une idée », donne le mode d'emploi de l'opération et indique aux délégués de classe le rôle-clé qu'ils ont à jouer en animant les discussions, en faisant réagir les élèves et remonter leurs réactions jusqu'aux professionnels.

Après cette phase de sensibilisation, le temps fort de la campagne se déroulera du 11 au 15 mars. Des professionnels, juges, magistrats, greffiers, éducateurs, avocats, conseillers prud'hommes, magistrats du tribunal de commerce, etc., se rendront dans les classes à l'invitation des élèves pour répondre aux questions qui leur auront été adressées par l'intermédiaire de la dernière affiche : « C'est à vous de juger ».

Enfin, c'est le dernier volet de l'opération, aura lieu le 20 mars une journée portes ouvertes, conçue pour offrir un complément d'information aux lycéens qui auront participé à la phase précédente. Des tables rondes, animées par des professionnels, prendront en effet les thèmes développés sur les affiches. En outre, l'ensemble des institutions, des activités et des métiers de la justice du droit seront présentés dans des stands à l'intérieur du Palais de justice. Les élèves — et leurs professeurs — pourront également s'inscrire pour assister à des audiences.

Ch. G.

➤ Renseignements au 43-54-50-55 ou au 48-05-61-55. Ou par Minitel 3615 Justice Paris.

POINT DE VUE

Quel enseignement d'informatique au lycée ?

par Jean-Claude Simon

Après avoir proposé la suppression des enseignements actuels de physique et de chimie en 4^e et en 5^e au lycée, le Conseil national des programmes propose de supprimer l'option informatique en seconde, première et terminale. Manque-t-on de professeurs et d'élèves ? Non, tout au contraire : cette option intéresse 30 000 élèves dans plus de 400 lycées, et est enseignée avec beaucoup de succès par 1 200 professeurs formés spécialement et d'origines diverses (plus de 200 d'entre eux viennent de disciplines littéraires).

L'argument de cette suppression est incroyable : c'est tout simplement « inutile ». Un tel enseignement ne pourrait concerner que de futurs spécialistes d'informatique, donc un ensemble restreint d'élèves. En revanche, tous les élèves devraient être formés à l'utilisation des « outils » informatiques, matériels et logiciels, qui leur seront utiles dans leur vie professionnelle et même personnelle.

Un point fondamental semble absent des réflexions des éminents spécialistes du Conseil national des programmes. L'arrivée de l'informatique modifie profondément le mouvement des idées. Un système informatique n'est pas seulement une super-calculatrice, mais aussi et surtout un extraordinaire traitement de symboles. (...) L'usage d'un système informatique permet la représentation et l'interprétation symbolique et introduit ainsi la méthode expérimentale dans un domaine auparavant réservé à l'homme ; d'où les facilités de modélisation dans toutes les sciences et techniques ; la (re) naissance des sciences cognitives, la reconnaissance des formes, l'intelligence artificielle, etc.

L'outil ou la discipline

Conscients de la future importance de l'informatique, les informaticiens universitaires et praticiens ont ouvert un débat dans les années 70 ; que devait-on enseigner, à qui devait-on enseigner ? Exposé dans un rapport, remis au président de la République en 1980, sous le titre *L'éducation et l'informatisation de la société*, le débat devait conduire à distinguer clairement l'informatique « outil », chère au Conseil national des programmes, de l'informatique « discipline ». Avec la conclusion qu'on n'avait pas à enseigner l'usage des outils au lycée, lesquels d'ailleurs se démodent à toute vitesse ; mais que l'informatique discipline devait être

enseignée à tous, pour sa méthodologie formatrice. (...)

Ces conclusions dérangeantes pour les disciplines en place n'étaient en fait appliquées qu'en 1986, sous la forme plus modeste de l'option actuelle dans les lycées. Dans l'intervalle, le Centre mondial de Jean-Jacques Servan-Schreiber avait fait la démonstration par l'absurde de l'enseignement de l'informatique outil.

Aujourd'hui, par une coalition contre nature de certains spécialistes, qui n'ont jamais admis l'existence d'une discipline informatique et d'industriels impatientés de vendre leurs micro-ordinateurs, le Comité national des programmes propose de supprimer purement et simplement l'enseignement de l'informatique discipline.

Que va-t-on faire des mille deux cents professeurs qui se sont dévoués à monter et pratiquer cet enseignement. Le rapport du Conseil national des programmes a trouvé la solution : il suffisait d'y penser : on a besoin de personnel d'entretien pour cette masse de micros qui, à nouveau va déferler sur les établissements scolaires. Lesdits professeurs seront déchargés d'enseignement et chargés de démontrer à leurs collègues l'utilisation des micros et des logiciels en boîte, enfin, et peut-être surtout, l'entretien des matériels (c'est dans le rapport dudit comité).

Ainsi, deux conceptions de l'école s'affrontent. Soit l'école des outils prépare les futurs adultes à une société de consommation décevante ; soit l'école des disciplines les prépare à réfléchir, leur donne une méthodologie, en plus des connaissances indispensables pour comprendre les forces et les concepts d'un monde, où il faudra être de plus en plus astucieux et imaginatif.

La suppression de l'option informatique est un mauvais coup porté à la France dans une compétition pour les technologies nouvelles qui s'annonce rude en Europe. Nos voisins d'Allemagne et d'Angleterre nous verront avec satisfaction abandonner à compétition intellectuelle et technique pour devenir de bons consommateurs. (...) Pourquoi, enfin, sous des prétextes tous contestables, vouloir supprimer un enseignement d'option qui, non seulement intéresse les élèves doués des lycées, mais permet de récupérer nombre de réfractaires aux enseignements des sciences dites dures ?

➤ M. Jean-Claude Simon est professeur émérite à l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI).

ENVIRONNEMENT

Des produits sélectionnés pour leurs qualités écologiques

Le label « NF-Environnement » est né

Dans quelques mois, les premiers produits estampillés « NF-Environnement » (pour « norme française ») apparaîtront sur le marché français. L'annonce officielle en a été faite, mardi 12 février, par M. Alain Brune, député (PS) du Jura, et président depuis juin dernier du Comité consultatif national de labellisation des éco-produits.

Désormais, tout fabricant, producteur ou distributeur peut demander à bénéficier de ce label pour un produit, en présentant un dossier de candidature à l'AFNOR (1). Seuls sont exclus pour l'instant le secteur automobile, les produits pharmaceutiques, l'agroalimentaire et les services. Lors des réunions de concertation entre producteurs, distributeurs et consommateurs, le représentant des constructeurs automobiles a imposé son veto en prenant l'exemple de l'Allemagne : dès qu'il a été question d'accorder le label « Ange bleu » à une voiture, les constructeurs japonais se sont précipités pour être labellisés sur le marché allemand. Les promoteurs de l'Ange bleu ont donc renoncé à l'automobile.

Pour l'agroalimentaire, M. Brune a fait valoir que les produits agricoles disposent déjà de toute une gamme de contrôles (appellation d'origine, label rouge, indication de provenance et label « biologique »). Pour les emballages — employés pour moitié dans l'agroalimentaire — un « groupe horizontal » va être mis en place afin de définir une ligne.

Les associations comme France nature environnement regrettent que des secteurs aussi importants que l'automobile ou l'agroalimentaire aient été exclus de la labellisation. Elles estiment aussi que l'appellation « NF-Environnement » est trop restrictive, car trop vague, et auraient préféré « NF-Qualité écologique ».

« Nous avons atteint un point d'équilibre forcément provisoire », admet M. Brune. Les Allemands nous ont montré la voie avec l'« Ange bleu ». Nous l'« Harigissons ». Le député du Jura se montre fier d'être parvenu à un label « multi-critères », qui n'accorde sa marque qu'à des produits considérés comme respectueux de l'environnement.

nement « du berceau à la tombe », c'est-à-dire depuis la matière première jusqu'à l'élimination finale, en passant par la fabrication et l'utilisation. Les Allemands ont un label « unifié », qui fait appel à des notions simples (protège la couche d'ozone, inodore, économe d'énergie, etc.). Avec un label « multicritères » très ambitieux, qui balaye tout le spectre des avantages et des inconvénients écologiques, les Français auront sans doute du mal à trouver un produit labellisable...

R. C.

(1) AFNOR, Tour Europe, Coder 7, 92049 Paris la Défense Tél : 42-91-55-55.

Les séismes ont fait 52 000 morts l'an dernier

Les tremblements de terre ont fait l'an dernier presque autant de morts que durant toute la décennie 1980. Selon les statistiques publiées lundi 11 février par le service géologique américain, on constate en effet que le bilan des tremblements de terre, pour 1990, est de cinquante-deux mille morts, pour soixante-huit secousses notables enregistrées.

Deux séismes ont particulièrement marqué l'année 1990 : celui du 21 juin, en Iran, qui a fait quelque cinquante mille morts, et celui du 16 juillet aux Philippines, qui a tué mille six cents personnes.

Plus de 500 personnes tuées par le séisme et les inondations en Afghanistan. — Plus de 500 personnes sont mortes à la suite du récent tremblement de terre et des inondations qui ont touché, à quelques jours d'intervalle, l'Afghanistan. Avec quelque 57 000 habitations détruites et plus de 86 000 sans-abri, le total des dégâts subis par le pays est estimé à 450 millions de francs, a indiqué, mardi 12 février à Genève, le coordinateur des Nations unies pour les secours en cas de catastrophe. — (AFP.)

SCIENCES

Après les fuites dans un réacteur nucléaire au Japon

Les techniciens de la centrale de Mihama sont mis en cause

L'accident survenu à la centrale nucléaire de Mihama, qui s'est traduit par un faible rejet de radioactivité (le Monde du 12 et du 13 février), alimente la controverse au Japon, en particulier sur la responsabilité des opérateurs, qui seraient intervenus tardivement.

TOKYO

de notre correspondant

Le retard avec lequel les opérateurs de la centrale ont réagi à une montée anormale de la radioactivité dans le générateur de vapeur (68 minutes) est notamment souligné par les journaux. Un second incident significatif vient d'être révélé par ailleurs : le non-fonctionnement de la soupape de déchargement du circuit primaire.

C'est lorsqu'il a constaté que le niveau de radioactivité s'était soudainement accru (il a été multiplié par dix en cinq minutes), et plus d'une heure après que les premiers avertissements d'augmentation de radioactivité aient été observés, que les opérateurs ont commencé à intervenir manuellement sur le fonctionnement du réacteur. Mais quelques minutes plus tard, le système d'arrêt d'urgence se déclençait automatiquement. Entre-temps, quelque vingt tonnes d'eau radioactive avaient envahi le circuit secondaire par l'intermédiaire d'une brèche située dans un des nombreux tubes du générateur de vapeur.

Cette réaction tardive, qui a été reconnue par la Compagnie d'électricité du Kansai, propriétaire de la centrale, suscite de nouvelles interrogations. Bien que les autorités locales et les groupes de citoyens qui surveillent le niveau de radioactivité dans un rayon de 350 kilomètres n'aient détecté aucun phénomène anormal, cette

nouvelle version de l'accident (après qu'il a été dit que les opérateurs avaient réagi immédiatement) est une source d'embarras pour le gouvernement, qui s'efforce de persuader l'opinion publique de la sécurité que présente l'énergie nucléaire.

L'exemple d'EDF

Dans leurs éditoriaux du mercredi 13 février, trois quotidiens soulignent la gravité de cet accident. Si le *Yomiuri* demande que soient prises toutes les dispositions nécessaires afin d'éviter le renouvellement de ce genre d'incident, le populaire *Tokyo Shimbun* écrit que l'accident confirme le sentiment général des Japonais selon lequel la production d'électricité au moyen de l'énergie nucléaire n'est pas sans danger. C'est à la Compagnie d'électricité du Kansai qu'appartient neuf des douze centrales qui ont connu des pannes dans les tubes des générateurs de vapeur entre mars 1989 et septembre 1990. L'*Asahi* écrit, pour sa part, que cet accident risque de se reproduire dans des réacteurs ayant dépassé une certaine durée de service. Celui de Mihama a été mis en service en 1972.

Le Japon est confronté aujourd'hui à un problème auquel EDF fait face en France en remplaçant un certain nombre de ses générateurs de vapeur de la première génération. Il est vraisemblable que le Japon devra faire de même s'il veut poursuivre une politique active en matière nucléaire : ce type d'énergie répond à 25,5 % de la demande globale en électricité, et cette part devrait passer à 36 % en 1995.

PHILIPPE PONS

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
16, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

André Fontaine, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDIPUB 206 136 F
Téléc. 45-54-70. Société filiale
du journal Le Monde et Regie Presse SA

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 347
ISSN 0395-2037

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composée 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____
Pays : _____

هكذا من الأصل

AGENDA

AUTOMOBILE



La voiture était presque parfaite

Dans le concert de lamentations que la crise du Golfe a déclenché chez les constructeurs d'automobiles, la marque allemande BMW fait bande à part. Certes le marché américain a plongé pour la marque avec un dollar malade, mais pour elle la Grande-Bretagne se maintient, le Japon et l'Allemagne sont en hausse tout comme l'Asie du Sud-Est, la Suisse est stable. Pour M. Didier Meitret, le président du directoire de BMW France, il ne fait pas de doute que le « produit » des usines de Munich y est pour quelque chose. Dans l'incertitude qui accompagne les conflits et leurs lendemains, mieux vaut choisir la qualité, pense M. Meitret, quitte à la payer plus cher que chez le concurrent.

A vrai dire, la marque d'outre-Rhin a une raison d'être optimiste : sa nouvelle série 3 est particulièrement bien reçue. D'ores et déjà le réseau enregistré + 18 % de hausse aux commandes pour cette gamme refondue par rapport à janvier 1990 et la série 5, tout aussi largement modifiée, a connu un succès qui se prolonge.

En effet BMW, dans l'affaire, ne s'est pas contentée de retoucher des lignes de caisse, elle a amélioré le coefficient de pénétration dans l'air, a élargi les voies avant et arrière de 12 et 30 mm, augmenté l'empattement (de 130 mm), réparti de façon équilibrée le poids de l'ensemble (50 % sur le train avant et 50 % sur le train arrière). Enfin, tant le train avant à jantes de suspension à articulation unique que l'essieu arrière multibar contribuent à gommer le plupart des défauts de tenue sur route, dont le fantaisie par temps de pluie... n'échappait autrefois à personne.

Les moteurs sont, comme dans la série précédente à 4 ou 6 cylindres, ces derniers à 24 soupapes et à injection. Des modèles de soupapes et pour le 2 600 cm³, d'enthousiasme, dans les rapports intermédiaires qu'une boîte sans défaut distribue sans flou. Le freinage avec ABS (que l'on peut sur le modèle 318i refuser, moyennant une diminution de tarif apparent constant, sans chauffage et des pneumatiques sont montés sur des jantes 15 pouces.

A vrai dire, on ne voit guère quel défaut sérieux relever sur ces nouvelles voitures. Sinon, peut-être, une finition intérieure moins parfaite (petit jet de siège sur le rail, revêtement tricoté...). En réalité peu de chose.

C. L.

► Tarifs : 318i (4 portes), 9 CV, 138 800 francs. 320i (4 portes), 10 CV, 164 400 francs. 325i (4 portes), 13 CV, 193 300 francs. Une boîte automatique à 5 rapports — une nouveauté — demande quatre mois de délai. Il faut compter une majoration d'environ 11 000 francs.

■ Huit cents exposants, cinquante clubs représentés, deux cent cinquante voitures exposées, jouets, pièces détachées rares... c'est à la Porte de Versailles, à Paris, du 15 au 24 février la fête aux collectionneurs « Rétromobile ». Tout renseignement au 48-25-88-33. Prix d'entrée : 55 francs (25 francs pour les enfants).

■ Les années 60, les « Sixties », restent pour nombre d'amateurs l'âge d'or de l'automobile. Un hommage à cette décennie où triomphaient encore les chromes est rendu dans un album de 124 pages (éditions La Sirène) grâce à la revue *Rétro-Viseur* (198 F).

CULTURE

Le Crédit lyonnais aide les librairies de création

Fondée en 1989 à l'initiative de quatre éditeurs de littérature générale (Minuit, le Seuil, Gallimard et La Découverte) en association avec France-Loisirs et le ministère de la culture, l'Association pour le développement de la librairie de création (ADELC) vient de recevoir le renfort de la Fondation Crédit lyonnais. Au terme du contrat signé le 11 février, la Fondation Crédit lyonnais va verser 500 000 F par an pendant trois ans à l'ADELC afin de l'aider à apporter aux librairies de création —

environ trois cents sélectionnées en France — une aide à la fois financière et technique.

D'autre part, dans le cadre de cette association, une structure va être mise en place, rassemblant banquiers et libraires, afin que ces derniers puissent « résoudre aux meilleures conditions possibles leurs problèmes financiers ». Il s'agit tout d'abord de soutenir les librairies de création existantes que de contribuer à l'implantation de nouveaux établissements de ce type.

EN BREF

■ Mort du pianiste autrichien Walter Klien. — Le pianiste autrichien Walter Klien est mort, le 10 février dernier, à Vienne. Agé de soixante-deux ans, cet élève d'Arturo Benedetti Michelangeli et de Paul Hindemith (pour la composition) avait reçu le prix Busoni en 1952 et avait été lauréat, l'année suivante, du Prix Marguerite Long. Il formait un duo, depuis 1963, avec le violoniste Wolfgang Schneiderhan. Klien avait dû interrompre, pour cause de maladie, une série de concerts au Festival Mozart du Musikverein.

■ M. Germain Viatte nommé au Musée national d'art moderne. — Chef de l'inspection générale des musées classés et contrôlés, M. Germain Viatte a été nommé, le 12 février, directeur des collections permanentes du Musée national d'art moderne (MNAM), sur

proposition de M^{me} Hélène Ahrweiler, directrice du Centre Georges-Pompidou, et de M. Dominique Bozo, directeur du MNAM et du CCI (Centre de création industrielle). Né en 1939, M. Germain Viatte connaît bien le Centre Georges-Pompidou puisqu'il a été, de 1973 à 1974, directeur de la documentation du MNAM avant d'assurer, à partir de 1975, la responsabilité du service des collections. Il avait été nommé, en 1985, directeur des Musées de Marseille.

■ Le musée Zadkine en travaux. — L'ancien atelier d'Ossip Zadkine (100 bis, rue d'Assas, 75006 Paris), transformé en musée et ouvert au public en 1982, ferme ses portes le 25 février, jusqu'au 15 juin 1991. Cette fermeture est due à la rénovation et au réaménagement de la demeure du sculpteur, qui seront réalisés par l'architecte Régis Protière.

CARNET DU MONDE

Naissances

— Je m'appelle Arsène, je suis arrivé sur la planète Terre, le 17 janvier 1991.

Béa et Doua baignent dans le bonheur... moi aussi !
Béatrice Hollande et Dominique Fillard, 7, rue Raspail, 93160 Noisy-le-Grand.

Décès

— M^{me} Guy Brancher, son épouse, M. Olivier Brancher, M. et M^{me} Dominique Brancher, M^{me} Christine Brancher, M^{me} Michèle Brancher, ses enfants, et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. GUY BRANCHER, survenu le 10 février 1991 en son domicile.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le vendredi 15 février, au l'église Notre-Dame d'Auteuil, Paris-16, à 13 h 45. L'inhumation aura lieu, au cimetière du Montparnasse, dans le caveau de famille.

— M^{me} Yu Qin Do Huu Zhang, M. Pascal Do Huu, M^{me} Florence Do Huu, M^{me} Do Huu Tan, M^{me} Do Huu Tai et sa fille, M. Do Huu Christian et ses enfants, M. Cavenel Michel et sa fille, M^{me} Yu Min Zhang et Yu Ning Zhang, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Roland DO HUU, vice-président de l'Institut international bouddhiste 1982-1990, survenu brusquement dans sa soixante-deuxième année, à Paris.

La cérémonie religieuse se déroulera à la pagode du bois de Vincennes, où l'on se réunira le jeudi 14 février 1991, à 14 heures.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière parisien de Bagneux.

— M^{me} Marie-Thérèse Couratier et ses enfants, font part du décès de

HAGUES COURATIER, survenu le 11 février 1991, à Courbovois, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Ses obsèques seront célébrées le jeudi 14 février, à 11 heures, en l'église de Saint-Hilaire-Saint-Mesmin (Loiret).

19, passage Harriot, 92400 Courbovois.

— M. et M^{me} Michel Dinel et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Georges DAYEZ, chevalier de la Légion d'honneur, artiste peintre, le 10 février 1991.

Les obsèques auront lieu le 18 février, au cimetière de Montmartre, à 10 h 30.
11, rue Paul-Louis-Courier, 75007 Paris.

Né à Paris, le 29 juillet 1907, Georges Dayez a fréquenté l'atelier de Lucien Simon à l'École des beaux-arts et expose pour la première fois au Salon d'automne en 1928. Présent aux Indépendants d'avant-guerre, c'est surtout au Salon de mai qu'il expose depuis 1945 : il fut membre de son comité directeur de 1957 à 1990. Il a été professeur à l'École nationale supérieure des beaux-arts, chef de l'atelier de lithographie de 1967 à 1977. Sa peinture, qui trouve ses sources dans la tradition cubiste, est le fruit d'un travail rigoureux en référence constante à la poésie de la nature.

— Le professeur Alain Dubrille, président de l'Université, Le professeur Béatrice de Bettignies, directrice de l'Institut universitaire de technologie, Les enseignants et les personnels de l'université des sciences et techniques de Lille-Flandres-Artois, ont le regret et la tristesse de faire part du décès de leur collègue et ami

M. le professeur ERIC DELATTRE, professeur d'informatique au département informatique de l'UUT « A » de l'université, survenu le 28 janvier 1991 dans sa trente-huitième année.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— M^{me} Gerorgette Frisch, née Henry, Danièle et André Meillaud, Marie-Françoise et François Chedru, ses enfants, Nathalie, Thierry, Muriel, Pierre, Patrick, Delphine, Claire et Mathilde, ses petits-enfants, Alexandre, Marine et Capucine, ses arrière-petits-enfants, Les familles Meillaud, Chedru, Henry, Josseland, ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges FRISCH, médaillé du ministère de la jeunesse et des sports, médaille d'or et médaille d'argent, dans sa quatre-vingt-onzième année, le 11 février 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée dans l'intimité, à Boissy (Loiret), le 14 février.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Maryvonne LAFFORGUE-GUIBERT

est décédée le 11 février 1991 à l'âge de soixante-trois ans.

Ses obsèques auront lieu le vendredi 15 février à Saint-Jean-Poutge (Gers) et débuteront par une messe célébrée à 11 heures.

De la part de André Guibert, son mari, Bernard Guibert et Rebecca Gillard, Jean-Michel Guibert et Elisabeth Szodiewski, Christine Guibert, ses enfants, Juliette, Judith, Eve, Lior, ses petites-filles.

« Le Puissant fit pour moi des merveilles. » 67, rue Vergniaud (L785), 75013 Paris.

— La baronne Alain de Rothschild, M^{me} Pierre Rosenberg, M. Olivier Bizot, M^{me} Pierre Fouquet, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Martha ALTA LECONTE, chevalier de la Légion d'honneur, correspondante de guerre pour les Forces françaises libres, ancienne gérante de la revue *Connaissance*, ancienne vice-présidente de la SADEC, survenu le 12 février 1991 à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 14 février, à 10 h 15, au cimetière ancien de Neuilly-sur-Seine, rue Victor-Noir.

Ni fleurs ni couronnes.

— M^{me} Robert Levy, M^{me} Michèle Pougy et ses enfants, M. et M^{me} Jean-Pierre Levy, et leurs enfants, M. et M^{me} Pierre Cohen Tanugi et leurs enfants, M^{me} Catherine Vovier et ses enfants, M. et M^{me} Alain Choudra et leurs enfants, M^{me} Ginette Gracia, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert LEVY, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre, survenu le 5 février 1991, dans sa soixante-deuxième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— M^{me} Jacques Lucas, née M^{me} Lucile, son épouse, Le docteur et M^{me} P.-X. Poisson, M. et M^{me} Ph. Clavin, M. et M^{me} F. Jourdan, M. et M^{me} O. Farina, M. et M^{me} L. Schwager, M. J.-N. Lucas, ses enfants, ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

Jacques LUCAS, survenu à Paris, le 11 février 1991, dans sa soixante-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 14 février, à 8 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales, 3, rue Brémontier, Paris-17.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

S. rue Théodule-Ribot, 75017 Paris.

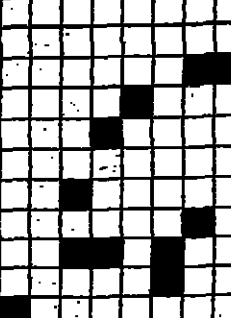
CARNET DU MONDE
Renseignements : 40-65-29-94
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques... 92 F
Abonnés et actionnaires... 60 F
Communications diverses... 95 F

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5456

1 2 3 4 5 6 7 8 9



HORIZONTALEMENT

I. « Composée » avec beaucoup de goût. — II. S'ouvre quand ça tombe. — III. Bien gâté. — IV. Objet de ressentiment. Fait du nouveau. — V. N'est pas comme l'argent. Doit être arrêté quand on va trop loin. — VI. Sans part pris. — VII. Bande d'étoffe. A été libéré d'abord par les Anglais. — VIII. Qui a été trop froissé. En France. — IX. Préposition. Fit sauter. — X. Peut être utilisée quand il n'y a pas d'ombre. A l'esprit caustique. — XI. Que l'on peut donc suivre.

VERTICALEMENT

1. Qui ne sont pas dans de bonnes dispositions. — 2. De très bon goût. — 3. Ce n'est évidemment pas faire un travail à la chaîne. Saint. — 4. Pas ordinaire. Direction. Dans le vent. — 5. Une pomme. Pas de l'étranger. — 6. On peut le voir ramper dans les champs. — 7. Dans l'alternative. Un bruit inquiétant. Pas innocent. — 8. Conjonction. Des femmes qui ont de beaux bagages. — 9. Se tenue est légère. Est bon pour la corde.

Solution du problème n° 5455
Horizontalement

I. Inculture. — II. Narrer. Av. — III. Tue. Nacre. — IV. Estuaires. — V. Reins. Né. — VI. Pénélope. — VII. Aneto. — VIII. Ocreas. Ou. — IX. Noire. Sir. — X. Enée. Bois. — XI. Essuie.

Verticalement
1. Interphone. — 2. Neusée. Cône. — 3. Crénélures. — 4. Ur. Une. Arce. — 5. Lana. Lala. — 6. Traîne. Bu. — 7. Cèpe. Sol. — 8. Rare. Étoile. — 9. Evase. Curs.

GUÏ BROUTY

PARIS EN VISITES

JEUDI 14 FÉVRIER

« Paris au dix-huitième siècle vu par Regnier », 12 h 45, 23, rue de Saint-Germain (Musée Carnavalet).

« Passages couverts autour de la rue Saint-Denis », 14 h 30, métro Étienne-Marcel (Paris pittoresque et insolite).

« Les passages marchands du dix-huitième siècle, une promenade hors du temps », 14 h 30, 4, rue du Faubourg-Montmartre (Paris Autrement).

« Une église souterraine sous Saint-Sulpice », 14 h 30, façade de l'église (D. Bouchard).

« Mystères des templiers et rois maudits », 14 h 30, métro Temple (Art et Histoire).

« Le couvent de Port-Royal », 14 h 30, sortie métro Port-Royal (S. Rojon-Kam).

« Les fastes de l'Opéra Garnier. Son histoire, ses salons, son fantôme », 14 h 30, dans le hall, statue de Lully (Arts et culture).

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réorientation du passé).

« Être juif dans les sociétés du Moyen Âge. Étude de l'attitude du monde chrétien... », 15 heures, sortie métro Temple (J. Hauler).

Exposition « Art et Publiparc » au Centre Georges Pompidou (dans l'ordre des arrivées, 15 heures, à l'intérieur du musée, sous l'égide de G. Pompidou (Paris et son histoire)).

« La Sorbonne. Histoire de l'université et du Quartier latin. Évolution, réformes, le grand amphithéâtre ouvert exceptionnellement, la salle des autorités », 15 heures, 49, rue Saint-Jacques (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Les maisons de Colette », 15 h 30, hall du rez-de-chaussée du Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (M. Heger).

CONFÉRENCES

Salle des Ingénieurs, 9 bis, avenue d'Iéna, 15 heures : « Rome au fil des siècles. Catcombes et premières églises », par O. Boucher (Antiquité vivante).

Salle Psyché, 15, rue J.-J. Rousseau, 15 heures : « Notre santé et notre équilibre par notre mode de vie », par A. Lasserre (Jeunes).

Mairie, 4, place du Louvre, 17 h 30 : « Ludovic Halévy (1854-1906) : académicien français. Un témoin « sérieux » du Second Empire, par A. Conquet (Académie du Second Empire).

Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 18 heures : Initiation aux sciences de la Terre.

217, boulevard Saint-Germain, 18 h 30 : « Tradition orale hispanique au Pérou », par M^{me} Colette Valderame (Maison de l'Amérique latine).

STERN
GRAVEUR
depuis 1840

Chevalières armoriées
Cartes de visite

le prestige de la gravure

47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tel. : 42.36.94.48 - 45.88.86.45

Janvier 1991

ARTS • SPECTACLES



DIX ANS APRÈS LA MORT DE BOB MARLEY

Le reggae musique rebelle

Si Bob Marley avait vécu, il aurait fêté ses quarante-six ans cette semaine. Mais, le 6 février, un nouvel album est sorti pour célébrer le dixième anniversaire de sa mort (le 30 mai), premier événement d'une série de manifestations qui honoreront cette année la mémoire de la star jamaïcaine. Parmi ces projets, un concert avec plateau de célébrités diffusé par satellite dans le monde entier; un hommage parfaitement adapté à cet artiste qui a, en compagnie de quelques autres, changé le rythme de la planète en y répandant le beat déhanché du reggae, qui avait inspiré à Paul McCartney cette description: « C'est du rock'n'roll, mais à l'envers. »

La pop music a aujourd'hui tout à fait maîtrisé l'art de l'hommage aux morts. L'an passé, les rituels de commémoration étaient dédiés à John Lennon et à Hendrix, pour les dixième et vingtième anniversaires de leurs décès respectifs. Si l'organisation d'un concert de superstars à Liverpool par Yoko Ono n'a pas ajouté grand-chose à la mémoire de son mari, Hendrix a été transfiguré par une avalanche de rééditions de livres, d'articles et de films.

Cette année, c'est au tour de Marley, et de Jim Morrison qui sera bientôt ressuscité grâce à un film d'Oliver Stone. Mais les chansons de Marley ne risquent pas de servir de fond sonore à des publicités pour blue-jeans. En partie à cause des procédures et des controverses qui opposent les parents et les associés de Marley au sujet de son héritage. Mais aussi parce que Island, sa maison de disques, est résolue à éviter toute manœuvre d'exploitation commerciale de sa mémoire, qui a toujours tenu une place à part dans le cœur du fondateur du label, Chris Blackwell.

Et puis Marley a toujours été une bizarrerie dans les livres d'histoire du rock and roll. Même s'il avait atteint le public du rock et intégré ses leçons dans sa musique et dans ses spectacles — tout à fait à la manière d'artistes noirs américains comme Jimi Hendrix ou Sly Stone, — il reste avant tout un musicien du tiers-monde, le premier ambassadeur non seulement de son pays et de sa culture, mais du tiers-monde dans son ensemble. Il a chanté les luttes et l'oppression des déshérités du monde entier. Son parcours résumait le sort et les aspirations des petites gens.

Né chez les pauvres de la campagne, Marley a grandi dans les ghettos de West-Kingston avant d'atteindre la richesse et la gloire. Parce qu'il s'était fait le champion des *sufferers*, comme se désignent eux-mêmes les plus pauvres d'entre les Jamaïcains, on entend les disques de Marley dans les réserves indiennes d'Amérique et chez les aborigènes d'Australie, et des groupes de reggae surgissent de l'Estonie à la Chine.

Pour beaucoup de gens, le reggae a disparu en tant que courant musical en même temps que Marley, au début des années 80, après avoir été en vogue pendant quelque temps. Bien sûr, il n'en a rien été: Marley avait coutume de dire que « le reggae et la Jamaïque ne font qu'un ». Et le reggae n'a pas plus disparu que la petite île (trois millions d'habitants) ne s'est abîmée dans les flots. Mais, privé de son champion, sa créativité épuisée par dix ans d'innovation, le déclin à court terme du reggae était inévitable.

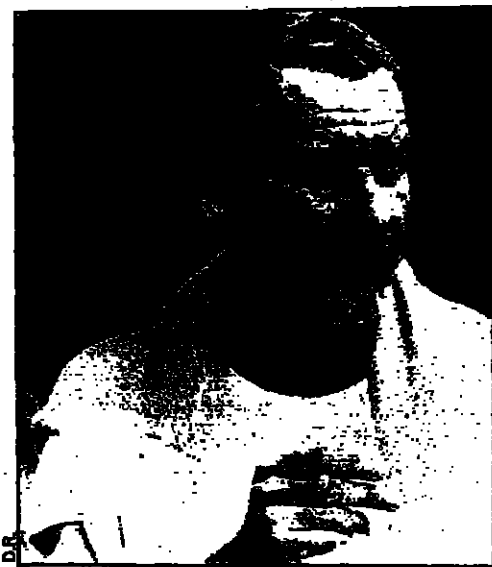
NEIL SPENCER
Lire la suite page 18

► Neil Spencer a dirigé le New Musical Express à la fin des années 70, au moment où l'hebdomadaire britannique était le reflet de la double explosion du reggae et du punk. Il est aujourd'hui rédacteur en chef du mensuel londonien 20/20.

MUSIQUES

20

Paolo Conte,
chantre de l'Italie

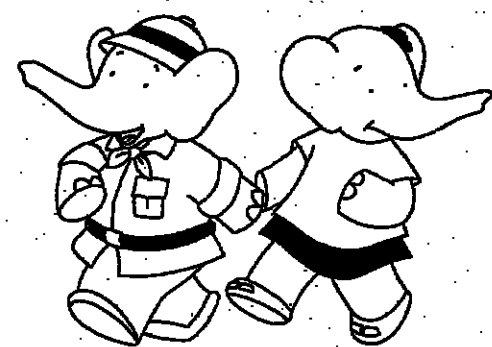


Le chanteur italien préféré des Français s'installe sur la scène de l'Olympia à Paris jusqu'au 27 février. Paolo Conte est l'archétype de ces *cantastori*, auteurs-interprètes qui ont su réconcilier le goût de la mélodie des années 50 et les textes ambitieux des années 60, au point que la chanson italienne a su, depuis plus de quarante ans, conquérir des publics éloignés de ses basses.

CINÉMA

21

Babar et les siens
sur grand écran



Voilà qu'un drôle d'éléphant s'apprête à parachever son entrée royale dans l'imaginaire des enfants du monde entier. Né sous les crayons de Jean de Brunhoff au début des années 30, ressuscité par son fils Laurent après guerre, porté sur les petits écrans récemment, aujourd'hui vedette de cinéma, Babar est partout, y compris sur les étals des commerçants des « produits dérivés », phénomène qui est invariablement le signe d'une suprématie naissante. Et, en l'occurrence, un pied-de-nez aux faiseurs japonais.

Stand by me
Princess Bride
Quand Harry rencontre Sally

LE ROMAN FILM DE
BOB FISH

Adapté le roman de
STEPHEN KING

Réalisé de
WILLIAM GOLDMAN

JAMES CAAN • KATHY BATES
MISERY

Paul Sheldon écrivait pour gagner sa vie.
Maintenant, il écrit pour rester en vie.

Sortie le 13 février

15000

DIX ANS APRÈS LA MORT DE BOB MARLEY

Le reggae, avant-garde de la world music

Suite de la page 17

Même au plus bas de l'étiage, le public du reggae s'est pourtant perpétué, si bien que quelques artistes de la Jamaïque, Burning Spear ou Dennis Brown, ont toujours rempli sans peine les grandes salles de Londres, Paris ou Berlin. Sly et Robbie ont continué de vendre beaucoup de disques dans le monde. Comme si le succès auprès des autres publics n'était jamais venu, la musique s'est repliée sur ses bases dans les clubs et dans les fêtes des enclaves antillaises, de Manchester à Toronto ou Brooklyn. La diaspora du reggae a aidé à sa survie. Même si la production jamaïcaine, destinée d'abord au marché intérieur, reste abondante, les nouvelles stars du reggae sont de plus en plus souvent nées loin de Kingston, comme UB 40. Le reggae britannique a trouvé son identité dans les années de l'après-Marley avec des groupes comme Marley et Aswad et n'a cessé de progresser. Les vétérans d'Aswad ont dû attendre 1989 pour décrocher leur premier grand hit avec *Don't Turn Around*.

Par certains aspects, le reggae peut être considéré comme le premier exemple de world music (le monde en question étant bien sûr le tiers-monde), un signe avant-coureur de la diversité qui caractérise aujourd'hui la pop planétaire. Si le reggae a réussi à pénétrer la musique populaire occidentale, c'est en partie parce qu'il était chanté en anglais – même si c'était une forme altérée de la langue – qui reste la *lingua franca* de la pop musique.

L'importance de la communauté jamaïcaine en Grande-Bretagne a également joué un rôle déterminant dans l'évolution du genre en lui assurant un public relativement riche, qui lui a permis de dépasser les limites du marché domestique. Chris Blackwell, le fondateur d'Island, issu d'une grande famille blanche de la Jamaïque, a commencé dans les affaires en vendant des disques importés sur un marché de Londres, au début des années 60. Plus tard, il a pris des accords de licence avec les producteurs de l'île pour diffuser les artistes jamaïcains en Grande-Bretagne sur son label avant de se lancer sur le marché du rock avec des artistes comme Free ou Cat Stevens.

ENTRE MILITANTISME ET BALLADES ROMANTIQUES

En Grande-Bretagne, les Blancs se sont tournés vers le reggae au début des années 70, après que les skinheads (qui, ironie du sort, pratiquaient le racisme avec beaucoup de conviction) se le furent approprié. Mais la tradition britannique du reggae est aussi celle de titres lents et romantiques qui se hissent régulièrement en haut des hit-parades. Ken Boothe en 1975 avec *Everything I Own*, Freddie McGregor en 1989 avec *I Just Don't Want To Be Lonely*. Même si l'on définit souvent le reggae en termes de militantisme et de rébellion, les ballades romantiques en sont un aspect tout aussi authentique. Comme UB 40, Marley a connu ses plus gros succès commerciaux avec des chansons d'amour.

Les origines mêmes du reggae sont entourées d'un flou artistique. « En Jamaïque, les faits n'existent pas » est l'une des citations favorites de Chris Blackwell. Certains prétendent que, après-guerre, les stations de radio de la Nouvelle-Orléans qui diffusaient du rhythm'n'blues vers la Jamaïque étaient tellement distordues par la distance que les Jamaïcains qui voulaient rendre hommage aux artistes comme Louis Jordan le faisaient de manière un peu bancale. Une autre hypothèse veut que la musique se contente d'accentuer le déhanchement des rythmes du sud des États-Unis. De toute façon, à un moment ou à un autre, le temps faible fut tellement accentué qu'il en devint le temps fort.

Alors que, dans un premier temps, on se contentait de singer les musiques qui venaient des ghettos américains, l'indépendance, en 1961, donna à la Jamaïque une identité propre, et les musiciens de l'île se lancèrent dans une série d'expériences qui dure à ce jour. Au début, la musique était connue sous le nom de ska, un genre rapide et tonitruant quelque part entre les danses qui envahissaient périodiquement les boîtes de nuit et la virtuosité jazzistique de musiciens comme le tromboniste Don Drummond.

À la fin des années 60, la musique ralentit pour devenir le rock steady, la première expression reggae à passer dans le langage de la pop (le terme devint même le titre d'un succès d'Aretha Franklin), avec des trios de chanteurs comme Toots and the Maytals. Les Wailers étaient un autre trio, qui comprenait Bob Marley, Peter Tosh et Bunny Livingston. Ils devinrent rapidement célèbres à cause de leurs chansons à la gloire des jeunes révoltés du ghetto, les *rude boys*, tel que les avait incarnés Jimmy Cliff dans le film *The Harder They Come*.

Mais l'évolution de la Jamaïque ne relevait pas seulement de la politique et de l'économie. L'île a toujours été une société profondément religieuse, dans laquelle le puritanisme britannique côtoyait dif-

ficilement les croyances venues d'Afrique, berceau de la grande majorité de la population : l'*obeah* (la magie) ou les *duppies* (les esprits). Le mouvement de retour à l'Afrique dont Marcus Garvey avait été l'initiateur (jusqu'à Bob Marley, Garvey fut le plus célèbre des Jamaïcains, dont l'influence s'était fait sentir dans toutes les communautés noires d'Amérique du Nord, dans les années 20) enseignait entre autres qu'un roi se leverait d'Afrique.

Certains virent en Haïlé Sélassié, le négus d'Éthiopie, la réalisation de cette prophétie. De la doctrine de Garvey naquirent les rastafarians, une secte qui éleva le négus au rang d'une divinité pharaonique, et trouva dans la Bible une analogie entre leur propre exil hors d'Afrique et les tribulations des juifs dans l'Ancien Testament. Les rastas renommèrent leur dieu Jah, d'après le Jeovah de certains versets de la Bible, laissèrent pousser leurs cheveux en *dreadlocks* pour signifier leur lien avec l'Afrique et leur mépris pour les règles de Babylone, le monde occidental, et firent de la consommation de la marijuana locale (la ganja) un sacrement, ce qui suscita la sympathie d'une bonne partie de l'île.

Alors qu'il s'agissait d'abord d'un mouvement intellectuel, le rasta établit son emprise sur la Jamaïque au début des années 70. Même Michael Manley, le premier ministre, reconnaissait son pouvoir, faisant campagne en brandissant un bâton rouge, or et vert (les couleurs de l'Éthiopie), en frappant le sol à la manière des prophètes. Le reggae fut bientôt envahi par les doctrines rastas, avec les Wailers à

l'avant-garde du mouvement. La musique du trio avait commencé à prendre de nouvelles directions. Les dons de compositeur de Marley assurèrent la supériorité de leur répertoire.

Après la décision de Chris Blackwell de donner au groupe les mêmes moyens qu'aux artistes de rock (studio perfectionné, promotion importante) et les premiers résultats de cette politique – l'album phare *Catch A Fire* – les Wailers passèrent dans la division supérieure. Il firent irruption sur la scène du rock qui se délitait peu à peu depuis sa constitution à la fin des années 60. Avec son groupe, Marley indiquait non seulement de nouvelles directions musicales, mais il démontait la vanité de la rébellion à laquelle des rock-stars millionnaires prétendaient toujours appartenir. Le reggae était une musique de rebelle, authentique. Le succès de la version qu'Eric Clapton tira de *I Shot The Sheriff* attira l'attention sur le groupe et leur spectacle sur scène acheva de convaincre les sceptiques.

L'essentiel de *Talking Blues*, le nouvel album de Marley, est constitué de bandes enregistrées en direct en 1975 pour une radio de San-Francisco. On y retrouve le reggae intimiste et violent des Wailers ainsi que des extraits d'une interview de Marley qui ne sera accessible qu'aux connaisseurs du créole jamaïcain. Marley s'était glissé dans son rôle de premier porte-parole du reggae avec la facilité d'un grand homme de spectacle, et sa beauté physique et ses idées en faisaient un sujet rêvé pour la presse occidentale. Mais les Wailers étaient loin d'être les

seuls artistes à découvrir de nouveaux territoires pour le reggae. La procession de chanteurs à la voix douce et de personnages hors du commun qui sortait de l'île semblait ne jamais devoir se finir : The Diamonds, Big Youth, Burning Spear, Third World, Black Uhuru et d'autres se lancèrent sur la scène internationale à la suite de Marley. Mais la musique vivante n'avait jamais été un point fort du reggae.

Dans l'île, la tradition était plutôt celle des discothèques ambulantes – les *sound systems* – qui étaient le premier moyen de diffusion de la musique. Les disc-jockeys des *sound systems* adaptèrent leurs interventions à la musique qu'ils passaient, répétant quelques slogans par-dessus la musique, en transformant le son à l'aide d'une technologie rudimentaire. L'un des résultats de cette évolution fut l'apparition des *talk over*, déclamations sur la musique, un autre l'ascension du *dub*, dans lequel la piste de la voix était effacée pour ne laisser que le squelette rythmique occuper tout l'espace.

Ces évolutions devaient influencer toute la pop music moderne. Les fantaisies électroniques et les montages du *dub*, l'idée de remixer un titre à l'intention des pistes de danse sont devenues des lieux communs dans tous les genres, de la house au revival psychédélique (même Springsteen n'a pas résisté aux *discomixes*). Quant au *talk over*, il peut prétendre au titre d'ancêtre du rap et du hip hop qui s'épanouiront après que les enfants des ghettos eurent découvert le reggae à la radio. En fait, le reggae s'est infiltré partout : dans les premiers succès de Police (*Walking On The Moon* pourrait presque être une composition de Bob Marley), dans le punk britannique qui s'identifiait à son esprit de rébellion, même dans la musique *chimurenga* du Zimbabwe où le statut de Marley était tel qu'il fut invité aux fêtes de l'indépendance du pays en 1978. Le reggae africain est devenu un genre à part, avec des artistes comme l'ivoirien Alpha Blondy, le Zimbabwéen Thomas Mapumuro ou le Sud-Africain Lucky Dube qui rendent à la Caraïbe l'hommage de la mère patrie.

DU FONDAMENTALISME AFRICANISANT AU MATERIALISME À L'AMÉRICAIN

En revanche, l'influence rasta a progressivement diminué. L'idéalisme juvénile qu'il véhiculait dans les années 70 s'est brisé sur les dures réalités de la vie politique en Jamaïque et ailleurs ; finalement, les *sufferers* n'ont toujours pas été délivrés du « système », aucun miracle n'a permis aux masses de revenir en Afrique. À la fin des années 70, la chute de Michael Manley – qui tendait vers le socialisme à la cubaine – fut un tournant décisif. Le gouvernement de droite d'Edward Seaga fit revenir le savon et les piles électriques sur les étagères, mais l'économie jamaïcaine a dû se plier aux restrictions imposées par le FMI et l'effondrement des cours de la bauxite. Les ghettos de Kingston se détournèrent du fondamentalisme africanisant vers les valeurs matérielles venues des États-Unis. Les artistes de *talk over* se proclamèrent, comme les rappers américains, MC's (master of ceremonies) et ont pris le pas sur les chanteurs ; leurs disques sont des célébrations à la gloire des armes à feu, des chaînes en or, du gangstérisme et des plaisirs de la chair. L'étrange Yellowman, ainsi nommé à cause de son teint d'albino, fut le plus populaire du lot.

L'un des contrepoints les plus inquiétants du reggae durant les années 80 fut le taux de mortalité de ses stars. En 1977, Marley avait échappé de justesse à une tentative d'assassinat dans laquelle il avait été blessé. Son ancien complice, Peter Tosh, fut fauché par les balles en 1986, tout comme son batteur Carlton Barrett, en 1988. Même King Tubby, le débinaire inventeur du *dub*, fut assassiné.

Le beat a changé aussi, s'accrochant au rythme des pulsations électroniques du *dance hall reggae* qui domine à ce jour la musique de l'île. Ce qui ne veut pas dire que tout contenu spirituel a disparu ; il reste de nombreux artistes *roots* qui perpétuent la tradition – popularisée par Marley – des textes consciencieux chantés d'une voix douce, ainsi Cocoa Tea, dont le dernier succès évoque la guerre du Golfe.

Mais de toute façon, le plus célèbre des produits jamaïcains a échappé à l'île. On trouve des disques de *dance hall* en espagnol en Colombie, en japonais à Tokyo (interprétés par un sosie de Yellowman qui se produit sous le nom de Ranking Taxi), en argot noir londonien et avec l'accent du Bronx à New-York. Soul II Soul, les nouveaux maîtres de la scène londonienne, ont assuré leur domination sur une formule reggae dont les fondations ont été établies au temps où leur leader, Jazzy B, se produisait avec un *sound system*. Abrutis de house, les clubs chic de Londres redécouvrent les joies du *dub*. Parmi les noms à suivre en 1991, Massive, qui mêle le reggae des années 70 au hip hop.

Même si son héritage matériel est la proie des avocats, la musique que Bob Marley a laissée est décidément omniprésente.

NEIL SPENCER



Ci-contre, les Wailers dans la formation d'origine, à la fin des années 60 (Bob Marley, au centre).

Ci-dessous, Bob Marley and The Wailers en 1980.



JORIAN BOOT

MUSIQUES

LA RÉSURGENCE ET L'OMNIPRÉSENCE DU SON JAMAÏCAIN

UB 40, Birmingham sur Caraïbe

En douze ans, UB 40 n'a pas changé. Les huit musiciens du groupe sont les mêmes qu'en 1979, ils habitent toujours Birmingham. Et, surtout, ils jouent toujours du reggae. Cette fidélité, constamment récompensée par le succès populaire (le groupe vient de donner au Top 50 français son premier numéro 1 reggae), méritait quelques explications, fournies par Robin Campbell (guitare rythmique, chant) et Jim Brown (batterie), porte-parole du groupe.

Birmingham

de notre envoyé spécial

ENTRE un entrepôt et un garage, près des voies de chemin de fer, les locaux de Dep International ne se distinguent pas de ceux des PME de Digheth, faubourg industriel de Birmingham. Mais, contrairement à ses voisins, Dep International produit du reggae depuis 1979. Fondée par les musiciens de UB 40, la société est à l'image du groupe : elle fait partie du paysage de Birmingham. Le groupe se prépare à tourner en Europe au printemps et ses membres, dispersés aux quatre coins de l'Atlantique (Grande-Bretagne, Jamaïque, États-Unis...), rentrent un à un au pays.

Labour of Love II, le dernier album du groupe, est sorti début 1989. Lentement mais sûrement, il a accumulé les distinctions métalliques, or et platine, dans toute l'Europe. Alors que UB 40 est déjà venu en France au printemps 1989 pour soutenir l'album, la longévité de celui-ci oblige le groupe à passer une seconde couche. Comme le tome premier, sorti en 1984, Labour of Love II est une collection de vieux succès du reggae qui ramènent le groupe une fois de plus à ses origines, dans le quartier de Moseley, une banlieue à problèmes avant la lettre, entre 1968 et 1975.

« Les huit membres du groupe sont un échantillon représentatif de la population du quartier, des Écossais, des Jamaïcains, des multiraces, se souvient Robin Campbell. Nous avons grandi en écoutant du reggae, et de la musique du sous-continent indien, ce qui nous intéressait moins. » Robin s'est chargé de l'éducation musicale d'Ali, son frère cadet. Tous les membres du groupe ont plus ou moins connu leur période skinhead sans jamais sympathiser avec les vues et les pratiques racistes des skins. Simplement, vers 1967, cette tribu urbaine s'était séparée des mods et approprié le ska - ancêtre du reggae.

Seul Robin, qui est né au début des années 50, est assez vieux pour avoir connu le reggae dans ses incarnations précédentes, blue beat, rock steady, ska. « Je me souviens de Monkey Man, de Toots and the Maytals, le premier disque reggae à passer sur Radio Luxembourg, j'étais très excité, c'était en 1968. A l'école - qui n'était pas dans le quartier où nous habitons - on ne prenait pour un anormal parce que je n'écoutais que du reggae. Quand tout le monde s'y est mis, vers 1974, les gens venaient me demander ce qu'il fallait écouter. » Jim Brown se souvient que c'est Robin qui lui avait procuré un ticket pour aller voir Bob Marley à l'Odeon de Birmingham en 1976.

Il n'empêche que c'est Ali, le petit frère, qui finit par réaliser le fantasme maintes fois évoqué de former

un groupe. « Il avait pris un tesson en pleine figure dans une bagarre et il a reçu quelques milliers de livres de dommages et intérêts, il a acheté des instruments. » Autour d'Ali (chant et guitare), d'Earl Falconer (basse) et de Jim Brown, le reste du groupe s'est lentement agrégé. « Nous allions les voir au début et ils étaient tellement mauvais... », se souvient Robin. Et quand c'est devenu passable, on s'est mis à y croire. » Jim Brown ajoute : « Dans notre cercle, ceux qui voulaient jouer de la musique sont devenus musiciens, les autres, manager, roadie, technicien. » A ce jour, en y incluant les familles, la communauté UB 40 compte une soixantaine de membres. Outre les quatre musiciens déjà cités, le groupe lui-même est composé de Brian Tavares, saxophone, Michael Virtue, claviers, Norman Hassan, percussions, et Astro, vocaux et percussions. Le nom, lui, fut emprunté au formulaire de pointage au chômage (dole card UB 40), art que la plupart des musiciens avaient longuement étudié.

Bien avant les débuts, il était entendu, sans arguer même à le dire, que le groupe jouerait du reggae. A Birmingham, la scène punk était inexistante. Dexy's Midnight Runners, le premier groupe à émerger de la ville à cette époque, jouait du rhythm'n'blues à la manière des années 60. A quinze miles de là, à Coventry, les Specials avaient pris la tête du revival ska. La pression rock était inexistante. La seule question était de savoir quel genre de reggae jouer : entre les fans de dub et de lovers rock, entre les puristes et les amateurs de pop, un compromis s'était dégagé qui aboutit à Food for Thought, le premier 45 tours du groupe, son premier succès. La mélodie forte, la ligne de saxophone entêtante dissimulaient parfaitement les insuffisances techniques du groupe.

« Nous avons un peu joué dans les environs de Birmingham. La première fois que nous avons joué à Londres, nous avons fait la première partie de Orchestral Manoeuvres in the Dark, ils étaient nuls, nous étions nuls, il y avait dix personnes dans la salle. Et la seconde fois que nous sommes allés à Londres, Christie Hynde nous a découverts », raconte Robin. La chanteuse des Pretenders était en haut des hit-parades, albums

et 45 tours, elle a imposé le groupe en première partie de sa tournée anglaise. Grâce à elle, UB 40 a pu déroger à l'usage qui veut que les artistes débutants paient pour le droit d'ouvrir le spectacle d'une star.

En 1979, la presse était à la recherche d'un mouvement qui prendrait la relève de la vague punk et du revival ska. Sur leur premier album, on trouvait un long morceau intitulé Madam Medusa, une imprécation qui saluait l'accession de Margaret Thatcher au pouvoir. Finalement, le groupe a survécu au premier ministre, mais UB 40 a pris quelque distance avec son engagement politique initial, « tout à fait simpliste, mais je ne vois pas de mal à ça », dit Robin. « Des slogans, mais c'était de notre âge », dit Jim Brown. Mais à cause de ça, de sa composition multiraciale, UB 40 qui, ce jour-là, se payait le luxe d'enregistrer sous son propre label, put s'offrir un joli succès critique.

« Nous pensions apporter le reggae aux masses, c'était une croisade. Aujourd'hui, nous avons réalisé que nous étions uniquement capables d'apporter UB 40 aux masses », dit Robin. Au bout de trois albums originaux, plus un album de dub, la situation de Dep International était plus que chaotique. Alors que le groupe était censé partager à parts égales les royalties avec son distributeur, Graduate, l'argent ne rentrait pas. Robin : « En douze ans d'existence, nous avons gaspillé des sommes colossales, parce que nous refusions de faire appel à des gens de l'extérieur. Et puis nous avons grandi, nous avons eu des enfants. Maintenant, nous avons des comptes, des experts - il éclate de rire - et

pas plus d'argent qu'avant. » A travers Dep International, UB 40 avait tenté de faire partager son succès à des artistes jamaïcains, dont Mickey Dread. L'échec avait été total. Lorsque le troisième album, UB 44 - le nadir de sa carrière, de l'aveu même du groupe, - ne réussit pas à rééditer le succès des précédents, UB 40 se rendit aux arguments de Richard Branson, le patron de Virgin. Quelques années plus tôt, Branson avait écumé la Jamaïque, signant à tour de bras les groupes sur Front Line, la filiale reggae de Virgin, sans grand succès commercial (aujourd'hui réédités en CD à prix économique, les albums Front Line sont dans l'ensemble tout à fait recommandables). Ce n'est qu'avec les années 80 que Virgin est devenu un label reggae en réussissant enfin à pénétrer le marché américain, qui avait toujours résisté au genre, avec Maxipriest, Ziggy Marley, fils de son père, et UB 40.

« Pendant notre tournée américaine, nous avons trouvé des bacs entiers de disques de reggae aux quatre coins des États-Unis, fait remarquer Jim Brown. Il y a cinq ans, il fallait fouiller dans la section rhythm'n'blues pour trouver un Marley ou un UB 40. Et ça ne prouve qu'une chose, c'est que ces disques se vendent, et toutes les majors en sont conscientes. »

Pour entamer la collaboration avec Virgin, le groupe décida de réaliser une envie aussi vieille que UB 40. Labour of Love rassemblait les meilleurs souvenirs musicaux que le groupe avait partagés. « Virgin était terrifié, ils pensaient que la carrière du groupe était terminée. L'album a été notre plus gros succès, qui a été dépassé seulement par Labour of Love II. C'est normal que ces disques se vendent mieux que les originaux, les chansons sont meilleures. » En effet les classiques du reggae ont réussi au groupe : Red Red Wine fut leur premier numéro un en Grande-Bretagne (Food for Thought n'était monté qu'à la quatrième place), tout comme Kingston Town a fait apparaître les disques de UB 40 sur les rayons des hypermarchés en France.

Trois ans déjà se sont écoulés depuis UB 44, le dernier album « original » du groupe. « C'est que nous sommes paresseux », avance Jim Brown qui refuse d'envisager la situation sous l'angle de la pénurie d'inspiration. Le reggae de UB 40 est devenu classique face à la sophistication, au maniérisme, de Maxipriest. Il est aussi devenu conservateur face aux aventures sonores du ragamuffin. Jim Brown y voit le triomphe du reggae : « Le reggae est partout, il a continué son évolution, à l'intérieur ou à l'extérieur des modes. Il n'y a plus de dub en tant que tel. C'était une manière de traiter le son inventé par des producteurs jamaïcains, aujourd'hui tout est dub. Tout le monde construit sa mélodie autour de la ligne de basse au lieu de faire l'inverse. La house, le hip hop, s'inspirent des méthodes dub. La musique de Prince ne serait pas ce qu'elle est sans le dub. Nous ne sommes pas aussi importants que Bob Marley, et il aurait sans doute fini par s'imposer en Amérique s'il n'était pas mort. Mais Maxipriest, UB 40, vendent dix fois plus d'albums que Marley n'en vendait. »

THOMAS SOTINEL

* Discographie chez Virgin. UB 40 sera en tournée en France du 27 mars au 30 avril prochain.

Discographie

On trouvera les disques de Bob Marley sur Island. Tous sont recommandables, certains indispensables : Catch a Fire, l'album Live ! où l'on trouvera la version de No Woman No Cry qui fut son premier succès en France et Exodus.

Island a réédité une bonne partie de son catalogue en série économique. On y retrouve aussi bien les succès de Jimmy Cliff (Reggae Greats) que le funky Kingston de Toots and the Maytals. Le label a réuni sur le même CD le Marcus Garvey et Garvey's Ghost de Burning Spear, c'est-à-dire les chansons et leur version dub. C'est sans doute le meilleur moyen de comprendre le reggae tel qu'il vivait et grandissait en Jamaïque au milieu des années 70. A redécouvrir également le War Ina Babylon de Max Romeo et, un peu à part, le Bass Culture du poète londonien Linton Kwesi Johnson qui mettait ses textes au format du talk over.

L'autre série de réédition à prix « budget » concerne Front Line, le label reggae de Virgin avec Gregory Isaacs, chanteur prodigieux, U Roy, roi du talk over, Culture, groupe roots ou les Mighty Diamonds. Le catalogue Trojan (l'un des principaux labels de la Jamaïque) recoupe par endroits celui

d'Island, puisque Chris Blackwell en était actionnaire. Il est aujourd'hui importé en France par FNAC Music et, au gré des expéditions, on trouvera quelques merveilles dont une excellente compilation, The Very Best of Jamaica, qui, en une vingtaine de titres, fait un bon abécédaire du reggae.

La préhistoire du reggae (ska, rock steady) a fait l'objet de compilations qui apparaissent périodiquement. En ce moment, on peut trouver Golden Rockers (Blue Moon) qui réunit quelques classiques du rock steady et du lovers rock (le reggae romantique) et Club Ska 67 (Island Import) qui ramène au temps des cuivres triomphants et des rythmes frénétiques.

En ce qui concerne le reggae contemporain, on retrouvera les tendances sophistiquées chez Maxipriest (discographie chez Virgin) ou sur le dernier album d'Aswad, Too Wicked (Island). Bop (Harvey), un groupe new-yorkais, mêle avec bonheur rap, ska et reggae sur Bread and Circuses (Epic). Enfin The Real Rock de Shinehead (Elektra WEA), déjà sacré roi du raggauffin, devrait arriver ces jours-ci chez les disquaires.

T. S.

APRIL

Stand by me
Princess Bride
Quand Harry rencontre Sally

LE NOUVEAU FILM DE
ROB REINER

N'après le roman de
STEPHEN KING

Scénario de
WILLIAM GOLDMAN

JAMES CAAN • KATHY BATES

MISERY

CASTEL ROCK ENTERTAINMENT • NELSON ENTERTAINMENT
• BOB REINER, JAMES CAAN, KATHY BATES, "MISERY"
FRANÇOIS STREIBER, MICHAEL FALGOUT, ...
• LARRY BACAL • STEVE ADOLPHUS • JERRY STOTT
• ROBERT LORSTON • NORMAN GAYWOOD • RALPH SIZEMAN • BARRY SHARPERFIELD
• LARRY SCHERMAN • BOB REINER • STEPHEN KING • WILLIAM GOLDMAN • BOB REINER

USC

JAVICO 150

MUSIQUES

QUARANTE ANS DE CHANSON ITALIENNE, DE LUIGI TENCO A PAOLO CONTE

Lasciatela cantare

La grande figure de la chanson italienne, Paolo Conte, retrouve Paris sur la scène de l'Olympia. C'est l'occasion de s'en aller dans la péninsule pour un parcours dans la mémoire d'un pays qui chante comme aucun autre, partagé entre les mélodies faciles des années 50 et les textes difficiles, ambitieux, des années 60. Aujourd'hui, ces deux pôles sont réconciliés, et l'Italie fête le triomphe des cantantori, ses auteurs-interprètes.

« Il y a encore trop de mots criés. La tradition des chansons à texte est encore récente en Italie. On met beaucoup d'énergie à écrire des refrains qui ressemblent à du Bob Dylan. Nous n'avons pas l'habitude d'accorder la poésie des mots avec l'harmonie des notes. Je dois énormément travailler pour y parvenir. » Paolo Conte avait compris avant l'heure le rôle primordial de la mélodie. Il alla chercher son inspiration dans le jazz des années 20 et 30, mais aussi, et beaucoup, dans les racines populaires de la musique italienne. Il ne fut pas le seul.

Franco Battiato, musicien éclectique et surdoué, qui a depuis versé, en Sicile, dans la mystique de Gurdjieff, grand amateur de musique arabe, se tourne vers le symphonique. Fabrizio de André, Gênois installé en Sardaigne, mêle des instruments venus de tout le pourtour méditerranéen et réalise ainsi un des plus beaux disques européens de la décennie, *Creusa de mè*, en dialecte génois. Mieux qu'eux, Paolo Conte a passé les frontières. Musicien stylé, apprécié à ses débuts en Italie, vers 1970, d'une élite jalouse, il est surtout, sous des dehors jazz, le grand alchimiste de toutes les tendances à qui le calme de la vie de province a su laisser le temps d'observer, de digérer vingt ans d'Italie chantante.

29 janvier 1951. Nilla Pizzi, opulente jeune fille flanquée d'un caniche inoffensif, interprète *Gracie dei fiori*, une mélodie *made in Italy*, devant le parterre clairsemé du casino de San-Remo. Elle gagne le premier Festival de la chanson italienne. La péninsule, encore pauvre, a l'oreille collée à la radio. Janvier 1967. Luigi Tenco, auteur-compositeur aux allures ténébreuses, vient de chanter sur la même scène avec Dalida *Ciao amore, ciao*, une chanson somme toute assez banale, mais qui évoque la douleur du Méridional venu travailler dans le Nord. Ce qui est, à l'époque, mal venu. Il se classe douzième. Tenco l'écorché rentre à son hôtel et se tire une balle dans la tête.

Après son suicide, l'Italie s'arrache ses disques et le jeune chanteur (il n'avait pas trente ans à sa mort) entre dans la légende. James Dean, version Méditerranée, et crooner. Les aficionados créent le Club Tenco doublé d'un prix Tenco décerné lors de la Rassegna della canzone d'autore, qui, depuis, a lieu chaque année après le festival officiel. En quinze ans, l'Italie avait basculé des charmes de la *dolce vita* conquérante au mal-être des enfants du boom économique. Mais la chanson italienne, chatouillée entre-temps par quelques iconoclastes, en était officiellement restée à la sacro-sainte trinité, amours flamboyantes, fidélité pour chacun et Dieu pour tous, assortie d'une bonne humeur colorée.

Elle n'y renoncera pas si facilement. Les happy few adopteront la ligne Tenco, les autres se contenteront de peu. Refrains niais, efficaces (*Una lacrima sul viso*, de Bobby Solo) à base de violons emphatiques, de rythmiques élanées et de voix chaudes : la variété italienne, avant d'élargir sa production industrielle à la compilation disco, autre spécialité contemporaine de la péninsule, a

vécu sur son acquis. Eros Ramazzotti, qui a rempli le Zénith au début de cette année, en est aujourd'hui l'avatar le plus sollicité. Les Français portent un œil amusé sur ces grands faiseurs de slows endiablés. Ils ont admis Adriano Celentano au rang d'institution, au même titre que la Fiat et les pâtes alimentaires. Ils achètent Angelo Branduardi, écoutent les rockers, Gianna Nannini - en baisse, - Litfiba et Zucchero - excellent, lui. Ils ignorent les stars nationales, Lucio Dalla ou Vasco Rossi, et adorent, pour sa voix répense de séducteur mal rasé et son goût du swing, Paolo Conte, dont les textes sont pourtant difficiles.

Avant de sombrer dans l'ère de la télévision et du clip anglophone non-stop, la péninsule s'était laissée conquérir par une musique américaine de première génération : le jazz. Acclimatation en douceur, présence en filigrane, partie prenante de la panoplie du bon goût culturel. Puis, pour compenser l'absence de la chanson réaliste mise K-O. par le fascisme et ses censures, les Italiens ont lorgné vers la France. Deux piliers d'où naîtra la chanson d'auteur italienne. Au début des années 50, San-Remo ouvre l'ère du kitsch bon marché. Mais Fred Buscaglione, chanteur ironique et fin aux allures de Clark Gable, rythme la *dolce vita* naissante d'airs de Count Basie. Fait un petit tour au cinéma, puis s'écrase contre un camion au volant de sa Thunderbird rose. Un avant-goût du Paolo Conte d'aujourd'hui ? L'artiste nie la filiation.

Tout ronronne comme il faut, malgré des accroc de-ci de-là. Domenico Modugno gagne San-Remo en 1958, avec une chanson alors jugée trop bizarre pour être honnête, imaginative et débridée, qui fit néanmoins son entrée définitive dans la cour des classiques italiens : *Nel blu, dipinto di blu*. En d'autres termes, « *Volare, oh, oh/Cantare, oh, oh...* » Premières du cycle de l'expression mélancolique du *malessere*, le mal-être existentiel d'une Italie prospère dont Gino Paoli sera le précurseur. Paoli présente en 1964 une chanson renégate et redoublée, à San-Remo toujours : *Ieri ho incontrato mia madre*. L'histoire d'un jeune homme que sa mère ne lâche pas d'une

semelle, même en présence de son amante. Il perd, mais ne se suicide pas : il a déjà tenté l'expérience, en vain, au faite de sa gloire. Le play-boy a aujourd'hui troqué ses lunettes noires pour de sages binocles cercés de métal. Il est devenu député du PCI, mais a gardé, logé à deux doigts du cœur, un projectile fatidique. Les Italiens y tiennent.

Paoli et Tenco ont fait leurs classes ensemble, à Gênes, dans le jazz - le premier à la clarinette, le second à la guitare. Bruno Lauzi, autre auteur-compositeur du cru, jouait du banjo. Conte fait du piano dans son coin. Tenco traîne un vague à l'âme à la Sagan (« *Mi sono innamorato di lei Perché non avevo niente da fare* » ; « Je suis tombé amoureux de toi, parce que je n'avais rien à faire »). Fabrizio de André traduit Brassens en italien, fait scandale avec *Le Gorille* et casse les conventions avec *Carlo Martello ritorna dalla battaglia di Poitiers*, où l'empereur vainqueur accorde ses faveurs à une professionnelle gourmande. Paoli affiche des amours adultères avec l'actrice de cinéma Stefania Sandrelli.

A Asti, ville moyenne entre Gênes et Turin, petit morceau de province dont il est resté jusqu'à l'année passée un des plus éminents avocats, Paolo Conte compose des ritournelles légères et bizarres, *Azzurro* pour Adriano Celentano, *Tripoli 69* pour la rockeuse Patty Bravo, et de très belles chansons, tel *Genova per noi* ou *Onda su onda* pour Bruno Lauzi. Ainsi vont ces années 60 qui consacrent la chanson d'auteur. Les années 70 commencent au milieu des turbulences de la chanson contestataire et folk, depuis « *Il nuovo canzoniere italiano* » (*Bella ciao*, 1964) jusqu'à Giovanna Marini.

Chanteur-auteur-compositeur : *cantante-autore*. Les Italiens ont ramassé la catégorie en un seul mot, les *cantantori*. Puis, en bons connaisseurs de l'histoire de l'art, les ont classés en écoles. Mais comme il est difficile de trouver en ce cas des bases théoriques solides ils ont eu recours à un régionalisme naturel au pays de Garibaldi. Paolo Conte se retrouve donc, avec Luigi Tenco, Gino Paoli, Fabrizio de André, Bruno Lauzi, au sein de la Scuola genovese pour avoir grandi et commencé sa car-

rière, comme eux, dans l'ombre de Gênes la cosmopolite. Gênes, ses glaces au citron, sa baie, ses bases américaines. Son arrière-pays campagnard féroce et lové entre les montagnes et la mer. Et cette sensation provinciale, naïve, d'un temps suspendu, d'un ailleurs lointain, américain peut-être.

« Gênes est, pour nous, une idée comme une autre », chante Paolo Conte (*Genova per noi*). Et de décrire la journée au bord de la mer d'un paysan rêveur dans une superbe ritournelle, *Una giornata al mare*, qu'il interprète dans son premier disque en 1974, d'une voix de fausset, accompagné d'une guitare et d'un accordéon : « *Une journée à la mer, seul et avec mille lires! Je suis venu voir toute cette eau et les gens/Le soleil qui brille plus fort...* » De l'art du scénario en quelques mots.

Aujourd'hui, après la vague rock des années 80, l'Italie redécouvre ses *cantantori* et le jeune cinéma italien commence à leur faire de l'œil. *Ritorno*, composée par Bruno Lauzi en 1964, s'est ainsi trouvée une nouvelle jeunesse avec le film de Nanni Moretti, *La messe est finie*. Dans le hit-parade des disques de janvier dernier, deux auteurs-compositeurs italiens, Claudio Baglioni et Lucio Dalla, précédaient Elton John et Phil Collins ; le très raffiné Fabrizio de André montait à la sixième place avec *Le nuvole* (200 000 exemplaires vendus en deux mois), album sophistiqué inspiré d'Aristophane.

La soirée de Noël sur RAI Uno - donnée dans le studio préféré de Fellini, le Teatro 5 de Cinecittà - en faveur de la très populaire association Telefono più crete pour la défense des enfants battus - s'est transformée en hommage aux *cantantori*. Lucio Dalla était là, barbu court et affable, derrière ses petites lunettes rondes d'intellectuel, fier des 900 000 copies vendues de son dernier album. Pino Daniele, crinière grise et veste de jean, vint chanter son blues méditerranéen avec l'accent rond des Napolitains. Paolo Conte évoquait, avec une timidité de débutant, son prochain passage à l'Olympia, à Paris. Avant lui, les téléspectateurs avaient pu écouter Francesco Guccini, « *le plus cultivé des auteurs-compositeurs dans le circuit, le seul qui ait le courage de faire rimer aimer avec Schopenhauer* », dixit Umberto Eco.

Des collections populaires sont en vente dans les kiosques : l'éditeur Armando Curcio propose chaque semaine à prix modique un chapitre (un compact accompagné d'un livret) du *Dizionario delle canzoni italiane*. Le Prix de la chanson d'auteur, « *il Tenco* » (dernier palmarès : Franco Battiato, Francesco Guccini, et Ivano Fossati) fait de l'ombre à l'officiel San-Remo.

Sur les planches, tout va bien. Gino Paoli, qui, après quelques passages à vide, a repris du service en 1985 en compagnie d'une grande interprète italienne, Ornella Vanoni, ne quitte plus le devant de la scène. Les tournées remplissent des salles désertées par un public de plus en plus allergique aux concerts à l'américaine. Tandis qu'à Turin les Stones et Prince annulent deux dates et que les organisateurs du concert de Madonna bradaient vingt mille places au bénéfice du Circolo recreativo della Fiat, Vasco Rossi totalisait cent quarante mille entrées à Milan et à Rome. Il y a un mois, le sacro-saint Théâtre lyrique du Regio, qui n'avait jamais vu l'ombre d'un chanteur, réservait une ovation à Paolo Conte. « *Il est de bon ton aujourd'hui, lorsqu'on veut paraître intelligent, d'amener sa belle aux concerts de jazz ou à ceux des cantantori* », notait un critique musical. Paolo Conte vit toujours à Asti. Son épouse aussi. Il voyage beaucoup et a cessé de « *faire l'avocat* ». Ses amis et supporters, habitués des rencontres imprévisibles et des shows intimes, craignent que, emporté par un ailleurs trop chatoyant, il ne tourne bientôt le dos à sa terre natale.

VÉRONIQUE MORTAIGNE



Luigi Tenco et Dalida à San-Remo, en 1967



La bande de Paolo Conte

En une vingtaine de chansons, Paolo Conte fait le point sur lui-même. De *Geleli al lemon* à *M. Jive*, de Gênes à Zanzibar, il joue le maestro en balade, les yeux dans les néons, mais solidement amarré à son grand piano noir. Son nouveau spectacle, plus charpenté que jamais, a du punch. « *Ma sei capitano...* » : le voilà menant huit musiciens, huit personnalités. Un duo de guitaristes, pour donner le rythme. Un percussionniste tout droit sorti du conservatoire, pour broder dessus. Un accordéoniste rieur, jeune potache à lunettes, pour rappeler que la campagne n'est pas loin. Le tango non plus. Un grand Noir à la basse, pour le swing, un flûtiste subtil et des amoureux du trombone et de la clarinette. A mi-chemin, la bande est rejointe par quatre choristes, anglaises et ghanéennes, en paillettes, nouveauté surgie dans son dernier disque, *Parole d'amore scritte a la macchina* (WEA). *Strano ma vero*, Conte le désabusé, qui construit ses chansons comme des photos panoramiques, aime son public « *parce que, partout, il est de qualité* ». Il termine sur *Comedia*, s'appuie sur son piano, le geste chic, et puis s'en va.

V. Mo.

★ Olympia, jusqu'au 27 février, 20 h 30. Tél. : 47-42-25-48.

Discographie

Certains disques sont distribués en France par les majors d'origine, d'autres passent par des importateurs, dont Atoll Music, qui distribue 80 % des variétés italiennes.

FABRIZIO DE ANDRÉ : *Le nuvole*. C'est superbe. De la poésie à la satire sociale, en italien ou en génois, le tout d'un André fait preuve d'une richesse harmonique remarquable. Disque culte, avec références à Aristophane, Mario de Andrade ou Tchaïkovski, avec bouzouki, accordéon et violoncelle. (1 CD Fonit/Cetra/Ricordi CDL 280)

PAOLO CONTE : *Questa sporca vita*. Pour amateur. Le premier Paolo Conte. Il chante très mal, l'Italie est là, pleine et entière, le jazz affleure. Les chansons sont de toute beauté. (1 CD RCA/Ariola PD 71303)

FRANCESCO GUCCINI : *Quello che non*. Il est nécessaire de savoir lire l'italien pour saisir les paroles chargées de sens du plus intellectuel des auteurs-compositeurs. Il y a un joli blues, un tango agréablement arrangé, mais le sens prime. (1 CD EMI 0807948322)

FRANCO BATTIATO : *Fisiognomica*. Il a une voix en or, longue, inspirée. Il a touché à tout et tout cassé dès les premières gloires. Battiato est un phénomène unique. Ici assez emphatique avec grand orchestre et aïthi arabe, pour traiter de la physiognomonie, analyse du caractère par le physique. (1 CD EMI 0807903142)

LUCIO DALLA : *Come e profondo il mare*. A toute la production récente, nous allons préférer un album de 1977, où Dalla le Romain se libère des contraintes, recherche des sonorités neuves avec beaucoup d'intelligence. (1 album RCA PL 31321)

ZUCCHERO : *Oro, incenso e birra*. Rocker juste ce qu'il faut. Zucchero Fomaciarri a appris les leçons du blues à l'italienne des Vasco Rossi, Francesco de Gregori, Ironique et tourmenté. (1 CD Polydor 841125-1)

هذا من الأصل

CINÉMA

L'ÉLÉPHANT DE JEAN DE BRUNHOFF DESSINÉ POUR LE GRAND ÉCRAN

Travail, famille, Babar



Après avoir bercé des générations d'enfants et de parents, après avoir fait les beaux jours de la télévision, les aventures de Babar sont aujourd'hui le prétexte d'un film : *Le Triomphe de Babar*. C'est aussi le triomphe commercial d'une grosse bestiole attachante et européenne, armée contre la déferlante des dessins animés japonais.

BABAR fait partie de cette cohorte des héros inoubliables et terriblement rentables, comme Tintin et Mickey. Né il y a soixante ans, le petit éléphant de la jungle venu à la ville n'a pas pris une ride, comme tous les personnages de BD : son beau costume vert pomme n'a pas passé, et sa décapotable est aujourd'hui du plus grand chic. C'est aussi le triomphe d'une grosse bestiole attachante et européenne, armée contre la déferlante des dessins animés japonais.

Ressuscitées par son fils, Laurent, ses aventures, traduites en dix-sept langues – anglais, italien, finnois, japonais, etc. – sont racontées en trente-sept albums et exploitées par les producteurs de télévision et de cinéma européens et américains. *L'Histoire de Babar*, nouveau dessin animé de soixante-cinq épisodes, produit par des sociétés françaises et canadiennes, a raflé deux Aca Awards (récompenses de la télévision américaine), un Sept d'or, et s'est vendue dans près de soixante-dix pays.

Après avoir connu un succès tranquille pendant soixante ans, l'éléphant s'est métamorphosé en... poule aux œufs d'or. La « babarisation » a débité à nouveau sur le monde en 1987. Cette année-là, les Américains octroient au pachyderme la double nationalité, française et américaine. Laurent de Brunhoff cède les droits internationaux au peintre new-yorkais Clifford Ross.

Fervent babarophile, celui-ci signe un contrat avec la société canadienne Nelvana pour la réalisation d'un dessin animé d'un budget de 130 millions de francs en coproduction avec les français d'Ellipse (détenu en majorité par Canal Plus) et FR3. Le mariage fait long feu. S'érigeant en gardien du temple, Clifford Ross accuse Nelvana de sacrifier l'image de Babar sur l'autel d'une réussite commerciale facile et rapide. Après deux ans de débats, les tribunaux américains rendront leur jugement de fond au printemps prochain. En attendant, les enfants peuvent suivre ses aventures tous les lundis à 20 heures sur la chaîne HBO.

En France, le dessin animé crée des remous dans l'édition. Hachette, qui détient tous les droits sur les livres de Babar dans le monde, poursuit actuellement Larousse pour concurrence déloyale et publicité mensongère. Ce dernier est accusé d'avoir publié des albums tirés du dessin animé, sous la signature de Jean et Laurent de Brunhoff. L'enjeu est de taille. Babar, qui figure au catalogue de la maison d'édition depuis sa naissance, a vu ses ventes gonfler ces dernières années et fait l'objet d'une diversification : des albums à partir de 5 francs et pour tous les âges.

Autre enjeu : Bayard Presse compte sur l'arrivée de Babar au cinéma pour regonfler ses ventes plutôt décevantes en lançant une nouvelle formule de la *Semaine de Babar*. Le Centre national de documentation pédagogique a vu en Babar le plus attachant des

instits et présente actuellement sur FR3 une émission éducative. La nouvelle génération ralliée à la bannière de l'éléphant y apprend son histoire, la façon dont il est devenu une vedette de cinéma et peut s'éveiller en jouant – toute la philosophie de Babar.

Enfin trois cents produits à son effigie sont gérés par une centaine d'entreprises dans le monde. Rigoureusement sélectionnées. Car, produit haut de gamme, Babar est partout : sur les peignoirs de bain, les housses de couette, à nos pieds sur une moquette, bien calé dans une voiture ou un avion en bois, immortalisé sur de la vaisselle ou figé dans de la belle peluche.

Rien pourtant ne destinait ce héros bonhomme à de tels enjeux, lui qui était seulement habitué à combattre l'affreux Rataxes, roi des rhinocéros, pour défendre les siens. Babar est né avec une cuiller d'or dans la bouche, dans une famille de la bonne société protestante. Un soir d'été, en 1930. Pour endormir Mathieu et Laurent, ses deux enfants, Cécile de Brunhoff leur raconte la drôle d'histoire d'un éléphant venu découvrir le fracas de la ville. Leur père, Jean, peintre, décide d'illustrer ces aventures d'un soir pour ses fils. Babar s'appelle Bébé éléphant, les traits, esquissés, ne sont pas encore rehaussés de couleurs douces. La forme de Babar, elle, est trouvée. Jean de Brunhoff a mis dans le mille du premier coup.

UN ROI IMMORTEL

Dessinées pour des enfants sages, les planches paternelles deviennent un vrai livre : *Les Aventures de Babar*. Le bébé éléphant a trouvé son nom de baptême, réunion des mots bébé et papa, probablement. Chaque année apporte son lot de frasques éléphantiques. Hissés au rang de conseiller littéraire, Mathieu et Laurent demandent de nouveaux personnages, comme Zéphir le singe, ou Arthur, le cousin. En 1937, Babar disparaît avec Jean de Brunhoff. Laurent n'a que douze ans. Il sera peintre abstrait, mais ne pourra s'empêcher de crayonner quelques éléphants. En 1946, le roi Babar renaît.

« Comme beaucoup d'entre nous, Laurent de Brunhoff voulait retrouver son enfance, à sa manière, écrit Nicholas Fox Weber dans *l'Art de Babar* (1). Nul besoin pour cela de s'absorber dans les profondeurs du passé : ce qu'il voulait, c'était Babar dans sa propre version, un peu comme le fils d'un patron qui, après avoir suivi son chemin, veut reprendre l'affaire familiale, mais la dirige différemment (...). »

De nombreux chercheurs se sont penchés sur la vie quotidienne de Babar. Pour certains, son royaume ressemble à l'idéal socialiste de Laurent de Brunhoff : Célésteville, cité bien organisée, en est l'exemple le plus frappant. Dans leurs maisons strictement identiques, des modèles de logement sociaux, les travailleurs sont heureux. Ils jouissent d'un palais du travail et d'un palais des fêtes, d'une bibliothèque ou d'un dancing. Catherine Hardy, elle, dans une maîtrise sur *l'Analyse du récit et de l'idéologie dans les premiers albums de Babar*, en 1971, y voit plutôt un personnage péteux à qui la devise « Travail-famille-patrie » convient parfaitement.

Sous le couvert du père ou du fils, en tout cas, Babar reste vieux jeu. Il est pantoufflard, vertueux, courtois, très à cheval sur les principes. Voilà ce qui fait de Babar un héros de trois générations, et, curieusement, l'un des meilleurs exemples de ces dernières années.

« Ce phénomène n'est pas une surprise, ni un raz-de-marée, car son image est toujours restée présente dans l'inconscient collectif ; il fait partie de nos chroniques, explique Pierre Bertrand-Jaume, directeur général adjoint d'Ellipse. C'est un pacifiste, il constitue un véritable besoin face à la violence actuelle, ou celle

des dessins animés japonais. Il suffit de comparer les traits aigus et les couleurs tranchantes de Goldorak, il y a quinze ans, avec les formes apaisantes et les pastels de Jean de Brunhoff.

« Babar est l'expression d'une quête des valeurs morales et familiales, un produit multi-générationnel, porteur du même message depuis des décennies, même s'il s'est adapté aux modes. Son univers est parfaitement construit, et donc parfaitement cohérent. Dès la mort de sa mère, il a dû apprendre à vivre tout seul et s'est forgé un caractère au fil des épreuves. Devenu roi, il a fondé sa propre ville qu'il a baptisée Célésteville, à la gloire de sa femme Céléste, car Babar est un homme marié et père de famille. Il est honnête, courageux. Bref, il est riche de ces valeurs que l'on mettait au pilori en 68. Aujourd'hui, il représente la sécurité, le confort.

« Babar est un dessin animé pour tous. Avec lui, la télévision n'est plus un objet de conflit, mais permet un dialogue entre enfants et adultes nostalgiques qui ne furent pas le petit écran des intrusions des programmes pour enfants. La vision de Babar a donc un aspect communautaire, comme la vie dans son royaume. »

Grâce au succès de *L'Histoire de Babar*, Nelvana, Canal Plus et Ellipse ont participé à la production du

long-métrage *Le Triomphe de Babar*, d'Alan Bunce, fondant à Paris un studio de dessin animé où ils vont développer des produits très « famille » tout en valorisant le patrimoine européen. Après *Zorro*, ils produisent actuellement une série de Tintin et présenteront bientôt l'ours britannique Mupert, Babar restant la tête de pont de cette offensive.

La création de Jean de Brunhoff a donc encore de très beaux jours devant elle, mais son image s'est considérablement édulcorée. Quelle différence entre les aquarelles du père, clins d'œil à ses maîtres, Degas, Manet, les dessins de Laurent, au trait plus moderne, et le graphisme passe-partout, indispensable pour simplifier l'animation, des personnages du *Triomphe de Babar*, véritable « disneyisation » du roi des éléphants ! Mais l'éléphant règne désormais en maître sur le dessin animé européen, et Pierre Bertrand-Jaume mise sur le long terme : « Dans un mois, on ne parlera plus de Tortues Ninja. Babar, lui, va encore bercer de nombreuses générations. »

BÉNÉDICTE MATHIEU

(1) *L'Art de Babar*. L'œuvre de Jean et Laurent de Brunhoff par Nicholas Fox Weber. Nathan Images, 1989. 190 pages. 350 francs. Une exploration soignée de l'univers du roi des éléphants.

VOTRE TABLE CE SOIR

DINERS		RIVE DROITE
ALSACE AUX HAUTES 16, rue Coquillière, 1 ^{er} 42-36-74-24	DE NUIT COMME DE JOUR : Chateaufort, poissons, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1 ^{er} étage.	ARRIVAGE JOURNALIER DE POISSONS FRAIS, CRUSTACÉS, PLATEAU DE FRUITS DE MER. CARTE 300 F. LE SOIR « Menu de la Mer » 150 F TTC. Jusqu'à 22 h 30.
TY COZ 33, rue Saint-Germain, 9 ^e 46-78-04-94-94-94	F/dim. Lundi soir 46-78-04-94-94-94	ARRIVAGE JOURNALIER DE POISSONS FRAIS, CRUSTACÉS, PLATEAU DE FRUITS DE MER. CARTE 300 F. LE SOIR « Menu de la Mer » 150 F TTC. Jusqu'à 22 h 30.
YVONNE 13, rue de Bassano, 16 ^e F. ven. soir et dim. 47-30-98-15	F. ven. soir et dim. 47-30-98-15	Vieille cuisine de Tradition. Spéc. de POISSONS. Huitres et gigots en saison. Foie gras frais, coq au vin. Carte 300/350 F. Déjeuner 120 F. Montargis. OUVERT DIM.
AU PETIT RICHEL 47-70-48-48/47-70-46-50 15, rue La Pérouse, 9 ^e F/dim.	F/dim.	MENU GOURMAND à 180 F VIN COMPRIS ET SA CARTE TRADITIONNELLE FORFAIT THÉÂTRE, 300 F à 450 F. Service assés jusqu'à 0 h 15. Décor 1880. Salons particuliers. Parfums D'Orsay.
LE GOURMAND CANDIDE 43-80-01-41 6, pl. Maréchal-Juin, 17 ^e 1 ^{er} ssm. midi et dim.	43-80-01-41 6, pl. Maréchal-Juin, 17 ^e 1 ^{er} ssm. midi et dim.	Cette maison a du succès et elle le mérite : avec son personnel féminin et la grande qualité de sa cuisine traditionnelle et inventive. Décor contemporain.
RIVE GAUCHE		
NOS ANCIENS LES CAUDRES 39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4 ^e 46-33-66-07 et 66-12	46-33-66-07 et 66-12	Unique au monde. Cadre fin 17 ^e . Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dîner midi et soir.
LE MAHARAJAH GRILLE D'OR 36 de la gastro. indienne 43-54-26-07	43-54-26-07	DÉCOUVREZ... L'INDE... au 72, bd Saint-Germain, 5 ^e , M ^o Maubert, 7 j. sur 7. NON-STOP de 12 heures à 23 h 30, ven. sam., accueil joy. 1 h. CADRE LUXUEUX.
YUGARAJ 14, rue Dauphine, 6 ^e 43-26-44-91 F. lundi	43-26-44-91 F. lundi	SPECIALITÉS INDIENNES. « De tous les Indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millon (Gault-Millou).
RESTAURANT THOUVENOT 79, rue Saint-Dominique, 7 ^e 47-45-09-75	47-45-09-75	Spécialité de coq au vin et de cassoulet au coq au vin. Soirée jusqu'à 23 h 30. OUVERT TOUS LES JOURS. Dim. soir continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.
LES FOLIES 101, rue Saint-Maur (11 ^e) Restaurant cambodgien 43-38-13-61	101, rue Saint-Maur (11 ^e) Restaurant cambodgien 43-38-13-61	Restaurateur EK a quitté la rue de Provence pour ouvrir le restaurant de ses rêves : un cambodgien qui vous dévoile les mystères de la cuisine khmère.
ENVIRONS DE PARIS		
LA MAIRIE AU DIABLE 60-43-17-17 F. dim. s. et h. RN 6 77550 Râas entre Liancourt et Ménil.	60-43-17-17 F. dim. s. et h. RN 6 77550 Râas entre Liancourt et Ménil.	Un flot de verdure de 17 ha (golf, tennis, haras...). Un restaurant gastronomique. Une splendide cheminée... Salons pour repas d'affaires et réceptions.
SOUPERS APRÈS MINUIT		
LES GRANDES MARCHES		
AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE La bonne adresse du quartier. HUITRES, toute l'ANNÉE. POISSON DU JOUR. Plus traditionnelle. Venez à découvrir.		DÉCOR « Brasserie de luxe » T.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin. 6, place de la Bastille. 43-42-90-32.

Box-office Paris

Étonnante semaine. Alors que de guerre du Golfe en films on s'attendait à une nouvelle chute des entrées, trois nouveautés donnent un coup de tonus aux salles parisiennes. Grand triomphateur : *Highlander, le Retour*, qui dans une mégacombinaison de 47 salles approche les 220 000 entrées. Il faut remonter à la sortie de *Ripoux contre Ripoux*, il y a juste un an, pour trouver un score équivalent.

Et dans 43 salles, *Opération Corned beef* s'approche des 130 000. Tandis que, dans une combinaison beaucoup plus modeste de 21 écrans, *Alice plane aux abords* des 110 000 entrées, soit 20 000 de mieux que *Crimes et délits*, avec le même nombre de salles, la semaine du 21 février 1990. Résultat, ces trois titres s'adjugent 55 % des spectateurs, laissant la portion congrue aux 109 autres films à l'affiche en exclusivité.

Le *Brasier*, passant de 37 à 30 salles, perd 45 % par rapport à sa

(décevante) première semaine, et n'atteint que 65 000 entrées en quinze jours - et, dans la rubrique « catastrophe », on jettera un voile pudique sur le triste sort de *Net-chaiév*, qui n'atteindra jamais les 100 000 entrées, sans parler du destin tragique de *Milena*, dont la carrière s'achève à 30 000. Baisse sensible également pour les leaders des semaines précédentes, *L'Expérience interdite* (320 000 en cinq semaines), les *Amateurs* (plus de 170 000 en trois semaines) ou *Fenêtre sur Paris* (75 000 en quinze jours).

En revanche, *Génial, mes parents divorcent* enregistre une bonne stabilité et atteint les 80 000, également en quinze jours. Mais les deux phénomènes les plus remarquables de la semaine du 21 février 1990, *Discrets*, qui améliore son score en douzième semaine et dépasse les 380 000 entrées, et *Henry V*, qui s'en va vaillamment vers les 100 000 dans seulement dix salles.

Gaumont Opéra, 2- (47-42-80-33) ; Pathé Hautes-Frilles, 6- (45-33-79-39) ; George V, 8- (45-62-41-46) ; Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40).

Route one-USA

de Robert Kramer, avec Paul McClean. Américain (4 h 15).

Par les villes et par les champs, tout au long de la route qui descend de la frontière canadienne au sud de la Floride, Robert Kramer et son complice Doc regardent, écoutent, parlent avec des dizaines de gens qui sont autant d'histoires, autant de petits morceaux d'histoires. Et dessinent par touches un portrait de l'Amérique à la fois chaleureux et inquiétant, terriblement vivant.

VO : L'Entreprise, 14- (45-43-41-63).

Tilai

d'Ildiara Ouedraogo, avec Rasmene Ouedraogo, Ina Cisse, Roukhou Barry, Assane Ouedraogo, Stéphanie Siffert, Moumout Ouedraogo. Burkina (1 h 21).

Le retour d'un homme qui, pendant son absence, s'est fait voler sa fiancée par son propre père et la tragédie qui s'ensuit, c'est une légende de tous les temps et tous les pays. La manière à la fois très simple et très subtile dont Ouedraogo la filme est la preuve de son talent singulier, et de l'espoir qu'inspire le cinéma africain.

VO : Latina, 4- (42-78-47-38) ; Saint-André-des-Arts II, 8- (43-26-80-25).

Uranus

de Claude Badi, avec Philippe Noiret, Gérard Depardieu, Jean-Pierre Marielle, Michel Blanc, Fabrice Luchini, Michel Galabru, Gérard Desarthe. Français (1 h 40).

Plus encore que dans les gravats, c'est dans la veulerie et l'hypocrisie que pèsent les habitants de cette petite ville de la province française, au lendemain de la Libération. Claude Badi retrouve la noirceur dénoncée de Marcel Aymé, et l'éclaire des pleins feux d'une distribution éblouissante.

Forum Orient Express, 1- (42-33-42-28) ; Pathé Impérial, 2- (47-42-72-52) ; George V, 8- (45-62-41-46) ; Faubourg, 13- (43-31-55-86) ; Les Morneparnes, 14- (43-27-52-37).

Cinémathèque

Trois films pour les Restaurants du cœur

La Cinémathèque française et son personnel organisent le samedi 16 février une soirée au profit des Restaurants du cœur, auxquels sera reversée la totalité de la recette (prix forfaitaire des places : 60 francs). Trois films seront présentés : à 19 heures *Pont limitée zéro* de Richard Sarafian (1971), la traversée mouvementée des États-Unis par un champion de stock-car au volant de son bolide ; à 21 heures *One plus one* de Jean-Luc Godard (1969), poème en « vers libres » de la révolte, avec séquence d'enregistrement de *Beggar Banquet*, des Rolling Stones, comme contrepoint ; à 23 heures *Continental Circus* de Jérôme Laperrouse, consacré aux compétitions de moto. Trois films datant d'une vingtaine d'années, qui n'ont guère en commun que la présence massive d'engins motorisés (beaucoup d'épaves de voitures dans le Godard).

Cinémathèque française, Salle du Palais de Chaillot. Tél. : 47-04-24-24.

La sélection « cinéma » a été établie par : Jean-Michel Prodon

MUSIQUE

Paris

Mercredi 13

Elmasson

Concerto pour basse et cordes

Lindberg

Joy

Ligeti

Concerto pour violoncelle

Stravinsky

Concerto « Dumbarton Oaks »
Pascal Gallice (basson),
Pierre Strach (violin),
Ensemble InterContemporain,
Julia-Pekka Saraste (direction).

Écrit en 1966, le *Concerto pour violoncelle* de Ligeti dure treize petites minutes. Dedicé à Siegfried Palm, il sera interprété cette fois par Pierre Strach, archet vedette de l'InterContemporain, qui a passé pour ce concert une commande à Magnus Lindberg, et qui sera placé sous la direction du chef finlandais Jukka-Pekka Saraste. Non content de réunir dans son opus un nombre record de « ka », cette œuvre montante a été enregistrée par Sibelius (c'est bien le moins) pour RCA. Avec l'Orchestre de chambre écossais, il signe pour Virgin.

Centre Georges-Pompidou, 20 h 30. Tél. : 42-74-42-18. De 65 F à 80 F.

Pouchkine

Poèmes

Lourié

Quatuor pour violon et alto

Schubert

Introduction et variations sur un thème de « La Belle Meunière »

Prokofiev

Sonate pour deux violons op. 56

V. Mendelssohn

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse

Don Alphonse



John McLaughlin à Pleyel.

Lockenhaus. Et une habitude, pour le Théâtre de la Ville, d'en inviter les habitués et leur mentor pour des séries de musique de chambre décloisonnée. Le jazz, cette année, a droit de cité avec la présence du pianiste Leonid Tchijsik. Le Keith Jarrett russe, nous dit-on.

Théâtre de la Ville, 19 h 30. Tél. : 42-74-22-77. De 55 F à 75 F.

Bério

Un ro in Ascolto

Donald McIntyre (baryton-basse),
Graham Clark (ténor),
Graham Valentine (comédien),
Edla Meier (soprano),
Orchestre national et chœurs de l'Opéra
de Paris,
Stephen Harnap (direction),
Graham Vick (mise en scène).

Une partition splendide, vrai festin orchestral et vocal, pour un opéra, un vrai, que Bério avait composé pour le Festival de Salzbourg en mai de modernité (1984) et dont la Bastille reprend la production londonienne, chef et metteur en scène. Le dernier acte peut-être au ras des pâquerettes d'un ouvrage dont le livret, travaillé à partir d'idées de Roland Barthes et d'Italo Calvino sur l'écoute et l'audition (d'où le titre), tente une réflexion de nature métaphysique sur le sujet du faux vrai et de l'illusion, au travers d'une lecture de Shakes-

peare et de la *Tempête*. Mais on ne s'ennuie pas une seconde pendant deux petites heures d'actions simultanées. McIntyre, basse wagnérienne que l'on sait, est un Prospero qui confie toute l'histoire de l'opéra dans sa voix.

Opéra de la Bastille, 19 h 30. Tél. : 40-01-16-16. De 40 F à 520 F.

Bernstein

Prélude, fugue and riffs

McLaughlin

Concerto pour guitare n° 2

Rodrigo

Concerto pour guitare « Aranjuez »

Ravel

La Boléro

John McLaughlin,
Paco De Lucia (guitares),
Orchestre de Paris,
Samy Bychkov (direction).

Bychkov sera-t-il guéri pour diriger ce programme de réconciliation entre « classiques » et « jazz » ?

Salle Pleyel, 20 h 30 (+ les 14 et 15). Tél. : 45-63-68-73. De 50 F à 210 F.

Les festivals font le printemps

KAGEL A CAEN. - Après Ohana, Stockhausen, et avant Xenakis, Mauricio Kagel, père du théâtre musical, Argentin résidant en Allemagne, réunit autour de lui toutes les énergies d'un festival normand, qui n'a pas encore beaucoup fait parler de lui : Aspects de la musique contemporaine, à Caen. Créations françaises (Musik pour claviers et orchestre, *Morceau de concours* pour deux trompettes), reprise de *Trésors de la musique*, de deux voix humaines... Kagel sera souvent sur scène et donnera une conférence sur ses rapports avec la caméra. (Du 5 au 12 mars, rena, au Conservatoire national de région, 1, rue du Caré, 14027 Caen Cedex, tél. : 31-86-42-00).

L'AMÉRIQUE A BRUXELLES. - Troisième édition de l'Ars Musica bruxelloise, entièrement concentrée sur la trajectoire Europe-Amérique, autour de la création de l'opéra de John Adams, *The Death of King Lear*, mis en scène pour la Monnaie par Peter Sellars. L'auteur sera d'ailleurs l'un des invités du festival, avec Cage, Carter, Grisey, Jarrell, Ligeti, Reich. Intégrale de l'œuvre de Varèse. Nombreuses créations mondiales. (Du 6 au 29 mars, rena, au bureau du festival, place E.-Flagey 18, 1050 Bruxelles, tél. : 32-2/647-10-49).

GUITARE A MONTEJIMAR. - Un rendez-vous international où se rendront cette année des Argentins (Aussal, Mosalini), le Japonais Suzuki, l'Américain Larry Corell, l'Espagnol Yebes. Et la finale d'un concours de guitares en duo. (Du 13 au 24 mars, rena, au bureau du festival, 5, rue Bouverie, 26200 Montélimar, tél. : 75-01-27-30).

BUDAPEST MOBILISÉ. - La capitale hongroise rapatrie tous ses artistes et investit toutes ses institutions pour offrir aux touristes du monde entier un festin contrasté : grands concerts (récit Eve Marton, le *Flûte enchantée* dirigé par Ivan Fischer en concert) ; opéras (*La Clémence de Titus*, *Don Pasquale*, *Tristan et Isolde*, *Par-sifal*, la *Bohème*, le moins célèbre *Bank ban d'Erkel*) ; concerts de musique de chambre, ancienne et sacrée, rencontres folkloriques, concours de chorales, panorama de la danse hongroise, théâtre... (Du 14 au 31 mars,

rena, au bureau du festival, 1051 Budapest V., Vörösmarty tér 1, H-1366 Budapest, P.O.B. 80, tél. : 361-1179838).

PRESTIGE EN PRINCIPAUTE. - Que du beau monde pour ce mois musical placé sous la présidence de la princesse Caroline : Raimondi, Anderson, Gasdia, Lott, Magaloff, les Arts florissants, le Quatuor Alben Berg, le Juillard Quartet, et, en ouverture, une nouvelle production de *la Rondine* de Puccini. (Du 28 mars au 28 avril, rena, au bureau du Printemps des arts, 4, rue des Iris, MC 98000 Monaco, tél. : 93-25-58-04).

MUSICORA S'ÉTEND. - Fête désormais traditionnelle de tous les métiers de la musique, le salon Musicora reçoit cette année les professionnels de la musique contemporaine, des expositions venues de l'Est, et s'installe pour la première fois au Théâtre des Champs-Élysées pour une nuit de la voix et une nuit de la percussion. (Du 10 au 14 avril, Paris, Grand Palais. Rens. : OIP, 62, rue de Miromesnil, 75008 Paris, tél. : 45-62-84-58).

EVIAN, POUR LES QUATUORS. - Le concours annuel des quatuors à cordes d'Evian, face cachée mais utile du festival qui l'accompagne, a lieu cette année du 7 au 12 mai, sous la présidence de l'Autrichien Friedrich Cerha (pour le jury officiel) et de Marc Vignal (pour le jury de la presse). On entendra le soir, au casino, les pianistes Cherkassky et Engerer, le violoniste Ughi, l'altiste Tabca Zimmerman, le violoniste Akiko Suwanai, les flûtistes Galway et Yamamoto, le Quatuor Tschick, Rostropovitch pour la création mondiale du *Concerto pour violoncelle* de Maurice Ohana (direction Ozawa), une nuit Mozart prise en charge par la Périole Opéra... (Du 7 au 19 mai, rena, aux Rencontres musicales d'Evian, 8, rue de Tchéren, 75008 Paris, ou à l'Office de tourisme d'Evian, tél. : 50-75-04-26).

A. R.

ATHENES
LOUIS JOUVET

DERNIERES
RICHARD II
SHAKESPEARE

texte français
J.M. DEPRATS
mise en scène
ERIC SADIN

UNE FEMME
ANNIE ERNAUX

par
MICHELINE UZAN
à Garmard

47.42.67.27

DERNIERE LE 16 FEVRIER
5 DRAMATISTES DE
SAMUEL BECKETT
mise en scène
Jean-Claude FALL

A PARTIR DU 16 FEVRIER
THEATRE EDOUARD VII

VICTOR
LANOUX
MARCELE
BARRAULT

MEME HEURE
L'ANNEE PROCHAINE

de BERNARD SLADE
Adaptation de BARILLET et GREY
Mise en scène de ROGER VADIM

47 42 59 92

Le Monde

PUBLICITE
LITTERAIRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

LA SÉLECTION

Vendredi 15

Part

Fratres

Telemann

Suite en sol mineur

Bach

Concerto pour violon et cordes

BWV 1042

L. Mozart

Die Musikalische Schifferfahrt

Gidon Kremer (violin),

Académie de musique ancienne

de Moscou,

Tatiana Grindenko (direction et violon).

Gidon Kremer et ses amis, suite.

Théâtre de la Ville, 18h30.

Tél. : 42-74-22-77. De 56 F à 75 F.

Samedi 16

Nono

Hay que caminar sonando

Vivaldi

Les Quatre Saisons

Improvisations vénétiennes

Gidon Kremer,

Tatiana Grindenko (violons),

Leonid Tsalka (piano),

Académie de musique ancienne

de Moscou.

Kremer et compagnie, fin.

Théâtre de la Ville, 17h30.

Tél. : 42-74-22-77. De 55 F à 75 F.

Dimanche 17

Xenakis

Nomos alpha

Brown

Holography I

Stockhausen

Refraîn

Zimmermann

Présence

Solistes de l'Ensemble

InterContemporain.

« Pensée musicale et transmission », c'est

la série que l'InterContemporain et l'In-

cam ont concoctée - bonne idée - à l'in-

tention du Châtelet. Et voici un pro-

gramme surinté « Darnstadt ». Ce serait

une insulte que de rappeler qu'à partir

de 1946, le château de Kranich-

stein a réuni, pour des cours, des collo-

ques et des créations, les forces vives de

la jeune musique d'après-guerre. C'est là

que Siegfried Palm (aujourd'hui) vint, le

premier, à bout de l'acrobate Nomos

Alpha pour violoncelle seul de Xenakis

(1965). C'est là que l'Américain Earl

Brown intriguait pour la première fois

avec des holographes, notations graphi-

ques qu'il expérimenta dès 1959 dans

une œuvre pour flûte, piano et percus-

sion. Là encore que Stockhausen explora

la même année, dans Refraîn, les res-

sources du hasard. Là enfin que l'auteur

des Soldats reçut les cours de Leibowitz,

de Fortner, et signa cet hommage sériel à

Bach qu'est sa Sonate pour violon.

Châtelet. Théâtre musical de Paris.

16 heures. Tél. : 40-28-28-40, 55 F.

C.P.E. Bach

Resurrection et ascension du Christ

Orchestra of the Age of Enlightenment.

Chœur du Collegium vocale de Gand et de

la Chapelle royale.

Philippe Harreweghe (direction).

Programme prévu à l'origine par la Cha-

pelle royale au Palais Garnier : une

messe de Schubert et une autre de

Haydn, qui devaient au préalable tour-

ner à Londres et à Birmingham avant

d'être enregistrées pour Virgin à Paris.

Les Anglais, désargentés pour la cause

que vous savez, ont déclaré forfait. Her-

reweghe et les siens se sont donc rabattus

sur une partition plus intimiste : trois

solistes seulement pour cette Passion du

fils de Jean-Sébastien (la soprano Hillevi

Martinpello, le ténor Christoph Prégard-

ien, la basse Peter Harvey). Quand les

roquettes sifflent, la musique réduit ses

effets.

Opéra de Paris. Palais Garnier, 20 h 30.

Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 320 F.

Régions

Bordeaux

Beethoven

Leonora III, ouverture

Concerto pour violon et orchestre, op. 61

Janacek

Sinfonietta

Viktor Mulla (violin),

Orchestre Bordeaux-Aquitaine,

Alain Lombard (direction).

Les mœurs d'Oistrakh et de Kogan se

rejoignent dans le jeu de Viktoria Mul-

lova, violoniste soviétique passée à

l'Ouest en 1983, poursuivie depuis par

les chefs et les marques de disques pour

son archet royal et impavide. Un peu

lourd dans le Concerto de Beethoven ?

Lombard sera là pour alléger tout ça.

Les 13 et 14. Palais des Sports, 20 h 30.

Tél. : 56-52-75-21. De 40 F à 80 F.

Toulouse

Gounod

Faust, version concert

Richard Leach (ténor),

Sheryl Stender,

Catherine Dubosc (soprano),

José van Dam,

Marcel Vanaud (baryton),

Rita Gou (mezzo-soprano),

Chœur du Capitole,

Chœur de l'Armée française,

Orchestre national du Capitole

de Toulouse,

Michel Plasson (direction).

On peut être agacé par la vogue des opé-

ras en version de concert. Mais la distri-

bution, cette fois, c'est du péplum ! Et

on ne trouve pas à tous les coups un

Lavelli pour nettoyer la mise en scène



Claude Nougaro au Petit Journal Montparnasse

d'un opéra qui fut longtemps le symbole

d'une convention empoisonnée.

Le 14. Halle aux Grains, 20 h 30. Tél. : 61-

22-80-22. De 60 F à 210 F.

Jazz

The Leaders

Aucun d'entre eux ne s'est imposé au

grand public. Ils restent tout de même

les meilleurs représentants de la forme

claire des quinze dernières années : axée

sur la part noire de la musique et sur

une conception forte de l'évasion.

Quand ils se groupent, ils s'appellent The

Leaders : comme une association de

meneurs. Curiosités à tous les postes :

Arthur Blythe, Chico Freeman, Lester

Bowie, Kirk Lightsey, Cecil McBee et

Don Moye, c'est plus qu'un rassemble-

ment de circonstance.

Les 14 et 15. New Morning, 21 h 30. Tél. :

45-23-51-41.

Daniel Huck

Musicien (excellent), chanteur (amusant),

comédien (talentueux), Daniel Huck cul-

tivate une idée tonique du jazz : drôle,

enjouée, plaisante. Sa singularité n'est

pas là. Après tout, en jazz, l'entertain-

ment est une tradition et un style

entraînant (canotier et bretelles) un sté-

réotype plutôt pénible. La particularité

de Daniel Huck, c'est de s'exercer avec

goût, avec réussite et avec un sens musi-

cal jamais pris en défaut.

Les 15 et 16. Petit Opportun, 23 heures.

Tél. : 42-38-01-38.

Claude Nougaro

Maurice Vander

Maurice Vander est un des pianistes his-

toriques de Nougaro. Nougaro est Nou-

garo à New-York comme à Paris. Le

Petit Journal Montparnasse joue son rôle

à Paris comme il le jouerait à New-

York : sa scène s'offre à des stars qui

remplissent ordinairement d'immenses

salles polyvalentes : pour quelques soirs,

quelques tables, quelque bonheur, en

duo. Ce n'est pas un privilège : c'est un

plaisir.

Les 18 et 19. Petit Journal Montparnasse.

21 heures (et les 20, 21, 25, 26, 27, 28

février, 4, 5, 6 et 7 mars). Tél. : 43-21-

56-70.

Rock

Dilors

Groupe qui adhère parfaitement au pro-

fil issu de la scène alternative (beaucoup

de bruit, d'enthousiasme et de refrains

guerriers) avec, en prime, une précision

dans l'exécution, un certain savoir-faire

qui mérite une oreille attentive.

Le 13. Rex Club, 23 heures. Tél. : 45-08-

93-89.

Tournées

Niagara

Tout en couleurs et en décibels, le spec-

tacle de Niagara frappe fort, jusqu'à

obtenir la fusion à chaud de tous les fan-

tasmes musicaux du duo : hard rock et

soul, pop sucrée et guitares à couper le

verre.

Le 14 février, Besançon, Palais des sports.

Le 15, Dijon, Le Forum. Le 16, Lons-le-

Saunier, Jura. Le 18, Strasbourg, salle

des fêtes de Schœlgenheim. Le 19, Mul-

house, La Phoenix.

Willy DeVille

Ragailleurs par la magie vaudoise de La

Nouvelle-Orléans (écouter son dernier

album *Victory Music*), Willy DeVille

termine sa tournée en France, qui, pour

lui, restera toujours la patrie d'Edith

Piaf. Une référence qui se marie à mer-

veille, chez lui, avec Ben E. King ou les

Meters.

Le 15 février, Abbeville, Théâtre municipal.

21 heures, 80 F et 100 F. Le 16, Lille,

Adonis, 20 heures, 80 F et 100 F. Tél. :

20-54-35-24.

Elliott Murphy & Band

Avec derrière lui un bel album mélanc-

olique (*1/2 New Rose*) Elliott Murphy,

ex-ange blond du rock, nouveau quadra-

gnaire serin, part sur les routes de

France, qui lui ont mieux réussi que les

rues de son New-York natal.

Le 16 février, Montbéliard, Atelier des

Môles, 21 heures, 70 F.

Les Satellites

La bande d'ex-alternatifs cyniques, vrais

rockers drôles et autres bêtes de scène de

tout poil poursuit ses révolutions : les

Satellites tournent vite et fort, ils font

passer les soires en un éclair.

Le 14 février, Marseille, Théâtre du Médan.

Le 15, Avignon, au Scènes. Le 16, Angoulême,

au CAC. Le 19, Strasbourg, salle de Schœl-

genheim.

Mega City Four

Très vite, très fort, les Mega City Four

ne font pas dans la dentelle. Mais leurs

ébauches de mélodie, leurs harmonies

qui percent à travers le barrage sonore

montrent que, s'ils voulaient...

Le 13 février, Bordeaux, salle Gouffraud,

20 h 30, 80 F. Le 14, Toulouse, salle Vole

12, 21 heures, 60 F. Le 15, Limoges, salle

des jeunes de Beaulieu, 21 heures, 60 F.

Le 16, Nancy, au Fildes, 22 heures,

50 F.

Montpellier

Rock 91

Outre les débats (cette année le thème

dominant sera « Rock et collectivités

locales »), le Festival montpelliérain ne

déroge pas à son titre en proposant un

panorama assez complet de la scène

française avec deux concerts de labels le

15 février : Jungle Hop (avec MST, Hate

Forces, Death Power, Poison Idea, les

noms parlent d'eux-mêmes), et New

Rose/Lively Arts (avec Little Nemo,

Mary Goes Round et Asylum Party assis

néo-romantiques que les précédents

étaient violents). Le 16, un concert au

Zénith réunit Noir Désir, Parablum,

Happy Drivers, les Sheriff et les Casse

Pieds, du Sturm und Drang à l'humour

du métropolitain. Enfin, le 17, on enten-

dra le rap et le reggaï du Sud avec

IAM et Massilia Sound System.

Les 15, 16 et 17 février. Renseignements

au 47-00-44-71.

Musiques

du monde

Paolo Conte

Paolo Conte l'italien, le mieux aimé du

public éclairé. Des chansons construites

comme des photos grand format, des

voyages intérieurs de Gènes à Zanzibar,

avec le maestro au piano, six musiciens

intelligents et quatre choristes. Une ver-

sion plus musquée et plus de concerts

habituels de l'avocat d'Asi.

Les 13, 14, 15, 16, 18 et 19, 20 h 30 : le

17, 16 heures. Olympia. Tél. : 47-42-

25-48. De 140 F à 240 F.

Teca Calazans

C'est un fort joli spectacle, rare dans ces

froidures d'hiver. Teca Calazans chante

des joyaux de la musique brésilienne dite

« érudite », du compositeur de choro

Fixinguinha aux chansons de Villa-Lob-

os. Elle le fait bien, avec naturel et

recherche. Prolongation jusqu'au 23

février.

Du 13 au 16. Sentier des Halles, 22 h 30

et le 23. Tél. : 42-36-37-27. De 60 F à

80 F.

ARTS

Nouvelles expositions

Joos van Cleve

Une trentaine d'œuvres, dont neuf peintures du Flamand Joos van Cleve, font découvrir ce «relire», comme on dit parfois, le travail de cet artiste du seizième siècle au confluent des grandes tendances européennes. Un retable de Van Cleve, la *Déploration du Christ*, est venu de Gènes pour former le point central de la démonstration.

Musée du Louvre, pavillon de Flora, porte Jaurès - côté jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15. Visites-conférences à partir du 1^{er} mars les mercredi et samedi à 15 h 30. Du 15 février 1991 au 27 mai 1991. 30 F (ticket d'entrée au musée).

Le monde de Proust, photographies de Paul Nadar

Le monde de Proust vu par Nadar? Ou bien celui de Nadar revu par les yeux de lecteurs à la poursuite du narrateur? L'illusion du roman, malgré cette incarnation forcée, subsistera à la sortie de l'exposition, comme au sortir de tous les déryptages de la *Recherche*. Car le style de Nadar génère lui aussi un imaginaire de roman.

Calais nationale des monuments historiques, Orangerie de l'hôtel de Sully - 62, rue Saint-Antoine, Paris 4^e. Tél. : 42-74-22-22. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Du 13 février 1991 au 13 mai 1991. 18 F.

Lyon

Top 50

TOP 50, c'est en l'occurrence l'occasion de découvrir neuf artistes qui n'ont pas grand-chose en commun, sinon d'être contemporains et d'avoir leur œuvre devant eux. Et l'occasion de voir, justement, si par-delà les différences ils n'auraient pas des préoccupations communes.

Espace lyonnais d'art contemporain, Centre d'échanges de Penne, 69002. Tél. : 78-42-27-39. Tous les jours de 10 heures à 20 heures. Du 15 février 1991 au 30 mars 1991.

Paris

Art et publicité

Des photos d'Adjet et de Seeberger témoignent des formes de la publicité urbaine vers 1900, aux artistes d'aujourd'hui qui détournent les idées et le langage publicitaire, l'histoire d'une relation d'exécution-fascination. En

plus d'un millier d'œuvres rassemblées au Centre Pompidou par le musée, le CCI et la BPL. Non sans quelque confusion.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie 5^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 25 février 1991. 18 F.

Emile Bernard

Un peintre doué, curieux de tout, qui finit plutôt mal. Avec ses Bretonnes dans la prairie de 1885, il joue un rôle essentiel dans l'élaboration, à Pont-Aven, de la peinture «synthétique» et «cloisonniste», dont Gauguin, son aîné, tira parti. L'exposition qui résume la rétrospective de l'été dernier à Mannheim et Amsterdam, comporte une soixantaine de tableaux (de Bretagne, d'Égypte, de Venise), une trentaine de dessins et des livres illustrés.

Fondation Mona Bismarck, 34, av. de New-York, Paris 16^e. Tél. : 47-23-38-68. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 18 mars 1991.

Mario Botta

Architecte et designer suisse, derrière son nom italien, Mario Botta est l'une des personnalités les plus marquantes de l'architecture européenne. Cette exposition présente dix années de travaux (1980-1990) qui attendent toujours leur point d'orgue en France : le projet de cathédrale à Evry.

Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois, Paris 3^e. Tél. : 42-71-38-38. Tous les jours sauf lundi et mardi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 avril 1991.

Cuillers-sculptures

Cent cuillers sculptées, glanées du Cap-Vert au Cap de Bonne-Espérance, nous prouvent, s'il en était encore besoin, que les objets les plus prosaïques de la vie courante peuvent devenir des œuvres d'art à part entière.

Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo, Paris 16^e. Tél. : 45-00-01-50. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 avril 1991. 15 F.

Jan Dibbets

Ce plasticien néerlandais, très néerlandais, est peintre de formation, mais il utilise la photographie, depuis la fin des années 60, dans une optique artistique originale. A preuve ses mises en perspectives savantes, ses architectures déployées, ses panoramas éclatés, qui situent ses recherches sur le versant d'un art construit, à la lumière de Mondrian, de Vermeer et de Saenredam.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 heures. Fermeture dimanche et lundi de Pâques ainsi que le 1^{er} mai. Jusqu'au 20 mai 1991. 25 F (entrée du musée).



Juan Gris au Centre Georges-Pompidou

Juan Gris, dessins

Où l'on peut voir, en trente dessins de 1915 à 1921, comment l'enfant chéri de Kahnweiler prépara l'«après-cubisme». Une précieuse exposition qu'accompagne un catalogue coproduct par le Centre Julio Gonzalez de Valence et notre Musée national d'art moderne.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, 4^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 1^{er} avril 1991.

Raoul Hausmann à Ibiza

Dadaïste révolutionnaire, cet artiste catalyseur des années 30 se revendique comme l'inventeur du photomontage. Fuyant l'Allemagne, il se réfugie en 1933 à Ibiza où il portait une ethnologie l'architecture et les autochtones, et renoue avec une philosophie qui fait de l'homme le centre du monde.

Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malaquais, Paris 6^e. Tél. : 42-60-34-57. Tous les jours sauf mardi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 5 mars 1991.

Josep Maria Jujol

Ecrasé par l'ombre puissante de la Sagrada Família, l'architecte catalan est souvent réduit au génie d'Antonio Gaudí. Le CCI fait ici découvrir un de ses collaborateurs. Architecte, mais aussi coloriste et sculpteur, ferronnier, mosaïste, Jujol (1879-1949) travailla pour le parc Güell, à Barcelone, et déploya son imagination et son talent dans de nombreux bâtiments de Catalogne.

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 25 février 1991.

L'Art en Belgique

Flandre et Wallonie

Un point de vue sur l'art du vingtième siècle en Flandre et Wallonie, dans la foulée de Wiertz, Rops, Khnopff et Ensor. Où le surréalisme fait poids et loi, où dans la foulée de Magritte, la subversion des images est de mise.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 71, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 10 mars 1991. 15 F.

Le nouveau musée de Groningue

L'institut néerlandais poursuit son programme de présentation des musées d'art moderne aux Pays-Bas. Cette fois le Groninger Museum, qui, en 1993, doit s'installer dans des nouveaux bâtiments. Le projet a été confié à l'architecte Alessandro Mendini.

Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris 7^e. Tél. : 47-06-83-59. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 19 heures. Visites commentées : dimanche 24 février, samedi 9 mars et dimanche 24 mars à 16 heures. Jusqu'au 31 mars 1991.

Objectif architectes

Dix-sept architectes, parmi les plus célèbres, ont accepté de poser pour un photographe. Épilogues avec quelques paroles saïsses sur les bouches illustres, et accompagnées de photos de leurs œuvres préférées, ces portraits sont

censés «en dire plus long qu'un discours».

Maison de l'architecture, 7, rue de Chailot, Paris 16^e. Tél. : 40-70-01-65. Tous les jours sauf samedi, dimanche et lundi de 13 heures à 19 heures, samedi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 mars 1991.

Reconstructions et modernisation

Exposition de saison : la France après les ruines des deux guerres mondiales. Le souvenir de ce qui a disparu, s'est effacé, comme celui des considérables transformations qu'a subies notre environnement. Restent quelques cicatrices, parfois entretenues pour que se perpétue au moins la mémoire de la guerre.

Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. Tél. : 40-27-60-00. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 5 mai 1991.

Saint Bernard

et le monde cistercien

Pour le neuvième centenaire de saint Bernard, la Caisse des monuments historiques a monté cet impressionnant ensemble, à la fois hommage, réflexion et presque spectacle sur celui qui fut à l'origine d'une des plus belles lignées de l'architecture monastique : l'art cistercien. Pas un son de vaine bigoterie dans cette exposition, justement austère et pourtant émue.

Conciergerie, palais de Saint-Louis, 1, quai de l'Horloge, Paris 1^{er}. Tél. : 43-54-30-06. Tous les jours de 10 heures à 17 heures, samedi, dimanche jusqu'à 18 h 30. Visites-conf. le 22 février, rendez-vous à 14 h 30. 1^{er} mai de l'Horloge. Jusqu'au 28 février 1991. 30 F.

Ignacio Zuloaga

On a quelque peu oublié ce peintre basque lié à Degas, Lautrec et quelques autres. Il fut pourtant fort apprécié dans les premières années du siècle pour sa capacité à assimiler le style moderne des Parisiens tout en restant fidèle à la tradition picturale espagnole.

Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau, Paris 1^{er}. Tél. : 42-33-82-50. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 28 avril 1991. 25 F.

Galleries

Stanley Brown

Il parcourt le monde et le mesure en comptant ses pas : le résultat n'est pas très voyant, mais c'est une démarche d'appropriation de l'espace. Pour amateurs d'art conceptuel pur et dur.

Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Harpistiers, Paris 3^e. Tél. : 42-77-53-60. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 mars 1991.

Robert Combas

Des Christ en croix, des scènes bibliques, saint Denis, sainte Odile, sainte Marie l'Égyptienne, saint André, saint François d'Assise, et quelques autres : voilà que Robert Combas, peintre figuratif libre et haut en couleurs, donne dans l'histoire sainte. Pas étonnant, il est capable de tout, surtout de vous toucher en un rien de temps un torrent

d'images agitées, pleines de passion, d'horreur et de douceur.

Galerie Beaubourg, 23, rue du Remue, Paris 4^e. Tél. : 42-71-20-80. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 30 mars 1991.

Galérie Yves Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. Tél. : 42-71-09-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 13 mars 1991.

Jim Dine

Un Américain plus très jeune, très peintre, qui raconte des histoires de cœur, tendres nageurs, aujourd'hui plus troubles. C'est qu'à force de prendre corps, son œuvre a fini par ne plus pouvoir exprimer le repos de l'âme.

Galerie Beaubourg, 23, rue Pierre-au-Lard, Paris 4^e. Tél. : 42-04-34-40. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 30 mars 1991.

Jean-Louis Garnell

Après le chaos des banlieues, les intérieurs en désordre et les portraits en couleurs frontales, c'est la poursuite d'un univers oscillant entre l'ordre et la composition par des paysages anonymes, obsédants, épurés jusqu'au stéréotype.

Galerie Giovanni Minelli, 17, rue des Trois-Bornes, Paris 11^e. Tél. : 40-21-59-59. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 mars 1991.

Jeltov, Naraha

Youri Jeltov est peintre, Takashi est sculpteur. Le premier est russe, le second japonais. Le peintre propose des constructions de formes et de couleurs dans l'esprit du suprématisme. Le sculpteur fait apparaître des cylindres, des cubes et des pyramides à l'intérieur de grands blocs de granit mat. Tous les deux ont en commun la figure géométrique, et une recherche de la pureté.

Galerie Denise René, 186, bd Saint-Germain, Paris 7^e. Tél. : 42-22-77-57. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 mars 1991.

La Décade prodigieuse

Le titre est un peu bidon, mais les amateurs d'œuvres sur papier y trouveront peut-être des choses à leur goût, signées Balla, El Lissitzky, La Fresnaye, Gleizes, Picasso, Schiele ou Sironi.

Galerie de l'Éclaté, 11, rue de l'Éclaté, Paris 6^e. Tél. : 43-25-20-21. Jusqu'au 6 mars 1991.

Ralph-Engel Meatyard

Mort en 1972, à l'âge de 46 ans, cet artiste de papier a mis en scène un monde absolument agaçant qui porte en soi les prémices de sa propre disparition. Traitant de l'étrangeté et du mystère de la vie quotidienne, il fait porter des masques de vieillards et d'enfants primaires à ses proches, qui se livrent à des rituels inconnus dans des endroits sinistres.

Comptoir de la photographie, cour du Bel-Air - 56, rue du Faubourg-Saint-Antoine, Paris 12^e. Tél. : 43-44-17-38. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 mars 1991.

Pincemin

Quel meilleur moyen d'échapper au support et à la surface réunis que de punir le premier par le fer ou le bois, et d'en imprimer la marque sur la seconde, docile. Jean-Pierre Pincemin nous livre donc une série de gravures récentes sous le titre d'exposition conventionnel d'«Exposition d'estampes».

Galerie Artzuriel, 9, av. Matignon, Paris 8^e. Tél. : 42-59-16-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 2 mars 1991.

Régions

Dunkerque

Béatrice Casadesus

Cette artiste économe de moyens déploie volontiers dans l'espace architectural une écriture picturale personnelle à base de points. Pour faire jouer le plein et le vide et vibrer la lumière, dans une optique de plus en plus pénétrée de culture orientale.

Musée d'art contemporain, avenue des Bains, 59140. Tél. : 29-59-21-05. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 5 mars 1991.

Grenoble

Christian Boltanski

Une rétrospective qui est passée par Londres et Eindhoven, mais elle comporte des pièces nouvellement conçues pour le musée de Grenoble. Boltanski y insiste sur ses recherches récentes : «Monuments» à l'enfance et «Ombres» de la mort. Tout un monde de souvenirs fragiles. Tout un dispositif pour émouvoir.

Musée de Grenoble, place de Verdun, 38000. Tél. : 76-54-09-82. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 11 mars 1991.

Lyon

Un musée en voyage : la collection de la Nene Galerie de Graz

Bonne idée : pour une fois un musée

accueille un autre musée dont la collection d'art contemporain ne ressemble pas à la sienne. Celle du musée lyonnais est montée dans une optique internationale, tandis que celle de la Nene Galerie de Graz est toute centrée sur «l'Austrie intérieure», et ses peintres. Par exemple Rainer, Brus, Brandl, Mosbacher, Anzinger, Schmalz.

Musée d'art contemporain, 16, rue du Président-Edouard-Herriot, 69001. Tél. : 78-30-50-55. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 mars 1991. 20 F.

Nîmes

Tadeusz Kantor

On connaissait le Polonais Tadeusz Kantor comme homme de théâtre et comme écrivain. On connaissait moins son travail de plasticien. Le Carré d'art de Nîmes présente une cinquantaine de ses dessins et de ses sculptures, ensemble conçu avec l'artiste avant sa mort il y a trois mois. L'exposition reste entourée d'une série de manifestations qui sont autant d'hommages posthumes.

Galerie des Arènes, boulevard des Arènes, 30000. Tél. : 66-76-70-76. Tous les jours sauf dimanche matin de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 17 mars 1991.

Rennes

Bill Culbert

Ce Néo-Zélandais qui vit entre Londres et le sud de la France n'est pas de ceux qu'on étiquette aisément. Passé de la photographie (et du démontage de son processus) à l'assemblage d'objets de récupération et de tubes de lumière, il a un côté plutôt art conceptuel, un autre plutôt art pauvre, un troisième quelque peu écolo. Enfin, il est un rien poète.

Halle d'art contemporain, place Honoré-Commaure, 35000. Tél. : 39-78-19-20. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 3 mars 1991.

Saint-Etienne

L'écriture griffée

Un propos, une réflexion sur l'art et la problématique de la représentation du réel dans les années 30, 40 et 50, partant de quelques individualités, par exemple Arnaud, Dubuffet, Fantier, Giacometti, Gruber, Wols. Dans le musée de Saint-Etienne propose des peintures, des dessins, des sculptures, en des rapprochements imprévus et enrichissants.

Musée d'art moderne de Saint-Etienne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-93-59-58. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 25 février 1991. 22 F.

Strasbourg

Vases nobles et sentimentales

Richard Baqué, Marie Bourget, L.F.P., Steven Parrino, Adrian Schiess, Felice Varini, Michel Verjux : sept artistes rassemblés par Jean Broly, un amateur d'art contemporain qui préfère l'approche souple au discours carré pour évoquer les recherches d'artistes apparus sur la scène artistique des années 80.

Ancienne Douane, 1, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons, 67000. Tél. : 58-32-49-55. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 1^{er} avril 1991.

Villeneuve-d'Ascq

Collages : collections des musées de province

Des expérimentations de Picasso et Braque, en 1912, aux gouaches déconçues de Matisse dans les années 50. L'aventure du collage, en cent cinquante œuvres choisies dans les collections des musées de province. Cette exposition, proposée à Colmar l'été dernier, marque la réouverture, après rénovation, du Musée de Villeneuve-d'Ascq.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59850. Tél. : 20-05-42-46. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 14 avril 1991.

La sélection « Arts » a été établie par : Geneviève Breuerette et Frédéric Edelmann. Sélection « Photo » : Patrick Rogiers.

Galerie Beaubourg

Jim Dine

c/o

Marianne & Pierre

Nahon

3 RUE PIERRE AU LARD 75004 PARIS

42 71 20 50

هنا من الأطل

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Johannes Brahms
Quintettes opus 117 et 118.
Mélus Quartett, Gérard Caussé (alto),
Michel Portal (clarinette).

L'association des deux stars françaises, alto, clarinette, et du quatuor allemand de Wilhelm Melcher donne un Brahms débordant d'énergie et plein d'allant, peinant peut-être du côté de la poésie mais techniquement presque parfait (l'intonation et les attaques du premier violon ne sont pas toujours très nettes dans le premier mouvement de l'Opus 111 néanmoins). Ce quintette avec deux altos est l'une des pages de musique de chambre du patriarcat allemand des moins enregistrees (Brahms peusait, très sincèrement, qu'il s'agissait de son chant du cygne). Tout est beau dans l'expression de cette version franco-allemande, et surtout les passages de relais dans le médium de l'admirable menuet. Portal a exécuté si souvent le Quintette avec clarinette qu'il ne joue plus sur le naturel mais sur le théâtral, en montrant sacré qu'il n'a jamais cessé d'être : chaque de ses apparitions à découvert, chaque phrase est une « composition », comme on dit à la scène. Ecouter, en particulier, la quinte descendante hébété qui cède le premier mouvement, et la même quinte, entièrement pacifiée, qui met un point final aux variations du final. C'est ce qui s'appelle ménager ses effets. Ecouter aussi, dans le presto non assai, les flammèches stridentes qui entourent, comme dans une encre de Hugo, le second énoncé du thème. Le Brahms olympien, mode années 70, est bien dépassé.

1 CD Harmonia Mundi 90 1349.

Gustav Mahler
Symphonie n° 6 (avec les Maestralinck-Lieder de Zemlinsky).

Jard Van Nes (mezzo), Royal Concertgebouw Orchestra, Riccardo Chailly (direction).
Symphonie n° 6 (avec les Lieder eines fahrenden Gesellen).

Jessye Norman (mezzo), Orchestre philharmonique de Berlin, Bernard Haitink (direction).

Bernard Haitink avance, avec cette *Sixième* (enregistrée en 1989 à Berlin), dans une nouvelle intégrale des symphonies de Mahler, répertoire dont il s'était fait une spécialité pendant le quart de siècle qu'il a passé à la tête du Concertgebouw hollandais. A ce poste, l'italien Riccardo Chailly lui a succédé en 1988. Chailly qui a récemment commis un enregistrement catastrophique de la *Quatrième* de Schumann mais qui, dans Mahler, territoire de prédilection de ses troupes d'Amsterdam, a énormément progressé en sobriété expressive et en finesse architecturale. Pour le son, pour la technique de prise de son, c'est le Concertgebouw qui remporte la palme de cette compétition par la complétude, la présence, la couleur de son quatorze à cordes. Voilà, une fois encore, un superbe orchestre au travail. On reprocherait à Chailly la lenteur du tempo qu'il adopte, dangereusement, dans le premier mouvement : la compensation logique à ce manque d'élan est l'effacement, l'effacement de chaque détail (trop de trompettes, trop de trombones, un excès de rubato et de pathos dans le deuxième thème du premier mouvement, un manque de transparence de la petite harmonie dans l'andante, une violence, une vulgarité gratuites dans les rythmes militaires des mouvements 1 et 3 : quelques restes, en résumé, du Mahler caoutchouteux qu'un Bernstein, qu'un Abbado avaient, croyait-on, définitivement chassé de nos disques). Les violons berlinois sont aussi ligneux qu'à l'accoutumée et l'orchestre peu charmer, dans l'ensemble - privilège des vedettes, dit-on. Mais la direction de Haitink, dans cette *Sixième*, connaît la victoire de la fièvre, de la clarté, de l'équilibre (équilibre des masses dans l'andante : on entend tout, il se passe en sourdine des tas de choses insolites ; équilibre des tempos dans l'Allegro : ça va vite, on perçoit dans la toute son élégance la ligne générale). Le Mahler imperturbable, en résumé, le Mahler classique, le Mahler peut-être idéal, pour le goût de l'époque. Ce qui fait la différence, aussi, entre ces deux enregistrements presque simultanés de la *Sixième*, ce sont les œuvres choisies pour compléter le minuscule. Bravo à Chailly qui s'est prononcé sur des poèmes de Maeterlinck, ensemble déjà enregistré certes (chez DG en particulier), mais qui place définitivement le mezzo néerlandaise Jard Van Nes dans le peloton de tête (un disque Brahms avec Blomstfeldt (1993) nous plairait toujours autant). Le soni artiste d'un auteur-compositeur lassé de s'entendre chanter toujours de la même manière sur des orchestrations qui ont parfois subi l'épreuve du temps est loisible. Mais les vrais « aficionados » préféreront sacrifier aux violons et aux cuivres

tink a choisi pour compléter sa *Sixième*, Jessye Norman, aujourd'hui, elle, la carte du sublime oblige, sur des tempos langoureux et étirés (dans les chants 1 et 4). La voix ne tient, malheureusement, que dans le grave, portée sur le coussin d'air qui a fait sa célébrité. Les aigus sont moins puissants, la voix s'alège difficilement, et tout cela sonne, finalement, de manière artificielle. Au point de vue du style, Jard Van Nes devait logiquement revenir à Haitink et Jessye Norman à Chailly.

2 CD Decca 430 165,
2 CD Philips 428 257-2.

Arnold Schoenberg
Gurrelieder.
Siegfried Jerusalem (ténor), Susan Dunn (soprano), Brigitte Fassbender (mezzo), chœurs de la cathédrale Sainte-Hedwige de Berlin, et de Düsseldorf, Orchestre de la Radio de Berlin, Riccardo Chailly (direction).

On ne se console jamais d'accéder à ce gigantesque monument par le disque : il faut, une fois au moins, l'avoir vu exécuté au concert, avec ses cinq solistes, son chœur mixte à huit voix, son effectif instrumental record (huit flûtes, dix cors, sept trombones, etc.). On reste encore sous le choc du tout petit Seiji Ozawa gouvernant cette armée de sa seule baguette sur une scène parisienne : on en oublie les hurlements du ténor McCracken, hurlements que l'on retrouve sur un enregistrement qui, jusqu'alors, faisait autorité (Philips). En voici un autre, sans ténor hurlant (deux ou trois aigus problématiques seulement pour Siegfried Jerusalem : une performance inspirée), avec une distribution féminine qui fait la perfection (Susan Dunn, anglaise ; Fassbender, sorte de Kundry ornithologique). La première partie, délicate, est une des plus belles choses que l'on ait faites au disque : l'orchestre de la Radio de Berlin est plus moyen, mais Chailly, cette fois, domine la situation comme personne, avec une énergie méditerranéenne, à déplacer les montagnes. Le second CD (qui condense les épisodes dramatiques de cette immense cantate opératique) est plus inquiet, plus cahoteux. Mais l'ensemble constitue le plus bel épisode à l'écoute des symphonies prométhéennes du dernier Mahler (la *Huitième*, bien sûr, mais déjà la *Sixième*). Et une introduction magistrale au coffret des œuvres chorales de Schoenberg, hommage de Boulez aux balbutiements de l'écrit sériel, recueil de pages inégales, dont quelques-unes bouleversantes.

2 CD Decca 430 321-2 (les œuvres chorales de Schoenberg sont parues sur 2 CD, chez Sony classical).

A.R.

Chanson

Jacques Mahieux
Chantagés.

Jacques Mahieux est un touche-à-tout intelligent, jazzman, se souvenant pour faire un disque de variétés, s'est logiquement entouré de musiciens de jazz variés. En première ligne, Sylvain Kassap (dont Mahieux est actuellement le batteur, après avoir été celui d'Henry Texier et de Claude Barthélemy). Kassap s'en donne à cœur joie, au saxophone, aux claviers, à l'orgue, aux chœurs, aux arrangements, etc. Jacques Mahieux, lui, se promène (chant, guitare et batterie) dans un paysage balisé de citations diverses, glissées sur la pochette en guise d'introduction au texte. On choisit : « Le paradis est un club privé, réservé en priorité aux indécibles et aux infirmes » (Pierre Desproges) ; « L'homme n'est pas grand, l'existence n'est pas absurde et la nature n'est pas belle » (Jean Rostand). Il a la voix raupeuse et mal assurée des grands sauteurs que la vue des contrainctions de ce monde trouble et inspire. Sept titres sont signés du maestro auxquels s'ajoutent des coups de cœur anglophones et bien choisis - Kevin Coyne, Nick Drake, Randy Newman ou Robert Wyatt - et une très belle version des *Marquises* de Jacques Brel, arrangée avec Claude Barthélemy. Mahieux construit un univers hétéroclite, musicalement riche, grâce aux influences de ce nouveau jazz français dont il est une composante. Quinze ans après des débuts de chanteur abordés à reculons pour cause d'allergie au show-biz, le jazzman lillois signe sans aucun doute un des meilleurs albums de cette année à peine commencée.

1 CD Evidence EVCD 110

Charles Aznavour
Les grandes chansons

Premices à une intégrale Aznavour, encore inexistante, les deux volumes édités par Troma dressent un panorama de notre chanteur de charme le plus patiné. Le volume 2, comme le précédent, panache les originaux extraits du catalogue Ducretet-Thompson du début des années 60 et quelques versions (six titres sur vingt) réenregistrées en 1989 dans un studio londonien. *Que c'est triste Venise* (1964), *Je n'aurais dû* (1960), *For me* (1963) nous plaisent toujours autant. Le soni artiste d'un auteur-compositeur lassé de s'entendre chanter toujours de la même manière sur des orchestrations qui ont parfois subi l'épreuve du temps est loisible. Mais les vrais « aficionados » préféreront sacrifier aux violons et aux cuivres



Eugène Mona

emphatiques plutôt qu'aux claviers soit. La voix, le charme, le sex-appeal du crooner romantique perdent certes en force, mais Aznavour, qui a choisi les titres de la compilation en fonction de son courrier d'admirateurs, a sûrement raison de ne pas vouloir s'enterrer vivant.

1 CD, cassette, album Troma 710 337

V. Mo.

Jazz

Charlie Haden
The Liberation Music Orchestra

En virtuosité pure, en acrobatie, en vélocité de parade, en démonstration nerveuse, Charlie Haden est certainement pas le bassiste le plus spectaculaire du moment. Loin de là. Il joue profond, grave, lent. Il trace sur les harmonies comme s'il les cherchait. On le reconnaît à une sorte d'attachement de la note. Il la fait naître, la prolonge, la tient. Il ne sacrifie pourtant jamais le tempo. Il utilise, et il est un des derniers à le faire, des cordes de boyau. Il égrène les accords dont il détaille les passages. Il ne cherche aucun effet. Il chante. Il fait chanter la contrebasse. Et c'est chaque fois un moment poignant, déchirant, qui fait de lui un des musiciens les plus attachants de l'histoire du jazz. Ne prenez pas ce préambule comme une précaution oratoire pour excuser

un musicien limité. Charlie Haden a été sollicité, demandé, invité par les plus grands, les plus techniques, les plus démonstratifs de ses confrères. D'Art Pepper à Keith Jarrett, il a tenu la basse derrière les tout premiers musiciens de ces trente dernières années avec toujours cet air myope d'éternel adolescent perdu, ce côté terrien, cet air d'enfant, cette façon pay-sanne et lourde de s'arrimer à l'instrument comme pour en extraire l'impossible.

Ce signe de reconnaissance, celui de ses pairs, ne trompe pas. Charlie Haden en retour est un des rares musiciens que personne ne refuse de rejoindre. Les fidèles du Liberation Music Orchestra (Dewey Redman, Paul Motian, Amina Claudine Myers) sont au rendez-vous. Les nouveaux venus d'exception (Bradford Marsalis, Tom Harrell, Joe Lovano, Ray Anderson) accourent et signent « présent ». Carla Bley assure comme autrefois les arrangements. Beaucoup de musiciens sont plus célèbres que Haden dans l'orchestre, mais l'orchestre, l'esprit et le projet ne sont que de lui.

Avec le Liberation Music Orchestra en toute fidélité, il reprend encore des chants de lutte, des chants de libération. Il raconte le monde, la misère des gens et reprend des hymnes de combat : ceux de l'ANC d'Afrique du Sud (*Koos Sikelel' Afrika*) ou du Mouvement des femmes anarchistes durant la guerre anti-franquiste. Il les interprète plus gravement, avec moins de folie

qu'à l'époque, il y a vingt ans, du premier orchestre (Gato Barbieri, Don Cherry, etc.). Il ajoute un chœur sage des enfants d'Auckland. Cet assemblage, cette émotion contenue, l'enveloppement de la vraie tristesse qui nous parle de la guerre, sont à la mesure de l'époque. Les luites sont peut-être retombées, pas l'attente. Elle est là, sensible, perceptible, à vif dans les éclairs lumineux de tous les solos (Ken Macintyre, Joe Lovano), dans les timbres et la beauté d'ensemble et dans l'amitié portée à Haden qui inspire visiblement le disque.

1 CD Polydor 847876-2, distribué par Polygram.

F.M.

Rock

Jesus Jones
Doubt

« Le doute », annonce ce quintette de jeunes gens britanniques et cultivés. Ils savent que le doute est une vertu révolutionnaire. Ils ont beaucoup vécu, un album derrière eux, quelques couvertures d'hébdomadaires spécialisés. Leur spécialité à eux, Jesus Jones, c'était la pop sale, des chansons bien tournées enroulées sous des strates de distortion, de bruit bizarres. Ils ont tout gagné comme ça : un premier disque qui a bien marché, une place en fin de programme au dernier Festival de Reading. Et puis, le doute. A moins que cet album n'ait été conçu comme un chef-d'œuvre tous azimuts, un compendium du rock tel qu'il se pratique en Grande-Bretagne au début des années 90. De ce point de vue, sa valeur pédagogique n'est pas à prendre à la légère. Rock agressive (*Two and Two*), néo-psychédéisme (*International Bright Young Thing*, remake du *Bay You're A Rich Man* des Beatles à la manière de Manchester) et même un pastiche assez réussi des *Happy Mondays* (*Real, Real*), on ne s'ennuie pas. On s'ennuie peut-être un peu, écrasé par cette avalanche de maniérisme, cette volonté désespérée d'être plus malin que les autres, sans parler de quelques faiblesses d'exécution. *Doubt* n'enlève rien à Jesus Jones, sauf l'essentiel, leur image telle qu'elle s'était définie. Il leur reste une brève histoire, la démonstration de manières, la démonstration de la possibilité d'être plus malin que les autres, sans parler de quelques faiblesses d'exécution. *Doubt* n'enlève rien à Jesus Jones, sauf l'essentiel, leur image telle qu'elle s'était définie. Il leur reste une brève histoire, la démonstration de manières, la démonstration de la possibilité d'être plus malin que les autres, sans parler de quelques faiblesses d'exécution. *Doubt* n'enlève rien à Jesus Jones, sauf l'essentiel, leur image telle qu'elle s'était définie. Il leur reste une brève histoire, la démonstration de manières, la démonstration de la possibilité d'être plus malin que les autres, sans parler de quelques faiblesses d'exécution.

Food/EMI 79 5715 2

T.S.

Musiques du monde

Eugène Mona
Blanc mangé, blanc mangé ?

Le *blanc mangé* est un dessert gélatiné, très prisé aux Antilles, à base de muscade et de noix de coco. Eugène Mona est un musicien noir qui essaie de chasser, d'avaler, les fantômes du Blanc, trop envahissants dès lors qu'il s'agit de retrouver sa conscience africaine. Guerrier transgénéraliste, Eugène Mona, très grand, très large, très fort, très noir de peau, a longtemps représenté la face cachée des Antilles polycées. Et ce Martiniquais résolument anti-zouk n'est pas sans parenté avec son homologue nigérian Fela. Depuis son premier disque, *Boi brisé*, sorti en

1970, aujourd'hui malheureusement introuvable, jusqu'au live enregistré lors d'un incroyable concert à la Mutualité en 1982 et publié sept ans plus tard par Hibiscus Record et Coco Sound, la carrière d'Eugène Mona est une histoire d'amour avec l'âme noire des campagnes martiniquaises. Pendant presque vingt ans, Mona a affronté, pieds et torse nus, des concerts de plusieurs heures devant un public en délire, armé de diverses flûtes taillées dans les roseaux du Marigot, commune du nord de l'île, où il vit. A ses côtés, pour le rythme, les « petits vieux de Mona », experts en gros kâ, ti-bois et tambours, moyenne d'âge soixante-dix ans et savoir ancestral.

Certains d'entre eux sont morts aujourd'hui, et Mona, lui, vient de sortir d'une longue crise intérieure qui l'écarta de la scène musicale pendant huit ans. Il revient avec un bel album réalisé avec six jeunes musiciens martiniquais et gadeloupéens, formés par ses soins, dans un style plus sophistiqué, plus jazz. Il y a certes quelques dérapages bluesy, mais l'autorité naturelle de la voix et l'inspiration sont intactes. Le très beau et très entraînant *Guérill' guérill'*, titre dédié à Eddy Louiss, ne passe toujours pas sur les radios antillaises. A force de refuser d'être un « bon nègre », Eugène Mona, grande vedette en son pays, y a acquis une très mauvaise réputation.

1 CD Hibiscus Record 88037-2, distribué par Coco Sound.

V. Mo.

Brenda Fassie
Black President

La jeune et jolie Brenda Fassie, qui apparaît sur la pochette en tenue légère mais non indécente, a acquis en un disque américain, compilation de ses succès sud-africains, le qualificatif de « *Black Madonna* ». Mérité ? On ne sait pas. Mais cette jeune fille, très polioisée et dont on dit qu'elle est une nièce de Nelson Mandela, réussit en même temps à faire danser les town ships sur les malheurs du *Black President* et à effectuer de notables incursions dans les charts blacks d'outre-Atlantique. Sur un fond de dance music pour radios FM se greffent de jolis emprunts au « son » sud-africain : chorales d'hommes qui insufflent le rythme, joyeux solos de guitare et techniques de chant ancrées dans la tradition zoulou. L'album contient quelques perles, toutes inspirées des humiliations infligées aux Noirs sud-africains : *I won't run*, avec la guitare de Dukes Mhlongo qui sonne en filigrane comme celle de Ray Phiri, *Good Black Woman*, sorte de negro spiritual où la voix de Brenda gagne en gravité et abandonne ses oripeaux « dance ».

Malgré plusieurs interdictions de diffusion sur les ondes du pays de l'apartheid, Brenda Fassie vend chez elle, depuis la création en 1983 de son premier groupe, Brenda and the Big Dudes, une moyenne de quatre cent mille copies par album. C'est une pop star à part entière, et, si elle ne se soucie pas toujours de conserver une originalité frappante, elle reflète une Afrique du Sud noire partie sur les sentiers du commerce international sans trop de perte d'identité.

1 CD, album, cassette SRK Records 95350, distribué par Columbia.

V. Mo.

Kurt Weill, Berlin, 1930

L'ANNÉE Kurt Weill s'efface devant les festivités Mozart. Mais Teldec vient d'éditer un CD sur Berlin 1930, avec des chansons de Hollander, par Kurt Bois et Marlène, surtout quelques songs tirés de *Mahagonny*, ceux de l'Opéra de quai sous dans la version allemande où Lotte Lenya interprète Jenny ainsi que Polly, et dans la version française du film de Pabst, par Albert Préjean, Florelle, Margo Lion.

Entre les deux, il y a vraiment traduction musicale. L'apreté des sons allemands, leur rythme dur, les intonations nésiliardes, le passage souple du chant au parlé, portent une ironie cynique, sont intraduisibles - et qui d'autre que Lotte Lenya saurait créer la perversité d'une voix enfantine ?

Albert Préjean a fait de Macky un dragueur, gouailleur, charmeur, typique de l'époque, traînant son accent parisien, alanguissant la mélodie. Les paroles ne se jettent plus en fragments de phrases distordues, elles se coulent dans le modèle des complaintes réalistes alors à la mode. Ce n'est pas plus mal, car quand on a voulu, plus tard, coller à l'insolite du texte, les malheureux comédiens français ont souffert, et ça s'entendait.



Lotte Lenya, 1931.

farouche, cette sauvagerie retenue que, au-delà du décalage « critique », racontent les musiques de Kurt Weill, celles de Hollander, et de la façon la plus directe, le chanson réaliste de l'époque.

COLETTE GODARD

★ Berlin 1930, l'Opéra de quai sous, *Mahagonny*, par Lotte Lenya, Kurt Bois, Kurt Gerron, Marlène Dietrich, Albert Préjean, Margo Lion et Jacques Henley. Enregistrements originaux : 1 CD Teldec 8031-72025-2. D'autre part, Capriccio a sorti deux CD : l'Opéra de quai sous (10348) avec la distribution originale, plus des songs en français par Lys Gauty, Florelle, Marianne Oswald. Sous le titre *Moon of Alabama* (10347), les songs de *Mahagonny*, et autres chansons de Kurt Weill par Lotte Lenya.

★ Le Théâtre de l'Europe présente, du 11 au 30 juin, la *Revue Kurt Weill*, de Helmut Baumann, qui rassemble les chansons écrites en Allemagne, et en exil à Paris et à New-York.

atem

3 CONCERTS EXCEPTIONNELS par l'ensemble ACCROCHE NOTE les 21, 22 et 23 février à 21 h 00 Réservations : 43 64 77 18



GIDON KREMER violon

avec Leonid Tchijsik, piano Jeudi 14 février 18h30 JAZZ

avec Tatiana Grindenko violon Académie de Musique Ancienne de Moscou vendredi 15 février 18h30 PARTI - TELEMANN BACH - L. MOZART samedi 16 février 17h30 HOMMAGE A VENISE NONO - VIVALDI Improvisations...

Orx 65 F-75 F.LOC. 42 74 22 77 2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

LA DISCRETE FAIT MOUCHE 5 FOIS



MEILLEUR ACTEUR : FABRICE LUCHINI
MEILLEUR ESPOIR FEMININ : JUDITH HENRY
MEILLEUR SECOND RÔLE : MAURICE GARREL
MEILLEUR SCENARIO : VINCENT / RONSSIN
MEILLEURE PREMIERE ŒUVRE

CESARS 1991

5 NOMINATIONS POUR LA DISCRETE
UN FILM DE CHRISTIAN VINCENT

★★★
PAN-EUROPÉENNE
★★★

JANIS SAVATIERE

BAITMORE

هكذا من الأصل

30 Renault : cinq syndicats contre la CGT
- La commission mixte franco-soviétique

30 Le débat sur la stratégie haute définition
31 Paris/Île-de-France

36 Marchés financiers
37 Bourse

Le gouvernement prépare des mesures contre le chômage

Le retour du traitement social

Imprudemment, MM. Solignon et Laignel avaient assuré, il y a à peine quelques semaines, qu'ils n'auraient pas recours à des « stages-parking » ou au traitement social du chômage, malgré les menaces qui commencent à peser sur l'emploi (le Monde du 29 décembre 1990).

Les dispositions que le gouvernement s'apprête à annoncer pour empêcher une nouvelle montée du chômage ont certes une utilité incontestable et sont parfois d'une qualité bien supérieure à ce qui avait pu être fait par le passé. Il n'empêche. Elles ressemblent à nouveau à du traitement social et, surtout, procèdent de la même logique. Celle qui, progressivement, entraîne une bonne mesure, bien calibrée, vers l'excès puis l'abus et conduit à la perte de crédibilité.

Ainsi en est-il du contrat emploi-solidarité, qui risque aujourd'hui de connaître la même aventure que son prédécesseur, le TUC (travail d'utilité collective), imaginé lui aussi sous l'urgence, en 1984, par M. Michel Delebarre. La parallèle est saisissante, malgré les améliorations apportées à une formule qui s'adresse aux mêmes publics et fait appel aux mêmes mécanismes. Dans un premier temps, le dispositif rencontre le succès (300 000 bénéficiaires dans les deux cas). Parce que la situation de l'emploi ne s'améliore pas, les pouvoirs publics sont saisis par la tentation d'en faire plus.

La bulle se gonfle et, besoin aidant, on accepte de déroger aux règles d'origine, en élargissant l'âge et les conditions d'accès à, en souhaitant que l'on puisse bénéficier de deux contrats ici. Et, parce que la fin de l'expérience signifierait l'aggravation du chômage, on prolonge l'effet d'une mesure qui finit par s'user.

Le traitement social permet à un gouvernement d'agir vite et de corriger rapidement une tendance. C'est ce qui explique que, aujourd'hui encore, MM. Solignon et Laignel aient recours à ce levier, tous les autres nécessitant un délai pour devenir efficaces. Et puis, il est relativement facile d'imposer à des établissements publics, à l'éducation nationale ou aux collectivités locales « amies », un devoir de solidarité. D'autant que, dans bien des cas, le CES, comme le TUC, fournissent de la main-d'œuvre gratuite.

A. Le.

PÉTROLE =

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)

WTI (West Texas Intermediate), à New York à la clôture

22,93 + 0,46

Brent à Londres à l'ouverture

20,20 - 0,41

(Source : Arbitrages pétroliers France)

Après deux jours de hausse, les cours du pétrole brut étaient repartis à la baisse mercredi matin sur les marchés asiatiques et à Londres. La rencontre à Bagdad des responsables irakiens et soviétiques a en effet semé le doute sur les intentions de l'Irak parmi les opérateurs.

100 000 contrats emploi-solidarité supplémentaires pourraient être créés en 1991

En déplacement à Lille, le 12 février, pour y signer le 300 000^e contrat emploi-solidarité (CES) en moins d'un an, M. Michel Rocard a annoncé « une hausse significative » des objectifs attribués à cette mesure. Préoccupé par l'évolution prévisible du chômage, le gouvernement s'apprête en effet à arrêter un ensemble de dispositions au cours de la réunion d'un « comité des ministres » qui devait se tenir mercredi 13 février dans l'après-midi à Paris.

Pour le premier ministre et M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, les raisons de passer à l'action dans le domaine de l'emploi sont claires. Du fait du ralentissement de la croissance, il n'y aura que 100 000 emplois supplémentaires en 1991. Or, il en faudrait le double pour tenir compte de la poussée démographique, et simplement contenir le chômage à son niveau actuel.

Sans rien changer de ses orientations et tout en maintenant son rythme de croissance annuel pour son plan emploi en septembre, le gouvernement a donc décidé de passer à un pilotage à vue, pour ne pas se laisser surprendre par une aggravation du chômage, désormais inéluctable. Régulièrement, des réunions du « comité des ministres » auront lieu pour adapter la riposte, la première ce mercredi 13 février. Pas toutes arrêtées, plusieurs décisions sont en préparation ou interviendront au fur

et à mesure des rencontres. La première, la plus rapide à mettre en œuvre aussi, concerne les contrats emploi-formation (CEF), version améliorée des anciens TUC (travaux d'utilité collective), dont les bénéficiaires sont au nombre de 300 000, moins d'un an après leur lancement. L'objectif devrait passer à 400 000, pour un coût estimé entre 1 et 2 milliards de francs en 1991, mais de 2 à 4 milliards en année pleine.

Le chômage partiel

L'éducation nationale, les hôpitaux publics, entre autres, mais également les collectivités locales et les associations seront mises à contribution, sachant que l'Etat prend à sa charge de 85 à 100 % de la rémunération, basée sur le SMIC horaire. De nouvelles catégories de demandeurs d'emploi seront considérées comme prioritaires, telles que les handicapés, et la durée du CES pourra alors être portée à vingt-quatre mois, contre douze actuellement. Mais M. Soisson ne désespère pas d'obtenir que les acteurs du dispositif voient leur contrat renouvelé, sous certaines conditions. Ce qui éviterait à l'ANPE d'avoir à enregistrer à brève échéance une augmentation des chômeurs, proportionnelle au succès de la formule.

La seconde orientation retenue, mais encore à compléter, porte sur l'amélioration des procédures de chômage partiel, qui permettrait aux entreprises d'attendre l'après-guerre sans réduire leurs effectifs. Les conditions d'accès seront simplifiées, et, surtout, il est envisagé une participa-

tion supplémentaire de l'Etat pour revaloriser l'indemnisation, actuellement fixée à 50 % du salaire, au-delà de deux fois le SMIC. Ainsi, le personnel d'Air France, par exemple, pourrait-il mieux supporter la parité théorique conjoncturelle présente. Autre piste : ces périodes d'inactivité forcée pourraient être mises à profit pour entreprendre des formations, également soutenues financièrement.

Au programme des prochains mois pourraient figurer des dispositions nouvelles en faveur de l'abaissement du coût du travail. En deux ans, l'effort en ce sens a correspondu, en cumulé, à 20 milliards d'économies pour les entreprises, et il pourrait être poursuivi. Enfin, et pour rassurer autant les employeurs que les syndicats - sauf la CFDT - opposés au projet, le gouvernement abandonne l'idée d'une extension des droits sociaux dans les entreprises de moins de cinquante salariés. Seul subsistera un projet de loi, présenté à l'automne prochain, accueilli sans protestation par le patronat, conduisant au prélèvement de 0,2 % de la masse salariale pour un fonds mutualisé et paritaire chargé de distribuer des œuvres sociales (arbres de Noël, aides aux vacances) aux salariés des PME qui n'y ont pas accès.

Il faudra financer l'ensemble de ces mesures. M. Soisson espère récupérer, pour ce faire, une partie des crédits reports qui ont été gelés (9 milliards). Mais la générosité du ministre des finances dépendra aussi de la gravité de la situation, constatée de mois en mois.

ALAIN LEBEAUE

La publicité comparative autorisée en France

Le projet de loi de M^{me} Neiertz renforce la défense du consommateur

Le conseil des ministres a adopté mercredi 13 février un projet de loi présenté par M^{me} Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargée de la consommation, qui a essentiellement pour objet d'améliorer la protection des consommateurs les plus vulnérables (personnes âgées, habitants des grands ensembles des quartiers dégradés) souvent victimes de professionnels indécents, et de faciliter leur accès à la justice en autorisant les associations de consommateurs à ester collectivement en justice. Le nouveau texte, qui « toilette » aussi des dispositions anciennes, autorise enfin la publicité comparative.

La protection des consommateurs - surtout celle des plus vulnérables - vaut qu'on y revienne obstinément, tant l'imagination des professionnels indécents les conduit à inventer de nouvelles méthodes pour piéger le client, tout en échappant à la législation existante. Trois mesures essentielles vont dans ce sens, qu'il s'agisse d'élargir la notion d'abus de faiblesse, de permettre aux associations de consommateurs de mener en justice, au nom de plusieurs victimes isolées, une même action, ou d'autoriser les méthodes condamnables, ou de réussir à traduire les clauses abusives trop nombreuses dans les contrats.

« L'abus de faiblesse » est la méthode qui consiste, pour un professionnel (artisan, commerçant, prestataire de service) à profiter abusivement de la confiance d'un client. Tel électricien, appelé par une personne âgée, a changé tout le circuit électrique d'un petit logement (19 154 francs de facture) pour... un fusible fondu ! En organisant une « fête » dans une « cité sous-prolétaire », pour reprendre la formule du Mouvement ATD Quart-Monde, la société AMC France vend des casseroles « miracles » (économisant matières grasses et temps de cuisson) pour la bagatelle de 6 830 francs les trois ou 16 270 francs les vingt-quatre.

Une première étape

Jusqu'ici, l'abus de faiblesse n'était sanctionné qu'en cas de démarchage à domicile, mais il est facile de faire sortir de chez lui un client appâté par un rabais supplémentaire s'il se rend à la boutique pour signer le contrat de vente. Les cuisinistes (et spécialement Vogica, Spatial, Cuisine « et Mobalpa ») sont passés maîtres dans cet art. Désormais, si le Parlement en décide ainsi, le démarchage téléphonique, le démarchage, les excursions et voyages publicitaires, les foires et salons, etc. tomberont sous le coup de la loi.

JOSÉE DOYÈRE

Lire la suite page 30

Depuis le déclenchement de la guerre du Golfe

Les marchés boursiers sont passés de l'attentisme au défolement

Le déclenchement de la guerre contre l'Irak, le 17 janvier dernier, a entraîné une réaction inattendue des marchés financiers, avec une envolée des cours. L'engagement massif des forces aériennes de la coalition réunie autour des Etats-Unis laissant espérer un conflit éclair rendait euphoriques les places financières internationales aux premières heures de l'offensive. Depuis, les marchés boursiers ont pratiquement connu quatre semaines de hausse (+15,7 % à New-York, + 11 % à Tokyo, + 10,2 % à Londres, + 12,3 % à Paris et +12,5 % à Francfort). L'horizon semble s'être dégaï. La guerre est finie, la récession aussi ! Après le refoulement, le défolement ?

De prime abord, l'évolution des places financières illustre pour l'instant parfaitement la constatacion selon laquelle l'éclatement d'un conflit entraîne une flambée des cours boursiers (le Monde du 15 janvier). A y regarder de plus près, cependant, l'effet guerre n'est peut-être pas le seul prépondérant. Certes, il a réussi à déboucher un marché figé depuis la fin de l'année, marché qui avait souffert auparavant d'une très forte chute en réponse à l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août. Il a aussi incité les spéculateurs à miser sur les valeurs de l'armement et à découvrir des firmes comme Raytheon, conceptrice des fameux missiles Patriot. En constatant pour l'instant que le conflit reste circonscrit à un territoire particulier et qu'il n'a eu aucune incidence à la hausse sur les cours du pétrole et donc sur l'inflation, les analystes se sont à nouveau intéressés à l'environnement économique international. Le voient-ils d'un autre œil ?

La fin de la récession américaine ?

Encore si circonspéct en septembre, ils ont en fait récemment modifié leur opinion, impressionnés par la vigueur de la politique de baisse des taux d'intérêt engagée aux Etats-Unis. Grâce à cette politique permettant de relancer l'économie, les gourous prédisent maintenant la fin de la récession américaine dans un avenir assez proche et également la sortie du « bear market », cette phase de baisse dans laquelle sont entrés les marchés en octobre 1989. Ils se penchent aussi

sur les évolutions antérieures pour étayer leur raisonnement. De passage à Paris, M. James Williams, directeur de la gestion internationale du groupe britannique de placement Baring, rapela, mardi 12 février, qu'un cycle baissier en Bourse dure entre treize et vingt mois. Le mouvement actuel dure pour l'instant depuis seize mois et serait donc presque achevé. De son côté, M. Rainey Sam, président de la société d'études DR Gestion, estime,

comme nombre de ses confrères, que la récession américaine a déjà touché son point le plus bas et insiste sur le rôle d'anticipation des marchés boursiers. Il se fonde pour cela sur la durée des dépressions aux Etats-Unis depuis cinquante ans. Leur longueur moyenne est de dix mois. « Celle que le pays traverse actuellement dure déjà depuis plus de cinq mois. Donc l'intensité de la récession devrait diminuer à partir de maintenant, de sorte qu'un

retour à une croissance économique, même ralentie, devrait se produire vers la fin de l'année. »

Des investisseurs se sont intéressés dès septembre au marché des obligations en France ou aux Etats-Unis, anticipant notamment la détente des taux à long terme. Le mouvement s'est amplifié depuis la mi-janvier avec les décisions de la Réserve fédérale d'assouplir sa politique monétaire, et l'effet positif qui en découle

s'est propagé sur le marché des actions. En France, la détente des taux longs se répercute sur les actions depuis près d'un mois. Son « effet mécanique » de hausse sur les cours des valeurs atténue de fait l'aspect négatif des révisions à la baisse des résultats de nombreuses entreprises. Les industriels français, même si beaucoup affichent une confiance pour l'avenir, ont vu leurs bénéfices diminuer en 1990. La tendance devrait se poursuivre cette année. A cela s'ajoute un certain attentisme parmi les décideurs, qui hésitent à investir tant que la guerre du Golfe ne sera pas achevée.

Un effet mécanique

Au Japon, en Allemagne et en Grande-Bretagne, l'espoir d'une détente des loyers de l'argent a stimulé chaque marché depuis plusieurs semaines. Tant et si bien que le renchérissement des taux directeurs de la Bundesbank, à la fin janvier, n'a pas trop inquiété les investisseurs sur les marchés des actions allemandes, qui estiment que ce geste est le dernier avant la détente. En revanche, la City a mal réagi mardi 12 février aux propos du chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, pour qui la récession de l'économie britannique pourrait encore durer plusieurs mois. Ces propos ont balayé l'espoir d'une réduction rapide des taux et pesé sur le marché boursier.

Ce nouveau regard bienveillant des analystes sur les actions a certes entraîné un regain d'activité sur les différents places depuis une dizaine de jours. Mais ce n'est pas encore le véritable engouement. Les volumes de transactions traités à New-York, Tokyo, Londres ou Paris ont augmenté, mais leur niveau s'était énormément contracté depuis plus d'un an. De plus, de nombreux intervenants reconnaissent que les grandes places internationales sont aujourd'hui à leur prix - ni trop cher ni trop bon marché. Le mouvement de hausse reste, dans ces conditions, fragile. Ils s'attendent pas de nouvelles fluctuations brutales après des temps de consolidation, au rythme cette fois-ci de l'évolution de la guerre.

Un déclenchement de l'offensive terrestre ou l'arrêt des combats pourraient en être les catalyseurs. Dans quel sens : à la hausse, à la baisse ? Après la nouvelle déconvenue du 17 janvier, plus aucun expert ne se risque à un quelconque pronostic. Que se passera-t-il si le conflit s'enlise ? L'hypothèse est, pour l'instant, écartée.

DOMINIQUE GALLOIS

Wall Street parie sur une rapide sortie de crise

NEW-YORK

de notre correspondant

Sur Broadway, derrière le bâtiment de la Bourse, le tableau de bronze qui, pour les financiers, symbolise la hausse des cours (l'ours étant synonyme de baisse) a les cornes résolument pointées vers le ciel. Un optimisme que l'ascension continue de l'indice Dow Jones des valeurs industrielles vient conforter. Depuis le 17 janvier et les premiers raids aériens sur Bagdad, le baromètre numéro un de Wall Street s'est envolé. En trois semaines, le marché new-yorkais a gagné près de 15 %. Une envolée qui s'explique, d'une part par des raisons techniques, d'autre part par un regain d'optimisme quant à une issue rapide à la guerre du Golfe, suivie par une sortie de récession plus rapide que prévue.

La chute des cours depuis le mois d'août avait ramené beaucoup de valeurs américaines à des niveaux très attractifs, suscitant de nombreux achats, notamment sur les sociétés dites technologiques, liées de près ou de loin à l'effort de guerre, et les actions de firmes pharmaceutiques, pour les mêmes raisons. En outre, la plupart des investisseurs institutionnels, qui avaient beaucoup vendu au cours de l'automne, se retrouvent avec des liquidités considérables qu'il leur faut placer. Les fonds d'Etat et les bons du Trésor ont su profiter de ces largesses, ce qui a permis de pallier la désaffection des Japonais, traditionnellement attirés par ces placements sûrs et bien rémunérés.

Phénomène moins remarqué, les valeurs de second rang, cotées sur le NASDAQ, ont aussi bénéficié de cette manne, ainsi qu'en témoigne la progression de l'indice de ce marché (sur lequel figurent des milliers de petites entreprises), une progression presque deux fois supérieure à celle du Dow Jones (+22 % au cours des cinq dernières semaines). Mais ces « déversoirs » de liquidités nouvelles n'ont pas suffi à « éponger » les capitaux en mal d'investissement et les compagnies d'assurances, les organismes de retraite, les mutual funds (équivalents des SICAV) ont dû se dépêcher d'investir sur le marché officiel une partie de leur cash. Ici, ces derniers temps, représentaient entre 10 % et 15 % de leurs actifs. D'où la ruée sur les valeurs du Big Board avant qu'une hausse trop importante ne renchérisse les placements.

Pas de place pour le doute

Dans le même temps, le New York Stock Exchange s'est bandé les yeux. Il a refusé de voir en face l'effondrement des indicateurs de confiance des consommateurs, la chute vertigineuse des mises en chantier et des prix de l'immobilier, les 200 000 à 300 000 suppressions d'emploi annoncées chaque mois, qui devraient faire remonter le taux de chômage à 7 % cette année, l'allongement de la liste des banqueroutes, les graves difficultés de l'automobile et du secteur bancaire et, pour finir - sacrilège suprême pour un marché boursier

- la réduction des dividendes, confirmée par de nombreuses firmes, notamment dans le secteur automobile.

Wall Street a préféré parier sur une rapide sortie de crise au second semestre 1991, alimentée par une décade des taux d'intérêt, un sujet sur lequel la Maison Blanche a encore travaillé au corps le 12 février M. Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale, afin d'accroître l'injection de liquidités dans les circuits économiques, via le système bancaire. Enfin, la communauté financière, qui s'était inscrite dès le mois d'août dans une « logique de guerre », escompte bien que M. Saddam Hussein ira très vite à Canossa.

La guerre terminée, ou presque, les opérateurs ont le regard fixé sur les taux d'intérêt. L'expérience les incite à jouer la hausse. Et à donner raison au taureau de Broadway. A neuf reprises depuis les années 50, une double réduction consécutrice du taux d'escompte s'est accompagnée d'une forte hausse du marché boursier. Cette fois, la Fed a abaissé une première fois d'un demi point son taux d'escompte à la mi-décembre 1990 puis à nouveau, dans la même proportion, le 1^{er} février dernier pour le fixer à 6 %.

Depuis, chacun attend la concrétisation du « geste » supplémentaire que M. Bush continue à réclamer à la Réserve fédérale. Le président américain est catégorique : « Notre économie est peut-être en proie à des difficultés, mais elle ne doit pas être en proie au doute... ». Pour Wall Street, l'oracle a parlé.

SERGE MARTI

ÉCONOMIE

La fin de la réunion de la commission mixte

Le commerce entre la France et l'URSS est mis en veilleuse

Alors qu'à Moscou le nouveau premier ministre dénonçait un complot monté par des banques occidentales pour déstabiliser l'économie soviétique (lire page 10), la commission mixte franco-soviétique a clôturé mardi 12 février à Paris sa réunion annuelle dans un climat maussade. Dans son discours, le ministre français de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, a déclaré que « toute renouveau de l'économie soviétique ». Il a fait part à son interlocuteur, M. Lev Voronine, vice-premier ministre de l'URSS, du décaissement des industriels français face à « une situation où les contrats n'en-

trent pas en vigueur, les obligations de paiement sont mal respectées, les décisions prises non appliquées et la responsabilité des divers interlocuteurs mal définies ».

Conséquence de la détérioration des relations commerciales entre les deux pays, la France n'accorde à l'URSS qu'un crédit limité à 1 milliard de francs, à des taux de marché et non bonifiés comme par le passé, destinés à l'achat de céréales. Quant aux biens d'équipement, le nouveau protocole porte sur des crédits acheteurs de 2 milliards de francs cette année, alors qu'il n'était pas, jusqu'à, plafonné.

L'agonie de Trabant

Suite de la première page

Seule la sirène stridente qui marque l'heure de la pause vient sortir de la lèthargie cet ensemble de petits ateliers bas de plafond, parsemés de caisses remplies de boulons de toutes dimensions, qui donnent au lieu une allure de grand garage artisanal.

Alors qu'il n'y a guère plus d'un an, Sachsenring disposait d'un carnet de commandes équivalant à quinze années de production, l'avenir est aujourd'hui incertain. La montée en régime des investissements prévus par Volkswagen (15 milliards de deutschemarks), « sauveur » venu de l'Ouest, progressive. Il faudra attendre 1994 pour que soit opérationnelle la future usine de Mosel, distante de 15 kilomètres et où seront employés quatre mille deux cents salariés pour produire des modèles Golf. Alors que Volkswagen envisage de transformer le site de Zwickau en site de stockage, la reconversion des autres activités (machines-outils, sous-traitance) est encore loin d'être assurée.

Symbole de l'industrie automobile socialiste, la petite Trabant n'a pas résisté à l'unification des deux Allemagnes. Pourtant, le 21 mai 1990, lorsque le trois millionsième et dernier modèle P70 à moteur deux temps (lancé en 1954) est sorti des chaînes, cédant la place à un véhicule doté d'un moteur VW Polo quatre temps 1050 cc, certains s'imaginaient que la production pourrait être maintenue jusqu'en 1993. La nouvelle voiture ne laisse plus derrière elle la légendaire traînée de fumée bleue (un pot d'échappement catalytique est même monté en série) et l'habileté a été « occidentalisée » en hâte.

« Pièce interdite »

Mais rien n'y a fait. Mis à part les exportations vers la Pologne, la nouvelle Trabant ne trouve désormais preneur qu'après de quelques originaux (une cinquantaine de modèles sont vendus tous les mois en RFA au prix de 8 000 à 9 000 deutschemarks, soit environ 30 000 francs). Trabant, pas plus que Wartburg, l'autre constructeur automobile de l'ex-RDA, qui sera repris par Opel, n'a pu résister à l'arrivée tant attendue des marques occidentales.

Les dirigeants de Sachsenring n'en sont guère surpris. « La structure de la chaîne de production est la même depuis 1908. Il aurait fallu tout repenser, construire une autre usine. Mais nous n'avons jamais eu les moyens d'investir : l'ancien pouvoir considérait l'automobile comme un produit de luxe », déplore M. Fred Barbock, porte-parole de Sachsenring, qui tient à faire découvrir au visiteur l'ancienne « pièce interdite » du musée de la marque, où sont réunis quatre prototypes qui n'ont jamais pu être mis en production. « Le Politbüro a dit non. Il a également imposé que les Trabant continuent d'être équipés de cette ficelle carrosserie en toile recouverte d'une couche de plastique », insiste M. Barbock.

C'est le 30 juin au plus tard que l'ultime exemplaire de Trabant doit être fabriqué. Jusqu'à cette date fatidique, les rémunérations seront versées (un millier de marks en moyenne par mois, soit 3 400 francs). L'agonie, cependant, pourrait être abrégée. Si aucun accord n'est rapidement trouvé avec les autorités polonaises, qui proposent de payer les dernières commandes (11 000 exemplaires) en roubles, tout s'arrêtera fin février.

Par la force de choses, l'après-Trabant n'en est pourtant qu'à ses débuts. Certes, les quatre cents personnes actuellement employées à Mosel pour le montage quotidien de cinquante VW Polo seront, près de deux mille à la fin de cette année et cinq cents travailleront bientôt dans

une petite unité de fabrication de carrosseries de Golf, alors que Siemens commence à aménager des locaux pour la production de câbles. Quant à l'usine de joints de transmission livrée naguère par Citroën, elle a été revendue aux Britanniques de GKN.

« Après l'arrêt des Trabant, mille huit cents à deux mille personnes risquent d'être immédiatement licenciées le 30 juin. En étant optimistes, nous pouvons espérer reclasser, à terme, sept mille personnes sur huit mille huit cents », estiment les dirigeants du groupe industriel. Encore faudrait-il que la reprise des activités de sous-traitance donne rapidement des résultats tangibles et que suffisamment de PME de l'Ouest acceptent de s'impliquer.

En attendant, Sachsenring - sous la tutelle de la Treubhandanstalt, l'organisme mis en place pour la privatisation des sociétés de l'ex-RDA (le Monde du 8 février) - compte sur ses propres forces. Un institut de formation a été créé afin de fournir aux entreprises du bâtiment, aux hôtels et aux activités agro-alimentaires dont on espère la création, le personnel adapté. « Lors du lancement de la fabrication des Polo, nous avons fait la preuve que le niveau général des ouvriers est bon et qu'ils sont capables de s'adapter », assure M. Barbock.

En revanche, dans les ateliers, l'optimisme n'est pas de mise. « On ne m'a encore rien proposé. Chez VW, je peux espérer gagner davantage. Mais m'embaucheraient-ils ? Il paraît qu'ils sélectionnent très sévèrement leur personnel », s'interroge Thomas. Les plus alarmistes sont les salariés âgés. « J'ignore si quelque chose sera fait pour moi, mais je suis sûr que l'avenir ne sera pas rose », s'inquiète une ouvrière de quarante-huit ans. Un de ses collègues se dit convaincu lui aussi que « l'adaptation sera difficile après trente-deux ans consacrés à appliquer des méthodes de travail dépassées ». « Il faudrait bien que je m'en sorte », affirme-t-il pourtant.

A Zwickau, la difficile conversion aux contraintes de la rentabilité ne risque pas seulement de faire des chômeurs. Elle menace aussi de vider un peu plus la région de ses éléments les plus dynamiques et les mieux formés. L'hémorragie des premiers mois qui ont suivi la réunification s'est à peine tarie : aujourd'hui encore, dix mille personnes quittent chaque fois que le nouveau Land de Saxe. D'autres, comme Thomas, pourraient suivre. « Si on ne trouve pas de place pour moi, dit-il, je partirai à l'Ouest ».

JEAN-MICHEL NORMAND

SOCIAL

Au comité central d'entreprise

Quatre syndicats de Renault s'allient pour reprendre le pouvoir à la CGT

Les cinq sections syndicales représentées chez Renault au niveau du groupe (CGT, CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC) devaient se retrouver, mercredi 13 février, pour se répartir les responsabilités au sein du comité central d'entreprise et du comité de groupe, au vu des résultats du renouvellement des instances professionnelles qui se sont déroulés du 1^{er} janvier 1989 au 31 décembre 1990 (le Monde du 13 février). La CGT, qui a perdu la majorité absolue des suffrages tant sur le groupe que sur la Régie proprement dite, a certes revendiqué, mardi au cours d'une conférence de presse, de conserver « les premières responsabilités » au sein des deux principales instances représentatives, en faisant valoir qu'elle « demandait et de très loin la première organisation syndicale ». Mais son espoir devait être battu en brèche par l'alliance, confirmée mardi, des autres syndicats. Tandis que la CFE-CGC assure qu'elle mettra « tout en œuvre pour qu'une entente solide soit réalisée », FO souligne qu'au vu du nouvel équilibre des forces syndicales, « la CGT serait mal venue de garder sa prédominance au CCE ». La CFDT, à pour sa part, affirmé que « les syndicats démocratiques sont d'accord sur les objectifs et les moyens pour assurer l'alternance ».

Le président de la Fédération du bâtiment résume certaines propositions du rapport Quattrone. Le président de la Fédération nationale du bâtiment (FNB), M. Jean Domange, a affirmé, mardi 12 février, que l'amélioration de la sécurité dans ce secteur ne devait pas passer « par des charges nouvelles et des pratiques réglementaires latérales » vis-à-vis des entreprises, mais plutôt par des mesures « incitatives ». Reçu par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, M. Domange a notamment récusé l'idée d'octroyer aux inspecteurs du travail le droit de fermer un chantier en cas de « danger grave ou imminent », ainsi que le proposait M. Max Querrien, dans son rapport consacré aux

accidents du travail dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (le Monde du 31 janvier).

■ Française de Mécanique : 400 suppressions d'emploi. - La Française de Mécanique, unité de construction de moteurs basée à Douvrin (Pas-de-Calais) et détenue pour moitié par Renault et Peugeot, proposera, vendredi 15 février, au comité d'entreprise « une procédure permettant de réduire le surcoût actuel », apprend-on auprès de la direction. Ces mesures, « basées sur la volontarisme », devraient, selon les syndicats, concerner quelques 400 personnes sur les 1 400 salariés. Elles prendront la forme de départs à la retraite, départs naturels ou vers d'autres entreprises du groupe, Renault ou Peugeot.

La défense du consommateur renforcée

Suite de la page 29

M. Neiertz, qui aurait préféré étendre cette notion à toutes les transactions commerciales, considère que la formulation présente « est un compromis et une première étape », qu'il faudra bien compléter quand de nouveaux abus se feront jour.

Un consommateur grugé va rarement devant les tribunaux, même si le dommage subi est grave, car l'accès à la justice est compliqué, difficile et coûteux. Pour mieux associer les associations de consommateurs nationales reconnues de « mener une action en représentation conjointe » au profit de clients individuels, avec leur accord, lève ce handicap. Une telle mesure pourrait être très utile dans le cas de maléfices sur un lotissement construit par un même promoteur, l'ensemble des acquéreurs pouvant ainsi se faire rendre justice.

Les clauses « abusives » sont encore beaucoup trop nombreuses dans bien des contrats (de vente, de location, d'assurance, de crédit...). Une commission « ad hoc » (créée par la loi du 10 janvier 1978) en recommande la suppression, par décret. Las ! Le premier de ces décrets, après un recours au Conseil d'Etat, qui a donné raison au professionnel au nom de la liberté contractuelle, a dû être annulé. Le juge, dans le nouveau texte, pourra déclarer une telle clause « non écrite ».

Le texte préparé par M. Neiertz fait resurgir la publicité comparative, sur le chantier depuis plus de quinze ans. Véritable pomme de discorde entre consommateurs et professionnels (le Monde des 2 et 16 novembre 1990), la publicité comparative a reçu l'appui de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, et du premier ministre, M. Michel Rocard. Le texte du projet de loi l'autorise, les comparaisons devant « porter sur les qualités intrinsèques, significatives et vérifiables » du produit. L'opinion a évolué (plusieurs sondages ont montré qu'une majorité de Français étaient favorables) et une directive est en préparation sur Communautés européennes pour en autoriser l'usage (comme c'est déjà le cas en Grande-Bretagne, en Irlande, aux Pays-Bas) et en préciser les méthodes.

Outre plusieurs mesures portant sur l'information des dates de livraison, sur le remboursement des arrhes, sur l'adresse du siège des entreprises de vente à distance, sur la prolongation de la garantie en cas de panne, le projet de loi fixe le principe d'un « code de la consommation », qui regroupera tous les textes éparpillés qui ont trait. Une commission, sous la présidence du professeur Jean Calais-Auloy, s'occupe depuis de nombreuses années de cette refonte.

JOSÉE DOYÈRE

COMMUNICATION

Le débat sur la stratégie haute définition

Le gouvernement minimise le rapport mettant en cause la norme D2 Mac

Le gouvernement fait front derrière Thomson pour défendre la norme de télévision D2 Mac et soutenir la stratégie européenne vers la télévision haute définition.

Interrogé, le 12 février, par FR3, M. Paul Quilès a notamment déclaré : « Les Européens peuvent et doivent être présents sur le marché énorme de la TVHD. Avec la stratégie que nous avons adoptée, nous avons même, déjà, rattrapé les Japonais ». Le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace annoncera le 19 février la naissance d'une association de promotion des normes européennes rassemblant une vingtaine d'opérateurs (constructeurs, opérateurs du câble, chaînes de télévision, etc.).

Un porte-parole du Quai d'Orsay a minimisé l'importance du rapport du Centre d'analyse et de prévision (CAP) mettant en cause la norme D2 Mac (le Monde du 12 février). « Cette étude, a-t-il souligné, ne reflète pas la politique du ministère des affaires étrangères et ne correspond en rien aux positions de la France. Le CAP n'est pas un organe décisionnel, mais une institution chargée de stimuler la réflexion. L'étude citée ne rend compte que d'un débat qui a lieu actuellement aux Etats-Unis ».

Le débat pourtant a bien lieu en France, malgré les efforts officiels pour le limiter, au moment où Thomson commercialise ses premiers téléviseurs D2 Mac. M. Edith Cresson avait déjà maintes fois contesté la manière dont étaient débattues et entérinées les orientations françaises et européennes sur la télévision haute définition avant de démissionner de son poste de ministre des affaires européennes le 2 octobre 1990. Aujourd'hui, les chaînes qui s'apprêtent à diffuser en D2 Mac sur le satellite européen se demandent si la compression numérique expérimentée aux Etats-Unis n'offre pas une voie plus rapide et surtout moins coûteuse vers la télévision du futur.

Au-delà de la querelle technologique, que seul l'avenir pourra trancher, le débat est aussi économique et industriel. Les respon-

sables de Thomson reprochent, en privé, aux chaînes de télévision de ne pas s'engager complètement dans la nouvelle norme et de limiter leurs diffusions en format grand écran et en D2 Mac à quelques expériences. Les télévisions, de leur côté, soulignent que Thomson ne compte produire que quelques dizaines de milliers de téléviseurs « Space System » à 35 000 francs pièce sans prévoir à court terme d'augmentation de production ou de diminution de prix. Ce qui témoigne d'un engagement assez limité sur ce nouveau marché. Signe de ce climat de suspicion réciproque, la création de l'association de promotion, assurée par M. Quilès, a été retardée d'une semaine. Il est vrai qu'en attendant, la chaîne TDF 1, pivot essentiel de la stratégie D2 Mac, devra affronter une nouvelle éclipse de Soleil, au risque de perdre de nouveaux tubes d'émision.

D'autres experts se demandent si Thomson et Philips - fortement sollicités aux Etats-Unis pour s'associer à General Instruments sur la compression numérique - ne vont pas jouer simultanément les deux cartes en laissant coexister norme européenne et norme américaine. Il est vrai qu'en parlant exclusivement sur les normes MAC, les industriels européens risquent de se couper du grand marché américain et de se retrouver isolés comme au temps du standard SECAM de télévision couleur.

Enfin, malgré les démentis officiels, les solutions techniques élaborées par General Instruments semblent plus abouties que de simples spéculations de laboratoires. Aux Etats-Unis, Skyline, le projet de satellite de M. Rupert Murdoch et des câblo-distributeurs, mise sur la compression signal pour émettre 34 chaînes classiques et 27 programmes en haute définition. En Europe, General Instruments est déjà en discussion avec les responsables du satellite Astra. Ignorer purement et simplement ces nouvelles orientations risque de condamner les chaînes françaises à l'isolement.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

La France signe la convention Télévision transfrontière

La France a signé, mardi 12 février, la convention du Conseil de l'Europe sur la télévision transfrontière. Très proche de la directive « Télévision sans frontières » - interne à la CEE - cette convention est le premier traité international consacré à la libre circulation des programmes de télévision dans une Europe élargie à vingt-trois pays. Les chaînes de télévision d'un Etat adhérent pourront diffuser librement leurs émissions sur le territoire des autres Etats contractants. En contrepartie, elles devront appliquer un certain nombre de « règles minimales » en matière de programmation, de parages, de protection des droits individuels. Elles devront notamment programmer une proportion majoritaire d'œuvres européennes, « chaque fois que cela est réalisable ». La France est la dix-septième (Etat européen à avoir signé la convention. Seule, la République de Saint-Marin l'a jusqu'ici ratifiée.

Premier sondage sur les abonnés au câble parisiens

Les programmes spécifiques du câble attirent 13,2 % de l'audience sur le réseau de Paris. C'est le résultat du premier sondage réalisé par Médiamétrie auprès de 700 abonnés entre le 4 et le 10 décembre 1990. Les chaînes francophones (TV 5, RTL TV) atteignent une part d'audience de 2,3 %, à égalité avec les chaînes généralistes étrangères (BBC 1, RAI 1, ZDF). L'ensemble des programmes techniques (Canal 1, Ciné Folies, CNN, Eurosport, la Sept, MTV, Paris Première, TV Sport) arrive en tête avec 8,5 % de l'audience.

Ce premier sondage sur les habitudes de consommation des abonnés au câble montre que parmi les chaînes hertziennes classiques, c'est TF 1, FR 3 et M 6 qui pâtissent le plus de la concurrence des nouveaux programmes. La Une n'attire que 30 % de parts d'audience alors qu'elle en obtient 38 % à la même période auprès de l'ensemble des téléspectateurs parisiens. La cote de FR 3 est à 7,5 % auprès des téléspectateurs câblés au lieu de 12 % et celle de M 6 à 5 % au lieu de 7 %.

Ces résultats ne sont pas extrapolables à d'autres réseaux câblés, le public parisien étant d'une composition socio-démographique très particulière.

■ Harmonisation des droits d'auteur sur les réseaux câblés et les antennes collectives. - Les sociétés d'auteurs, les câblo-opérateurs et l'Association des villes câblées (AVICA) ont ratifié, mardi 12 février, un protocole d'accord harmonisant les droits d'auteur entre réseaux câblés et services d'antennes collectives. Cet accord, qui met fin à la « concurrence déloyale » encourue, faute d'obligation, par les services d'antennes collectives à l'encontre des réseaux câblés, prévoit également un assouplissement des charges imposées aux câblo-opérateurs. Ces derniers, qui reversaient aux auteurs 3,75 % de leurs recettes d'abonnement pour un service n'incluant pas de canal local, n'en reverseront plus que 2,6 %.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AGF

Société Centrale des Assurances Générales de France

87, rue de Richelieu - 75002 Paris Cedex 02

Société Anonyme créée par la loi du 04 Janvier 1973

Capital Social : 407 milliards de Francs RCS Paris B 303 255 128

Chiffre d'affaires des Sociétés AGF VIE et AGF IART du 1^{er} Janvier 1990 au 31 Décembre 1990 (en millions de Francs)

	1989	1990	variation en %
AGF VIE	14627	16025	+ 9,6
AGF IART	13302	14061	+ 5,7
Total au 31 Décembre	27929	30086	+ 7,8

PARTENAIRE ASSUREUR OFFICIEL DES XVI^{es} JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

(Publicité)

VILLE DE GRENOBLE

APPEL D'OFFRES OUVERT

NATURE
Vente de terrains avec obligation de réalisation d'un programme immobilier.

SITUATION
Boulevard Gambetta à GRENOBLE (proximité de la piscine Jean-Bron).

PROGRAMME
Restructuration de l'îlot Jean-Bron.
Construction de logements et d'une résidence-services pour personnes âgées (11 500 m² de droits à construire).
Montant minimal de l'offre : 19 500 000 F H.T.

Renseignements et retrait du dossier :
- Contre remise d'un chèque-caution de 500 F (CINQ CENTS FRANCS) adressé au nom de Monsieur le Trésorier principal de Grenoble Municipal.
- La caution sera restituée en cas d'offre suffisamment étudiée.

Services : SERVICES TECHNIQUES VILLE DE GRENOBLE
SERU (Service d'Etudes et de Réalisations Urbaines)
21, rue Leclercq, 38000 GRENOBLE
Tél. (76) 76-33-54 (M^{me} GALLET) ou (76) 87-45-20 (M. MONTMAYEUR).

Date limite de réception des offres :
Lundi 11 mars 1991, 10 heures délai de rigueur.

Les offres devront être adressées à :
Service des Appels d'offres - Hôtel-de-Ville
6^e étage - 11, boulevard Jean-Pain, 38000 GRENOBLE.

UNIFICATION

La stratégie haute définition

Ant minimise le rapport avec la norme D2 Mac

Les deux machines se ressemblent, mais elles ne sont pas compatibles. C'est la conclusion à laquelle est parvenu le comité de l'Apple II, après avoir examiné les spécifications de la norme D2 Mac. Les deux machines se ressemblent, mais elles ne sont pas compatibles. C'est la conclusion à laquelle est parvenu le comité de l'Apple II, après avoir examiné les spécifications de la norme D2 Mac.

PARIS/ILE-DE-FRANCE

Une station-service sur quatre a fermé depuis 1985

La capitale exile ses pompistes

En six ans, Paris a perdu une station-service sur quatre. Coûts inabondables des terrains, normes de sécurité dissuasives et plans de circulation anti-bouchons font reculer les 503 dernières stations vers les portes et le périphérique.

Si aucune politique municipale n'a jamais totalement réussi à décourager les Parisiens de perdre leur temps dans les embouteillages, un nouveau phénomène pourrait amener ceux-ci à reconsidérer leur boulimie d'asphalte : le manque de carburant. A la direction des hydrocarbures du ministère de l'Industrie, M. Alain Pétro expose des chiffres pour le moins significatifs, sinon alarmistes : depuis 1985, 25 % des stations-service de la capitale ont fermé leurs pompes, et Paris ne peut plus aujourd'hui revendiquer qu'un réseau de 503 stations (toutes stations comprises, sur voies publiques, parking ou sous immeubles).

« Les raffineries ont de plus en plus de mal à rentabiliser leurs stations dans la capitale », explique M. Philippe Carvallo, secrétaire général de la chambre syndicale de la distribution des produits pétroliers, relayé par M. Yves Artur, directeur de réseau de Fina France. « Les marges bénéficiaires ne permettent plus de payer le foncier parisien », plaide celui-ci. Des propos qui trouvent confirmation sur le terrain, avec un recul de plus en plus marqué des stations du centre de Paris vers les portes et la proche banlieue.

« Nous avions une station porte de Clignancourt », témoigne M. Alain Duplex, directeur de la communication chez Shell. « Il nous a fallu la fermer en 1985. La concession prélevée par la Ville de Paris pour empiétement sur le domaine public s'élevait à 1,8 million de francs par an, ce qui signifie que près de 40 centimes sur chaque litre vendu ser-

rait à payer le terrain. C'était impossible. » La soudaine flambée des prix de l'immobilier parisien depuis 1985 a, de fait, rendu de plus en plus difficile l'achat de parcelles par les raffineries. « Face aux promoteurs, il est désormais quasiment impossible de s'aligner. A moins, bien sûr, de vendre ensuite le carburant à un tarif exorbitant », explique M. Joël Chevalier, chef de division carburant chez Elf.

Autre facteur de ce recul des raffineries vers la périphérie de Paris, les réglementations draconiennes et sans cesse renforcées sur les stations de parking et les stations sous immeubles. « Les normes de sécurité définies par Paris sont quasi dissuasives », accuse M. Philippe Carvallo. Il est presque devenu impossible pour un distributeur d'effectuer des travaux de rénovation ou d'extension sur une de ses stations. En vingt ans, près des trois quarts des pompes situées en parking ont ainsi disparu, accusées par ailleurs à la fermeture par des problèmes d'approvisionnement rendus insolubles dans les conditions de circulation dans la capitale.

« Nos pompes sont couleur réverbère... »

« Nous sommes à la merci du moindre changement dans les plans de circulation », souligne M. Philippe Lambert, de BP France. Un couloir de bus soudainement créé, sans interdire instauré, un quartier rendu piéton, et c'est la mort d'une station-service. L'instauration en septembre 1990 des axes rouges, sur lesquels tout arrêt est désormais interdit, est ainsi clairement ressentie par les distributeurs de carburant comme un nouveau barrage à leurs activités, même si M. Gérard Leban, adjoint chargé de l'artisanat, du commerce et de l'industrie à la mairie de Paris, se veut rassurant. Des mesures seraient en effet prises - aménage-

ment de couloirs spéciaux, dérogations... - afin d'éviter la disparition automatique des points de vente de carburant situés sur ces axes.

Mais la volonté affichée par la mairie de Paris de purger la ville de ses « bouchons » ne se fait pas sans laisser de traces. Sont ainsi vouées à disparition ces « oasis » tant prisées par le conducteur parisien en phase terminale de panne d'essence : les stations tro-toirs. Au nombre de 318 il y a encore treize ans, elles ne sont plus aujourd'hui que 158, et ont déjà presque totalement déserté Paris du 1^{er} au 9^e arrondissements.

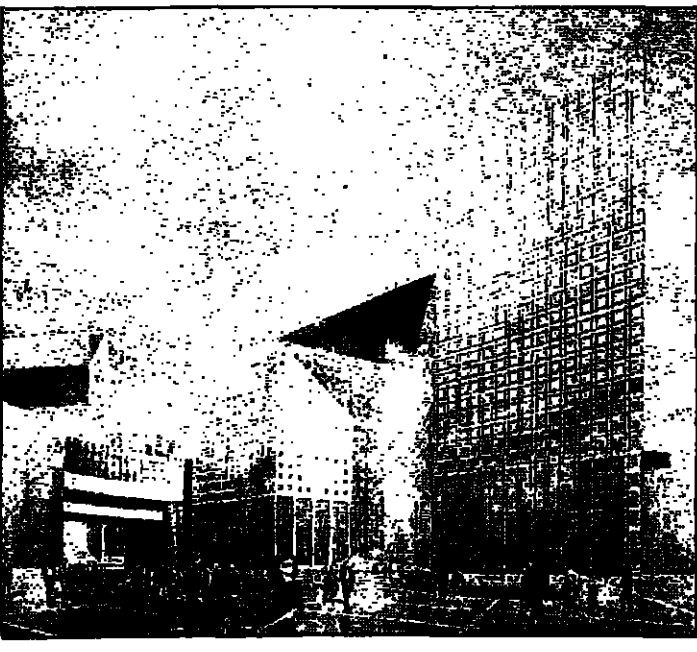
La difficulté majeure que doit affronter le conducteur parisien n'est en fait pas, le plus souvent, de trouver une station-essence pour abreuver son moteur, mais bien d'en « voir » une. « Comment voulez-vous qu'un automobiliste puisse apercevoir une station dans Paris, lance M. Alain Duplex, de Shell. Les règlements en vigueur interdisent toute signalisation trop voyante, tout néon trop accrocheur, afin de ne pas polluer l'environnement visuel. Résultat, nos pompes sont couleur réverbère... »

Diminution du nombre de stations-service dans Paris, exil de celles-ci vers les portes... Si la notion de commerce alimentaire de proximité a encore droit de cité à Paris, il n'en va pas de même dans le domaine de la distribution de carburant : un automobiliste à bout d'essence serait ainsi très avisé, de nuit notamment, de ne pas s'aventurer dans la zone à haut risque que constitue le centre de Paris, du 1^{er} au 6^e arrondissement. Pour les distributeurs pétroliers, les arrondissements en bordure de Paris sont en effet aujourd'hui les plus prisés, et la plus grande partie des stations sont désormais concentrées vers les portes, à proximité du périphérique et des boulevards extérieurs.

Si désormais les pétroliers pré-

Construction de la Japan Tower à la Défense

Tokyo sur Seine



Echange est le mot-clé qui guide le projet de la « Japan Tower ». Cette initiative, une première européenne, est le résultat d'un joint-venture entre Mitsubishi Corporation et la SARI (1). Il s'agit d'un tournant dans les relations économiques franco-japonaises. Coût global de l'opération : 1,5 milliard de francs dont 50 % viennent de Mitsubishi Corporation, 35 % de la Compagnie générale des eaux, et 15 % de Lucie. Créer un pont entre Tokyo et Paris-la Défense, mais aussi faciliter la communication, entre le Japon et l'Europe de demain : un programme d'envie pour le nouveau bâtiment.

« Ce qui est séduisant à la Défense », souligne M. Tokuda, directeur de Mitsubishi France et chargé du projet Japan Tower, « c'est la grande proximité avec la capitale, mais dans un contexte extrêmement sophistiqué. » En effet, ce quartier d'affaires situé en banlieue ouest de Paris est déjà relié au réseau urbain par la ligne A du RER et le sera bientôt par le métro. Il s'apprête aussi à devenir un point d'interconnexion entre le TGV Nord et le TGV Atlantique.

n'en déplaie au Triangle d'or qui brille de tous ses feux entre l'avenue Montaigne, l'avenue George-V et les Champs-Élysées.

La Japan Tower aura la forme d'un pont gigantesque mais sophistiqué et se situera à l'entrée du quartier Valmy, non loin de la Grande Arche. Son architecte, M. Kisho Kurokawa, déjà réalisateur du Colisée à Nîmes, a voulu lui insuffler une âme aussi française que japonaise en juxtaposant la pierre et le verre translucide symbolisant les « Shoji » (portes coulissantes de bois et de papier). L'ensemble architectural représente 50 000 m² utilisables, dont 41 000 m² de bureaux standards et 9 000 m² destinés spécifiquement à promouvoir les échanges France-Japon. On y trouvera différents services : radiocentre, centre d'informations économiques regroupant des « gentlemen » intervenant dans les relations franco-japonaises. Au dernier des vingt-quatre étages de cette ambitieuse réalisation, le visiteur pourra apprécier l'art de vivre et la culture japonaise. Il y trouvera un jardin suspendu et une maison de thé. L'immeuble devrait être opérationnel pour 1992.

Un point cependant pourrait surprendre les hommes d'affaires français. Pourquoi « Japan Tower » et non « Tour japonaise » ? « Il fallait un nom international et clair, alors celui-ci s'est imposé malgré nous », constate malicieusement M. Tokuda, nos échanges avec la SARI se font principalement en anglais qui se trouve être la langue la plus représentative des échanges franco-japonais. C'est la langue de l'Europe, plus que le japonais en tout cas ! »

Les voilà donc installés en Ile-de-France, qu'ils considèrent comme « le cœur économique de l'Europe », alors que la Défense est qualifiée de « nouveau centre des affaires » (2).

La pierre et le verre

Ce n'est pas tout. La Défense est une ZTA (Zone de télécommunications avancées) et bénéficie donc de ne pas être en matière de transmissions des données textes et images. Lieu idéal pour des échanges futurs. Les dirigeants de Mitsubishi l'ont bien compris puisque c'est de surcroît la première fois qu'ils provoquent la construction d'un édifice et en deviennent les propriétaires sur le Vieux Continent.

ADÉLINE CHENON

Une campagne de prévention routière

« Priorité piétons » dans le Val-de-Marne

2 643 accidents corporels ont été enregistrés en 1989 dans les rues et sur les routes du Val-de-Marne. Dix-neuf piétons ont été tués sur 71 morts enregistrés (27 %). 186 ont été gravement blessés et 477 ont été blessés légèrement. Le tiers des 682 piétons victimes d'accidents l'ont été entre 16 heures et 19 heures. Parmi les tués et les blessés graves, 40 % ont moins de dix-sept ans. Dans neuf cas sur dix les piétons sont renversés par une voiture particulière.

Pour les huit premiers mois de 1990, si on dénombre une diminution de 9,1 % des accidents (1 512) et de 24,4 % des tués, on dénombre 16 décès de piétons sur 34, soit 47 %, alors que la moyenne nationale est de 12,3 %. Et que cette proportion est de 22,6 % pour la région Ile-de-France.

Fort de ces statistiques, le préfet

du Val-de-Marne, M. Michel Blangy, a lancé une campagne en direction des jeunes et des automobilistes. Appelée « Priorité piétons », elle entend rappeler les devoirs de chacun sans faire des automobilistes des boucs émissaires. Il leur est toutefois difficile d'échapper aux 1 000 affiches apposées dans les établissements publics, aux 6 300 autocollants et aux 112 000 dépliant distribués. Ces derniers exposent simplement quelques règles élémentaires de sécurité. Ainsi, il est recommandé aux piétons de marcher sur les trottoirs et d'utiliser les passages protégés sans oublier toutefois « de regarder d'abord à gauche puis à droite ». Pour les conducteurs qui sont aussi les parents « des enfants qui traversent », il est rappelé par exemple de conduire avec prudence. « Les enfants sont imprévisibles, leur impulsivité peut vous surprendre. » Ces recomman-

dations pourraient prêter à sourire tant elles sont évidentes s'il n'y avait eu 136 jeunes de moins de dix-sept ans victimes d'accidents entre janvier et août 1990.

L'apprentissage des règles de sécurité routière par les élèves des écoles maternelles et élémentaires et l'éducation de la responsabilité pour les collégiens par des cours théoriques et pratiques (entretiens, règles de la circulation, comportement dans la rue, circuits d'apprentissage élémentaire de la conduite, etc.) viennent renforcer la panoplie sécuritaire. Mais celle-ci serait incomplète si elle n'était accompagnée par des améliorations sur le terrain même. Ainsi, la sécurité est-elle prise systématiquement en compte lors des travaux visant à améliorer la capacité d'une voie et les carrefours sur lesquels on observe un nombre

d'accidents trop élevé. Ceux-ci font l'objet d'aménagements spécifiques. 9,5 millions de francs ont été consacrés à ces opérations en 1990. La sécurité coûte cher parce que la vie n'a pas de prix.

FRANCIS GOUGE

La communication des Hauts-de-Seine récompensée. - Le premier Grand Prix des journaux locaux a été attribué à 92 Express, édité par le conseil général des Hauts-de-Seine. Ce mensuel de 108 pages, tiré à 100 000 exemplaires, a été couronné par l'Union des journaux et journalistes d'entreprise de France. En novembre dernier, c'est la radio de ce même département, dont le conseil général est président par M. Charles Pasqua, La Radio sur Seine (FRM 92.1), qui avait reçu le Cooq d'or de la meilleure radio locale.

INITIATIVES

Une exposition très fleur bleue

« Certes les cloches sont agréables, mais un baiser discret chante plus doux cantique », affirme une carte postale 1900 d'« Heures Piques ». Deux tourtereaux à la mine compassée y communiquent dans une même harmonie, tandis que résonne le pascal carillon qui peut-être symbolise la consécration de leur future union. Gravures, images d'épinal, papiers peints et toiles de Jouy, dessins de mode et livres illustrés, cartes postales et documents publicitaires les plus divers (affiches, pages de magazines, étiquettes, emballages) : la bibliothèque Fomey a puisé dans ses réserves pour proposer un touchant monde d'images qui permet de suivre l'évolution des comportements amoureux et de leurs représentations graphiques depuis deux siècles.

A l'opposé de l'érotisme de pacotille qui cerna aujourd'hui la réalité au plus près pour faire vendre cafés, parfums ou voitures, on s'est contenté pendant longtemps de marcher la main dans la main, les plus intrépides daignant regards et sourires complices, voire « comble de l'audace » - un billet doux

glissé à la dérobée, avant que d'échanger de longs baisers tendres. Il s'agenouille, elle détourne la tête ; il déclare sa flamme, elle feint de ne pas entendre ; l'implore, elle hésite mais se rend progressivement dans une suite d'acceptations savamment dosées.

Tandis que les amoureux des gravures de mode démontrent qu'on séduit mieux si on est bien habillé, ceux qui sont utilisés dans la publicité font clairement comprendre que le produit vanté permettra selon les cas, ou les plus aimables conquêtes, ou une satisfaction au moins égale à celle que procure l'amour. Les fidèles des cartes postales servent, eux, de porte-parole à leurs homologues de chair et d'os. Pour les soupçonnés transis de timidité ou tout simplement à court d'imagination, ces petites images de carton qui fleurissent au début du siècle permettent de communiquer à l'élève de leur cœur ce qu'ils n'osent pas ou ne savent pas lui dire.

Quelques fleurs imprimées suffisent au début à manifester ses sentiments. Un code bien établi permet de ne pas se tromper : de la vio-

lette (amour caché) à la rose rouge (amour ardent) en passant par le bouton (amour d'un instant) ou le cœur (amour sincère), les fleurs ont toujours été un langage universel. L'important est de ne pas brûler les étapes, ce qui n'empêche pas forcément les galants de conter quelquefois fleurette à leur belle de façon beaucoup plus directe. En témoigne cette carte intitulée « Le langage des fleurs des amoureux » ou la dédicace est sous-titrée « passe moi ta clé ma p'tite » et la branche de lilas : « L'autel de notre amour sera ce lit-là... »

Prairies piquetées de marguerites, bosquet accueillants et frondaisons faisant opportunément office de paravents, l'amour semble ne pouvoir croître et embellir que dans la nature, même s'il ne s'agit souvent que d'une toile peinte devant laquelle pose le couple énamouré. Mais que d'obstacles avant de pouvoir roucouler en paix ! Heureusement, les nombreuses barrières ne sont jamais infranchissables et pour venir à bout d'un mur, Roméo trouve toujours quelque échelle. Banc public ou petit coin de parapluie, nos héros disposent aussi de pré-

cieuses - et licites - bulles d'intimité ; certains, particulièrement chaste, réussissent même à embarquer pour Cythère à bord d'une barque qui les isolera temporairement de la terre.

Et puis on s'enhardit peu à peu jusqu'à poster à sa dulcinée un baiser fougueux. Et là, sous l'image d'amoureux enlacés dans une étreinte passionnée, on peut lire ce que d'une main tremblante l'expéditeur a eu la soudaine hardiesse d'ajouter : « Bientôt ce sera mon tour. Je t'adore pour toujours. »

CAROLINE HELFTER

« Les amoureux à l'image », exposition présentée à la bibliothèque Fomey (1 rue du Figuier, Paris 4^e) jusqu'au 27 mars (13 h 30-20 h 00 du mardi au samedi). Entrée payante à partir de 12 ans (10 F pour les étudiants, enseignants et plus de soixante ans, sinon 15 F). Gratuit le 14 février, jour de la Saint-Valentin, pour tous les couples amoureux.

Superbe et amusant catalogue rédigé par les organisatrices de la manifestation, Claudine Chevrel et Béatrice Cornet (148 pages, 230 illustrations, 120 F).

Nouvelles réactions à l'implantation du Grand Stade de Melun-Sénart

La décision de M. Michel Rocard de construire à Melun-Sénart le Grand Stade pour accueillir la Coupe du monde de football qui aura lieu en 1998 (le Monde daté 10-11 février) suscite de vives réactions. Georges Valbon (PC), président communiste du conseil général de Seine-Saint-Denis, regrette que le site de Tremblay-en-France n'ait pas été choisi. Il affirme : « Ce projet constituait une réponse de qualité, adaptée d'une part à des manifestations de portée nationale et internationale et d'autre part au rééquilibrage nécessaire à l'est de la région parisienne en matière d'équipements sportifs. »

Le député RPR de Seine-Saint-Denis, M. Robert Pandraud, se montre beaucoup plus incisif : « Le gouvernement a délibérément sacrifié le rééquilibrage de la région parisienne vers le nord-est et laisse le département de la Seine-Saint-Denis sans équipement structurant. Il est scandaleux que ce département ait été sacrifié pour des motifs partisans. »

M. Jean-Claude Bras, consultant pour le projet de Tremblay, président du Red Star et ancien international de football, ne cache pas son « énorme et étrange surprise » : « Je suis un sportif et je ne ferais pas de

déclaration d'humeur aujourd'hui (...), c'est avant tout un choix politique (...). D'un avis unanime, Tremblay présentait le site le plus approprié et le meilleur dossier. Sans vouloir polémiquer, je note qu'on s'est servi d'un outil sportif pour une action de remodelage d'une ville nouvelle d'Ile-de-France. » Il se dit aussi « très étonné de la passivité du mouvement sportif lors du dernier mois. »

Les responsables sportifs, eux, ne montrent que leur satisfaction d'avoir enfin un grand stade. Pour Jean Fournet-Fayard, président de la Fédération française de football, « c'est historiquement une grande date pour le sport français (...), il ne nous appartient pas, à nous, Fédération française de football, de discuter des raisons et du choix du site, pas plus que de l'opportunité à avoir opté pour Melun-Sénart plutôt que pour un autre. Ce qui est important, c'est surtout que ce choix soit intervenu dans les délais, et que l'échéance ait été tenue. »

Robert Bobin, président de la Fédération française d'athlétisme, ne cache pas son optimisme : « Je suis content car l'athlétisme français va pouvoir présenter enfin un grand événement. » Seul regret : « Ce stade ne sera pas dans Paris. »

F. G.

Director General International Trade Association

Our client is the International Trade Association for a large number of companies and organisations worldwide specialising in the travel service industry.

The Association performs for its members a number of commercial, representative and co-ordinating activities. The administrative HQ has recently moved to Copenhagen and the CEO position is new.

The Director General is responsible to the Executive Board for implementing policy; co-ordinating relations between Member Associations; general management and financial administration of the Association. The Director General's main task will be to initiate and implement further member related services and in addition to obtain wider international recognition within the travel and airline industry.

Candidates must be well travelled and have an excellent, international oriented track record in business management - public/international organisations. Skills should include experience of general and marketing management together with excellence in communication.

A graduate university degree in business administration, organisation or equivalent is preferred. Fluency in English (working language) and French or Spanish is essential. Age: 32-45 years.

A very attractive package of salary and benefits will be negotiated. Domicile in Copenhagen.

For further information tel (+45 86 15 52 44); fax (+45 86 15 74 22) - Att. Aage Dragsted.

Applications to be marked "Director General" and sent to the address below latest February 25.

We guarantee all applications will be dealt with in confidence.

KPMG Lisberg-CJ Management
Soeren Frichs Vej 40A
DK-8230 Aabyhoej/Aarhus
Denmark

Directeur des affaires publiques

Avec un réseau de 100 bureaux opérationnels sur le terrain, l'UNDP (Programme de Développement des Nations Unies) a pour mission de centraliser la planification, le financement et la coordination de l'ensemble du système d'aide au développement de l'ONU. L'UNDP est exclusivement financé par les contributions de ses états membres.

Le challenge de ce poste basé à New York, consiste à : parfaire la stratégie des affaires et des relations publiques des différentes organisations, accroître la notoriété de l'UNDP auprès des gouvernements et de leur public au travers des médias ou d'autres moyens ceci afin de mettre en évidence la mission de l'UNDP et ainsi augmenter les ressources financières disponibles.

Le candidat idéal doit posséder une expérience significative de la création et de la mise en œuvre d'actions de communication stratégiques, de préférence au sein d'une organisation internationale. Des preuves de son habitude de la négociation avec les médias sont vivement souhaitées. Des contacts gouvernementaux seront appréciés. L'anglais courant est indispensable, la connaissance du français et/ou de l'espagnol est nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. détaillé) sous réf. 165, à MEDIA P.A. - 50/54, rue de Sully 92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex, qui transmettra.



UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME

TENDER NOTICE

TRANSPORTATION MASTER PLAN PREQUALIFICATION NOTICE FOR THE ENGAGEMENT OF TRANSPORT PLANNING CONSULTANTS

The Urban Redevelopment Authority (URA) is the National Planning Authority in Singapore. The Authority's mission is to plan and facilitate the physical development of Singapore into a tropical city of excellence with a distinctive identity meeting the aspiration of Singaporeans.

In conjunction with several other Singapore government agencies, the Authority is currently developing a Transportation Master Plan to ensure the best possible integration of land use and transport planning to make Singapore a congestion-free city. Key objectives of the Master Plan are as follows:

- To provide the overall long-term framework for mobility (work, leisure, shopping, etc.) and urban development.
- To explore and test the ultimate capacity of a total and integrated system of transport facilities.
- To provide the best possible public transport network as an attractive alternative to the private car.
- To enable the intensification of development at locations most accessible by public transportation.

We are looking for world-renowned transport planning consultants to act as advisors and to guide the development of the Master Plan. The consultancy period is expected to be between April 91 and June 91 for the first two phases and between August and November 91 for the third phase. We hereby invite internationally established transport planning consultants to apply to Urban Redevelopment Authority (Singapore), Head Engineering Section, Fax No: 65-2248752 for the official Prequalification Documents.

The CLOSING DATE for submission of particulars required in the Prequalification Documents is 15 MARCH 1991. The submission must be made by hand or by post or by fax to the following address not later than 15 MARCH 1991:

CONTRACT AND ADMINISTRATION SECTION
URBAN REDEVELOPMENT AUTHORITY
45 MAXWELL ROAD SINGAPORE 0106
FAX: 65-2248752 TEL: 65-2216666



URBAN REDEVELOPMENT AUTHORITY

TOWARDS A TROPICAL CITY OF EXCELLENCE

Le Monde des Cadres

Aider les cadres chômeurs

C'est parce qu'ils pensent que le chômage n'est pas une fatalité qu'une équipe bénévole de cadres et dirigeants d'entreprises anime, au sein du M.C.C. (Mouvement des Cadres Chômeurs), le GROUPE RECHERCHE D'EMPLOI.

Professionnels des fonctions personnel et marketing, les animateurs de cette équipe ont pour objectif d'aider gratuitement les cadres au chômage à "en sortir".

Leur méthode : une formation aux techniques de recherche d'emploi et le travail en groupe.

Plus de 90 groupes et près de 1 200 cadres ont déjà participé aux sessions organisées et un grand nombre d'entre eux a pu réussir ainsi sa réinsertion professionnelle.

Nous souhaitons aujourd'hui renforcer notre équipe et intégrer 2 à 3 animateurs.

En poste ou depuis peu à la retraite, vous avez par vos fonctions, été confronté à des problèmes d'emploi ou de gestion des ressources humaines.

Ecrivez à Philippe VERZAT : G.R.E. - M.C.C.
18, rue de Varenne - 75007 PARIS.

FORMATEURS ORIENTEURS

Vous serez chargé, au sein d'une petite équipe de formation, d'élaborer des bilans d'évaluation-orientation, d'initier des sessions de technique de recherche d'emploi, d'effectuer des entretiens à l'emploi.

Votre profil : + 30 ans, maîtrise en psychologie, 3 ans d'expérience minimum auprès de publics de faible niveau de qualification.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) à SIGES, BP 28, 78184 ST-QUENTIN EN-YVELINES CEDEX.

LES RESTAURANTS DU TOUT-PARIS recherchent JURISTE

D'ENTREPRISE

FORMATION :

- 2 à 5 ans d'expérience du droit commercial et plus particulièrement du droit des sociétés.

RESPONSABILITÉS :

- Tenue des dossiers juridiques (statut, baux, contrats) ;

- Convoctions, préparation et tenue des assemblées, suivi des rapports ;

- Liaison avec commissaires aux comptes et experts comptables.

Merci d'adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et références) à LAURENT FABRETTI au 4, bd des Capucines 75002 Paris, 47-42-58-11. Réponse assurée à tout dossier complet.

emplois internationaux

London au pair. Agency seeks agent in France. Tél. : 1944 81 9525998.

Organisme de prévoyance recherche pour diriger un service de 50 personnes

UN DOCTEUR EN DROIT H/F 35-40 ANS

L'expérience de direction d'un service administratif ou contentieux est souhaitable. Une bonne connaissance du droit de la Sécurité sociale serait appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et références sous réf. 711 328 à PREMIER CONTACT 38, rue Villiers 92532 LEVALLOIS-PERRET CEDEX ou telex 35-15 code CONTACT qui transmettra.

SVM MAC recherche

RÉDACTEUR

Bonne connaissance de l'univers Macintosh, des tableaux, des bases de données et des réseaux. Expérience de la presse magazine souhaitée.

Adresser CV à : EXCELSIOR PUBLICATIONS M. Yves HELLARD SVM Macintosh 1, rue de Colonel-Pierre-Avila, 75018 Paris

ADOM 79 recherche

UN DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL A LA MUSIQUE

qui devra avoir :
- une licence universitaire ;
- une bonne formation musicale ;
- une expérience d'animation et de gestion du milieu culturel.

Les dossiers avec lettre de motivation CV, photo, sont à adresser à : ADOM 79 19, av. Sully, 75000 Paris Tél. : 46-24-37-28 Date limite : 15 MARS 1991

Centre de formation recherche

PROF. COMPTABILITÉ pour BTS comptabilité, gestion (alternance) GFN, 14, av. de l'Opéra 75001 PARIS Tél. 42-96-12-58

RECHERCHONS FORMATEURS(trices) TOP NIVEAU

30/40 ans environ. Pour animation de modules d'entraînement à la communication en situation d'entretien. Pratique de la vidéo indispensable.

Envoyer CV + photo Ecrire sous le n° 8235 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, Paris-7.

GROUPE DE PRESSE recherche

DOCUMENTALISTE (H ou F)

Bonne connaissance des problèmes économiques (vie des sociétés) indépendante. Dépouillement des journaux. Dactylographie soignée.

Envoyer CV + photo à : SEP-PA n° 2387 13, avenue de l'Opéra 75001 Paris

DES COLLABORATEURS DE FORMATION HISTORIQUE ET ARTISTIQUE

pour accompagner et guider ponctuellement ses circuits vers les pays d'Europe, du bassin méditerranéen et du Proche-Orient. Env. CV, 34, r. du Vieux 75015 Paris. T. 46-31-69-64

capitiaux propositions commerciales

CONSERVÉES PLATS CUISINÉS (80) cherche multicar. Tél. : 55-05-25-00



Depuis 10 ans, nous sommes à l'écoute des suicidants. Pour être présents 24 h/24 au téléphone, et pour renforcer notre équipe d'accueillants,

NOUS AVONS BESOIN DE BENEVOLES

Pour nous rejoindre, écrivez-nous : S.O.S. SUICIDE PRENIX 36 rue de Bergovie 75014 Paris.

GROUPE DE PRESSE recherche

UN JOURNALISTE ATTIRÉ PAR LA FINANCE

(Réf. C411)

- Avec ou sans expérience financière.
- 3 à 5 ans de métier.

ET

UN FINANCIER ATTIRÉ PAR LE JOURNALISME

(Réf. C412)

- Diplômé de l'enseignement supérieur.
- Ayant occupé des fonctions de chargé de clientèle entreprises ou d'analyste financier pendant au moins 2 ans.

Envoyer CV + lettre manuscrite à M^{me} FONTAINE

11, rue Crozatier - 75012 Paris

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE AMÉNAGEUR et CONSTRUCTEUR à PARIS

recherche

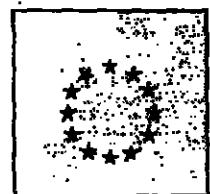
UN INGÉNIEUR

Vous avez : une solide formation en Bâtiment, Génie Civil ou Travaux Publics, et une première expérience réussie de plusieurs années en maîtrise d'ouvrage ou maîtrise d'œuvre.

Votre mission : rattaché directement au responsable technique de la société, Vous serez chargé de conduire la maîtrise d'ouvrage d'une importante opération de génie civil (investissement de plus de 300 millions de francs).

Écrire sous réf. n° 8234

Au Monde Publicité, 5, rue de Montessuy 75007 Paris



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

Le Monde LE SOIR De Standaard EL PAIS THE INDEPENDENT BERLINGSKE TIDENDE THE IRISH TIMES NRC Handelsblad Süddeutsche Zeitung CORRIERE DELLA SERA



Béghin-Say

Gruppo Ferruzzi

Filiale de Ferruzzi, BEGHIN-SAY est l'un des plus importants groupes agro-industriels. Avec un chiffre d'affaires consolidé de 39 milliards de francs et 15.000 personnes réparties dans 15 pays, il occupe une position de tout premier plan au niveau international dans les domaines du sucre, des produits amylacés, des huiles et des condiments.

La stratégie d'acquisition opérée ces dernières années nous amène à renforcer notre équipe d'audit international. Dans ce but nous recherchons un :

AUDITEUR INTERNATIONAL SENIOR

Rattaché au responsable de l'audit international, il participera à la coordination et à la formation des auditeurs locaux, au développement de procédures ainsi qu'à des audits financiers, opérationnels, EDP et d'acquisition.

Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans, de formation ESC complétée par le DECS, possédant au moins 4 ans d'expérience dans un cabinet d'audit international. La maîtrise de l'anglais et de la micro-informatique ainsi qu'un bon esprit d'analyse, une aisance relationnelle, de réelles qualités rédactionnelles sont nécessaires pour réussir dans cette fonction. Ce poste, basé à Paris, suppose de fréquents déplacements, notamment à l'étranger.

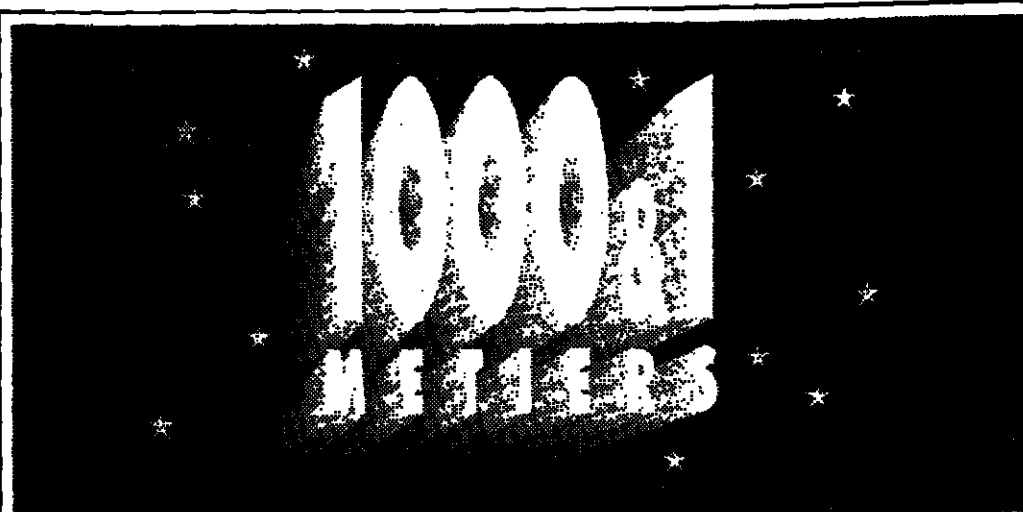
Ecrire à Frédérique CHEMARIN, en précisant la référence A/S8645M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.38. (PA Minitel 36.15 code PA)

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC Handelsblad LE SOIR De Standaard EL PAIS THE INDEPENDENT BERLINGSKE TIDENDE THE IRISH TIMES



CORRIERE DELLA SERA EL PAIS De Standaard THE INDEPENDENT



Responsable de la communication européenne

Vous souhaitez élaborer la politique de communication européenne du groupe UAP ? Alors, rejoignez notre Direction de la communication. Vous serez l'interlocuteur privilégié des dirigeants de toutes nos filiales européennes (Royale Belge, Gelderland, New Ireland, Interamerican...). Vous aurez pour mission, après un véritable diagnostic de nos besoins : de mettre en place la stratégie européenne de communication institutionnelle du groupe, de développer les moyens existants, de concevoir et d'accompagner des actions nouvelles.

Cette mission importante s'adresse bien évidemment à un candidat d'envergure et réellement talentueux. De formation supérieure (Finance, Gestion, Commerce...) complétée par une expérience à l'international et de préférence dans l'assurance, vous êtes parfaitement trilingue pour effectuer de fréquents déplacements en Europe.

Rencontrez-nous. Parlez de nos ambitions communes. Adressez votre candidature (lettre, CV, photo, prétentions), sous réf. FG02, à Fabienne Guitard, UAP, Service recrutement et gestion des carrières, Tour Assur 5 B, 92083 Paris-La Défense Cedex 14.

35 000 collaborateurs dans plus de 60 pays, un CA de 645 Mds de F dont 36 % réalisés à l'international, font de l'UAP le n°1 français de l'assurance et le n°2 en Europe. 1 000 et 1 métiers nous unissent. Autant de spécialités, d'opportunités d'évolution à la hauteur de notre ambition : être l'assurance européenne de référence.



Le Monde International

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION DE PRODUITS PÉTROLIERS (FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL) INSTALLÉE AU CAMEROUN, RECHERCHE

Directeur Commercial

Base DOUALA

Le candidat SUP de CO, Sciences Economiques ou équivalent âgé d'une quarantaine d'années possède une sérieuse expérience de la vente à travers des réseaux de distribution.

Sous l'autorité du Directeur Général, il optimise nos résultats et développe nos ventes en dirigeant une équipe bien structurée d'une quarantaine de personnes : Chefs de régions, Inspecteurs des ventes, Contrôleurs de gestion et Formateurs.

Une opportunité réelle intéressera un candidat efficace et de valeur.

La rémunération pour ce poste sera de l'ordre de 15 M.CFA, soit 300 K.F.F.

Adressez rapidement votre : dossier complet de candidature (Curriculum Vitae + photo + salaire actuel) sous la référence LM 1173 à Harry A. BOTH au



CABINET BOTH

Département Sélection Recrutement 3 bis, rue des Ecoles - 78400 CHATOU

BUREAU D'INGÉNIEURS-CONSEILS

actif sur le plan international, dont le siège principal est à Genève, Suisse, avec filiale à Ferney-Voltaire, département de l'Ain,

1 INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN

diplômé grande école

disposant d'une solide expérience dans le domaine de la haute tension.

Les connaissances et l'expérience demandées sont :
- machines tournantes pour centrales électriques ;
- postes de transformation ;
- lignes H.T./M.T. ;
- réseau électrique.

Ce poste requiert un niveau chef de projet, des qualités d'organisateur, de gestion technique et financière, des connaissances de l'ingénierie en général et du travail à l'export, de la disponibilité pour des missions à l'étranger et des connaissances de l'anglais.

NOUS OFFRONS :

- une activité variée ;
- une rémunération en rapport avec l'expérience et les capacités ;
- des perspectives de carrière intéressantes ;
- en cas de besoin, le logement temporaire ou définitif dans la région de Ferney-Voltaire peut être envisagé.

Les candidats sont priés d'adresser leur offre écrite, avec curriculum vitae détaillé, prétentions de salaire, copies de certificats et photo, sous chiffre N-18-118 683 à Publicitas, CH-1211 Genève 3.

LECTEURS-ATTACHÉS LINGUISTIQUES CHARGÉS DE MISSION

pour la coopération linguistique et éducative en Italie
Le bureau linguistique de l'ambassade de France en Italie recrute pour l'année universitaire 1991-1992 cinq professeurs titulaires, agrégés ou certifiés d'une discipline littéraire, ou en possession d'un doctorat, ayant une solide formation en didactique du FLE, pour les postes de lecteurs-attachés linguistiques dans les universités de Bologne, Cagliari, Lecce, Milan et Palerme.

- Contraint de trois ans renouvelable une seule fois.

- Traitement mensuel brut : 4 100 000 à 4 600 000 lire, plus les allocations familiales.
Adresser, avant le 25 mars 1991, un CV détaillé avec une photo et les photocopies des pièces justificatives à :

BUREAU LINGUISTIQUE DE L'AMBASSADE DE FRANCE
VIA DI MONTORO, 4 - 00196 ROME

Pour tout renseignement complémentaire, écrire à l'adresse ci-dessus ou téléphoner au 06/683 37 36 ou 06/687 90 06.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

working for human rights

EXECUTIVE ASSISTANT MIDDLE EAST
(2 posts)
£14,900 pa

We need 2 Executive Assistants to work in our Middle East Research Department, based in London. Executive Assistants' primary responsibility is to advise and service AI's worldwide membership on human rights concerns in the Middle East. This includes recommending actions on behalf of prisoners. A background knowledge of the region and the ability to type and do own filing is essential. You must also be able to work in a team, often under pressure, and use your own initiative. Post 1 ref no: RD-4 Fluent English and working knowledge of Arabic and/or Farsi essential. Post 2 ref no: RD-5 Fluent English and Arabic essential. French desirable. Closing date: 2 April 1991



هذا من الامم

LES LOCATIONS **DES INSTITUTIONNELS**

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			19^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES		
4^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES			90 m²		
4/5 PIÈCES	15, boulevard Bourdon	9 300	Parking, Imm. neuf	6-8, rue Adolphe-Mille	5 361	4^e étage		
Possib. parking	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 1 900	56 m ² , 4 ^e étage	SAGGEL - 42-66-61-05	+ 702	2/3 PIÈCES		
110 m ² , 1 ^e étage	Honoraires de location	6 966		Frais de commission	8 321	Parking, 70 m ²	COURBEVOIE LA DÉFENSE	5 600
7^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES			2 ^e étage	12, place des Dominos	+ 1 662
2 PIÈCES	50, rue de Bourgogne	7 227	Parking, Imm. neuf	6-8, rue Adolphe-Mille	5 935	GARCHES		
Parking, 53 m ²	SOLVEG - 40-87-06-99	+ 1 000	73 m ² , 1 ^e étage	SAGGEL - 42-66-61-05	+ 728	21, rue des 4-Vents		
1 ^e étage	Frais de commercialisation	5 821		Frais de commission	4 223	SAGGEL - 48-08-80-36	SAGGEL - 48-08-80-36	+ 1 000
3/4 PIÈCES	193, rue de l'Université	10 000	78 - YVELINES			2^e étage		
79 m ² , 1 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 613	PAVILLON 5 PCES			Frais de commission		
	Frais de commission	7 116	Parking, 111 m ²	NOISY-LE-ROI	8 198	LA GARENNE-COLOMBES		
9^e ARRONDISSEMENT				1, allée Michel-Richard-Delalande	+ 436	Parking, 110 m ²	19, rue Estienne-d'Orves	+ 1 025
3 PIÈCES	2, square Trudaine	9 000	2 PIÈCES			balcon, 1 ^e étage	CIGIMO - 48-00-89-89	
109 m ² , 1 ^e étage	CGI - 40-16-28-71	+ 2 025	65 m ²	ROCQUENCOURT	3 587	Honoraires de location		
11^e ARRONDISSEMENT			Rez-de-chaussée	13, rue des Erables	+ 1 103	5 310		
STUDIO MEUBLÉ	HOME PLAZZA NATION	5 500		AGIFRANCE - 47-42-17-61	5 833	5 PIÈCES		
20 m ² sur jardin	HOME PLAZZA 40-09-40-00	+ 825	4 PIÈCES			Parking, 104 m ²	68-76, rue de la République	+ 1 558
2 PCES MEUBLÉES	HOME PLAZZA BASTILLE	8 500	Parking, 87 m ²	POISSY	3 600	1 ^e étage	SAGGEL - 46-08-90-36	
50 m ² sur jardin	HOME PLAZZA 40-21-22-23	+ 1 275	4 ^e étage	5, avenue des Ursulines	+ 1 021	Immeuble neuf	Frais de commission	5 764
14^e ARRONDISSEMENT				AGIFRANCE - 47-42-17-61	2 946	STUDIO		
STUDIO	199-201, avenue du Maine	4 050	STUDIO			Parking, 83 m ²	NEUILLY-SUR-SEINE	4 400
Parking, 35 m ²	LOC INTER - 47-45-15-58	+ 295	Parking, 36 m ²	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	3 466	44 m ² , 1 ^e étage	47, rue Pernot	+ 520
Rez-de-chaussée			Rez-de-chaussée	40, rue des Ursulines	+ 340	Frais de commission		
2 PIÈCES	199-201, avenue du Maine	5 692		AGF - 49-24-45-45	2 422,99	47, rue Pernot		
Parking, 48 m ²	LOC INTER - 47-45-15-58	+ 399	MAISON DE VILLE			AGF - 49-24-45-45		
5 ^e étage			5 pièces	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	7 300	Frais de commission		
15^e ARRONDISSEMENT			Garage, 103 m ²	20-22, rue Schnapper	+ 544	3 131,04		
4 PIÈCES	15, rue Fizeau	12 937		SAGGEL - 47-78-15-85	5 195	NEUILLY-SUR-SEINE		
2 parkings, 106 m ²	LOC INTER - 47-45-16-09	+ 920	3 PIÈCES			223, av. Charles-de-Gaulle	NEUILLY-SUR-SEINE	6 800
7 ^e étage + terrasse			Poss. parking, 95 m ²	VERSAILLES	6 625	50 m ² , terrasse	223, av. Charles-de-Gaulle	+ 840
16^e ARRONDISSEMENT			2 ^e étage	35 bis, rue du Maréchal-Gallieni	+ 1 000	7 ^e étage	CIGIMO - 48-00-89-89	

Le Monde

CHAQUE MERCREDI

numéro daté jeudi

RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

**LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
LES BELLES PROPRIÉTÉS
L'AGENDA IMMOBILIER
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE**

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs », dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

**CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE**



Commercialization SNC PHENIX GESTION



RESIDENCES HOTELIERES
HONE PLAZZA



GENERAL



C I G I M O
G R O U P E G T F



INTER



saggei venlôme
GROUPE UAP



COULEUR
LOCATION, VENTE ET GESTION IMMOBILIÈRES

DEMANDES
D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :
• INGENIEURS toutes spécialisations
• CADRES administratifs, commerciaux
• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

DIRIGEANTS PME-PMI

Avez un CADRE SUPPLÉMENTAIRE à votre disposition pour missions courtes ou longues durées. Directeur administratif et financier dans filiales françaises de grands groupes français, européens et américains construction électrique, HEC, CPA, Ingéla, allemands courants.

CADRE DIRECTEUR COMMERCIAL. Solide expérience professionnelle secteur automobile, connaissance gestion, animation, organisation, réseau de ventes, service après-vente.

RECHERCHE : direction vente tous secteurs, mobile France entière. (Section BCO/HP 1902).

H. 31 ans. Six ans expérience chef de projet informatique, concepteur, ingénieur technico-commercial. Expérience grands comptes et constructeurs. SOUHAITE : reprendre fonction de conseil en clientèle, réalisation cahier des charges, maquettes benchmark, présentation de solutions. (Section BCO/HP 1903).

FEMME

RECHERCHE : poste responsable service publicité ou promotion des ventes toutes techniques des métiers de la communication, marketing direct, relations publiques, médias, sponsoring. (Section BCO/HP 1904).

ACTION RELATION COMMUNICATION définit l'ambition professionnelle d'une ASSISTANTE DE DIRECTION ayant vingt-cinq ans d'expérience gestion administrative et financière. Missions : réception France, étranger, relation presse publique, organisation des événements, relations anglaises.

RECHERCHE : poste Paris avec déplacements France, étranger, libre immédiate. (Section BCO/HP 1905).

EX-CADRE BANCAIRE - crédit documentaire - 47 ans, DES droit international + maîtrise commerce international + technique bancaire + stage création entreprise, trilingue anglais, italien, douze ans expérience crédit, négociation étude de développement commercial, marketing, gestion des comptes, goût du challenge, disponible.

PROPOSE : collaboration à responsable PME-PMI pour créer service export ou développement commercial.

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :

12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09

Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

STANDARDISTE

Bilingue anglais, recherche emploi 5 à 6 heures par jour. Tél. : 43-55-77-51.

Relations publiques

J.F., 25 ans, vive et dynamique, Bac 3 + 4 (DUT + spécialisation), 3 années d'expérience réussies en agence de communication, cherche poste à responsabilité en entreprise ou agence.

N. GOLITE

95, r. de Rome 75017 Paris.

J.H. 24 ans, dév. OM, bac + 2

parlant et écrivant l'anglais, réside en Angleterre, cherche place commerciale, acquiescent toutes formations nécessaires.

J.F. diplômée Sup. de Co.

G.B., France, recherche poste de gestionnaire. Assistante marketing. Tél. : 48-24-10-06.

REPRÉSENTANT

grossistes, grands magasins, détaillants. Région parisienne. Étude toutes propositions. Avec véhicule de fonction. Livré de suite.

Tél. : 48-24-10-06

J.F., 28 ans, singulier de l'ES en gestion des ressources humaines, DES droit CEI, exp. coll. rech. mission en entreprise. Tél. : 47-27-06-18.

J.F., 24 ans, expert rech.

presse de galerie art, journaliste, rech. poste journaliste ou chargé de communication. Tél. : 48-42-06-18.

L'AGENDA

Bijoux

Le plus formidable choc, à une des affaires exceptionnelles de l'année. Le guide « Paris pas cher » vous donne les adresses de tous les bijoux, or, toutes pierres précieuses, alliances, bagues, argentées.

PERRON OPERA

Angle de rue italienne, ACHAT-ÉCHANGE BIJOUX. Magasin à l'étage.

37, av. Victor-Hugo, Paris 16.

Vidéo

V.O. ONLY

société du vidéo d'oc en v.o. en Europe (Pai N° 100). Plus de 2 000 titres disponibles immédiatement. Ouvert 7 jours sur 7.

25 bd de la Somme 75017.

M. Porte de Champerret. Tél. : 42-87-76-17 ou 42-87-76-27.

Vacances

Loisirs

DISCOLL HOUSE HOTEL. 200 chambres, piscine, 120 km de ski, parcs, bons restaurants. Paris : 172, New Kent Road, London SE1 4YT.

SKI DE FOND

Haut-Jura, 3 h Paris TGV. Yvet et Liffère vous accueillent de l'autre côté de la montagne. 16 pers. max. Table d'hôte. Côté montagne, côté lac. Côté lac, côté montagne. Côté montagne, côté lac.

Rens. et réservations : (03) 83-12-12-51. LE CRET L'AGNEAU. La Longeville. 25650 MONTBENOIT.

automobiles

de 5 à 7 CV

A vendre Renault 5 GTL 13 CV, 1983, modèle 84500 km, 18 000 F, 4 vit., 1 lit d'embrayage, 1 module allumage électronique, 4 amortisseurs, 2 triangles, 2 cardans, 1 support de boîte, 1 allumage, 2 tambours récents. Opposé : 1 entourage, 1 rot ouvrant, rétro droit + 4 H.P. (2 x 30 W + 2 x 40 W).

A vendre MERCEDES 190 E 7 CV, 5 vit., 1987, 87 000 km, ABS, alarme, 800 000 F, 16 42-00-31-00 (15-18 N).

de 8 à 11 CV

A vendre, URGENT BMW 318i, janvier 1989, 10 000 km, Dérivée métallique, toit ouvrant électro, rétro électro, 10000 F. Rens. : 66-55-66-22. Dom. : 30-21-88-51.

CHERCHE-MIDI, adjour d'île + 2 chbres s/verdu, soléil, box, 4 100 000 F. France Paris 48-25-22-70.

RUE DE L'ANGLOISSE, comédie, studio confort, 2 entrées, 550 000 F. 48-25-22-70.

CHOUX-ROUGE, studio, 64 m², asc., très bel imm., 495 000 F. FAURE 48-49-22-70.

RUE DE SEVRES, BEAU 4 PCHES et chbr. Dans bel imm. de 18 m². Px 2 500 000 F. SIFECO - 45-88-43-43.

IMM. SAUVAGE

328 m², balc., soléil, trav. 9 p. Possib. dédication ou prof. Park. 42-36-88-05.

automobiles

ventes

de 5 à 7 CV

A vendre Renault 5 GTL 13 CV, 1983, modèle 84500 km, 18 000 F, 4 vit., 1 lit d'embrayage, 1 module allumage électronique, 4 amortisseurs, 2 triangles, 2 cardans, 1 support de boîte, 1 allumage, 2 tambours récents. Opposé : 1 entourage, 1 rot ouvrant, rétro droit + 4 H.P. (2 x 30 W + 2 x 40 W).

A vendre MERCEDES 190 E 7 CV, 5 vit., 1987, 87 000 km, ABS, alarme, 800 000 F, 16 42-00-31-00 (15-18 N).

de 8 à 11 CV

A vendre, URGENT BMW 318i, janvier 1989, 10 000 km, Dérivée métallique, toit ouvrant électro, rétro électro, 10000 F. Rens. : 66-55-66-22. Dom. : 30-21-88-51.

CHERCHE-MIDI, adjour d'île + 2 chbres s/verdu, soléil, box, 4 100 000 F. France Paris 48-25-22-70.

RUE DE L'ANGLOISSE, comédie, studio confort, 2 entrées, 550 000 F. 48-25-22-70.

CHOUX-ROUGE, studio, 64 m², asc., très bel imm., 495 000 F. FAURE 48-49-22-70.

RUE DE SEVRES, BEAU 4 PCHES et chbr. Dans bel imm. de 18 m². Px 2 500 000 F. SIFECO - 45-88-43-43.

IMM. SAUVAGE

328 m², balc., soléil, trav. 9 p. Possib. dédication ou prof. Park. 42-36-88-05.

Le Monde
SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

appartements ventes

locations non meublées demandes

maisons individuelles

pavillons

villas

châteaux

1 HEURE PARIS

RER ST-MAUR 94

43-45-00-75

viagers

boxes - parking

bureaux

bureaux

Locations

Agence publicités loue bureaux 50 m² r.d.c., près St-Sulpice (métro de la communication).

manuel. A partir du 01-03, sur RDV : 43-25-11-54.

SIÈGE SOCIAL

Bureaux équipés et services, dérivés, R.C., R.M., SODEC SERVICES. CHPS-ELVSES 47-23-56-47. N° 43-41-81-81.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS. SARL - RC - RM. Constitution de sociétés. Démarches et tous services. Permanence téléphonique. 43-55-17-50.

A PARTIR DE 50 F HT/mois

Vos ADRESSES COMMERCIALES. PARIS 15, 8 p, 12, 15, 17, St-Sulpice (métro de la communication). INTERCOM 43-40-31-46.

BUREAUX ÉQUIPÉS

Salles de réunions, tics, dérivés, domiciliactions, SIÈGES SOCIAUX, démarches, tous services. CRÉATION IMMÉDIATE toutes entreprises. Serv. personnalisé : courtoisie, efficacité.

GROUPE ASPAC

1^{er} RESEAU NATIONAL DE CENTRES D'AFFAIRES. STOLLE 15 - 47-23-51-51. GROUPE 15 - 47-23-51-51. STOLLE 15 - 47-23-51-51. LA FAYETTE 9 - 46-22-22-22. BOLLAND 92 - 30-21-44-44. VERSAILLES 78 - 30-21-44-44. + 20 centres en France.

RUE DE SEVRES, 81 m², Loggia, park + cave, 4500 F.C.C. Tél. : 45-82-62-02.

Fonction, 36 ans, cherche homme seul pour partager P4 à Savigny-le-Temple (77), à 100 m de la gare. Loyer : 1 600 F/mois. Tél. : 64-41-85-86 (le soir).

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

bureaux

bureaux

Locations

Agence publicités loue bureaux 50 m² r.d.c., près St-Sulpice (métro de la communication).

manuel. A partir du 01-03, sur RDV : 43-25-11-54.

SIÈGE SOCIAL

Bureaux équipés et services, dérivés, R.C., R.M., SODEC SERVICES. CHPS-ELVSES 47-23-56-47. N° 43-41-81-81.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS. SARL - RC - RM. Constitution de sociétés. Démarches et tous services. Permanence téléphonique. 43-55-17-50.

A PARTIR DE 50 F HT/mois

Vos ADRESSES COMMERCIALES. PARIS 15, 8 p, 12, 15, 17, St-Sulpice (métro de la communication). INTERCOM 43-40-31-46.

BUREAUX ÉQUIPÉS

Salles de réunions, tics, dérivés, domiciliactions, SIÈGES SOCIAUX, démarches, tous services. CRÉATION IMMÉDIATE toutes entreprises. Serv. personnalisé : courtoisie, efficacité.

GROUPE ASPAC

1^{er} RESEAU NATIONAL DE CENTRES D'AFFAIRES. STOLLE 15 - 47-23-51-51. GROUPE 15 - 47-23-51-51. STOLLE 15 - 47-23-51-51. LA FAYETTE 9 - 46-22-22-22. BOLLAND 92 - 30-21-44-44. VERSAILLES 78 - 30-21-44-44. + 20 centres en France.

RUE DE SEVRES, 81 m², Loggia, park + cave, 4500 F.C.C. Tél. : 45-82-62-02.

Fonction, 36 ans, cherche homme seul pour partager P4 à Savigny-le-Temple (77), à 100 m de la gare. Loyer : 1 600 F/mois. Tél. : 64-41-85-86 (le soir).

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

bureaux

bureaux

Locations

Agence publicités loue bureaux 50 m² r.d.c., près St-Sulpice (métro de la communication).

manuel. A partir du 01-03, sur RDV : 43-25-11-54.

SIÈGE SOCIAL

Bureaux équipés et services, dérivés, R.C., R.M., SODEC SERVICES. CHPS-ELVSES 47-23-56-47. N° 43-41-81-81.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS. SARL - RC - RM. Constitution de sociétés. Démarches et tous services. Permanence téléphonique. 43-55-17-50.

A PARTIR DE 50 F HT/mois

Vos ADRESSES COMMERCIALES. PARIS 15, 8 p, 12, 15, 17, St-Sulpice (métro de la communication). INTERCOM 43-40-31-46.

BUREAUX ÉQUIPÉS

Salles de réunions, tics, dérivés, domiciliactions, SIÈGES SOCIAUX, démarches, tous services. CRÉATION IMMÉDIATE toutes entreprises. Serv. personnalisé : courtoisie, efficacité.

GROUPE ASPAC

1^{er} RESEAU NATIONAL DE CENTRES D'AFFAIRES. STOLLE 15 - 47-23-51-51. GROUPE 15 - 47-23-51-51. STOLLE 15 - 47-23-51-51. LA FAYETTE 9 - 46-22-22-22. BOLLAND 92 - 30-21-44-44. VERSAILLES 78 - 30-21-44-44. + 20 centres en France.

RUE DE SEVRES, 81 m², Loggia, park + cave, 4500 F.C.C. Tél. : 45-82-62-02.

Fonction, 36 ans, cherche homme seul pour partager P4 à Savigny-le-Temple (77), à 100 m de la gare. Loyer : 1 600 F/mois. Tél. : 64-41-85-86 (le soir).

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

bureaux

bureaux

Locations

Agence publicités loue bureaux 50 m² r.d.c., près St-Sulpice (métro de la communication).

manuel. A partir du 01-03, sur RDV : 43-25-11-54.

SIÈGE SOCIAL

Bureaux équipés et services, dérivés, R.C., R.M., SODEC SERVICES. CHPS-ELVSES 47-23-56-47. N° 43-41-81-81.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS. SARL - RC - RM. Constitution de sociétés. Démarches et tous services. Permanence téléphonique. 43-55-17-50.

A PARTIR DE 50 F HT/mois

Vos ADRESSES COMMERCIALES. PARIS 15, 8 p, 12, 15, 17, St-Sulpice (métro de la communication). INTERCOM 43-40-31-46.

BUREAUX ÉQUIPÉS

Salles de réunions, tics, dérivés, domiciliactions, SIÈGES SOCIAUX, démarches, tous services. CRÉATION IMMÉDIATE toutes entreprises. Serv. personnalisé : courtoisie, efficacité.

GROUPE ASPAC

1^{er} RESEAU NATIONAL DE CENTRES D'AFFAIRES. STOLLE 15 - 47-23-51-51. GROUPE 15 - 47-23-51-51. STOLLE 15 - 47-23-51-51. LA FAYETTE 9 - 46-22-22-22. BOLLAND 92 - 30-21-44-44. VERSAILLES 78 - 30-21-44-44. + 20 centres en France.

RUE DE SEVRES, 81 m², Loggia, park + cave, 4500 F.C.C. Tél. : 45-82-62-02.

Fonction, 36 ans, cherche homme seul pour partager P4 à Savigny-le-Temple (77), à 100 m de la gare. Loyer : 1 600 F/mois. Tél. : 64-41-85-86 (le soir).

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

bureaux

bureaux

Locations

Agence publicités loue bureaux 50 m² r.d.c., près St-Sulpice (métro de la communication).

manuel. A partir du 01-03, sur RDV : 43-25-11-54.

SIÈGE SOCIAL

Bureaux équipés et services, dérivés, R.C., R.M., SODEC SERVICES. CHPS-ELVSES 47-23-56-47. N° 43-41-81-81.

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

MARCHÉS FINANCIERS

Après sa fusion avec Aquarius
Le Club Méditerranée devient
le troisième pôle touristique européen

Le Club Méditerranée, premier exploitant mondial de villages de vacances (8,2 milliards de francs de chiffre d'affaires et 115 000 lits) a annoncé mercredi 13 février le rachat intégral du voyageur Club Aquarius et de sa filiale charter Air Liberté (1,7 milliard de francs et 7 000 lits).

M. Gilbert Trigano, PDG du Club Méd, est un obsédé. Persuadé depuis des lustres que « l'en ne peut être fort sur le plan européen que si on l'est aussi sur son propre marché », il cherche de longue date à se marier avec des partenaires ou concurrents français pour constituer une force de vente et d'achat capable d'obtenir des effets d'échelle significatifs. Il a tenté, en 1986, de se rapprocher des Wagons-Lits, puis de Nouvelles Frontières, en 1989. Vainement. Les intérêts, les stratégies et les personnalités étaient trop discordantes.

Tout en prétendant n'être plus tenté que par la croissance interne, M. Trigano n'en poursuivait pas moins sa quête pour trouver ce qu'il appelle « un partenaire sans arrière-pensée ». La perspective ouverte par Bruxelles d'un début de libéralisation du transport aérien européen, programmée pour le 1^{er} mars prochain, lui en a offert l'occasion. La filiale charter du Club, Minerve, était, avec ses onze avions, un peu petite pour obtenir des droits de trafic réguliers. De même, la filiale charter du Club Aquarius, Air Liberté, ne pesait guère lourd avec ses neuf appareils. « Se présenter en ordre dispersé devant les autorités de l'aviation civile ne faisait pas très sérieux », explique M. Gilbert Trigano.

Mais les négociateurs des deux parties ne se sont pas contentés du volet aérien. Les activités hôtelières, de fabrication de voyages et de vente sont trop liées au tourisme pour qu'on les sépare du transport. D'autre part, M. Lotti Belhassine, PDG et propriétaire-fondateur du Club Aquarius, qui avait du mal à boucler l'augmentation de capital de 150 millions de francs qu'il avait lancée, semblait avoir cédé aux pressions de

« Un coup de chapeau » à M. Belhassine

M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts, principal actionnaire du Club, « donne un coup de chapeau » à M. Belhassine pour la façon dont il a accepté de devenir « coéquipier » du Club. M. Belhassine devrait devenir président de Loin Voyages, le voyageur du groupe, mais aussi membre du conseil d'administration et du comité de direction du Club, dont il est prévu que M. Serge Trigano, le fils de Gilbert, deviendra un jour le PDG.

Au bout du compte, le Club augmentera de 14 % le nombre de ses lits, multipliera par huit le chiffre des clients de son activité de voyage et fera passer de onze à vingt avions la flotte qu'il contrôle. Il devient le troisième groupe européen de tourisme derrière le britannique Thomson et l'allemand TUI. Le grand perdant de ce rapprochement est le groupe GMF, qui, du fait de la défection de Club Aquarius, son allié à 50/50 dans le groupe A, se retrouve seul avec Go Voyages, FNAC Voyages et surtout la peu rentable compagnie Corse Air, filiale de Nouvelles Frontières.

ALAIN FAUJAS

En raison de la chute du dollar

Fokker va supprimer mille emplois

AMSTERDAM

de notre correspondant

Deux semaines après la « démission » inattendue de son directeur des ventes, le constructeur aéronautique Fokker a présenté, mardi 12 février, un ensemble de mesures devant lui permettre d'économiser 280 millions de florins (840 millions de francs) sur ses coûts généraux de production.

Cette somme est de 40 % supérieure au plan d'économies lancé en octobre dernier. La principale décision concerne la suppression de mille emplois, dont trois cents à la suite de licenciements secs. Par ailleurs, Fokker ne distribuera pas les dividendes de son bénéfice 1990, estimé à quelque 8,5 milliards de florins (2,5 milliards de francs).

Le constructeur néerlandais est également affecté par la dépréciation

continue du dollar, unité monétaire incontournable dans son secteur d'activité. Le billet vert cotait 2,60 florins (7,80 francs) il y a quatre ans, lors du développement des deux avions derniers-nés, le F-100 et le F-50; il a depuis lors perdu près de 3 francs, près du tiers de sa valeur.

Fokker risque aussi de subir de plein fouet le contrecoup du marasme dans lequel la guerre du Golfe plonge les compagnies aériennes. Celles-ci pourraient ne pas donner suite à leurs commandes optionnelles ou reporter des investissements. Or les carnets de commande, pleins jusqu'en 1994, ont déjà commencé à se dégonfler. L'an dernier, le constructeur aéronautique a reçu seulement sept nouvelles commandes firmes de F-100, contre cent dix-neuf l'année précédente.

CHRISTIAN CHARTIER

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE
Casino

Le volume d'activité TTC du Groupe Casino s'est élevé à 55,3 milliards de francs en 1990, ce qui représente un accroissement par rapport à l'année précédente de 32,6 %.

La répartition du volume d'activité entre les différents secteurs s'établit de la façon suivante :

VOLUME D'ACTIVITÉ TTC (en milliards de francs)			
ACTIVITÉS	1989	1990	VARIATIONS 1989-1990 en %
PRODUCTION	5,2	5,6	7,7
DISTRIBUTION	30,2	42,6	41,1
RESTAURATION	3,6	4	11,1
USA	2,7	3,1	14,8
	41,7	55,3	32,6

Pour permettre la comparaison avec l'exercice précédent, le chiffre d'affaires réalisé aux USA en 1989 a été converti au même cours du dollar que celui utilisé pour 1990. (Taux moyen pour 1990 1 \$ = 5,309 FF.)

En 1990 le volume d'activité tient compte des récentes acquisitions et prises de participation, et notamment, dans la distribution, du groupe La Roche méridionale (chiffre d'affaires TTC consolidé au 31-12-90 : 9,3 milliards de F) et de 33 % de SMAFIN, filiale de La Rinascente (1,8 milliard de F).

NEW-YORK, 12 février ↓

Ventes bénéficiaires

Des ventes bénéficiaires ont succédé mardi à la vague d'achats qui, en début de semaine, avait porté la Bourse américaine, pour la première fois depuis le 31 juillet 1990, au-dessus de la barre des 2 800 points. Elles n'ont toutefois pas été trop mal absorbées et, à la clôture, l'indice Dow Jones, un instant tombé à la cote 2 848,27, avait ramonté le coursant pour s'inscrire à 2 874,75, soit à 27,48 points (-0,9 %) en dessous de son niveau précédent. Le bilan de la journée a témoigné de la bonne résistance du marché. Sur 2 054 ventes traitées, si 680 ont été gagnées, 770 ont revancé ont monté tandis que 424 reproduisaient leurs cours de la veille.

De l'avis des spécialistes, il ne s'agit pas là de l'émersion d'un mouvement baissier plus important. D'une façon générale, les investisseurs conservent, dit-on, un optimisme serein, à la fois fondé sur la perspective d'une issue rapide du conflit au Moyen-Orient, l'espoir d'une résurgence de la croissance et de la baisse de l'inflation, et enfin d'un nouvel assouplissement de la politique de crédit que le président Bush appelle de ses vœux. Bref, pour l'essentiel, les analystes attribuent le renversement de tendance au seul facteur technique.

VALEURS	Cours de 11 février	Cours de 12 février
Alcoa	50 3/4	50 3/4
AMT	24 1/4	24 1/4
Bell	51	51
ITT Industries	16 1/4	16 1/4
Du Pont de Nemours	27 3/8	28 1/4
Eastman Kodak	47 1/8	48 1/2
General Motors	34 1/2	34 1/2
Ford	22 1/2	21 1/8
General Electric	67	67 1/8
General Motors	34 1/2	34 1/2
Goodyear	18 3/8	18 1/8
IBM	122 1/4	122 1/4
International Paper	57 1/2	57 1/2
Johnson & Johnson	61 1/4	60 3/4
Merck	55 3/4	55 3/4
Schlumberger	52	50 7/8
Texas Instruments	61	61 7/8
Union Carbide	128 3/4	128 3/4
US Steel	30 5/8	30 1/4
Wendell	26 3/4	26 1/2
Xerox Corp.	52	53 1/4

LONDRES, 12 février ↓

Trousse

La Bourse londonienne a réduit ses pertes mardi en fin d'après-midi, encouragée par l'ouverture en hausse de Wall Street mais déprimée par les incertitudes d'une baisse rapide des taux d'intérêt, après des déclarations du chancelier de l'Échiquier, M. Norman Lamont, refusant toute dévaluation de la livre. À la clôture, l'indice Footsie perdait 14,5 points (-0,8 %).

Le marché des actions était actif avec 582,5 millions de titres échangés contre 476,4 millions la veille. Les fonds d'État ont été irréguliers, tandis que les mines d'or ont balancé dans le sillage du métal jaune. La plupart des titres ont reculé, notamment les valeurs liées à la consommation tels les groupes de distribution alimentaire, les brasseries et les magasins, tandis que les pétroliers se sont redressés avec le fermeté des cours du brut. Les banques, très sensibles aux nouvelles concernant les taux d'intérêt, ont suivi la tendance baissière.

FAITS ET RÉSULTATS

■ Bourse Milan : suspension du marché des actions pour vendredi 15 février. Le mot d'ordre de grève des fonds de pouvoir d'agents de change, qui devaient négocier la Bourse de Milan à partir de vendredi prochain pour une durée indéterminée, a été suspendu après l'annonce jeudi 14 février de l'ouverture de négociations avec le gouvernement. L'ANPAC, association nationale des fonds de pouvoir d'agents de change, a déclaré mardi 12 février que ses représentants de toutes les catégories rencontreraient successivement jeudi le ministre des finances M. Rino Formica et le représentant de la présidence du Conseil M. Nino Cristofori. Ce mouvement de grève avait été décidé pour protester contre l'application de la nouvelle taxe sur les plus-values boursières (le Monde du 12 février).

■ Premier déficit pour Goodyear. Le pneu américain a enregistré un déficit de 15 millions de dollars, le groupe Goodyear, dernier fabricant américain indépendant, a enregistré pour 1990 le premier déficit de son histoire. Cette perte atteint 38,3 millions de dollars, pour un chiffre d'affaires de 3,7 à 4 milliards de dollars. Elle se compare au bénéfice net de 207 millions de dollars réalisé en 1989. C'était inévitable. Le groupe américain avait déjà dans le passé enregistré des pertes trimestrielles. Mais il avait jusqu'ici réussi à les absorber sur deux mois. Cette fois, le handicap occasionné par le déficit subi pour le troisième trimestre 1990, d'un montant record de 61,4 millions de dollars, n'a pu être remonté. Mais ce n'est pas tant du pneu, frappé par la récession enregistrée dans l'industrie automobile, dont souffre Goodyear. Le centre des pertes, le lourd endettement et les problèmes financiers de la firme d'Akron sont, affirment les analystes de Wall Street, le résultat d'une diversification ratée par le rachat de l'All American Pipeline, un pipeline qui achève le pipeline brut de Californie au Texas mais ne travaille qu'au tiers de sa capacité. En plus de ce boulet, la société précise que ses résultats de 1990 incluent des charges exceptionnelles de restructuration.

PARIS, 13 février ↑

Petite progression

Très hésitante à l'ouverture, la Bourse de Paris a retrouvé de la vigueur mercredi au fil des heures dans un marché « sans saveur » selon les milieux professionnels. En repli de 0,12 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait à 11 h 15 un gain de 0,51 %. En début d'après-midi, peu avant l'ouverture de Wall Street, la progression était de 0,55 %. Les marchés ont besoin de souffler, estiment les experts après la vive hausse enregistrée depuis le début de la guerre du Golfe. Par ailleurs, les opérateurs deviennent un peu plus prudents, car la reprise économique pourrait être plus tardive que ne le souhaitent les experts. En effet, l'attente des consommateurs et des chefs d'entreprise va passer sur les résultats des sociétés au premier semestre. Les analystes s'attachent d'autre part de plus en plus aux perspectives dans ce domaine. Le rachat par le Club Méditerranée du Club Aquarius a entraîné une baisse d'environ 4 % de l'action du groupe présidée par M. Gilbert Trigano. L'action Cérés s'effritait également.

Quelques heures avant l'annonce officielle du départ de son vice-président, M. Alain Minc, et le vote des 9,96 % de la Générale de Belgique au groupe Suez. En revanche, ce dernier enregistrait une légère progression. Parmi les plus fortes hausses de la séance on notait Navigation mixte et La Rochette, mais aussi des firmes de distribution comme Galeries Lafayette ou Docks de France. Du côté des valeurs étrangères, outre le Club Méditerranée, Sextant Avionique, Bongrain et le GAN.

TOKYO, 13 février ↑

Au-dessus de la barre des 25 000 points

La Bourse tokyote n'a pas fini de monter. Après six journées d'achats, le marché japonais a franchi mardi 26 000 points, à la barre des 25 000 points à l'indice Nikkei, qui s'est établi en clôture à 25 139,47, avec un gain de 204,48 points (+0,82 %).

Pourtant, en début de séance, une vague de ventes bénéficiaires avait déferlé sur le marché. Non seulement les ventes furent bien absorbées, mais à aucun moment elles n'ont réussi à provoquer un renversement de tendance. Ici comme ailleurs, les investisseurs tablent en priorité sur une nouvelle baisse des taux d'intérêt.

VALEURS	Cours de 12 février	Cours de 13 février
Alcoa	50 3/4	50 3/4
AMT	24 1/4	24 1/4
Bell	51	51
ITT Industries	16 1/4	16 1/4
Du Pont de Nemours	27 3/8	28 1/4
Eastman Kodak	47 1/8	48 1/2
General Motors	34 1/2	34 1/2
Ford	22 1/2	21 1/8
General Electric	67	67 1/8
General Motors	34 1/2	34 1/2
Goodyear	18 3/8	18 1/8
IBM	122 1/4	122 1/4
International Paper	57 1/2	57 1/2
Johnson & Johnson	61 1/4	60 3/4
Merck	55 3/4	55 3/4
Schlumberger	52	50 7/8
Texas Instruments	61	61 7/8
Union Carbide	128 3/4	128 3/4
US Steel	30 5/8	30 1/4
Wendell	26 3/4	26 1/2
Xerox Corp.	52	53 1/4

PARIS :

Second marché (sélections)					
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3119	3111	Groupe Oxygène	485	481
Amat Associes	221	248 80	Guinif	900	....
Ayrol	105	....	I.C.C.	226	226
B.A.C.	150	150	IDA	276	276
Banque Paribas	340	320	Mécanique	120	....
Banque Paribas	340	320	IPSA	115	113
Banque Paribas	340	320	Loisirs Invest	280	....
CAL-de-Fr. (C.C.)	1030	1011	Locat	88	91 50
Calsonic	380	383	Mara Cornu	128	128
Cardif	558	575	Molay	126	126 10
C.E.G.E.P.	175 10	175	Oliveri Logiciel	590	599
C.F.P.I.	274 50	270	Presbourg	75	....
C.N.U.M.	800	800	Publi-Image	345	350
Codetour	280	280	Razal	517	....
Comar	289 80	270 40	Rhone-Alp. Ecl. (L.)	303	303
Conformance	780	772	S.H. Méditerranée	185	180 10
Crestal	222	....	Selact Invest (L.)	98	98
Dagblin	385	380	Serbia	400	389
Dalson	355	358	S.M.T. Group	194 90	....
Danachy Worms Co.	208	....	Sopre	180	180
Designs et Graf.	235	220 10	Thomson H. (L.)	223	....
Devant	590	1010	Unilog	162	164
Deville	390	390	Viel et Co.	99 80	99 80
Dolson	138	140	Y. St-Laurent Group	648	650
Editeurs Belford	230	235			
Emp. Propulsion	328	329			
Finacor	125	....		
Frontoparc	189 50	185 20			
GFF (group.fon.)	274	272 60			
Grand Live	365	....		
Geograph	183 90	184			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 12 février 1991

Nombre de contrats : 129 314.

COURS		ÉCHÉANCES			
		Mars 91	Jun 91	Sept. 91	
Dernier		184,24	184,62	184,90	
Précédent		184,72	185,14	185,32	
Options sur notionnel					
PRIX D'EXERCICE		OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars 91	Jun 91	Mars 91	Jun 91
105		0,26	1,22	1	1,56

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 8 325.

COURS	Février	Mars	Avril
Dernier	1 637	1 640	1 684
Précédent	1 649	1 661	1 668

CHANGES

Dollar : 4,9660 F ↑

Le dollar s'inscrivait en hausse mercredi 13 février, après la vague d'intervention déclenchée la veille par les banques centrales européennes. À Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 4,9660 francs contre 4,9585 francs la veille à la cotation officielle. Le mark à Paris restait très ferme, à 3,4078 francs contre 3,4078 francs mardi au fixing.

FRANCFORT 12 février 13 février
Dollar (en DM) 1,436 1,478
Yen (100) 167,78 167,78
Tokyo 12 février 13 février
Dollar (en yen) 127,78 128,78

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)
Paris (13 février) 9 516/716
New-York (12 février) 5 314 - 6 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

Valeur française... 100,00
Valeur étrangère... 102,10
(SBF, base 100 : 31-12-91)
Indice général CAC 40... 437,59
(SBF, base 100 : 31-12-91)
Indice CAC 40... 1 637,29 1 626,24

NEW-YORK (Index Dow Jones)

Industrielles... 2 902,23 2 974,75
Londres (Index Financial Times) 11 février 12 février
100 valeurs... 2 279 2 284,50
30 valeurs... 1 783,70 1 781,10
Mines d'or... 137,10 135,10
Fonds d'État... 85,05 85,83

FRANCFORT 11 février 12 février

Dax... 1 488,74 1 488,94
Tokyo 12 février 13 février
Nikkei Dow Jones... 24 925,01 25 139,47
Indice général... 1 865,66 1 879,48

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	base	+ ou -	+ ou -	ou sup.	+ ou -	ou sup.	+ ou -	ou sup.
E.-U.	4,9540	4,9560	+124	+134	+258	+278	+800	+830
Yen en (100) ..	4,2892 3,8643	4,2896 3,8649	-56 +54	-25 +71	-88 +108	-45 +138	+6 +423	+6 +6
DM en (100) ..	16,5407 16,5489	16,5497 16,5586	+13 +55	+29 +74	+27 +50	+55 +154	+104 +101	+163 +509
FR (100) ..	3,0235	3,0266	+7	+21	+24	+44	+90	+137
PS en (1 000) ..	3,9775 4,5221	3,9823 4,5281	+36 +11	+53 +81	+86 +220	+124 +751	+330 +254	+402 +476
£ en (100) ..	9,8609	9,8699	+329	+295	+612	+543	+1347	+1196

TAUX DES EUROMONNAIES

S.E.U.	6 1/16	9 1/16	6 3/8	6 1/2	6 1/2	6 5/8	6 1/2	6 5/8
Yen	7 5/8	7 7/8	7 7/8	8	8	8 1/4	7 11/16	7 13/16
DM	8 7/8	9 1/8	9 7/8	9	9	9 1/8	9 1/16	9 3/16
DM (100)	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4
FR (100)	9 1/4	9 1/2	9 5/8	9 7/8	9 5/8	9 7/8	9 1/2	9 3/4
PS	8	8 1/4	8 1/8	8 1/4	8 1/8	8 1/4	7 7/8	8
ES (1 000)	12	12 1/8	12 3/8	12 7/8	12 3/8	12 7/8	12 1/8	12 5/8
£	14 1/2	14 3/4	14 1/4	14 1/8	13 3/4	13 7/8	12 15/16	13 1/16
Franc	9 1/4	9 1/2	9 5/8	9 3/4	9 11/16	9 13/16	9 15/16	10 1/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL

Au conseil des ministres

M. Dumas évoque la « déception » des Soviétiques après leur mission diplomatique en Irak

Lors du conseil des ministres du mercredi 13 février, M. Roland Dumas a rendu compte de son voyage en URSS. Selon le porte-parole du gouvernement, M. Louis Le Pen, le ministre des Affaires étrangères a indiqué qu'après la visite de M. Primakov à Bagdad les Soviétiques estimaient « ne plus devoir intervenir auprès de M. Saddam Hussein, après l'ultime tentative » de l'émissaire du président de l'Union soviétique, ce qui sous-entendait une certaine « déception » de Moscou.

Les dirigeants soviétiques ont aussi fait part au ministre français des « échos profonds que produisent les événements du Golfe sur les populations musulmanes des Républiques du sud de l'URSS ». M. Dumas a notamment expliqué que la France s'efforce de rappeler aux pays arabes, en particulier à ceux du Maghreb, que la France reste fidèle à sa « politique traditionnelle » à leur égard et que la guerre « prendra fin avec la restaura-

tion du droit et la libération du Koweït ».

Toujours selon M. Le Pen, M. Mikhail Gorbatchev lui a fait part de sa « volonté de poursuivre la politique de perestroïka et de maintenir un contact suivi avec la France pendant toute cette période », notamment pour préparer le retour à la paix.

M. Pierre Joxe a rendu compte de sa visite à Washington. Selon le ministre de la Défense, a rapporté M. Louis Le Pen, le président américain a « évoqué l'évolution de l'opinion dans le monde arabe et le rôle que la France peut jouer à cet égard aujourd'hui et à l'issue de la crise ».

Violents bombardements de Bagdad
400 personnes auraient été tuées dans un abri

Environ quatre cents personnes ont été tuées dans un abri souterrain, qui a été atteint par deux missiles au cours d'un bombardement nocturne, mercredi 13 février à 4 heures du matin à Bagdad, ont affirmé des témoins et des équipes de la défense civile irakienne.

Selon des témoins, l'entrée de l'abri, situé dans le quartier d'Al-Americh, a été frappée de plein fouet par au moins deux missiles tirés par des avions alliés. Des journalistes, qui ont été conduits par le ministère de l'Information plusieurs heures après, ont compté plus de quarante corps calcinés allongés sur le sol en attendant les ambulances qui devaient les amener à la morgue. Plusieurs dizaines d'autres corps mutilés auraient été retirés des décombres avant l'arrivée des journalistes, ont affirmé des sauveteurs. L'abri était encore en feu six heures après le bombardement et les pompiers luttaient contre les flammes.

Le ministre de la Santé, M. Abdel-Salam Mohammed Salih, a déclaré aux journalistes qu'il y avait mille personnes dans l'abri. L'un des cinq grands abris construits à Bagdad pendant la guerre de 1980-1988 contre l'Iran. Mais des sauveteurs, des survivants et des habitants du quartier ont dit qu'il n'y avait que de quatre cents à cinq cents personnes à l'intérieur.

Plusieurs autres quartiers de Bagdad ont été touchés au cours de ces raids intensifs de la nuit, considérés par les habitants comme l'un des bombardements les plus violents subis par la capitale depuis le début de la guerre le 17 janvier. Un centre de télécommunications a été détruit dans le quartier d'Al-Jadrieh, et plusieurs centres analogues ont subi de graves dégâts dans le quartier d'Al-Jameli. Le Palais des conférences, en face de l'hôtel Al-Rachid où les journalistes étrangers sont relogés, a été également touché pendant la nuit.

□ Pas de session extraordinaire avant la fin des hostilités. — A l'issue du conseil des ministres, mercredi 13 février, M. François Mitterrand a réuni à l'Elysée MM. Michel Rocard, Jean Poperen, ministre des Relations avec le Parlement, et Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, pour évoquer la convocation d'une session extraordinaire du Parlement dont l'ouverture avait été fixée, avant la guerre du Golfe, au 28 janvier. Après le déclenchement des hostilités, elle avait été repoussée d'un mois et aurait pu débiter le 25 février prochain. Les motifs du report étant toujours valables, aucune date n'a été fixée. En tout état de cause, il ne devrait pas y avoir de session extraordinaire avant la fin de la guerre. La prochaine session ordinaire du Parlement s'ouvrira le 2 avril.

□ Annulation du SICOB 1991. — Les deux éditions 1991 du SICOB, salon de l'Informatique, de la communication et de la bureautique, sont annulées. Selon le Comité des expositions de Paris, organisateur du Salon, et les syndicats professionnels, cette décision est due à la « situation conjoncturelle difficile ». Le SICOB devait avoir lieu du 22 au 27 avril et du 2 au 5 octobre.

Services

Abonnements.....	14
Rebonds classés.....	32 à 35
Automobile.....	15
Carnet.....	15
Marchés financiers.....	36-37
Météorologie.....	16
Mots croisés.....	15
Radio-Télévision.....	16

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde »
daté 13 février 1991
a été tiré à 556 668 exemplaires.

Les parts de la Générale de Belgique étant vendues à Suez

M. Alain Minc quittera Cerus fin avril

Après cinq ans au service du financier italien Carlo De Benedetti, M. Alain Minc quittera la vice-présidence de Cerus (Compagnies européennes réunies), le holding français de « l'Ingenierie », fin avril. L'information devait être confirmée, mercredi 13 février à l'issue des conseils d'administration de Suez et de Cerus et après la vente à Suez des parts de la Générale de Belgique détenues par Cerus.

M. Alain Minc ne se sépare pas pour autant de son ami de longue date, puisque le groupe de M. De Benedetti deviendra le premier client de la société de conseil qu'il souhaite créer.

Cette nouvelle carrière permettra à M. Minc de mieux concilier son activité professionnelle avec ses autres activités : livres (*La Machine*

égalitaire, *la Grande Illusion*, *l'Argent fou*, *la Pénitence des nations*...), journalisme, Société des lecteurs du Monde, Fondation Saint-Simon.

Le départ de M. Minc de Cerus est, certes, dicté par un choix personnel. Elle est aussi largement le résultat de son parcours chez Cerus — et la conséquence des pressions de certains actionnaires importants de la compagnie.

Après avoir contribué à la prospérité de ce holding avec des acquisitions comme Valeo, Duménil-Léblé, Yves Saint-Laurent... il devait participer aussi, aux côtés de M. Carlo De Benedetti, à la déconstruction en tant qu'OPSA sur la Société générale de Belgique en avril 1988, face au groupe financier Suez. Cerus se trouvait alors « collé » avec 47 % du capital de la SGB, qui grevait lourdement ses comptes. La cession de diverses participations n'a pas suffi à alléger son endettement.

C'est finalement Suez qui aidera Cerus à mettre un point final à cette aventure désastreuse en rachetant pour quelque deux milliards de francs (soit aux deux tiers de sa valeur) le solde des actions SGB (près de 10 %) que le holding détenait encore. Cette décision devait être entérinée par le conseil d'administration de Suez mercredi 13 février et marquer l'échéance que M. Minc s'était fixée pour quitter Cerus.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Choco-promo

Quel je rencontre tôt, ce matin, devant la machine à café ? Mon chef en chef : Ah ! dis donc, j'ai un truc pour toi.

— Je te vois venir. Les notes de sables. Nos militaires en treillis, tulle blanc au fusil, mariés par un colonel qui leur parle de la seconde moitié de leur couple restée au pays. Je te signale que les Américains, ils font ça au téléphone devant un juge de paix : Allô, John, vous êtes en ligne ? Katie est près de moi. Je vous déclare mari et femme. Vous voulez lui parler ? Quittez pas, je vous la passe.

— Oui, enfin, c'est pas tout à fait ça, mais presque. Je t'ai découpé un très bon article dans le *Daily Telegraph* d'hier sur la Saint-Valentin, ça peut te donner des idées.

Et il me fourne la coupure dans la bouche, vu que j'étais les mains pleines de gobelets. Pas bêtes, dites donc, les commerçants ! Ils les font tomber dru comme grêle — frites de Noël, des mères, des pères, des amoureux — les occasions de recoler le cheland. Là, s'agissait de la fibre schisteuse des Japonaises à la veille du

Valentine Day, rebaptisé « Barontairée ».

Vous savez combien elles ont dépensé en eaux de toilette, tee-shirts et caleçons imprimés de cours entreteints ? Plus de quatre milliards de francs. Là où ils font très fort, les Japs, c'est en les obligeant à offrir, par-dessus le marché, des chocolats à leurs collègues de bureau, leurs supérieurs plutôt. Des choco-promos. Chaque mec reçoit une moyenne de 8,4 paquets cadeau ! C'était donc ça ! Je dégingole à la rédaction :

— Vous aviez une idée derrière la tête en me filant ce papier, hein ? Vous voudriez bien qu'on en fasse autant ici au journal, nous, les nanas.

— Pourquoi rien que vous, les nanas ? Ce que tu peux être sexiste ! Tu penses quand même pas qu'on va barrer l'avenir des rédacteurs en leur interdisant d'y aller de leur offrande. Tiens, on a dressé la liste de nos préférences : chocolat amer, au lait, aux amandes, plaques, truffes, bouchées, cerises... Fais passer dans les services. Et n'essaye pas de te réserver le droit de nous apporter des croûtes. Les jeunes, faut leur donner leur chance.

Devant le tribunal correctionnel de Toulouse

Le droit de concevoir un enfant avec le sperme d'un mari mort du sida

Le tribunal de grande instance de Toulouse présidé par M. Michel Treille examinait mardi 12 février la demande d'une veuve souhaitant récupérer les paillettes de sperme congelé de son mari, mort du sida, pour une insémination artificielle post mortem. Le CEOS (Centre d'étude et de conservation du sperme humain) Midi-Pyrénées, qui conserve depuis 1985 ces paillettes, s'oppose à leur restitution.

TOULOUSE

de notre envoyé spécial

En entrant, accompagnée de sa mère, dans la petite salle du tribunal de Toulouse, M^{me} Claire Gallon, trentenaire elle-même, se demandait ce qu'elle allait devoir subir ? Ce dossier, pour lequel on avait jusqu'ici pu — à sa demande — conserver l'anonymat (le *Monde* du 17 janvier 1990), est aujourd'hui devenu « l'affaire Gallon », comme il y avait eu en 1984 « l'affaire Pargpalais », du nom de la femme qui souhaitait qu'on lui restituât le sperme conservé par le CEOS du Kremlin-Bicêtre (1).

Or l'affaire toulousaine est à la fois techniquement plus complexe et — la réflexion éthique dans ce domaine ayant nettement progressé — plus exemplaire, des impasses auxquelles conduit le refus politique de légiférer en la matière.

Tout a commencé en octobre 1985, lorsque M. Michel Gallon, alors âgé de vingt-huit ans, et chez qui on vient de diagnostiquer une tumeur cancéreuse d'un testicule, prend contact avec le CEOS Midi-Pyrénées de Toulouse pour bénéficier d'une auto-conservation par congélation de son sperme. Un an plus tard, M. Gallon souhaite l'annulation de l'insémination artificielle de sa femme. Rien alors ne s'y oppose. Un bilan médical révèle toutefois que M. Gallon est contaminé par le virus du sida.

Une curieuse alternative

On ne dispose à cette époque d'aucune certitude quant à l'origine et à l'ancienneté de cette infection. Et, même si quelques éléments laissent penser que celle-ci a pour cause une transfusion sanguine pratiquée fin 1985 dans une clinique de Perpignan, la médecine et la biologie demeurent, pour leur part, toujours incapables aujourd'hui de dire si l'insémination artificielle à partir de sperme d'un homme séropositif comporte ou non un risque infectieux pour la femme comme pour l'enfant à naître.

Inquiete d'une telle situation, la Fédération nationale des CEOS

soumet, en novembre 1987, le problème à sa commission d'éthique. En janvier 1988, celle-ci propose une alternative pour le moins curieuse au couple : attendre deux ans (délai considéré comme suffisant pour que les progrès scientifiques permettent de réaliser une « décontamination » des paillettes supposées contaminées) ou utiliser le sperme congelé immédiatement, « mais avec un risque non négligeable ». M. Gallon ne devait plus formuler de demande auprès du CEOS de Toulouse. Il décédait le 18 septembre 1989 des suites de son sida.

L'affaire pouvait, dès lors, prendre sa dimension médico-légale. Forte de plusieurs témoignages recueillis parfois dans des conditions fort critiques, sur la volonté de son mari qu'elle puisse avoir un enfant de lui après sa mort, M^{me} Gallon demandera, par acte d'huisier d'abord, devant le tribunal de grande instance, la restitution des paillettes, un médecin s'étant déjà porté volontaire pour réaliser l'insémination. Le CEOS, pour sa part, refusera d'accéder à cette demande, arguant de l'existence du contrat passé avec Michel Gallon, un contrat qui stipule que « le sperme conservé dans le cadre des auto-conservations ne peut être restitué que le dépositaire présent et consentant ». Une formule voulant signifier que la mort équivaut, ainsi, à une rupture de contrat.

Le pouvoir médical

Devant le tribunal, les deux parties devaient reprendre et développer longuement leurs arguments. Ce fut, pour le résumer à l'excès, un affrontement parfois violent entre « le droit pour une femme d'avoir un enfant » défendu par M^{me} Dominique Labbé, du barreau de Paris, et l'argumentation des CEOS, présentée avec fougue et concision par M^{me} Catherine Paley-Vincent.

Pour elle, loin de caricaturer un pouvoir médical absolu capable de dire qui devrait disposer ou non du droit à procréer, les médecins travaillant dans les CEOS se doivent, comme ils le font, d'affirmer que « concevoir un enfant avec le sperme d'un homme mort, ce n'est pas de la médecine ». « A-t-on le droit de faire venir au monde un enfant-thérapie de sa mère ? » devait-elle ajouter, avant de stigmatiser tous ceux qui veulent, aujourd'hui, faire sortir l'autoconservation de sperme de son champ thérapeutique (remède à la stérilité masculine), transformer les médecins en simples prestataires de services ? « Dans ces conditions, il n'est nul besoin de faire appel à la médecine. Il existe des entrepôts frigorifiques... Que l'on s'en serve, mais que l'on ne demande pas aux CEOS d'enfreindre les règles qu'ils se sont fixées ».

Evoquant les limites du « droit naturel » à avoir un enfant, M. Jean-Paul Cavallès, substitut, devant, en revenant à « aux sources du droit », rejoindre dans ses conclusions M^{me} Paley-Vincent et rejeter la demande de M^{me} Gallon, qui, à ses yeux, « ne dispose d'aucun droit patrimonial, contractuel ou non, sur les paillettes qu'elle réclame ».

On avait longuement argumenté sur le droit des personnes et celui des contrats, sur la définition du sperme et la nécessité d'une loi. On avait aussi cité M. Robert Badinter et son étonnant discours officiel tenu à Vienne, en 1985, dans lequel le garde des sceaux déclarait : « Certes, pour l'enfant, deux parents valent sans doute mieux qu'un. Mais que pèse cette sage observation dans nos sociétés où le divorce est si commun, où la mère peut être célibataire et vouloir tout ignorer de son partenaire, où l'on ne s'entend pas du sort des enfants à naître d'une femme hétero-manne épousant un homme alcoolique ? Il y a sans doute quelque paradoxe à évoquer l'intérêt de l'enfant pour lui interdire de naître ».

En dépit des diverses précautions oratoires affichées, on n'avait pu éviter d'aborder l'intimité de ce couple souffrant. M^{me} Gallon demanda alors la parole. Le président la lui accorda, et, en quelques mots, tremblante, elle dit toute sa douleur. Elle dit aussi, en hésitant, toute la volonté qui était la sienne d'avoir, coûte que coûte, un enfant, celui qu'elle avait promis à son mari lorsqu'il était sur son lit d'hôpital. Jugement le 26 mars.

JEAN-YVES NAU

(1) Le tribunal de grande instance de Créteil avait ordonné le 1^{er} août 1984 la restitution à M^{me} Corinne Pargpalais, vingt-trois ans, des paillettes de sperme congelé de son mari décédé en décembre 1983. L'insémination, pratiquée en novembre 1984, avait échoué.

(Publicité)
Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuits. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) — M^o Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.